Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — Nº 13497 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 21 JUIN 1988

Rock et « valeurs »

Concert pour Nelson Mandela à Wembley, « tricontinentale » de SOS-Racisme, guerre des deux rocks par-dessus le mur de Berlin : la musique a sa saison, son langage et sa liturgie. Son message est-il, pour autant, limpide ?

En France, l'immense rassemblement, à Vincennes, des amis d'Harlem Désir a confirmé le succès d'un courant dépassant les clivages politiciens, rendant dérisoires (à contretemps...) les tentatives de récupération. La réplique aux tentations de l'exclusion, à la montée des intolérances, ne devrait appartenir à personne. Les « valeurs » exprimées samedi soir ne sont, au fond, que celles figurant au fronton des édifices de la République. Les jeunes de Vincennes symbolisaient une aspiration estivale à *l'unité des différences dans* la société civile, bien plus qu'une révolte.

A Berlin, le rock aura servi d'enjeu directement politique. Rien ne montre mieux l'ambiguïté de son « message » que le comportement des autorités est-allemandes. Au moment même, dimanche soir, où la police de Berlin-Est empêchait brutalement des Occidentaux de filmer un rassemblement de jeunes épris de liberté, venus, près de la porte de Brandebourg, tendre l'oreille aux concerts qui se déroulaient de l'autre côté du mur, la télévision officielle diffusait en différé le concert de... Wembley. Bon rock, mauvais rock !

La veille, à Berlin-Ouest, à l'issue d'un concert de Nina Hagen, la police avait dû disperser plusieurs centaines de jeunes néo-nazis. Là encore, ambiguïté d'un rock rassembleur, capable d'attirer à lui les chantres des bons sentiments comme les illuminés de la haine.

Le rock, en soi, n'est rien. Il ne vaut que par l'interprétation. Son message peut être fluctuant ou même contradictoire. A Berlin-Est, les autorités ont organisé des contre-concerts pour dissuader les jeunes de se presser le long du mur : rock contre rock...

Les concerts de SOS-Racisme, a dit M. Mitterrand, sont « une langue universelle qui dit, mieux que les discours, la possible et courageuse fraternité des hommes ». Il est vrai que la musique, avec ou sans paroles, est un langage qui a ceci de préférable aux autres que chacun peut y entendre ce qu'il souhaite. Il est des musiques à plusieurs usages (qu'on songe à Wagner...).

Si le rock fait tellement plaisir, en Occident, aux générations plus anciennes, c'est qu'il n'est plus chargé de cette révolte anti-autoritaire, dont il fut pendant les années 60 le symbole. Il s'est inséré dans la société marchande.

L'heure est au rock-charité, au rock-générosité, au rock-bon cœur, plutôt qu'au rock-violence : qui s'en plaindrait ? Et qui, à l'heure où les plus riches s'assemblent à Toronto pour s'inquiéter de la dette des plus pauvres, regretterait que des jeunes lancent un message de fraternité à l'état brut ?

La musique est le carrefour des émotions et des évidences. La Fête de la musique, qui a lieu mardi en France, mais aussi dans toute l'Europe où l'initiative de Jack Lang a été imitée, le montrera : plus que langage, la musique est parenthèse, trêve des rapports de forces et des égoïsmes. Elle unit, elle accorde les générations, les cultures et les classes. De la musique avant toute chose, donc. Mais elle ne peut pas tout.

(Lire nos informations pages 3 et 11.)



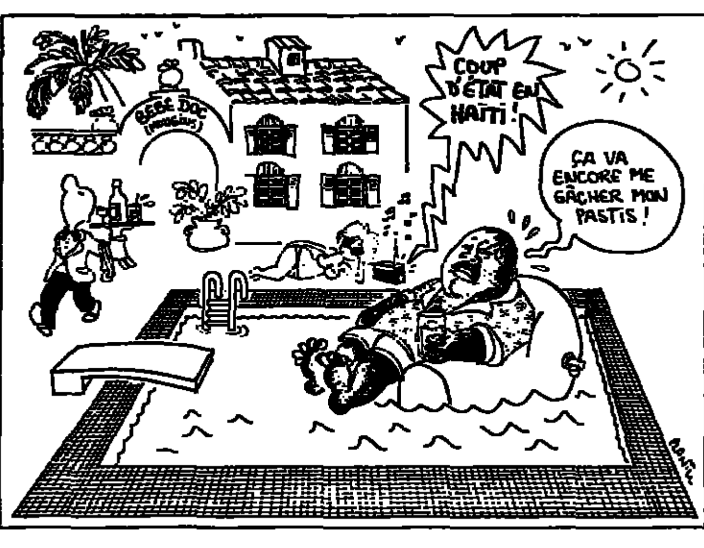
M 0147 - 0621 0- 4,50 F

3790147004500 06210

Le président Manigat évincé par un coup d'Etat

Le général Namphy reprend le pouvoir en Haïti

L'épreuve de force entre le pouvoir civil en Haïti et les autorités militaires de ce pays vient de connaître un spectaculaire rebondissement. Deux jours après son limogeage par le président Leslie Manigat, le général Henri Namphy, commandant en chef des forces armées, a pris l'initiative d'un coup d'Etat, dimanche 19 juin, et s'est installé au palais national, dans le centre de Port-en-Prince.



Lire nos informations page 4

Le sommet des pays les plus industrialisés à Toronto

Les Sept souhaitent éviter l'affrontement sur les politiques agricoles

Ouvert dimanche, à Toronto, le sommet des sept principales démocraties industrielles devait adopter, le lundi 20 juin, une déclaration politique, saluant notamment le dégel des relations est-ouest. Au cours d'un premier tour de table consacré aux questions économiques, les participants ont fait en sorte que soit évité l'affrontement, que l'on redoutait, sur le problème des aides à l'agriculture.

TORONTO
de nos envoyés spéciaux

Tout était calme à Toronto, dimanche soir, mises à part quelques légères escarmouches sur les *subventions des prix agricoles*. Et alors que se dessinait un accord sur les pays les plus défavorisés susceptible de donner satisfaction à tous les participants, les Sept s'apprêtaient à adopter, lundi, une déclaration politique relativement optimiste sur les relations Est-Ouest.

Durant l'après-midi, le premier tour de table des chefs d'Etat et de gouvernement sur la situation économique et le développement des échanges n'avait annoncé aucune controverse. Certains se demandaient si le débat agricole *qui oppose les Etats-Unis* (ainsi que le Canada) à la Communauté, ne risquait pas d'altérer l'ambiance. Le suspense, très relatif, était accru par l'intention prêtée à Mme Margaret Thatcher d'adopter sur ce terrain sensible une position plus voisine de celle *du président Reagan que de celle* de ses partenaires européens. Or le premier ministre britannique, qui ouvrait le tour de table, a réussi à exprimer ses idées sur les réformes à apporter aux politiques agricoles – idées qui ne coïncident pas exactement, c'est le moins que l'on puisse dire, avec celles des Français, des Allemands et des Italiens, – sans pour autant rompre avec la solidarité communautaire.

JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 2.)

Un week-end de polémiques entre les centristes et les libéraux

L'heure de M. Valéry Giscard d'Estaing

Les « libéraux » du Parti républicain ont vivement pris à partie, ce week-end, M. Barre ainsi que les centristes qui viennent de s'engager dans une démarche « autonome ». MM. Léotard et Madelin considèrent que le CDS, en constituant son groupe à l'Assemblée nationale, s'est placé en dehors de l'UDF. A « L'heure de vérité », le lundi 20 juin, M. Giscard d'Estaing devait s'efforcer de calmer le jeu, tout en relançant son offensive contre M. Mitterrand. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, explique ci-dessous les raisons pour lesquelles, à ses yeux, le centre n'existe pas encore.

POINT DE VUE

Gouverner mieux

par Lionel Jospin

Après le 8 mai et le 12 juin, *trois questions sont dans l'air du* temps et nous sont posées, à nous socialistes : avons-nous perdu ou gagné les élections ? Faut-il nous ouvrir ou non sur le centre ? Pourrons-nous gouverner ou pas ? *Sur ces trois points, où je sens* beaucoup de confusion, je voudrais, sinon faire la clarté, du moins donner mon éclairage. Sans céder aux effets de mode mais en tenant compte de ce qui a bougé dans le paysage politique.

1) Avons-nous perdu ou gagné ? Gagné bien sûr. Certains socialistes sont imprévisibles. Battus en 1986, ils riaient. Vainqueurs en 1988, ils voudraient que l'on pleure. Et pourtant, n'aurions-nous pas tous signé des deux mains, il y a six mois, avec le dieu, ou le démon, des élections un pacte qui nous aurait promis le maintien de François Mitterrand à la présidence de la République et le départ de la droite du gouvernement ? C'est fait ! Et voilà que certains font la fine bouche, parce que nous ratons la majorité absolue de treize voix...

Quel manque de réalisme ! Les Français ont voté majoritairement *pour François Mitterrand* parce qu'il le préféraient à Jacques Chirac comme chef de l'Etat. Cela prouve qu'ils ont du bon sens ! Ils ne se sont pas pour autant tous convertis aux idées socialistes. François Mitterrand a su gagner. Nous avons su ne pas perdre. Constatons la différence sans la lui reprocher. Et sans en faire reproche à certains d'entre nous.

Peut-être aurions-nous gagné vingt sièges de plus si nous nous étions mieux rappelé que les rôles du président de la République, du gouvernement et du Parti socialistes ne sont pas identiques ou si, au lieu de surfer sur la vague promise par les sondages, nous avions pagayé davantage. Mais sur ces deux points, notre responsabilité a été collective. Je n'ai pas vu dans cette période d'analyses ou de comportements différents.

(Lire la suite page 6.)

Dans « le Monde économie » et « le Monde affaires »

L'Espagne en mouvement

L'Espagne est en mouvement. Ses résultats sont brillants : une croissance vive, qui a dépassé 6 % – en rythme annuel – au cours du premier trimestre, et qui est tirée surtout par les investissements des entreprises ; une inflation en net recul, qui se situe au-dessous de 4 %, trois fois moins qu'en 1983.

Cette expansion accroît, certes, le déficit du commerce extérieur, qui a doublé de 1986 à 1987 ; mais les exportations progressent et les recettes du tourisme – plus de cinquante millions de visiteurs en 1988 – comblent pratiquement le trou, sans oublier les entrées de capitaux étrangers. Cependant, elle ne suffit pas à résorber le chômage qui, malgré le travail « souterrain », frappe un Espagnol sur cinq. La population active, tout en restant encore relativement faible, ne cesse de s'accroître, notamment chez les femmes.

Le phénomène traduit une mobilisation du pays et une adaptation de ses structures, qui sont liées notamment à l'entrée dans la CEE, début 1986, et à la préparation du grand marché, en 1992.

Les socialistes espagnols, au pouvoir depuis 1982, qui avaient tiré les leçons des erreurs de leurs amis français, ont mené une politique réaliste d'assainissement – les sacrifices avant les bénéfices – au risque d'aggraver les tensions sociales et géographiques.

Le Monde consacre cette semaine à l'Espagne ses deux suppléments économiques. « Le Monde Economie » de ce jour a effectué un inventaire des forces et des faiblesses d'une économie qui rattrape son retard, avec une agriculture très présente, une industrie quelque peu disparate et des services abondants.

Un reportage au Pays basque, très confiant en son avenir, illustre cette présentation générale, complétée par des enquêtes sur les agrumes à Valence, l'élevage en Galice et le tourisme. La chronique de Paul Fabra est quant à elle intitulée « Du rêve à la réalité de la modernité ».

Le Monde Affaires, daté samedi 25 juin, traitera des *enjeux micro-économiques* : la modernisation du patronat, le dynamisme des PME à travers un portrait de firme, le renouveau des banques et assurances, la réforme de la Bourse.

1992, c'est aussi l'année des Jeux olympiques à Barcelone et de la Foire internationale de Séville. Dans ce numéro spécial, le ministre espagnol de l'industrie, M. Luis Carlos Croissier, évoquera les privatisations et le rôle de l'Etat.

(Lire « Le Monde Economie » pages 17 à 20.)

Photographie

Arles 88

Du 3 juillet au 15 août, Arles sera une nouvelle fois le rendez-vous des photographes du monde entier. Une série d'expositions et de manifestations marquera ce dix-neuvième Festival, qui, par son esprit d'ouverture, continue à jeter des ponts entre des disciplines différentes. La danse, la peinture, le cinéma, seront donc à l'honneur, et aussi la publicité, trop souvent méconnue des experts de l'objectif. Mais l'événement, cette année, ce sera le vent nouveau qui souffle de Chine, avec pas moins de cinq expositions.
Le Monde de mercredi (daté jeudi 23 juin) consacrera un supplément de huit pages à Arles 88.

L'embellie autrichienne

La croissance économique en Autriche sera cette année sensiblement plus forte que prévu.

Cette embellie est due à la reprise de la conjoncture européenne.

Page 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Etranger

Le sommet des sept pays les plus industrialisés à Toronto

Eviter l'affrontement sur les politiques agricoles

(Suite de la première page.)

Son exposé a été, certes, dominé par une critique longue et vive adressée aux politiques de subventions à l'agriculture, lesquelles, a-t-elle souligné, menacent l'équilibre des échanges internationaux et gênent les pays du tiers-monde qui veulent développer leur propre agriculture. Mais elle a immédiatement ajouté que la proposition faite par les Etats-Unis dans le cadre de l'« Uruguay round » (le cycle actuel des négociations tarifaires mondiales) d'éliminer en dix ans toutes les subventions agricoles était peut-être courageuse, mais irréaliste. Elle a rejeté les diverses mesures mises en œuvres récemment par Washington, qui vont à l'encontre de l'engagement pris lors du sommet de Venise de ne rien faire qui accroisse les tensions ou les déséquilibres entre l'offre et la demande de produits agricoles.

Mme Thatcher a également évoqué les efforts accomplis par la Communauté, en particulier lors du Conseil européen de Bruxelles en février, pour maîtriser la production agricole. Elle a souligné que les Douze avaient décidé alors de strictement plafonner les dépenses affectées au soutien des marchés. Bref, son intervention, sans être dépourvue d'ambiguïté, fut accueillie avec soulagement par ceux qui redoutaient que la Communauté apparaisse divisée.

Autre signe rassurant, M. Reagan s'est abstenu de s'appuyer sur les propos du premier ministre britannique pour relancer la critique contre les subventions agricoles. Il s'est contenté de constater que le problème posé n'était pas simple, que tous les pays industrialisés subventionnaient au-delà du raisonnable des productions sans marché... Le chancelier Kohl a expliqué que l'aide à l'agriculture était également justifiée par la défense de l'environnement. *« Ce n'est pas encore certain, mais je ne pense pas que les Etats-Unis insisteront pour avoir ici une discussion détaillée et polémique sur l'agriculture. »*

« Nous devrions pouvoir éviter un éclat et nous mettre d'accord sur les signaux politiques qu'il convient de donner pour faire progresser le débat agricole dans l'Uruguay round », commentait dimanche soir M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures. Selon M. De Clercq, les Sept agiraient avec sagesse en répétant ce sur quoi on s'était entendu il y a quelques semaines lors de la session ministérielle de l'OCDE :

1) L'Uruguay round est une entreprise globale où les résultats, pour satisfaire l'ensemble des parties, devront être équilibrés. Il n'est donc pas raisonnable de chercher de façon isolée des décisions sur l'agriculture ;

2) Il faut parvenir à s'entendre aussi bien sur des solutions à court terme (afin de redresser les cours, comme le demande la Communauté), que sur des solutions à long terme (celles que privilégient les Etats-Unis) ;

3) Washington devrait enfin respecter l'engagement d'éviter des décisions qui enveniment le débat. Or au cours de ces derniers mois, les autorités américaines ont augmenté leurs subventions à l'exportation et réduit de manière sensible le programme de gel des terres, ce qui conduira à une forte augmentation de la production !

L'alerte agricole étant au moins provisoirement passée, les Sept ont pu évoquer sur un ton parfaitement consensuel la situation économique internationale. Mme Thatcher avait constaté le contraste saisissant entre le premier cycle des sommets (1975-1981), une période très agitée, et le second (1982-1988), durant lequel les pays industrialisés ont renoué avec la croissance. Ce redressement spectaculaire, le premier ministre britannique l'a attribué, comme les orateurs suivants, à la coopération internationale et à la politique des sommets. Cette capacité de résistance collective à la crise s'est particulièrement vérifiée après le krach financier d'octobre 1987, a fait remarquer le chancelier Kohl.



M. François Mitterrand a souligné le refus du président Reagan de s'associer à la démagogie protectionniste : *« Cependant*, a-t-il observé, *depuis un an le protectionnisme s'est accru et nous avons encore des progrès à faire »*. A propos de l'aide à apporter aux pays du tiers-monde les moins avancés, le président de la République a pris acte que d'autres pays que la France, y compris le Japon, avaient annoncé leur intention d'annuler d'une manière ou d'une autre une partie de la dette. Toronto, a-t-il fait valoir, fournit l'occasion de se mettre d'accord sur une méthode pour accomplir cet effort de solidarité.

La satisfaction que procure la bonne santé actuelle de l'économie internationale ne signifie pas, chacun en est conscient, que tout danger soit écarté. L'inflation est maîtrisée mais menace de repartir et les marchés financiers demeurent nerveux. Les Sept devaient donc s'efforcer, lundi et mardi, d'adresser un message équilibré sans pessimisme ni euphorie. *« La question passionnante est de savoir si les efforts que devront consentir les Etats-Unis pour réduire leur déficit commercial budgétaire peuvent l'être sans ralentissement de l'économie mondiale. Cette question, impensable il y a quelques mois, peut être posée aujourd'hui. Réussir cet ajustement sans freiner la croissance exigera une gestion très fine, des mesures homéopathiques, pour ne pas troubler le marché »*, a expliqué M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne. Les ministres des finances sont en majorité favorables à un dollar stable et comprennent que l'augmentation des taux d'intérêt pourrait susciter des réactions dangereuses. Ce débat ne fait que s'amorcer.

Optimisme sur les relations Est-Ouest

Comme il était prévu, les relations Est-Ouest ont dominé la partie politique des entretiens, c'est-à-dire les dîners de dimanche des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres des affaires étrangères, ainsi que la séance de travail tenue par ces derniers plus tôt dans l'après-midi. Le ton général de ces échanges peut être résumé par la formule utilisée par M. Shultz pour qualifier la situation au lendemain de la visite de M. Reagan à Moscou : *« Des progrès énormes ont été accomplis, mais la vigilance s'impose toujours. »*

A quelques nuances près, cette idée a été reprise par la plupart des participants, c'est elle qui dominera la déclaration politique qui devait être publiée lundi après-midi. Ce texte, que les « sherpas », les assistants des chefs de délégation, ont mis en forme dans la nuit de dimanche à lundi devrait aussi faire référence à un développement des échanges commerciaux Est-Ouest, sous condition que la sécurité des pays occidentaux n'en souffre pas. C'est dire qu'il ne fera aucune allusion à un assouplissement des restrictions imposées par le COCOM, l'organisation occidentale de contrôle des échanges avec l'Est, à la livraison de matériel de haute technologie à l'URSS. Il fera encore moins référence à l'abolition de l'amendement Jackson, qui lie le développement des échanges américano-soviétiques à un plus grand respect des droits de l'homme en Union soviétique. La déclaration pourrait saluer en revanche comme un pas dans la bonne direction la récente conclusion d'un accord entre la CEE et le COMECON.

Cette prudence relative s'explique non pas par les doutes que nourriraient certains des participants sur les motivations de M. Gorbatchev, mais par la nécessité de juger sur un plus long laps de temps sa capacité de mener à bien ses projets. Aucun intervenant, toutefois, ne paraît s'être attardé sur ce dernier point, ni sur les difficultés que pourrait rencontrer le secrétaire général pour imposer ses réformes.

Un tour d'horizon a eu lieu sur la réduction des armements et le rééquilibrage des forces conventionnelles. M. Mitterrand a rappelé la position française selon laquelle cette négociation-là ne peut-être américano-soviétique ; elle concerne en premier lieu les pays européens et doit être menée sous couvert de la CSCE. *« Ces négociations doivent se rapprocher de nous »*, avait dit en début d'après-midi le président de la République, avant de rencontrer M. Reagan pendant trente-cinq minutes. Leur entretien avait été lui aussi dominé par les relations Est-Ouest, les deux chefs d'Etat tombant d'accord pour estimer que M. Gorbatchev *« a besoin de la paix et agit en conséquence »*.

Certaines crises régionales ont été évoquées, notamment par M. Schultz, qui a fait état d'une nette évolution de la politique soviétique en ce qui concerne le Proche-Orient, l'Afrique australe et le Cambodge, notamment du rôle qu'y pourrait jouer le prince Sihanouk. Aucun de ces sujets ne devrait cependant figurer dans la déclaration politique, pas plus, dit-on, que la lutte contre la trafic de drogue et le blanchissement des capitaux qui en découle. Autres thèmes qui ne seront pas mentionnés et sur lesquels M. Reagan avait pourtant insisté : l'Afghanistan et l'aide aux Philippines. Tous ces sujets, dit-on, feraient simplement l'objet d'une déclaration orale du ministre canadien des affaires étrangères. La lutte contre le terrorisme aérien pourrait en revanche être incluse dans la déclaration politique, à la demande pressante de la Grande-Bretagne.

Les relations franco-canadiennes

M. Mitterrand, qui devait prendre lundi son petit déjeuner avec le chancelier Kohl, rencontrera le premier ministre canadien, M. Mulroney, mardi matin. Cette réunion sera loin d'être de pure forme, puisqu'elle vise à déblayer la voie à un règlement du problème de la pêche, qui envenime les relations entre Paris et Ottawa. Au-delà de ce conflit qui oppose les marins de Saint-Pierre-et-Miquelon à ceux de Terre-Neuve, se profile la conclusion d'un accord sur la livraison au Canada de huit à douze sous-marins français nucléaires d'attaque. On affirme toujours ici que les chantiers français ont été préférés à leurs rivaux britanniques par les experts canadiens, mais qu'il est impensable de signer un tel accord tant que la guerre de la morue n'aura pas été réglée, au moins par un match nul.

JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LE MAITRE.

URSS : la campagne pour les victimes du stalinisme

« Approchez, petite mère »

MOSCOU
de notre correspondant

Au rythme d'environ deux par heure, il y a aussi des nostalgiques qui s'arrêtent pour crier leur indignation. *« Votre démocratie, j'en ai par-dessus la tête »*, lance tout pale de rage un petit vieillard sec qui crache par terre de dégoût après avoir expliqué que sans Staline la guerre aurait été perdue. Autour du chevalet sur lequel ils ont accroché leur petit panonceau de carton blanc (*« Ici, on signe une pétition au Soviet suprême pour l'érection d'un monument aux victimes de Staline »*), les cinq militants du groupe Mémorial restent de marbre.

Perchée sur ses sabots à semelles de liège, la plus âgée d'entre eux, la quarantaine, continue à interpeller les passants : *« Ce n'est pas seulement le passé mais votre avenir aussi qui est en jeu. Ne vous détournez pas, venez signer ! »* Et les passants s'arrêtent et signent à tour de bras — tantôt très graves (ceux qui ont vécu la terreur), tantôt souriants et fiers (les plus jeunes) de compter parmi ceux qui auront permis la réalisation de ce projet dont Khrouchtchev, il y a un quart de siècle, avait été l'un des premiers à lancer l'idée.

Sous Brejnev, c'est plutôt la réhabilitation du *« petit père des peuples »* qui était dans l'air, et il a encore fallu deux ans de gorbatchevisme pour qu'un groupe informel se constitue sans publicité, contacte des personnalités, lance des campagnes de signatures dans des instituts, obtienne un écho favorable dans la presse réformiste et suscite finalement une mobilisation populaire sans précédent.

Car on en est à plusieurs centaines de milliers de signatures collectées non seulement à Moscou mais dans bien d'autres villes, où des comités se sont crées d'eux-mêmes, très souvent autour de la rédaction d'un journal local. A Tchita, en Sibérie orientale, les autorités viennent ainsi d'autoriser l'ouverture d'un compte bancaire pour collecter des fonds, et l'on compte parmi les militants deux responsables du KGB.

A Riga, capitale de la Lettonie, groupes informels et responsables du parti se sont mis d'accord pour faire construire un monument spécifiquement dédié aux victimes des répressions organisées après la guerre dans les trois pays baltes. La semaine prochaine, le projet de Mémorial sera défendu devant la conférence du parti, et il a d'ores et déjà tellement pris corps que, dans l'espoir de faire cesser les collectes hebdomadaires de signatures sur la place Pouchkine, la municipalité de Moscou les a autorisées dans un grand parc des confins de la capitale, en face de la gare fluviale.

Nouveau rendez-vous

Rien n'a cessé place Pouchkine, mais un nouveau point de rendez-vous s'est institutionnalisé, et ici ce ne sont plus les intellectuels sophistiqués des beaux quartiers qui font la queue devant le chevalet. Ce sont des ouvriers, de petits employés, des grands-mères promenant les enfants, et tous ces gens sont la preuve vivante de l'échec profond du stalinisme.

Car si la terreur a tué des dizaines de millions d'hommes, elle n'a pas réussi — contrairement à la légende — àa créer l'homme nouveau, abruti de propagande et inculte, sur lequel se fonderait l'impossibilité de toute évolution. *« Approchez, petite mère »*, crie la militante sur ses sabots, et la vieille femme alourdie par les souffrances, visage fermé dans son fichu, s'arrête et d'une voix de gendarme lance : *« Et qu'est-ce que ça donnera ? »*.

Le monument qui..., que..., lui répond-on, et cette petite mère si semblable à toutes celles qui peuplent les rues rétorque, entraînant son petit-fils au loin : *« Mais les victimes, il faut aller les chercher dans le Grand Nord, à la Kolyma. »* Cette grand-mère était une radicale et sa colère désabusée glace un temps militants et signataires qui discutent en permanence du nombre exact de morts, du déroulement des arrestations, de leurs souvenirs des grands procès.

Tout le monde sait tout, absolument tout, même cette stalinienne à cheveux blancs qui ne nie rien des faits : *« Mais je sais, ne croyez pas que je n'ai rien lu, j'ai tout lu. »* On parle de Soljenitsyne, de Trotski (*« Toutes ses archives sont aux Etats-Unis »*), de la pérestroïka (*« On dit beaucoup de choses mais pour les faits, on attend toujours »*). Un très vieil homme, tremblant sur sa canne, signe avant un jeune soldat que sa fiancée regarde d'un amour redoublé, et une petite dame à l'impeccable mise en plis ajoute sous son nom : *« membre du parti »*.

Timidement, une très vieille femme s'excuse : *« Je ne sais pas écrire »*, et son aveu fait retomber un silence rompu par un adolescent qui signe en lançant à la cantonade : *« Et on sait bien où elles iront toutes ces listes. »* La militante àa sabots se retourne vers lui : *« Ça, je ne peux vous donner aucune garantie. C'est àa vous de prendre vos responsabilités, mais je crois qu'on s'est trop longtemps tu. »*

A 10 mètres, un jeune milicien observe, gêné : il n'a pas l'habitude.

BERNARD GUETTA.

● **HONGRIE : une commission du Parti va être chargée d'un réexamen de l'histoire.** — Le comité central du PC hongrois va bientôt former une commission chargée d'examiner l'histoire de la Hongrie *« des deux dernières décennies »*, a annoncé M. Imre Poszgay, membre du bureau politique, indiquant qu'il *« dirigerait probablement »* cette commission et estimant que l'étude devait comprendre *« toute la période depuis la libération du pays »* en 1945.

Dans une interview publiée, le samedi 18 juin, par l'organe du PC hongrois *Nepszabadsag*, M. Poszgay, considéré comme le chef de file des réformistes au sein du PC, a expliqué que cette commission serait notamment chargée d'une *« analyse historique, qui demande une enquête impartiale »*.

La période couverte, telle que l'a décrite M. Poszgay, devrait inclure l'insurrection de 1956, écrasée par les chars soviétiques, officiellement qualifiée de *« contre-révolution »* aujourd'hui. — *(AFP.)*

La mieux organisée des rencontres

TORONTO
de nos envoyés spéciaux

D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises pour assurer la protection des chefs d'Etat et de gouvernement dans la capitale de l'Ontario : plus de trois mille policiers — dont bon nombre sont bilingues pour ne pas faire mentir leur badge *« Sécurity-É »* — ont été mobilisés et contrôlent l'accès des lieux *« stragégiques »*, qu'il s'agisse des hôtels où sont °ogées les délégations ou du très fonctionnel Centre des congrès, où ont lieu la plupart des entretiens et où est installé le centre de presse, tout à fait efficace.

Mais si les contrôles d'identité sont très nombreux, ils se font dans la bonne humeur et la courtoisie. De ce point de vue et du point de vue des facilités de travail faites aux milliers de journalistes présents, le sommet de Toronto restera sans aucun doute comme le mieux organisé.

Samedi, à la veille de l'ouverture du sommet, les responsables de la sécurité avaient eu un moment de frayeur rétrospective en mettant la main sur un Irlandais, sympathisant de l'IRA, entré en septembre 1987 avec un visa d'un mois, et qui vivait illégalement à Toronto depuis. Cette arrestation avait été précédée par la découverte d'une importante cache d'armes dans la ville. La police de Toronto a toutefois démenti que l'IRA ait réussi à introduire un missile sol-air Stinger sur le territoire canadien. Cette arrestation n'a pas, bien sûr, contribué à alléger le dispositif mis en place, tout particulièrment autour de l'hôtel où loge Mme Thatcher.

Dimanche, près de deux mille manifestants, pacifistes en majorité, n'ont pas réussi à s'approcher de l'enceinte du Centre des congrès. Au cours de « tribunaux populaires », organisés la semaine dernière, ils avaient décidé d'arrêter symboliquement, dimanche, les chefs d'Etat et de gouvernement du sommet, accusés de se livrer à des *« crimes contre l'humanité »* en laissant *« les marchands d'armes entretenir les conflits mondiaux et affamer les pays du tiers-monde »*. Leur *« verdict »* n'a pas impressionné les forces de l'ordre : une soixantaine de protestataires ont été arrêtés au moment où ils essayaient de franchir par petits groupes les cordons de sécurité. Le reste de la manifestation s'est dispersé dans le calme.

J. A et M. J.

La hausse des taux d'intérêt : sujet d'inquiétude

La question des taux d'intérêt a fait une entrée inattendue mais remarquée au sommet de Toronto, et elle sera *« au cœur des entretiens bilatéraux »* que la délégation française aura avec ses partenaires, a indiqué un responsable français, précisant que M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, était *« très préoccupé »*.

Selon une rumeur propagée la semaine dernière par le quotidien allemand *Handelsblatt*, la Bundesbank aurait l'intention de relever, prochainement, le mardi 21 ou le jeudi 23 juin, disait-on, son taux directeur, qui pourrait être porté de 3,25 % à 3,50 %. Elle avait été quasiment forcée de le ramener de 3,50 % à 3,25 % en novembre dernier et, à l'heure actuelle, estime qu'il est temps de revenir sur cette mesure. A Francfort, on estime que les taux d'intérêt allemands sont trop bas, ce qui contribue à affaiblir le mark, et serait donc de nature à relancer l'inflation en renchérissant les prix des produits importés.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a, depuis quinze jours, déclaré à plusieurs reprises que le mark était trop faible, par rapport au dollar notamment. Par ailleurs, la masse monétaire croît trop vite en RFA, autre sujet de préoccupation pour la banque centrale. Notons que, d'ores et déjà, les marchés financiers ont anticipé un relèvement du taux directeur de la Bundesbank : en huit jours, les taux d'intérêt sur le marché allemand ont déjà progressé d'un demi-point, à six mois par exemple. Ce phénomène ne laisse pas d'inquiéter la Banque de France, qui a abaissé son taux d'intervention d'un quart de point le 26 mai dernier, à la demande expresse de M. Pierre Bérégovoy. Si, effectivement, la Bundesbank relevait son taux directeur, à tout le moins il deviendrait très difficile de poursuivre la politique de baisse des taux chère au ministre des finances.

Interrogé sur l'attitude de ladite Bundesbank, le porte-parole du gouvernement allemand s'est borné à répéter que la banque centrale de son pays était *« tout à fait autonome »*, ce qu'a confirmé le chancelier Kohl, ajoutant qu'il n'y avait pas un danger de « fort » relèvement des taux à Francfort, ce qui, à la vérité, n'exclut pas une « légère » hausse.

De son côté, le premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, tout en démentant les rumeurs de hausse des taux au Japon, a admis que des pressions en ce sens pourraient être fortes dans d'autres pays : il faisait allusion à l'Allemagne, naturellement, et aussi à la Grande-Bretagne, où on s'attend à un nouveau relèvement du taux directeur de la Banque d'Angleterre, préoccupée par la surchauffe et les risques d'inflation au Royaume-Uni.

F. R.



Europe

Le colloque de Genève sur le millénaire

Débats et controverses sur le christianisme en Russie

GENÈVE
de notre correspondante

« Le millénaire du baptême de la Russie est une date si grandiose et revêt des sens si nombreux qu'il ne saurait s'appliquer à la seule religion mais intègre l'histoire, l'art, les perceptions et sentiments populaires, le caractère et l'âme du peuple, son mode de vie, ses traditions, et encore la langue, la morale, la résonance spirituelle du monde... » Non, ce n'est pas là une citation de Soljenitsyne, mais le début de l'intervention d'un écrivain soviétique, Valentin Raspoutine, venu d'Irkoutsk prononcer, sur les rives du Léman, un exposé intitulé « La littérature russe contemporaine et la tradition millénaire », dans le cadre d'un colloque sur « L'héritage de mille ans de christianisme en Russie », organisé, du 16 au 18 juin, par M. Georges Nivat, professeur de littérature russe à l'université de Genève (*le Monde* du 18 juin).

Soviétique, pas mécontent de l'être, encore qu'il aime à répéter, quand on l'interroge sur la « perestroïka », qu'il n'y croira vraiment que quand *l'Archipel du goulag* sera publié à Moscou, l'écrivain s'est félicité de tout ce qu'il avait pu apprendre au cours du colloque et a dit combien il regrettait que la possibilité ne lui eût pas été donnée d'assister à une réunion semblable bien des années plus tôt. L'une des particularités, peut-être symbolique, de cette manifestation a été de réunir des personnalités qui jusqu'à présent se fréquentaient peu. La participation d'un écrivain dissident-type, tel qu'Andreï Siniavski en est un exemple.

Il ressort de ces rencontres — où l'on n'a pourtant pas parlé de la nature religieuse du « culte de la personnalité » — que l'homme russe est, en dépit de tout, un être croyant. *« La Russie a engendré un type d'athée dont le fanatisme, l'ascétisme, le dévouement à la cause, présentent de surprenants aspects religieux : c'est le militant de l'intelligentsia (...) avec sa foi fanatique dans le progrès »*, a déclaré le professeur Nivat dans son intervention.

M. Mikhael Agourski, chercheur à l'université hébraïque de Jérusalem, a, pour sa part, dépeint longuement les aspects millénaristes de la révolution bolchevique, dont les *« forces spontanées »* furent utilisées avant d'être *« impitoyablement écrasées »*.

Une communication du professeur Nikita Struve, directeur du *Messager orthodoxe* sur « Le problème juif dans la vision théologique de Serge Boulgakov », a suscité quelques controverses. Il est vrai que le sujet est épineux et l'on aurait souhaité que l'orateur fût plus précis à propos de l'antisémitisme manifesté dès 1917 par Boulgakov — que celui-ci justifiait par les responsabilités de certains juifs dans la révolution bolchevique — et qu'il tînt compte du contexte historique, sans garder le silence sur les pogroms, encouragés par une partie de l'Eglise orthodoxe. M. Struve indiqua pourtant que Boulgakov, dans son journal intime, s'élevait contre l'*« insolence des sémites »* et *désignait en russe les juifs sous un* terme (correspondant en français à « youpins »), rigoureusement banni du vocabulaire de l'intelligentsia russe.

Parmi une vingtaine d'autres interventions, dont la plupart ont laissé l'impression que le glas avait sonné pour tout ce qui représentait en Russie l'idéologie marxiste, celle des professeurs Alexis Berelovitch, Efim Etkind, Nicolas Lossky, Véronique Lossky et Marie Sémon ont marqué l'important apport des universités parisiennes à la connaissance de l'héritage, plus vivace qu'on pouvait le penser, des mille ans du christianisme en Russie.

ISABELLE VICHNIAC.

RDA

Berlin-Est perd la « guerre du rock » : plusieurs dizaines d'interpellations

Malgré leurs efforts pour allumer un contre-feu en organisant des concerts de rock « officiels », les autorités est-allemandes n'ont pu éviter les rassemblements le long du mur des jeunes venus écouter les vedettes... se produisant de l'autre côté, à Berlin-Ouest.

Après avoir laissé faire pour les concerts de Pink Floyd, jeudi soir, puis de Nina Hagen, samedi, les forces de sécurité sont intervenues dimanche soir 19 juin, alors que quelques milliers de jeunes tentaient de percevoir des bribes de celui de Michael Jackson depuis l'avenue Unter-der-Linden, à proximité de la porte Brandenbourg. Selon le correspondant de l'AFP, quelques dizaines de personnes ont été interpellées, et les équipes de télévision ouest-allemandes brutalement empêchées de tourner. Le groupe britannique Big Country, le chanteur canadien Bryan Adams et la patineuse est-allemande Katarina Witt se produisaient au même moment à Berlin-Est devant cent mille personnes pour un concert donné *« au bénéfice de la dénucléarisation »*.

L'année dernière à la même époque, des incidents avaient éclaté à proximité du mur entre les jeunes venus écouter les concerts donnés de l'autre côté du mur et la sécurité d'Etat. Celle-ci avait procédé à plusieurs dizaines d'arrestations, provoquant de vives protestations à l'Ouest. — *(AFP, Reuter.)*

Selon un sondage

Les Britanniques et les Danois sont les moins « européens » des Douze

Bruxelles. *(AFP)*. — Un sondage Gallup International, commandé par un intergroupe de députés du Parlement européen et dont les résultats ont été publiés le samedi 18 juin par deux quotidiens belges, montre que les citoyens de deux pays, *la Grande-Bretagne* et le Danemark, sont en majorité hostiles à une unification fédérale de l'Europe, à l'inverse des autres pays, qui y sont favorables.

Un Européen sur deux se prononce pour l'attribution au Parlement de Strasbourg du pouvoir de voter des lois directement applicables dans chacun des pays membres. Les plus favorables sont les Italiens (69 %), suivis des Français (61 %), des Belges (58 %) et des Espagnols (51 %). Danois (64 %) et Britanniques (54 %) se prononcent majoritairement contre, tandis que les Allemands de l'Ouest s'interrogent (39 % pour 35 % *contre*, 26 % d'abstentions).

De même, Italiens, Belges, Espagnols et Français sont largement favorables à la formation d'un gouvernement européen *responsable* devant le Parlement européen, tandis que Danois et Britanniques y sont opposés.

Enfin, la plupart des pays souhaitent la formation d'une « union européenne », même si cela devait signifier que ceux qui ne sont pas d'accord restent en dehors de cette construction. En revanche, une majorité de Danois et de Britanniques restent contre cette union, qu'elle soit faite avec ou sans eux.

Ce deuxième « Eurobaromètre union européenne » a été effectué du 18 mars au 29 avril dans les douze pays de la CEE auprès de onze mille sept cents personnes de plus de quinze ans. Le premier, qui remonte à octobre-novembre 1987, avait donné des résultats sensiblement identiques.

POLOGNE : le plus faible taux de participation du régime

Près d'un citoyen sur deux s'est abstenu aux élections locales

La Pologne a enregistré, le dimanche 19 juin, pour les élections locales, le plus faible taux de participation qu'ait connu le pays depuis l'arrivée des communistes au pouvoir : 56 %, selon l'agence officielle PAP.

Le taux de participation le plus bas précédemment enregistré était de 67,3 %, chiffre atteint lors du référendum organisé le 29 novembre dernier par le général Jaruzelski sur la réforme économique.

Les bureaux de vote, dont certains étaient ouverts pendant seize heures, sont restés désespérément vides, y compris à l'heure de la sortie de la messe. La journée de dimanche a plutôt été marquée par des manifestations à Gdansk, où des centaines de jeunes ont scandé *« le communisme dehors »*, à Cracovie, où deux mille manifestants ont défilé derrière une banderole proclamant *« Si vous voulez avoir faim, votez »*, et à Varsovie, où des étudiants ont organisé dans la vieille ville une parodie d'élections avant d'être dispersés par la police.

La direction de Solidarité avait appelé la population à boycotter ce scrutin qu'elle jugeait *« antidémocratique »* car, malgré un système de candidatures multiples mis en place pour la première fois, les listes électorales étaient établies par des « collèges » composés de gens associés au pouvoir. La campagne électorale s'était déroulée dans l'indifférence générale. *(UPI, Reuter, AFP.)*

La mission impossible de Solidarité

CRACOVIE
de notre envoyée spéciale

Forteresses staliniennes aux lourdes grilles, les deux bâtiments de la direction qui se dressent de chaque côté des lettres géantes « Huta im. Lenina » (Forges Lénine) symbolisent à eux seuls l'ambition des dirigeants polonais lorsqu'ils firent construire, au début des années 50, ce complexe sidérurgique aux portes de la vieille Cracovie : il s'agissait de créer un contrepoids prolétaire à cette place forte de l'intelligentsia catholique, foyer de la « réaction ». Aujourd'hui, les aciéries de Nowa-Huta ne se contentent pas de faire cracher à leur cheminées, à perte de vue, des colonnes de fumée rousse et grisâtre qui empoisonnent à un point alarmant la population et les monuments historiques de Cracovie. Avec ses trente-deux mille ouvriers, répartis sur 25 kilomètres carrés, ses immeubles d'habitation aux murs lépreux et ses nouvelles églises aux curés batailleurs, le gigantesque combinat est devenu depuis 1980, pour l'ordre social en Pologne, un point aussi sensible que les chantiers navals de Gdansk.

Ici, la lassitude devant les difficultés quotidiennes est telle que les habitants abordent sans complexe l'étranger dans la file d'attente d'un hypothétique taxi ou devant la maigre vitrine d'une épicerie pour lui exposer leurs problèmes, comme ce retraité qui nous montre les trous de sa veste en expliquant qu'il doit vivre avec l'équivalent de 25 dollars par mois...

Il y a six semaines, Nowa-Huta a de nouveau tremblé : une grève sauvage s'est étendue à près de la moitié des ouvriers, avant d'être brutalement brisée par l'intervention des forces de l'ordre au moment où une *mission de médiation catholique* approuvée par le gouvernement tentait de négocier. Paradoxalement, affirment les responsables locaux de Solidarité, cet épisode a eu pour effet de donner un second souffle au syndicat dissous, qui a même lancé à Nowa-Huta une campagne d'adhésion avec distribution de cartes. Solidarité, disent-ils, est en train de payer aux grévistes leurs journées de grève, et le comité de grève s'est transformé en comité d'organisation aussitôt reçu par l'archevêque de Cracovie, Mgr Macharski. La direction a été contrainte de réintégrer, le 31 mai, Andrzej Szewczuwaniec, le chef du comité de grève qu'elle avait licencié. *« Un changement qualitatif fondamental est en cours pour Solidarité »*, estime Jan Rakita, juriste du syndicat indépendant à Nowa-Huta. *« Avant la grève,* dit-il, *il y avait une structure clandestine qui regroupait une certaine élite mais n'avait pas d'assise militante. Maintenant, Solidarité recrute en tant que syndicat et dispose d'un groupe de responsables munis de mandats frais, alors que les mandats de 1980-1981* [période légale du syndicat] *étaient un peu dépassés. »* Ces responsables risquent d'être rapidement mis à contribution car, si l'on en croit les représentants de Solidarité, la situation demeure très tendue aux aciéries.

Mais, reconnaissent-ils, ce *« renouveau »* de Solidarité reste limité. *« Solidarité dispose de trois têtes de pont dans le pays — Nowa-Huta, Gdansk et Ursus* [Varsovie] *— ce qui est peu*, observe Jan Rakita. *Le grand problème, c'est d'élargir le mouvement. »*

Car depuis la loi martiale (13 décembre 1981) et l'amnistie de 1986, la physionomie de l'opposition polonaise a évolué. Un autre militant d'opposition à Cracovie, Leszek Maleszka y distingue maintenant trois tendances nettes : les *« réalistes »*, au premier rang desquels il place l'épiscopat, qui pensent que les autorités cherchent réellement à introduire des réformes ; les *« radicaux »* pour lesquels le communisme ne peut pas être réformé (la KPN, Confédération pour une Pologne indépendante, ou encore *Solidarité combattante*) ; et les *« réformistes »*, qui estiment que le système communiste peut être modifié sous la pression : c'est la base idéologique de Solidarité. C'est aussi, à quelques formulations près, la vision de l'opposition qu'a Adam Michnik, historien et conseiller du syndicat (1). La « nouvelle opposition » qui avait pu se profiler l'an dernier à travers quelques intellectuels libéraux n'a pas réussi à percer, faute de chefs de file d'envergure ou de dynamique propre. En réalité, huit ans après la naissance du premier syndicat indépendant à l'Est, les grandes figures de l'opposition polonaise restent les mêmes. *« Et le numéro un, au moins comme symbole, reste Lech Walesa »*, l'électricien de Gdansk devenu président du syndicat, relève un intellectuel *« réaliste »*, M. Stanislaw Stomma, ancien député catholique.

Un nouveau chapitre

L'ancien état-major de Solidarité est parfaitement conscient qu'il n'est plus à la tête d'un mouvement de masse comme celui qui, en 1980, pouvait revendiquer 10 millions d'adhérents. Les grèves d'avril-mai, lors desquelles Solidarité a pris le train en marche, ont montré que la mobilisation générale était loin d'être acquise. *« C'est un nouveau chapitre pour le Syndicat*, commente un intellectuel catholique, *celui qui avait été ouvert par la loi martiale est désormais achevé. Il y a maintenant un problème de structures : la KKW* [direction nationale de Solidarité], *les leaders, à part quelques personnalités comme Walesa ou Frasyniuk, les gens s'en moquent. »*

Précieux conseiller de Lech Walesa, le professeur Bronislaw Geremek reconnaît que Solidarité n'est plus assez implantée dans les entreprises. Il ajoute à ce problème celui de la jeune génération, dont la radicalisation s'est révélée en mai à Gdansk. *« Un million et demi de travailleurs sont entrés sur le marché du travail depuis la loi martiale*, explique-t-il. *On ignorait leur comportement. Beaucoup ont adhéré au syndicat officiel (OPZZ) sans même savoir de quoi il retournait. Maintenant nous savons que cette génération est bouillonnante et très radicale. Ce que propose Solidarité, le compromis, le dialogue, ça leur casse les pieds... »* De cette constatation découle, aux yeux de M. Geremek, une *« mission impossible »* pour le syndicat indépendant : sauvegarder sa philosophie traditionnelle, celle de la recherche du dialogue et de l'autolimitation, sans perdre le contact avec les jeunes. Pour Solidarité, *« le seul langage possible est celui des revendications. Mais lesquelles ? Economiques, politiques ? Nous pensons qu'il faut un effort commun pour l'économie qui ne cesse de se dégrader. Mais là se pose un problème-clé, celui du partenaire social et de sa reconnaissance par le pouvoir »*.

Ancien dirigeant national de Solidarité, M. Marian Jurczyk relève que le syndicat doit faire face à des méthodes de répression moins spectaculaires, mais terriblement efficaces. *« Malgré la fin de la loi martiale*, observe-t-il, *la Pologne a encore un système plus répressif que sous l'ère Gierek* [le prédécesseur du général Jaruzelski à la tête du PC polonais de 1970 à 1980]. » M. Jurczyk propose que Solidarité se préoccupe davantage des revendications écologiques et pacifistes, sur lesquelles d'autres groupes de pression arrivent à mobiliser davantage, voire à obtenir satisfaction comme cela vient d'être le cas à propos du serment d'allégeance des appelés militaires (*le Monde* daté 19-20 juin).

Devant sa table basse jonchée de journaux et de revues soviétiques qu'il dévore avec autant d'avidité que les plus fervents partisans de la « glasnost », Adam Michnik reconnaît aussi qu'il faut trouver de nouveaux moyens d'action à Solidarité. Lui pense que la situation nouvelle créée en URSS par Mikhaïl Gorbatchev peut, si elle se confirme, engendrer des circonstances favorables à une évolution en Pologne. Quant à Lech Walesa, il ne parle que de *« réforme »* : *« Nous ne voulons pas des grèves et encore des grèves. Ce qu'il nous faut d'urgence, ce sont des réformes »*, dit-il. Dans une interview publiée par l'*Unita*, l'organe du PC italien, en février, il ajoutait que le pluralisme économique et syndical relevait *« de l'urgence absolue. Le pluralisme politique peut attendre un peu »*.

Effrayées à l'idée que l'appétit vient en mangeant, les autorités tentent d'attirer l'Eglise et les personnalités les plus modérées de l'opposition dans une vague *« entente nationale »*, sans pour autant fermer totalement la porte aux responsables de Solidarité, comme l'a montré la saga des contacts furtifs et des rendez-vous manqués pendant plusieurs semaines avant les grèves d'avril-mai. *« C'est une situation à la polonaise*, résume tranquillement un viel habitué de ces relations tourmentées, M. Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique et conseiller de Solidarité. *On ne ferme pas complètement la porte mais la situation est bloquée. C'est comme ça depuis sept ans. »*

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Voir aussi sur ce sujet le dernier numéro de *La Nouvelle Alternative* consacré à l'opposition polonaise (14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

EN BREF

● **ESPAGNE : échec d'une opération terroriste visant l'OTAN.** — Trois personnes, de nationalité ouest-allemande sont recherchées par la police espagnole après avoir tiré des coups de feu sur des gendarmes lors d'un contrôle d'identité, le vendredi 17 juin, à la sortie d'un hôtel proche de Cadix, dans le sud-ouest de l'Espagne. Selon les enquêteurs, le commando préparait sans doute un attentat *contre des responsables de l'OTAN.*

L'incident s'est produit à quelques kilomètres des casernes de soldats américains stationnés à la base navale de Rota. Les enquêteurs ont découvert dans l'hôtel un sac à dos contenant 15 kilos d'explosifs ainsi que des détonateurs. — *(Reuter.)*

● **VATICAN : la rencontre de Mme Aquino et de Jean-Paul II.** — La présidente des Philippines a déclaré, le samedi 18 juin à Jean-Paul II, que les grandes idées sociales développées par le Saint-Père inspiraient son action politique, lors d'une visite officielle au Vatican. Le pape lui a répondu en citant en langue tagalog les mots-clés du programme de son hôte — *« pakakaisa »* (coopération) et *« bayanihan »* (unité), — souhaitant *« un règlement négocié des problèmes majeurs touchant l'unité et les structures de la nation »*. Arrivée jeudi à Rome en provenance de Genève, Mme Aquino avait eu auparavant des entretiens avec le chef de l'Etat italien, M. Francesco Cossiga, et le ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti. Elle a regagné Manille dimanche. — *(AFP.)*

● **RECTIFICATIF.** — Otto Bauer mourut en juillet 1938 à Paris à l'âge de cinquante-sept ans, et non pas « en 1950 à l'âge de soixante-huit ans », comme nous l'avons indiqué par erreur dans la bibliographie « Nationalités et social-démocratie », *publiée dans nos éditions du 16 juin.*

Amériques

Le coup d'Etat en Haïti

Deux folles journées

Casqué et portant un pistolet mitrailleur, le général Henri Namphy a confirmé lui-même, dimanche soir 19 juin, qu'il avait pris le pouvoir, dans une allocution télévisée depuis le Palais national. *« Faites-moi confiance, faites confiance à l'armée »*, a déclaré le général, acclamé par des soldats en armes. L'ancien président du Conseil national de gouvernement (CNG), qui a dirigé l'Etat haïtien pendant deux ans, avait été destitué vendredi de ses fonctions de commandant en chef des forces armées par le président Leslie Manigat pour *« insubordination »*.

La crise ouverte entre les deux hommes semblait pourtant avoir tourné dans un premier temps à l'avantage du président civil élu, après un scrutin très décrié le 17 janvier dernier. Samedi, la capitale paraissait calme, et aucune contestation de la décision présidentielle n'était signalée. Dans les principales unités de combat stationnées à Port-au-Prince, les mutations décidées par le gouvernement haïtien à la tête des forces militaires — dans le sens de leur modernisation et de leur démocratisation — ne suscitaient apparemment aucune critique.

La plupart des observateurs parlaient d'une épreuve de force gagnée par le chef de l'Etat, qui assurait samedi dans une interview à Radio France international *« Tous les responsables militaires m'ont assuré de leur soutien. »* La résidence du général Namphy était, assurait-on, sous contrôle des forces loyalistes, dans sa villa située au nord de Port-au-Prince.

Dans la soirée de dimanche pourtant, de nombreux coup, de feu ainsi que des explosions de grenades secouent la capitale. Les tirs proviennent de jeeps et de voitures particulières, principalement dans la zone du Champ-de-Mars, à proximité du Palais national. La population, qui a une longue expérience de la terreur soudaine, commence à paniquer. La ville se vide rapidement de ses automobilistes et passants. Très vite, les transports publics, ces taxis collectifs très colorés surnommés « Tap-tap », interrompent leur service.

Peu de temps après, une violente fusillade, ponctuée de coups de canon, éclate dans l'enceinte même du Palais national. Aidé par des militaires qui lui sont restés fidèles, le général Henri Namphy prend possession des lieux à la tête des blindés de la garde présidentielle. D'autres forces putschistes s'assurent au même moment le contrôle d'au moins deux postes de police de la capitale. Le tristement célèbre Fort-Dimanche, principal lieu de torture et d'emprisonnement de l'ère Duvalier, est repris aux militaires loyalistes.

L'ancien commandant en chef des forces armées adresse aussitôt des télégrammes aux garnisons de province pour les informer de son retour au pouvoir. Il envoie aussi un ultimatum aux casernes commandées par le colonel Jean-Claude Paul, proche du président, qui avait appuyé sa mise à la retraite. La villa où réside le président Leslie Manigat est encerclée par la garde présidentielle placée sous le contrôle du général Namphy. Ce dernier devrait annoncer bientôt, selon son entourage, la formation sous sa direction d'une junte exclusivement militaire.

Dans la nuit de dimanche à lundi, depuis sa villa, le chef de l'Etat assure au correspondant de l'AFP qu'il *« se considère toujours comme le président constitutionnel d'Haïti »*. Il reconnaît que le général putschiste, *« appuyé par une partie de la garde présidentielle et des officiers qui avaient été mis à la retraite, est entré au Palais national après avoir préparé ce coup à l'avance »*. M. Manigat, qui s'exprime, selon l'agence, d'une voix calme mais lasse, indique aussi que son intégrité physique n'est pas menacée.

Lundi en fin de matinée, le gouvernement américain, par la voix de M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la présidence, a fait une brève déclaration assurant que les Etats-Unis ont *« soutenu le régime civil haïtien et continueront à le faire »*. Le porte-parole a simplement précisé : *« Nous avons besoin de vérifier les faits. Nous ne voulons pas faire de spéculations. »* — *(AFP, Reuter, UPI.)*

Echec de la « transition démocratique »

7 février 1986. — L'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier quitte le pays. Le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), promet un retour progressif à la démocratie. Mais cet espoir ne va jamais cesser de se heurter à la résistance des milieux duvaliéristes et aux réticences de l'armée, au sein de laquelle le général Namphy joue un rôle ambigu.

10 février. — Le général Namphy annonce une nouvelle Constitution et des élections au suffrage universel direct.

24 mars. — Après la démission de quatre des sept membres du CNG, cinq mille manifestants demandent un gouvernement provisoire civil.

8 juin. — Annonce officielle d'élections législatives et présidentielle pour novembre 1987 sous la pression de nombreuses manifestations en mai et juin réclamant un « calendrier » (deux morts).

Septembre-octobre. — Manifestations antigouvernementales. Plusieurs politiciens dénoncent la réapparition des « macoutes ». Le général Namphy réaffirme sa volonté d'organiser des élections libres.

1987

29 mars. — Forte participation au référendum sur le projet de Constitution, qui recueille 99 % de votes favorables.

15 mai. — Création du Conseil électoral provisoire (CEP), chargé d'organiser les élections et formé de représentants indépendants de divers secteurs de la société.

29 juin-10 juillet. — Grève générale à l'appel de cinquante-sept organisations politiques, syndicales et religieuses pour protester contre un décret gouvernemental réduisant le rôle du CEP. Une grève générale massivement suivie réclame la démission du CNG. Au moins vingt personnes sont tuées lors de ces journées.

23 juillet. — Une centaine de paysans sont massacrés par un groupe armé.

13 octobre. — Cinq jours après l'ouverture de la campagne électorale, un candidat à la présidence, Yves Volel, est assassiné.

22-28 novembre. — Multiplication des violences par des groupes armés (au moins vingt-six morts).

29 novembre. — Après quarante-huit heures de terreur répandue par des groupes armés, qui ont tué des dizaines de personnes, l'armée demeurant étrangement passive, le général Namphy annule les élections et dissout le CEP. Les Etats-Unis interrompent aussitôt toute aide non humanitaire.

4 décembre. — L'Eglise haïtienne fait savoir qu'elle refuse, comme la plupart des mouvements d'opposition, de participer à un nouveau processus électoral dans ces conditions.

1988

17 janvier. — Les nouvelles élections sont marquées par une abstention massive et par de nombreuses irrégularités. M. Leslie Manigat sera néanmoins proclamé président.

22 janvier. — M. Louis Déjoie, l'un des chefs de l'opposition, est incarcéré.

15 juin. — Vive tension entre les militaires et le pouvoir civil, qui s'oppose à des mutations ordonnées par le chef de l'armée, le général Namphy.

17 juin. — Le président Manigat limoge le général Namphy.

Le général Namphy et le président Manigat

L'impossible cohabitation

La crise qui vient une nouvelle fois de secouer la petite île des Caraïbes met en relief l'affrontement entre deux hommes que tout oppose.

Le militaire de carrière, issu de la première promotion d'une école de guerre réouverte par Jean-Claude Duvalier, n'est guère sorti d'un pays qu'il a sillonné au gré de ses nominations dans la plupart de ses provinces. Son aspect débonnaire, un certain libéralisme et sa carrière exempte d'excès le propulsent au premier rang de l'actualité lorsque l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier quitte le pays, le 7 février 1986.

Depuis quelques mois déjà, celui qui a le titre de lieutenant général commandant en chef des forces armées apparaît alors comme l'homme idoine pour une nécessaire période de transition. Lorsqu'il prend la tête du premier Conseil national de gouvernement, il est surnommé « Chouchou », et jouit d'une popularité sans pareil. Très vite pourtant la multiplication de « bavures » de l'armée — qu'il couvre systématiquement, — son absence de sens politique et ses liens avec les militaires corrompus et auteurs de multiples violations des droits de l'homme vont lui faire perdre son prestige.

A plusieurs occasions il semble vouloir mettre un frein au rétablissement de la démocratie civile et il ne trouve pas de mots assez durs pour qualifier l'opposition politique qui tente de s'organiser. Lors de la mise en place du conseil électoral provisoire, organisme indépendant chargé d'organiser les élections, le général s'oppose plusieurs fois aux décisions du Conseil. La réaction des militaires s'accentue pour déboucher l'été dernier sur une nouvelle vague de violences qui fera, selon Amnesty International, 23 morts et 135 blessés.

A aucun moment le général Namphy ne tente de calmer le jeu et les élections du 29 novembre seront annulées par lui après de violentes bagarres provoquées par les partisans de l'ancien régime et certains militaires. A l'époque, déjà, il est soupçonné de conduire un coup d'Etat qui ne veut pas dire son nom, malgré ses promesses réitérées de transmettre le pouvoir le 7 février 1988 à un gouvernement civil régulièrement élu. Pendant les deux années passées à la tête de l'Etat haïtien, il n'aura de cesse de « verrouiller » l'organisation de l'armée pour la mettre à l'abri de décisions politiques et affirme à maintes reprises qu'il continuera d'exercer ses fonctions de chef d'état-major des armées.

C'est avec cet « homme fort » du pays que le nouveau président, Leslie Manigat, compose avant même son élection à la tête du pays. Le soutien du général permet à ce « professeur » érudit et bardé de diplômes d'obtenir l'appui de l'armée lors d'une consultation électorale boycottée par la majorité des ténors politiques de l'époque. Cette « compromission » d'un homme qui a passé vingt-trois ans de sa vie en exil, après avoir pris ses distances avec le régime de François Duvalier, qu'il avait soutenu — comme la plupart des Haïtiens — entache son arrivée au pouvoir.

Brûler les étapes

De nombreuses voix s'élèvent pourtant à l'étranger pour soutenir un homme dont on souligne chaque fois la compétence et l'humanisme. Son premier gouvernement est composé pour la plus grande majorité de techniciens reconnus, hors de toute partisanerie. Les membres de son cabinet soulignent même la position très en retrait du ministre de la défense, le général William Regala, qui n'arrive qu'au onzième rang dans l'ordre protocolaire. La relative mise à l'écart de ce militaire, proche du général Namphy et ancien membre du Conseil national de gouvernement, semble prouver la volonté de séparation des pouvoirs affirmée par le nouveau président.

Parallèlement, Leslie Manigat, rompu aux relations internationales, tente de redorer l'image de son pays et de lui-même. Un de ses proches soulignait il y a peu ce désir : *« Leslie Manigat ayant été un mauvais candidat — si difficilement et si mal élu — qu'il a l'ardente volonté d'être un bon président. »* Autoritaire et ambitieux, il a voulu mettre au pas l'homme qui a facilité son accession au pouvoir et casser le bastion constitué par les forces armées d'Haïti. *« Aucune solution politique n'est viable sans l'armée »*, disait-il à la veille du scrutin.

En voulant, avec l'appui de certains militaires, mettre l'armée haïtienne au pas, il a peut-être brûlé les étapes. De l'issue de la crise actuelle dépendront à l'évidence les prochains rapports entre les autorités civiles et militaires, mais l'opposition entre un militaire que l'on dit borné et l'humaniste éclairé est aujourd'hui patente. A l'évidence, l'un des deux devait être écarté. La Constitution et la démocratie n'ont pour l'instant — et comme souvent en Haïti — servi de rien.

DENIS HUTIN-GUIRAUT.



Proche-Orient

ISRAËL

« Itinéraire imposé » pour les émigrants juifs soviétiques

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui ne perd pas facilement le moral, confiait il y a peu son *« désespoir »* : près de 90 % des juifs soviétiques obtenant le droit d'émigrer et dûment munis d'un visa israélien boudent l'Etat hébreu et choisissent de s'installer directement aux Etats-Unis.

A Jérusalem, on les appelle méchamment des *« déclassés »*, des ingrats. Le directeur général de la présidence du conseil, M. Yossi Ben Aharon, y voit *« une tragédie pour le peuple juif »*, d'autant plus amèrement ressentie que l'émigration soviétique s'est depuis un an sensiblement accrue (plus de mille départs par mois). M. Ben Aharon aurait pu tout aussi bien parler d'échec ou d'humiliation : si les enfants chéris de la diaspora soviétique, qui compte peut-être deux millions de personnes et représente ainsi la dernière chance d'un nouvel et massif afflux d'émigrés, cèdent si facilement aux sirènes de l'opulente Amérique, c'est effectivement à désespérer du sionisme...

Le gouvernement a voulu réagir. Il a décidé, dimanche 19 juin, d'imposer aux Juifs soviétiques ayant obtenu un visa pour Israël un itinéraire plus contraignant qui, probablement *via* Bucarest (Roumanie), les conduira directement à l'aéroport de Tel-Aviv.

Le système est partiellement appliqué depuis quelques mois. Il s'agit de le rendre systématique et surtout d'éviter à tout prix cette étape de Vienne où se produisent les *« défections »*. Jusqu'à présent, les juifs soviétiques autorisés à émigrer en Israël pour aller y retrouver des parents (le prétexte officiel est la *« réunion des familles »*) prenaient le train, faute de vol direct Moscou-Tel-Aviv.

Ils aboutissaient à Vienne où leur était immédiatement attribué le statut de réfugié politique, document leur permettant d'obtenir automatiquement un visa pour les Etats-Unis. Autrement dit, comme le relevait M. Ben Aharon, *« le visa israélien servait en fait de ticket d'entrée aux Etats-Unis »*. Dans les milieux officiels israéliens, on accuse même les organisations juives américaines ayant pignon sur rue à Vienne de faire l'article auprès des nouveaux émigrés afin de s'attacher leur reconnaissance et d'augmenter leurs effectifs.

Le voyage par avion Moscou-Bucarest-Tel-Aviv est plus sûr. A Bucarest, pas de statut de réfugié politique, donc pas de visa américain automatique ni d'organisations juives américaines pour prendre en charge les nouveaux arrivants qui, munis de leur seul visa israélien, n'auront sans doute d'autre possibilité que de s'embarquer sur la ligne Bucarest-Tel-Aviv, unique vol direct existant aujourd'hui entre un pays de l'Est et Israël.

Les modalités du nouveau système ne sont pas encore arrêtées. L'ambassade des Pays-Bas à Moscou, qui représente les intérêts de l'Etat hébreu, pourrait ne délivrer que des visas israéliens temporaires, uniquement valables pour la Roumanie, seul pays d'Europe de l'Est avec lequel Israël entretient des relations diplomatiques.

De longues délibérations

La décision du gouvernement n'a été acquise qu'après de longues délibérations. Deux ministres ont voté contre, MM. Ezer Weizman et Itzhak Peretz, et trois se sont abstenus. On imagine facilement le débat : fallait-il continuer à fermer les yeux, à faire fi de l'orgueil national et des intérêts du sionisme pour ne privilégier que le plus important, la porte de sortie ouverte aux juifs soviétiques ? Ou bien fallait-il « imposer » un itinéraire au risque d'empiéter sur la liberté de choix des intéressés, et peut-être de limiter ainsi le nombre de candidats au départ ?

M. Weizman a tranché : *« Je suis opposé à tout arrangement qui obligerait les juifs qui ne le désireraient pas à se rendre en Israël. L'Etat a été créé pour que les juifs puissent y venir de leur propre volonté, que ce soit du monde libre ou d'ailleurs. »*

Dans les milieux officiels, on fait valoir que la question ne se pose pas dans des termes aussi dramatiques. Depuis l'été dernier, dit-on, les Soviétiques sont disposés à permettre aux juifs d'émigrer pour un autre pays qu'Israël, et notamment aux Etats-Unis, pour peu qu'ils y aient un parent direct. On se refuse à dire que Jérusalem « impose » une destination : *« Israël n'est pas une prison (...). Après tous les efforts que nous avons consentis pour eux, il est normal que les juifs soviétiques viennent en Israël au moins pour une période d'essai après laquelle ils pourront toujours solliciter, s'ils le souhaitent, un visa auprès de l'ambassade américaine à Tel-Aviv. »*

Certes, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles puisqu'ils seront alors citoyens israéliens et auront perdu leur statut de réfugié politique. Tel est du moins l'argument avancé par plusieurs organisations d'émigrés soviétiques en Israël. A l'instar de l'ancien refuznik Chtcharanski et du gouvernement américain, elles sont opposées à tout nouveau système. Elles estiment que l'important est la liberté d'émigrer pour les juifs soviétiques, ce qui inclut le libre choix du pays d'accueil.

ALAIN FRACHON.

Nouvelle flambée de violence dans les territoires occupés

Jérusalem *(AFP)*. — Un jeune Palestinien a été tué par balles, le samedi 18 juin, lors d'un affrontement avec des militaires israéliens, dans le camp de réfugiés de Khan-Yunis, dans le sud de la bande de Gaza. Plusieurs autres résidents du camp, qui manifestaient et jetaient des pierres, ont été blessés par balles.

La bande de Gaza a été paralysée, samedi, par une grève générale du commerce lancée par le Mouvement de résistance islamique (Harakat Al-Moukawama Al-Islamiya, HAMAS, une organisation palestinienne inspirée par le mouvement des Frères musulmans).

Des affrontements sporadiques ont opposé des manifestants palestiniens aux forces de l'ordre israéliennes dans le quartier Sabra de Gaza, dans le camp de réfugiés de Jabaliya et dans le village de Bani-Souheila, près de Khan-Yunis.

D'autre part, à Jérusalem-Est, des heurts se sont produits à la rue Salaheddine, la principale artère de cette partie de la ville, entre des groupes de quelques dizaines de jeunes Palestiniens et la police israélienne.

● **Soixante-douze prisonniers de droit commun israéliens se tailladent les veines.** — Soixante-douze prisonniers de droit commun israéliens se sont tailladé les veines dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la prison de Beer-Sheva (sud d'Israël), pour protester contre leurs conditions de détention. Dix prisonniers ont été opérés et les autres, qui ne souffrent que de blessures superficielles, ont été soignés dans leurs cellules, a indiqué un porte-parole de l'administration pénitentiaire. Le mouvement de protestation avait commencé mercredi, lorsque cent cinquante prisonniers de la sixième section des nouveaux admis ont refusé d'obtempérer aux ordres de leurs gardiens. Les prisonniers réclament notamment une prolongation du temps de promenade et le droit d'écouter la radio, qu'on leur avait retiré à titre punitif. — *(AFP.)*

Proche-Orient

Les otages étrangers du Liban

Quatre parlementaires britanniques s'informent à Téhéran du sort de Terry Waite

LONDRES
de notre correspondant

Le docteur Robert Runcie, archevêque de Canterbury, qui s'était contenté jusqu'ici de prier pour la libération de son émissaire personnel, M. Terry Waite, retenu en otage au Liban depuis le 20 janvier 1987, s'est enfin décidé à agir en organisant le voyage à Téhéran de quatre parlementaires qui ont quitté Londres le dimanche 19 juin. Mais il risque de s'attirer ainsi les foudres... de Mme Thatcher.

La *« Dame de fer » « ne saute pas de joie »* à l'idée de cette visite, a indiqué un de ses proches conseillers. Certes, elle avait été dûment informée de l'initiative du docteur Runcie avant de partir à Toronto, mais elle n'apprécie pas outre mesure la *coïncidence de date.* Au Canada, le premier ministre va en effet condamner une fois de plus le terrorisme et répéter que la Grande-Bretagne *« ne négocie pas »* avec les preneurs d'otages au moment même où une délégation parlementaire qui comprend deux députés conservateurs, MM. Cyril Townsend et Robert Hicks, se trouve à Téhéran.

La délégation est également composée d'un travailliste, M. Tom Clarke, et d'un membre du nouveau parti centriste, *« social libéral démocrate »* (SLD), lord Tordoff. Elle a officiellement pour but d'améliorer les relations entre Londres et Téhéran. Selon l'usage, les quatre députés ont été *« briefés »* par le Foreign Office. Ils ont vu M. David Mellor, un des trois adjoints immédiats de Sir Geoffrey Howe, et ils rendront évidemment compte de leur mission à leur retour à Londres.

Le porte-parole de l'archevêque, M. John Lyttle, un haut-fonctionnaire ayant un long passé de services aussi bien auprès de gouvernements travaillistes que conservateurs, a été le maître d'œuvre de l'opération. Très habile à résoudre les problèmes difficiles, il était déjà sur place à Téhéran et devait accueillir les parlementaires.

Les quatre députés caressaient l'espoir d'être reçus par M. Rafsandjani, président du parlement iranien, qui est considéré par le Foreign Office comme le personnage-clé pour la libération des otages britanniques. Outre M. Terry Waite, il s'agit d'un journaliste, M. John McCarthy et d'un enseignant, M. Brian Keenan. Ils en sont respectivement ce lundi 20 juin à leurs 518e, 796e et 802e jours de détention.

Il faut appeler un chat un chat. L'archevêque de Canterbury, à la fureur de Mme Thatcher, cherche à faire libérer Terry Waite grâce à une mission de bons offices du Parlement britannique. Mme Thatcher n'a pas pu empêcher cette opération. Le Parlement et l'Eglise anglicane ont donc réussi, en combinant leurs forces, a effectuer une démarche diplomatique contraire aux orientations du premier ministre.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Selon « The Independent » de Londres

Les Etats-Unis ont eu des entretiens à un niveau subalterne avec Téhéran

Londres *(Reuter).* — Les Etats-Unis ont eu depuis dix-huit mois des entretiens secrets avec l'Iran, même après l'affaire de l'Irangate, affirme, le lundi 20 juin, le quotidien britannique *The Independent.*

Le journal, qui tient ses informations de source américaine autorisée, indique que des *« entretiens de proximité »* ont eu lieu à Genève aux environs du 15 mai, et à Alger aux environs du 1er juin.

Il ajoute que le but de Washington est de maintenir les moyens d'un dialogue avec les responsables de Téhéran, afin de permettre aux Etats-Unis de jouer un rôle en Iran après la disparition de l'imam Khomeiny.

D'après *The Independent*, les entretiens ont été approuvés par le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz. Bien que ne constituant pas officiellement une négociation pour la libération des otages américains détenus au Liban, ils constituent un forum permettant d'évoquer la question.

Ces conversations, précise le journal, ont délibérément été organisées à un niveau subalterne afin d'éviter d'embarrasser les gouvernements des deux pays, mais elles étaient contrôlées, côté américain, par le vice-secrétaire d'Etat, John Whitehead, et par le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy. Ceux-ci auraient assisté à une ou deux réunions.

Leurs homologues iraniens étaient Sadek Tabatabai, beau-frère d'Ahmad Khomeiny, fils de l'imam Khomeiny, et Mohammed Javad Laridjani, vice-ministre des affaires étrangères chargé des questions européennes et nord-américaines.

La guerre du Golfe

Polémique autour de la bataille de Mehran

Les Moudjahidines du peuple, installée en Irak, ont affirmé, le dimanche 19 juin, avoir enlevé la ville frontalière iranienne de Mehran, à moins de dix kilomètres de la frontière irakienne. Dans un communiqué public à Bagdad, leur branche armée l'Armée de libération nationale (ALNI), commandée par Massoud Radjavi et son épouse Maryam, précise qu'elle a occupé Meharn, moins de onze heures après le déclenchement de l'offensive baptisée « Quarante étoiles ».

Téhéran a aussitôt démenti l'occupation de la localité de Mehran, qui se trouve dans un « no mans' land » entre l'Iran et l'Irak et qui n'est plus qu'une ville désertée de ses habitants. Les Iraniens n'ont pas confirmé la participation des opposants à l'attaque contre Mehran et ont imputé la paternité de l'attaque aux troupes irakiennes qui, selon eux, ont *« franchi les frontières internationales »* et *« attaqué »* la ville de Mehran, après avoir eu recours massivement aux armes chimiques. L'agence d'information IRNA a affirmé que l'attaque de l'armée irakienne avait été *« mise en échec »* et *« contenue sur tous les flancs ».*

L'Irak pour sa part a démenti l'engagement de ses troupes contre Mehran. Selon le ministre irakien de l'information, ce sont les Moudjahidines du peuple qui ont mené cette attaque *« comme nous l'avons appris »*, a-t-il souligné.

La polémique autour de l'identité des attaquants semble académique. L'ALNI qui s'est insatllée depuis un an dans différentes bases de l'armée irakienne mises à sa dipsosition par Bagdad, fait en effet partie intégrante du dispositif militaire irakien et lanche des opérations ponctuelles contre le territoire sous l'ombrelle protectrice de l'armée de Bagdad. Il est d'ailleurs inconcevable qu'elle puisse se livrer à une quelconque activité militaire contre l'Iran sans l'autorisation du haut commandement irakien.

A la veille de la reconquête de Chdalamcheh en mai dernier, le général Adnan Kharralah, ministre de la défense irakien, avait affirmé que l'Irak comptait non seulement libérer son territoire, mais également mener des offensives en territoire iranien, en occupant les localités iraniennes à partir desquelles la *« sécurité » de l'Irak est menacée. Il avait cité nommément les villes de Mehran et de Dehloran au centre du front, et la région de Chalamcheh, précisant que des opérations semblables à celle déclenchée à Fao avaient été d'ores et déjà mises au point. Il serait étrange que les Iraniens aient en définitive décidé de confier une mission à laquelle ils attachent une importance primordiale, à leurs seuls alliés Moudjahidines.*

J. G.

Asie

Jean-Paul II a canonisé 117 catholiques martyrisés au Vietnam aux XVIIIe et XIXe siècles

Le pape Jean-Paul II a procédé, dimanche *19 juin, à Rome, à la* canonisation de cent dix-sept catholiques martyrisés pour leur foi au Vietnam, aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Quatre-vingt-seize d'entre eux sont des Vietnamiens, dont quarante religieux. Les autres sont onze dominicains espagnols et dix prêtres français des *Missions* étrangères de Paris. Quelque huit mille Vietnamiens d'Europe ont assisté à la messe. Radio-Hanoï a demandé aux catholiques du Vietnam — entre quatre millions et cinq millions de fidèles, sur soixante-quatre millions d'habitants — de ne pas célébrer, dimanche, cette cérémonie, dont la *date coïncidait* avec le Jour des forces armées de l'ancien régime de Saigon. L'administration a fait savoir à la hiérarchie catholique qu'elle était prête à approuver des célébrations de la canonisation *« un autre dimanche ».*

« Mandat du ciel » et « loi des Portugais »

La première évangélisation connue au Vietnam remonte à 1615, avec l'arrivée de deux Pères jésuites, dont un Portugais. En 1624 arrive le Père Alexandre de Rhodes, demeuré célèbre pour avoir « romanisé » l'écriture vietnamienne. Dans le Sud, où il débarque, une communauté de quelques centaines de chrétiens existe déjà. A l'époque, sous la dynastie des Lê, sans grande autorité, le « pays du Sud » est alors divisé, *les seigneurs Trinh en* gouvernant le Nord et les Nguyen le Sud. A la fin du dix-huitième siècle, les Nguyen — aidés par des Occidentaux, dont Mgr Pigneau de Behaine — imposeront leur autorité à tout le pays. En 1802, Gia-Long fondera la dynastie des Nguyen, dont le dernier rejeton sera Bao-Daï, qui vit aujourd'hui en exil en France.

Avant la colonisation française, le Vietnam est un pays de tradition confucéenne géré par des mandarins — recrutés à l'occasion de concours littéraires — et dont l'empereur hérite, comme en Chine, d'un *« mandat du ciel ».* Le Père Jean Maïs, des Missions étrangères de Paris, qui a vécu dix ans au Vietnam, résume très bien ce que Paul Mus, notamment, avait longuement expliqué dans son ouvrage *Sociologie d'une guerre* (Le Seuil, *1952*) : *« L'univers vécu par la population vietnamienne avec ses divers éléments »* se reflète dans *« le Ciel, puissance bienfaisante, la société, dont le ciment est le culte des parents et des ancêtres, l'empereur Fils du Ciel, dont le mandat dure tant qu'il maintient l'harmonie entre l'ordre cosmique de l'ordre social »* (1).

*En conséquence, face à l'évangéli*sation, mandarins et empereurs interviennent, au début, *« en tant que garants d'un ordre social qui se sent menacé »*, et cela, en dépit des relations, parfois très bonnes, qu'ils entretiennent avec les missionnaires. La religion chrétienne est *« religion étrangère de par son origine et par son contenu ».* Elle est d'ailleurs communément appelée, à l'époque, la *« loi des Portugais* (1) ». Sans attendre, donc, la menace de la conquête française, pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, un ordre social et politique s'est senti menacé par une religion qui introduit une hiérarchie nouvelle, étrangère et dangereuse.

Les chrétiens ont beau protesté de leur soumission à l'empereur, les mandarins les pressent d'abandonner la *« loi des Portugais »* qui introduit un autre dieu, alors que les empereurs *« se conçoivent comme Fils du Ciel, à la fois souverains pontifes, législateurs et juges suprêmes »* (1). Beaucoup de mandarins, et des empereurs, ne contestent pas le dévouement des chrétiens. Mais la question n'est pas là.

Les persécutions ont donc commencé très tôt et se poursuivront, avec des périodes de grand calme. Le plus souvent à tort, les catholiques sont également soupçonnés d'alimenter ou de participer à des révoltes. En règle générale, dans cette phase d'avant la colonisation, on leur donne le choix entre renoncer à leur foi, — marcher sur la croix, — et mourir, le plus souvent avec supplice. Au dix-septième siècle, cent dix chrétiens sont déjà morts pour leur foi.

Persécution générale

En 1843, pour la première fois , puis en 1847, des navires français se présentent dans le port de Tourane (Da-Nang) et exigent, auprès du souverain de Hué, la libération de prêtres français. Les persécutions se renforcent. A l'accusation tradition*nelle de suivre des coutumes étran*gères s'ajoute, désormais, celle de l'alliance entre le sabre et le goupillon : la complicité avec une puissance étrangère après la *« dépravation ».* Les chrétiens du Vietnam, à commencer par des missionnaires français, ont voulu éviter le piège de cette « protection » étrangère, mais rien n'y fait.

A compter de 1852, sous le règne de Tu Duc, la persécution générale s'organise. Des chrétiens ont beau se montrer loyaux sujets et bons patriotes, un édit de l'empereur, en 1959, soit un an avant celui dit *« de dispersion générale des chrétiens »*, est très révélateur : *« Ceux qui observent cette religion forment une société particulière et, quoi qu'ils ne soient pas ouvertement révoltés contre nous, il est évident que, au fond de leur cœur, ils sont attachés au parti d'un autre royaume. »* En d'autres termes, au parti de l'étranger...

En 1862, le Vietnam est contraint de rétrocéder à la France les trois provinces orientales de la Cochinchine, traité qui marque le véritable début de la colonisation française et qui s'accompagne d'une amnistie limitée pour les chrétiens. Il y aura, cependant, encore des persécutions, *mais les canonisés de dimanche* appartiennent tous à la période antérieure à 1862.

De nos jours, les chrétiens du Vietnam — qui compte, également, environ deux cent mille protestants — sont dans une situation délicate. Des noyaux catholiques — surtout ceux qui ont fui le Nord en 1954-1955 pour s'installer dans le Sud — ont été aux premiers rangs de la lutte anticommuniste avant 1975. Depuis la chute de Saigon, la hiérarchie catholique entretient des relations difficiles avec le régime communiste. Depuis le sixième congrès du PC vietnamien en décembre 1986, ces relations se sont un peu détendues, en dépit de quelques procès et des condamnations de religieux. Hanoï a protesté contre les canonisations, considérant que les chrétiens ont été associés, au moins dans plusieurs cas, à l'impérialisme français. Conflit de devoirs pour les chrétiens, soupçons des autorités, un élément de la trame de l'histoire demeure.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) *Documents épiscopat*, bulletin du secrétariat de la Conférence épiscopale française, nº 10, mai 1988. Voir également *le Vietnam des martyrs et des saints*, par Guy-Marie Oury, Fayard, le Sarment, 202 pages, 75 francs.

AFGHANISTAN

La résistance a annoncé la composition de son gouvernement intérimaire

L'Alliance des sept partis de la résistance afghane a rendu publics, le dimanche 19 juin, à Peshawar (nord-ouest du Pakistan) les noms des douze ministres de son gouvernement intérimaire.

L'Alliance a également appelé les moudjahidines à ne pas lancer d'attaque contre les troupes soviétiques.

Les deux vice-présidents du gouvernement appartiennent à des factions modérées, tandis que fondamentalistes et modérés se partagent les portefeuilles de manière équilibrée. Le gouvernement ne compte aucun des chefs militaires de la résistance en Afghanistan. La composition du cabinet a été rendue publique lors d'une conférence de presse donnée à Peshawar par son président, M. Ahmed Shah, dont la nomination à ce poste était connue depuis un certains temps, et par le nouveau chef de l'Alliance, Syed Ahmed Gailani.

Ce dernier a appelé les chefs des partis de l'Alliance à ne pas lancer d'attaque contre les troupes soviétiques qui se retirent d'Afghanistan.

Entre-temps, la résistance a affirmé avoir pris la ville de Qalat, capitale de la province de Zabul, dans le sud-est de l'Afghanistan, le 18 juin, après plusieurs jours de violents combats. Il s'agit de la première capitale provinciale afghane prise par les résistants depuis l'intervention des troupes soviétiques en 1979, soulignent les observateurs. Qalat (environ 40 000 à 50 000 habitants) est située sur la route stratégique qui relie Kaboul, la capitale, à Kandahar, la seconde ville au sud-est du pays. — *(AFP.)*

La négociation sur le Cambodge

Pékin serait disposé à offrir l'asile aux principaux dirigeants khmers rouges

PÉKIN
de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk est arrivé, le lundi 20 juin, à Pékin, en provenance de Pyongyang, alors que se dessine la possibilité de voir un véritable dialogue s'engager avec le Vietnam sur le Cambodge. L'élément le plus nouveau, indiquant que la Chine ne veut pas rester à l'écart d'une négociation, est venu de Washington avec l'annonce que Pékin serait disposé à donner asile à M. Pol Pot et à certains de ses associés à la tête du mouvement khmer rouge dans l'hypothèse d'une solu*tion politique au Cambodge.*

Cette offre, selon le *Washington Post*, a été formulée pour la première fois en mars, par M. Wu Xueqian, alors en visite aux Etats-Unis en sa qualité de ministre des affaires étrangères. La question a été à nouveau discutée, selon les mêmes informations, au début du mois aux Nations unies entre responsables chinois et américains. L'offre *chinoise satisfait au moins partielle*ment une revendication essentielle du Vietnam, qui est de voir le démantèlement de la direction politique khmère rouge, dont M. Pol Pot reste le personnage central, malgré les changements de pure forme intervenus au cours des dernières années.

Parmi les proches de M. Pol Pot qui se réfugieraient en Chine dans *cette hypothèse, on peut penser que* Pékin accepterait que figurent M. Ieng Sary, ex-ministre des affaires étrangères au temps du régime khmer rouge à Phnom-Penh, ainsi que les épouses de ces deux hommes, qui sont sœurs : Mme Khieu Ponnary (Mme Pol Pot) et Khieu Thirith (Mme Ieng Sary). Les deux couples ont été considérés comme le véritable noyau dirigeant du « Cambodge démocratique » de 1975 à 1979.

Mais ce geste est principalement symbolique, la question de l'assis*tance militaire chinoise à la guérilla* khmère rouge n'ayant apparemment pas été évoquée. Le cœur du problème reste, encore aujourd'hui, celui d'une neutralisation effective des trente-cinq mille maquisards khmers rouges. Le prince Sihanouk, qui réclame la mise en place d'une force internationale de maintien de la paix au départ des troupes vietnamiennes, quittera Pékin vendredi *24 juin pour Bangkok.*

FRANCIS DERON.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les négociations avec Luanda se poursuivront au Caire

Johannesburg. — Les pourparlers de paix entre l'Afrique du Sud et l'Angola reprendront cette semaine au Caire, a annoncé, le samedi 18 juin, M. Roelof « Bik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, sans préciser le jour exact.

La troisième phase des négociations destinées à obtenir le départ d'Angola des forces sud-africaines et cubaines et à faire accéder la Namibie à l'indépendance avait été retardée en raison du désaccord des parties prenantes sur un lieu de rencontre : Prétoria voulait qu'elle ait lieu en Afrique, Luanda optant, au contraire, pour l'Europe.

Les premiers entretiens, sous les auspices des Etats-Unis, avaient eu lieu à Londres ; une seconde discussion s'était ensuite déroulée à Brazzaville, en mai. — *(AP).*

CHYPRE

MM. Vassiliou et Denktash se rencontreraient le mois prochain à Genève

Conformément aux propositions de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, le président de Chypre, M. Georges Vassiliou, a accepté de rencontrer le chef de la communauté turque chypriote, M. Rauf Denktash. Ces entretiens sur la réunification de l'île auront probablement lieu à Genève dans la première quinzaine de juillet.

Selon la presse de Nicosie, M. Vassiliou a pris sa décision après avoir consulté les responsables des partis politiques chypriotes grecs.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie
du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

OJD 1986

Commission paritaire des journaux
et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Politique

M. Barre, cible de la « bande à Léo »

M. BARRE a passé, dans les médias, un bien mauvais week-end. La démarche indépendante de celui qui rêve de créer une grande formation *« libérale, sociale et européenne »* déplaît aux *« libéraux »* du Parti républicain. M. François Léotard, secrétaire général du PR, estime que l'ancien premier ministre n'a pas une carrure de *« patron d'une famille politique »*, car il ne se sent bien que lorsqu'il est à *« contre-courant »*. M. Alain Madelin est *« troublé »* par l'attitude de M. Barre qu'il juge *« déconcertante ». En revanche, le même M. Madelin* juge *« responsable »* l'attitude de M. Gaudin vis-à-vis du Front national et se prévaut de la confiance renouvelée dont bénéficie le même M. Gaudin à la tête du groupe UDF de l'Assemblée. Invité, le lundi 20 juin sur Antenne 2, de « L'heure de vérité », M. Valéry Giscard d'Estaing devait tenter de calmer le jeu, au sein de l'UDF.

Les centristes ne s'en laissent pas conter. Après avoir créé leur groupe de l'« Union du centre » dans la nouvelle Assemblée nationale qui s'installera jeudi, ils persistent. Pour M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, la confédération UDF, *« c'est comme la Suisse »* et *« l'autonomie de chacun doit y être respectée »*. Le Parti républicain traduit *« autonomie »* par indépendance, voire par exclusion. MM. Léotard et Madelin affirment, en effet, qu'en créant son groupe parlementaire, le CDS s'est placé lui-même en dehors de l'UDF.

A gauche, on observe ces manœuvres et ces divisions de la droite avec intérêt, mais en *s'interdisant de prendre part à la recomposition* ainsi engagée. C'est du moins la thèse défendue dans nos colonnes par M. Lionel Jospin, qui conteste ainsi les tentations qu'ont eues certains de ses amis de constituer artificiellement à l'Assemblée nationale un groupe des *« démocrates de progrès »*. Le ministre de l'éducation nationale estime que l'autonomie revendiquée par les centristes n'est pas une preuve suffisante de l'existence *d'un centre en France*. Il faudrait, à ses yeux, que ce dernier rompe clairement avec la droite. *« Sur la question de l'alliance au centre,* dit-il, *je donnerai ma réponse quand le centre existera. »*

Une des premières occasions d'affirmer son existence, le centre devrait la trouver sur le dossier néo-calédonien. Après la rencontre de MM. Barre et Rocard, le 13 juin, et l'organisation à Matignon du dialogue entre MM. Lafleur (RPCR) et Tjibaou (indépendantiste, FLNKS), les négociations sur le fond doivent commencer jeudi entre les délégations de chaque camp.

M. Giscard d'Estaing veut calmer le jeu à l'UDF

L'UDF a mal à la tête. Plutôt que de profiter d'un week-end de repos et de réflexion après la semaine folle qu'ils venaient de connaître, certains de ses dirigeants ont préféré multiplier les déclarations, ajoutant un peu plus à la confusion et aux règlements de compte entre Parti républicain et CDS. M. Alain Madelin et M. François Léotard se sont relayés pour répéter qu'en décidant la constitution d'un groupe centriste autonome au Palais-Bourbon, le CDS s'était mis *« hors jeu »* de l'UDF et pour bien faire comprendre qu'ils n'étaient pas dupes des véritables intentions de M. Pierre Méhaignerie et de ses amis.

C'est pour eux, une évidence : les centristes viennent de mettre un pied dans la maison socialiste. Pour M. Madelin, tout cela est *« cousu de fil rose »*. Pour M. Léotard, *« tout laisse entendre que les centristes sont entrés dans une logique qui sent bon la IVe République »*.

Accusations totalement injustifiées pour M. Jacques Barrot qui s'est chargé de désamorcer ce qu'il considère comme des faux procès intentés par les voisins du PR. Le secrétaire général du CDS a rappelé la *« triple fidélité »* de son parti *« à ses électeurs, à ses alliances et à lui-même »* pour finalement déclarer à l'adresse *« des inquisiteurs qui manient l'excommunication, que le CDS n'avait pas de leçons à recevoir. »*

Comme si cela ne suffisait pas, l'UDF a eu un nouveau coup de migraine avec le polémique née et entretenue sur le comportement particulier de M. Raymond Barre. L'article du *Figaro Magazine* révélant une rencontre, jusqu'alors non vérifiée, entre M. François Mitterrand et l'ancien premier ministre, la couverture de *l'Express* le même jour titrée *« Mitterrand attend Barre »*, ces deux coups de presse participeraient selon M. Barre, d'une vaste entreprise de déstabilisation montée, d'un côté, par M. Louis Pauwels et ses amis ultra, libéraux et de l'autre, par M. Ambroise Roux et ses compagnons du RPR, en guise de représailles à l'initiative centriste.

On relèvera au passage que l'Elysée ne s'est pas empressé de démentir ces informations. Un proche du président de la République se félicitait ce week-end en confidence que M. Barre soit devenu pour les socialistes *« un beau jouet médiatique »*. D'autant plus amusant qu'il fait des dégâts à droite !

Avec beaucoup d'aplomb, les responsables du PR ne prennent désormais plus de gant pour fustiger l'attitude de M. Barre. M. Madelin s'est dit *« troublé »* par l'ancien premier ministre qui pendant la campagne législative *« démobilisait l'électorat »* et qui à présent *« déconcerte »* tout le monde. *« M. Barre se sent bien quand il est à contre-courant »*, relève perfidement M. Léotard en précisant pour bien être clair, *« que son avenir n'était certainement pas celui d'être le patron d'une famille politique. »*

Autre pomme de discorde ! Car ce n'est pas l'avis de Mme Simone Veil qui souhaite que M. Barre entre désormais de plain pied dans le jeu politique en prenant la tête d'un grand parti centriste dont le groupe CDS à l'Assemblée n'est qu'une *première ébauche*. Passant véritablement l'UDF au scanner, elle est confortée un peu plus dans ce diagnostic : les libéraux *« de la culture anarchiste de droite »* et les centristes partisans *« d'une société plus solidaire »* ne peuvent plus cohabiter. Détachée de toutes contingences électorales, libre de ses mouvements, Mme Veil peut expliquer tout haut ce que les centristes pensent tout bas. Avant d'en appeler à la chirurgie, ces centristes attendront les élections municipales et européennes de l'an prochain.

Aspirine

Un répit d'un an que M. Valéry Giscard d'Estaing va s'efforcer *d'exploiter au mieux. Considérant* avor perdu une bataille mais pas la guerre du centre, jugeant également, fidèle à sa vision décrispée de l'histoire, que les différences à l'intérieur de l'UDF ne sont pas aussi grandes qu'on veut bien le dire, l'ancien président devait s'efforcer dès lundi soir au cours de son passage à « L'heure de Vérité » de prescrire à l'UDF quelques doses d'aspirine pour calmer les esprits. Même si dans l'ombre ses lieutenants n'ont pas ménagé leurs efforts pour dissuader les députés centristes de prendre le large, M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé d'emboîter le pas de MM. Madelin et Léotard dont il juge en privé les prises de position « exagérées ».

Désireux de ne point se laisser déporter sur la droite, M. Giscard d'Estaing va donc vouloir jouer les grands conciliateurs, sachant que la seule corde de rappel qui lui est offerte à ce jour est la présidence de l'UDF. Personne ne semble plus vouloir faire obstacle à ce qu'il remplace, le 30 juin, M. Jean Lecanuet. Espérant qu'il saura se satisfaire de ce lot de consolation, les léotardiens sont d'accord. Les petites composantes également. Les centristes n'y seraient plus non plus opposés à condition qu'à l'Assemblée nationale ils puissent, effectivement, prendre place comme *ils le souhaitent* dans un inter-groupe UDF. Une solution qui aurait, dans l'immédiat, l'avantage de calmer le jeu, d'offrir aux *centristes le sas de décompression* qui leur permettrait de tenir jusqu'aux élections municipales et de ne pas désespérer définitivement M. Giscard d'Estaing. Bref, un cautère sur une jambe de bois !

DANIEL CARTON.

Un point de vue de M. Lionel Jospin

Gouverner mieux

(Suite de la première page.)

C'est vrai, nous n'aurons pas la majorité absolue avec ses commodités et ses illusions. Mais regardons le reste, jugé dans la durée. Un homme de gauche à la tête du pays pendant sept ans à l'aube d'un nouveau septennat, des socialistes et des radicaux de gauche qui ont gouverné cinq ans et qui, après deux ans seulement, reviennent au pouvoir, une droite minoritaire et divisée, un Parti communiste requinqué mais faible : beaucoup de nos devanciers ont eu en face d'eux une histoire moins bonne fille ! plutôt que de chipoter les scores que nous a *donnés notre peuple*, essayons seulement de nous en montrer dignes.

∴

2) Ouvrir ou ne pas ouvrir ? Ouvrir, mais avec les idées claires. La démocratie, ce n'est pas la confusion. Mêler majorité et minorité n'est pas la règle. Les uns gouvernent, les autres *sont* dans *l'opposition* et le peuple donne sa chance à chacun. Dans plusieurs pays libres, un seul parti gouverne, en alternance avec un autre. C'est pourquoi le travail qui nous a conduits en quinze ans à faire du Parti socialiste un grand parti de gauche moderne est une avancée par rapport à la dis*persion initiale et à la domination du* PC et non une régression.

Faut-il ouvrir à gauche ? Arithmétiquement, la solution serait toute trouvée puisque nous avons une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Mais il n'en va pas de même politiquement. Nous ne pouvons pas gouverner avec le Parti communiste. Non pas que cela nous effraie : nous l'avons fait. Mais la direction communiste ne le veut pas. Et 1984 nous a montré que le PC n'est pas au gouvernement un partenaire durable. Il a ses propres intérêts qu'il fait passer avant ceux de la gauche. Agir avec lui à l'Assemblée, oui, gouverner, non.

Faut-il alors se tourner de l'autre côté ? Entendons-nous. Notre vocation à nous, socialistes, n'est pas de remodeler la droite. Ni en créant un centre, ni en fabriquant un grand parti conservateur. Ça, c'est la responsabilité des dirigeants de la droite eux-mêmes. Notre rôle à nous est de faire évoluer la gauche, et, je le crois, de porter plus haut un grand Parti socialiste. C'est pourquoi, en passant, je vois mal l'avantage qu'il y aurait à constituer, à nos dépens et artificiellement, un groupe parlementaire du centre gauche à l'Assemblée. Notre intérêt n'est pas les soustractions à gauche mais les fractures à droite.

Faut-il une alliance avec la droite ? Je dis non. On peut être opposé sans être en guerre civile. Mais jamais la droite n'a été si à *droite, jamais elle n'a été si loin* dans sa complaisance avec l'extrême droite, jamais elle n'a été elle-même si peu ouverte ! Personne ne peut croire que ce soit par hasard que M. Gaudin, l'auteur de l'accord électoral avec le Front national, vient d'être réélu, sans coup férir, à la tête du groupe UDF à l'Assemblée.

Peut-on au moins s'allier avec le centre ? Pour cela, il faudrait qu'il existe. Sinon, c'est une autre façon de nous suggérer l'alliance à droite. Et pour que le centre existe, il faut d'abord qu'il rompe avec la droite, ce qui en France, aujourd'hui, est loin d'être fait.

Je ne dis pas que l'apparition d'un centre soit à jamais exclue ni que la création d'un groupe CDS à l'Assemblée nationale soit sans intérêt. Ce mouvement vers l'autonomie des éléments les plus modérés de l'UDF est même un premier élément de clarification. Il en faudrait d'autres, *du côté du RPR. Car je le* dis depuis longtemps, l'absence d'une identité propre, affirmée au RPR et à l'UDF, et l'existence de clivages au sein de chacun d'eux est un des éléments de confusion dans la vie politique française.

Mais pour qu'il y ait un centre en France, il ne suffit pas d'oser créer un groupe CDS à l'Assemblée. Il faut aussi que se constitue un mouvement politique autonome, sans attache avec la droite et disposant progressivement dans le pays d'un électorat qui lui soit propre. On n'en est pas encore là.

La naissance d'un centre, par rupture avec la droite, ne pourra se faire que sur des choix politiques. Ce sont sur les idées et les projets que doivent être jugés les hommes et les partis. Ce sont les problèmes de fond qui doivent guider et justifier les tactiques des personnes et des groupes et non l'inverse. Sinon viendront au premier plan dans les discours et les médias les jeux politiciens et il ne faudra pas s'étonner que grossisse alors le nombre des abstentionnistes. Sur la question de l'alliance au centre, je donnerai ma réponse définitive quand le centre existera.

∴

3) Pourrons-nous gouverner ou pas ? François Mitterrand a répondu dans sa déclaration du 14 juin. Je pense comme lui.

D'abord, nous avons la majorité relative. La droite ne peut nous renverser sans l'appui du Parti communiste. Je ne vois pas pourquoi celui-ci le lui accorderait. Et en tout cas, il ne le ferait pas sans risque, devant l'opinion de gauche, si nous évitons de lui en fournir le prétexte.

Ensuite, il n'est pas évident que sur les grands sujets, la droite se coalise. Nous allons vérifier bientôt si le centre mythique peut naître à la vie. Pour acquérir son identité, quand on sait d'où il vient, il lui faudra d'abord se démarquer de la droite. A nous de lui en donner l'occasion par nos projets, qu'ils concernent l'avenir du pays (éducation, Europe, emploi, Nouvelle-Calédonie...) ou ces questions de société qui touchent à la vie quotidienne (sécurité, logement, mesures sociales, immigration...).

Il y a des domaines (justice sociale, mixité de l'économie...) ou les supposés centristes se révéleront de droite, mais où les communistes seront avec nous. Il y en a d'autres (Nouvelle-Calédonie, Etat impartial, avenir de l'éducation) où de très larges majorités seront peut-être possibles, les communistes et le centre votant positivement. Il y en a d'autres enfin (Europe, défense) où nous pourrons vérifier si l'ouverture a un sens.

Le gouvernement et les socialistes à l'Assemblée auront une grande marge d'action. Et le président plus encore.

Pour cela, il nous faudra trouver un style de gouvernement et un style de parti. Nous avons appris ce que valent les vérités révélées, le ton catégorique et le confort des majo*rités absolues*. Si les Français ont battu la droite, c'est qu'ils nous préféraient pour exercer le pouvoir. S'ils nous ont laissés au seuil de la majorité à nous seuls, c'est qu'ils refusaient le chèque en blanc. A nous d'en tenir compte.

Le président a parlé d'*« ouverture sur la société civile »*. C'est décisif. C'est ce que j'avais fait à mon niveau au PS avec le groupe des experts, dont la moitié n'étaient pas au Parti socialiste et qui nous apportaient *leur* talent et *leur* connaissance du réel.

Ouvrir, c'est consulter, associer, entraîner avant de décider. C'est *servir autant que commander. C'est* entendre ce que dit le pays, choisir l'intérêt général, proposer des compromis féconds.

Pour cela, il faut des socialistes qui, au gouvernement, au Parlement, dans le parti lui-même, restent unis. Proches du président, tout en jouant avec intelligence des partitions différentes. Proches les uns des autres, malgré les différences ou les ambitions.

A voir ce qui se passe à droite et combien les schémas présidentiels contredisent les évolutions des partis, on voit combien il était sage chez nous de distinguer les choix de parti et les rêves présidentiels.

A l'Assemblée, nous avons donc seulement cette simple majorité. Pour agir, pour durer, il nous faudra donc désarmer les oppositions, gagner des majorités, avoir l'opinion pour nous, en somme gouverner mieux. Puisque c'est ainsi, pourquoi ne pas dire que c'est mieux.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barrot

Le miroir

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui était, le dimanche 19 juin, l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », s'en est pris aux *« grands inquisiteurs »* de l'UDF, *« qui vont manier l'excommunication alors que nous-mêmes affirmons notre solidarité avec l'UDF. Nous avons besoin les uns des autres. Simplement, nous imposons à l'UDF une clarification. C'est un peu le miroir. Nous essayons de dire : voilà ce que nous sommes, voilà ce que nous croyons. Nous voulons que toutes les forces politiques françaises en fassent autant, qu'elles se regardent dans le miroir. Il faut que les uns et les autres aient le courage d'assumer leurs responsabilités. Il faut que le courant libéral, l'un des deux pôles de l'UDF, puisse s'identifier clairement. Je ne vois pas pourquoi il nous dénierait le droit d'affirmer ce pôle centriste (...). Ce n'est pas une division. Ce n'est pas un divorce. C'est une rénovation de l'UDF qui est en marche. Encore une fois, si nous n'avions pas fais ça, nous aurions eu dans notre dos, dans le dos de l'URC, un centre de pacotille ou de complaisance. »*

Pour le secrétaire général du CDS, *« on a actuellement l'impression que* [la] *recomposition ne s'adresse qu'à la droite et au centre. Moi, je dis que la gauche n'a pas fini de nous donner l'exemple — je souhaite qu'elle nous le donne — de la recomposition. En effet, elle traîne manifestement avec elle beaucoup d'archaïsmes qui bloquent la société française. Avant de parler d'ouverture, je veux aussi parler de clarification »*.

M. Léotard

Dedans ou dehors

« Tout laisse entendre que les centristes sont entrés dans une logique qui sent bon la IVe République, explique M. François Léotard dans un entretien publié par l'hebdomadaire *le Point. J'ai bien peur qu'ils soient tombés dans le piège tendu par François Mitterrand. Le gouvernement minoritaire de Michel Rocard n'avait pas une très grande espérance de vie. Si demain, certains centristes, élus avec des voix de droite, faisaient mouvement vers lui, ils auraient trahi le mandat donné par leurs électeurs. »*

Interrogé sur son hostilité à la fonction d'un groupe parlementaire centriste à l'Assemblée, M. Léotard affirme : *« J'entends bien tout faire pour dissiper la confusion que provoque cette affaire. Le CDS veut la liberté de vote à l'Assemblée, ce qui est son droit. Mais il veut conserver le bouclier nucléaire que constitue l'UDF au plan électoral, et là, c'est notre affaire. La règle doit être claire : celui qui quitte le groupe parlementaire UDF quitte l'UDF, et du même mouvement l'alliance avec le RPR. »*

M. Léotard se montre sévère à l'égard de M. Raymond Barre, dont l'avenir, juge-t-il, n'est *« certainement pas celui d'être le « patron » d'une famille politique. Cela suppose des contraintes qu'il ne veut pas s'imposer à lui-même. En outre, il y a chez lui l'attitude très curieuse qui consiste à se sentir bien quand il est à contre-courant. Cela n'est pas, à soi seul, une stratégie. »*

Selon l'ancien ministre de la culture, *« les hommes politiques n'aiment pas la démocratie à l'intérieur de leurs familles politiques. Si elle avait existé, j'aurais été candidat à la candidature. Ne pas l'avoir fait a imposé un choix de notables — je pense à l'UDF — qui nous a conduits à perdre l'élection. N'oubliez pas que Raymond Barre a fait douze points de moins que VGE au premier tour, et nettement moins que nos candidats aux législatives. »*

Mme Veil

Deux cultures

Mme Simone Veil, qui s'exprimait, le dimanche 19 juin, au cours du « Forum FR3-RMC », a salué le début de *« recomposition »* du paysage politique. *« L'autonomie du CDS devrait préfigurer »*, selon elle, la création *« d'une véritable formation politique »* élargie au-delà du CDS.

« Il y a, a expliqué Mme Veil pour justifier une telle évolution, *deux cultures totalement différentes. L'une individualiste qui recule le plus possible l'intervention de l'Etat, de type « anarchiste de droite ». L'autre qui se réfère à une société beaucoup plus solidaire, beaucoup plus organisée, beaucoup plus sociale, tout en étant profondément attachée à l'économie de marché. C'est la culture traditionnelle des démocrates-chrétiens, du CDS. »*

M. Madelin

Le trouble

L'ancien ministre de l'industrie, Alain Madelin, a critiqué, le dimanche 19 juin, la rencontre sur le dossier calédonien entre M. Raymond Barre et M. Michel Rocard, affirmant : *« Il n'est pas responsable de rencontrer le premier ministre en cachette et de diviser l'opposition là où on aurait besoin de tout le monde pour résoudre le problème de la Nouvelle-Calédonie. »*

Lors du « Club de la presse » d'Europe 1, le secrétaire général adjoint du PR a jugé *« normal que le premier ministre rencontre des leaders de l'opposition »*. Mais il s'est déclaré *« troublé »* par la rencontre Barre-Rocard du 13 juin sur la Nouvelle-Calédonie, *« parce que l'on reçoit exclusivement M. Raymond Barre, un peu en secret, et qu'on l'apprend après »*.

« Ce faisant, a-t-il dit, *on accrédite toutes ces rumeurs sur le fait que demain les socialistes pourraient trouver une force d'appoint emmenée par Raymond Barre ou Simone Veil. »*

« Le Raymond Barre d'aujourd'hui, celui que j'entends, celui que je vois, n'a pas grand-chose à voir avec celui que j'ai hier soutenu », a-t-il ajouté en affirmant que l'attitude de l'ancien premier ministre *« a de quoi décontenancer »*.

M. Mauroy

Le centre avec la gauche

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste a souhaité le samedi 18 juin à Lille *« qu'il y ait une formation centriste susceptible de gouverner avec la gauche »*. L'ancien premier ministre a toutefois concédé que *« cette opération ne pourra se faire du jour au lendemain »*. M. Mauroy a encore estimé que *« cela serait une offense au suffrage universel que les vingt-sept députés communistes ne puissent constituer un groupe à l'Assemblée nationale »*.

Politique

A l'Assemblée nationale

MM. Vivien, Séguin et Pons en lice pour la présidence du groupe RPR

Trois députés RPR, MM. Robert-André Vivien (Val-de-Marne), ancien rapporteur général du budget, Philippe Séguin (Vosges), ancien ministre des affaires sociales, et Bernard Pons (Paris), ancien ministre des DOM-TOM – dans l'ordre de leur dépôt de candidature, – devaient s'affronter dans un vote à bulletin secret, le mardi 21 juin à 10 heures, pour le poste de président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, poste laissé vacant après la défaite de M. Pierre Messmer. C'est une véritable révolution pour ce groupe parlementaire habitué depuis longtemps à élire par acclamation et à l'unanimité un candidat unique. Le RPR se montrera, pour l'occasion, plus « démocratique » que son allié UDF. En effet, M. Jean-Claude Gaudin a été reconduit mercredi dernier à la présidence du groupe ; il a été élu à l'unanimité après un vote à main levée auquel n'ont pas participé les élus centristes de l'Union du centre (UDC).

« *Ce sera une primaire à la loyale* », commente un député RPR rénovateur à propos du scrutin de mardi. Jeudi dans la soirée, M. Jacques Chirac avait reçu, en présence de M. Charles Pasqua, MM. Séguin et Pons pour tenter d'obtenir le retrait de l'un des deux. Cette réunion de conciliation s'est déroulée sans éclat, l'ancien premier ministre essayant tour à tour de convaincre l'un des concurrents de se retirer de la course afin de maintenir l'unité de façade du mouvement dans une période où l'UDF semble, de son côté, plutôt menacée de dislocation.

MM. Pons et Séguin ont maintenu leurs positions en confirmant leur candidature. M. Chirac en a pris acte. Les rénovateurs présenteront également des candidats aux cinq postes de vice-présidents du groupe et aux douze places du bureau du groupe RPR. Cette instance se réunit tous les mardis matins pendant les sessions parlementaires afin d'instruire un certain nombre de dossiers qui sont soumis l'après-midi à l'ensemble des députés RPR.

Ancien secrétaire d'Etat au logement dans le gouvernement de M. Jacques Chaban-Delmas (1969-1972), autrefois opposé à M. Chirac, avec lequel il s'est réconcilié, M. Vivien défend, quant à lui, l'indépendance du groupe parlementaire par rapport au mouvement.

Pendant le week-end, la campagne s'est poursuivie essentiellement par téléphone. De part et d'autre, on assure que la partie est gagnable. Il semble que le maire d'Epinal, qui partait avec un certain handicap, soit parvenu à le remonter en recueillant l'adhésion d'élus RPR qui, sans être à proprement parler « séguinistes », souhaitent, comme le dit l'un d'eux, que « *quelque chose bouge au groupe* ». Pour une fois le suspense sera au rendez-vous.

PIERRE SERVENT.

M. Giscard d'Estaing quitte le conseil général du Puy-de-Dôme

M. Valéry Giscard d'Estaing, réélu député, le 5 juin, dans la troisième circonscription du Puy-de-Dôme, a annoncé, le dimanche 19 juin, sa démission du mandat de conseiller général du canton de Chamalières, afin de se conformer à la législation sur le cumul des mandats. Dans une lettre à ses électeurs, publiée dans le bulletin municipal de Chamalières, M. Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, affirme que, « *même si cette disposition est sage, elle* [lui] *cause un profond regret* ». Il « *souhaite à la belle ville de Chamalières tout le bonheur possible* ».

Maire de Chamalières de 1967 à 1974, M. Giscard d'Estaing avait été élu, en mars 1982, conseiller général du canton nouvellement créé dans cette ville. Il avait représenté au conseil général du Puy-de-Dôme, de 1958 à 1974, le canton de Rochefort-Montagne. L'assemblée départementale comporte une majorité de gauche (trente et un socialistes et trois communistes sur soixante et un conseillers).

● **M. Chevènement renonce à son mandat de conseiller régional.** – M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a adressé, le vendredi 17 juin, au président du conseil régional de Franche-Comté, sa démission de cette assemblée. Maire de Belfort, réélu député du territoire le 5 juin dernier, M. Chevènement n'est pas concerné par la loi sur le cumul des mandats, mais il estime ne pas pouvoir assurer à la fois des fonctions gouvernementales, municipales et régionales. Le ministre de la défense sera remplacé à l'assemblée régionale, qu'il avait présidée de 1981 à 1982, par Mme Odile Chevillot, suivante de la liste socialiste du territoire de Belfort pour les élections régionales de mars 1986.

Deux élections cantonales partielles

INDRE ET LOIRE : canton de Langeais (1er tour).

Inscr., 7 327 ; vot., 4 115 ; suffr. expr., 4 043. MM. Jean-Marie Gaillard (div.d.), m. de Langeais, 1 647 voix ; Alain Kergoat (PS), m. des Essarts, 1 126 ; Gustave Tuslane (app. CNI), m. de Cléré-les-Pins, 868 ; Gérard Houdbin (PC), c.m. de Langeais, 402. *Il y a ballottage.*

[Le maire de Langeais, soutenu par l'UDF et le RPR, est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 12 mai, de Jean-Pierre Cottet (div.d.), conseiller général depuis 1982. M. Gaillard a recueilli 40,73 % des suffrages. Les deux candidats de droite qui rassemblent 62,20 % des voix, abandonnent près de cinq points par rapport au premier tour du scrutin de 1982 où trois candidats se partageaient 67,03 % des suffrages. M. Tulasne, qui obtient 21,46 % des voix, a annoncé, dimanche soir, son intention de se maintenir au second tour.

A gauche, le représentant du PS améliore de près de six points son résultat de 1982, recueillant 27,85 % des suffrages (au lieu de 22,04 %).

Au premier tour de l'élection de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 6 985 ; vot., 4 979 ; suffr. expr., 4 836. MM. Cottet, 1 381 ; Fruchon (PS), 1 066 ; Tulasne, 1 056 ; Berneau (div. d.), 805 ; Bontemps (PC), 528. Au second tour, Jean-Pierre Cottet l'avait emporté avec 2 907 voix, contre 2 029 à M. Fruchon, sur 4 936 suffrages exprimés, 5 107 votants et 6 985 électeurs inscrits.]

MEURTHE ET MOSELLE : Lunéville-Nord (1er tour).

Inscr., 9 014 ; vot., 4 398 ; suffr. expr., 4 275. MM. André Morel (UDF-PR), 1 996 voix ; Gérard Parentin (PS), 1 622 ; Jean-Luc Mignon (PC), 342 ; Bernard Thiry (FN), 260 ; Sosthène Erbland (POE), 55. *Il y a ballottage.*

[Cinq candidats briguaient la succession de René Haby (UDF-PR), qui s'est démis, le 9 mai, pour raisons de santé, de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979. M. Morel est arrivé en tête, retrouvant, avec 46,47 % des suffrages, le score obtenu par M. Haby au premier tour du scrutin de 1985. En revanche, les deux représentants de l'extrême-droite abandonnent près de deux points par rapport à 1985, dans ce canton où M. Le Pen avait recueilli, le 24 avril, 15,59 % des voix.

Le PS rassemble les suffrages des représentants divers gauche présents en 1985, tandis que celui du PC améliore de près de deux points son score d'il y a trois ans.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 8 746 ; vot., 5 616 ; suffr. expr.' 5 386. MM. Haby, 2 503 ; Pernot (PS), 1 319 ; Bansept (div. g.), 504 ; Mme Lamy (FN), 503 ; Mignon, 347 ; Rumeau (div. g.), 210. Au second tour, M. Haby avait été réélu, avec 2 908 voix, contre 2 041 à M. Pernot, sur 4 949 suffrages exprimés, 5 259 votants et 8 743 électeurs inscrits.]

Nouveaux venus nouveaux élus

M. J.-P. Joseph

Il sera encore long le chemin de la décentralisation ! M. le président du conseil général du Gers a tenu à siéger à l'Assemblée nationale. *« Quand j'appelais un bureau du ministère de l'agriculture, mon seul titre ne me permettait pas de franchir le barrage de la secrétaire. Maintenant je pourrai accéder au directeur »*, explique-t-il, pour se justifier.

L'histoire politique de Jean-Pierre Joseph n'aurait pourtant pas dû le conduire à être un cumulard. Ce capésien de mathématiques, né le 8 mars 1938 dans une famille de paysans et de cheminots, qui rêvait d'une carrière universitaire a été rattrapé par la politique en mai 1968, au lycée de Nogaro, où il enseignait. Mais dans le calme d'une ville de province, la révolution ne se fait pas sur les barricades, mais au sein d'un groupe de réflexion où l'on s'efforce de trouver les moyens d'améliorer la vie quotidienne sans changer la société.

Michel Rocard ? Il ne le connaît pas encore, mais il est déjà un rocardien de la deuxième génération. Quand son idole politique prônait l'autogestion aux étudiants en révolte, lui préparait, avec quelques amis, les municipales dans la ville de Lectoure. Sans étiquette, mais avec à son programme le réveil d'une vieille cité endormie par la gestion de ses notables, leur liste d'*« intérêt communal »* l'emporte en 1971. Un de ses amis prend le fauteuil du maire. Jean-Pierre Joseph doit attendre 1976 pour se faire élire au conseil général.



Son apprentissage politique, il le fait là, à Lectoure, avec les bordures de trottoir, les adductions d'eau, la chasse aux industriels et aux touristes pour donner un travail que n'offre plus la terre. La théorisation viendra plus tard. Après novembre 1973 et son entrée au PS, après 1976 et son arrivée dans l'équipe Rocard. Depuis, Jean-Pierre Joseph est resté fidèle. Fidèle à Michel Rocard, fidèle à la primauté de la gestion locale, fidèle à sa bataille pour la survie de la ruralité. Il ne peut donc qu'applaudir des deux mains à la décentralisation voulue par Gaston Defferre. Et quand il devient, en 1982, président d'un conseil général sans tutelle, les préfets apprennent à connaître son combat pour conforter l'autonomie toute neuve de sa collectivité locale.

Son pouvoir est à Auch

Elu local d'un nouveau type, il comprend que pour être le patron de son département – et il le sera, – il doit s'y consacrer à plein temps. Il abandonne son métier, se satisfaisant pour vivre de ses indemnités de conseiller général et de la couverture sociale que lui procure sa femme. Et si, depuis trois ans, il a pris l'habitude de monter un jour par semaine à Paris pour travailler à l'état-major rocardien et au bureau exécutif du PS, il voudrait bien maintenant ne pas avoir à y venir beaucoup plus. Car si (péché d'orgueil ?) il pense qu'un autre socialiste n'aurait pas pu battre le député UDF sortant, Aymeri de Montesquiou, c'est surtout pour mieux défendre « son » Gers qu'il s'est fait élire.

Président de conseil général à plein temps il est et il compte bien le rester. Son travail de député ne sera qu'un « plus », et un « plus » surtout utile s'il aide son département et le monde rural. Son pouvoir est à Auch. Il le sait. Son siège dans l'hémicycle ne doit servir qu'à le renforcer.

THIERRY BRÉHIER.

La bataille pour la mairie de Marseille

Deux socialistes et... M. Tapie

M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, et M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, ont fait acte de candidature pour conduire les listes du PS lors des prochaines élections municipales dans cette ville.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Si M. Pezet était partant dans la course à la mairie, M. Vigouroux, en revanche, qui contestait la procédure d'exception demandée par les responsables fédéraux du parti, a laissé planer le doute jusqu'au dernier moment. Tout en se soumettant à la première phase de cette procédure, le maire de Marseille a toutefois émis des réserves sur son *« aspect prématuré »*.

Conformément à une décision prise par le bureau exécutif du PS (*le Monde* du 17 juin), M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, chargé d'une mission de conciliation, va tenter d'obtenir un accord entre les deux candidats qu'il rencontrera à Paris le vendredi 24 juin. Dans un communiqué, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a souligné que *« si cette rencontre n'amenait pas le retrait d'un des deux postulants, rien ne s'opposera à l'organisation d'un vote des militants (...) qui aura lieu le 27 juin »*.

Si le processus enclenché pour la désignation de la tête de liste socialiste va à son terme dans les délais prévus, M. Vigouroux ne peut guère nourrir d'espoirs. Le rapport de force au sein de la fédération est, en effet, très largement favorable à M. Pezet qui a su faire éclater la coalition de circonstance des defferristes à laquelle il s'était heurté après la mort de l'ancien maire de Marseille. Le député des Bouches-du-Rhône a rappelé que le comité de ville du parti lui a demandé *« à 80 % ou 90 % »* d'être candidat. Pour illustrer l'unité retrouvée des socialistes marseillais, il annoncera, une fois désigné, un ticket l'associant à son adversaire d'hier, M. Philippe Sanmarco (également réélu député le 12 juin).

Isolé au sein du parti où il ne peut compter que sur l'appui de M. Charles-Emile Loo et de ses amis, M. Vigouroux ne s'estime pas pour autant éliminé de la compétition. Interrogé sur les raisons de sa candidature, il argue avant tout de sa qualité de maire sortant « socialiste » auquel est revenu le mérite d'assurer la succession difficile de Gaston Defferre. Il met également en avant son bilan municipal et insiste sur sa bonne image dans l'opinion marseillaise.

Les « comités Vigouroux »

M. Vigouroux semble vouloir miser sur son image de socialiste modéré et « consensuel » en jouant sur des soutiens extérieurs au parti. Une campagne va ainsi être lancée cette semaine pour la création de *« comités Robert Vigouroux pour l'avenir de la ville de Marseille »*. Elle prendra la forme d'une distribution à quatre cent mille exemplaires d'un dépliant illustré par la photo du maire et de son épouse. Sans en être l'initiateur direct, M. Vigouroux n'a pas désapprouvé ce mouvement à l'origine duquel se trouvent des chefs d'entreprise, des commerçants, des représentants de professions libérales, des universitaires et de simples citoyens. Les comités Vigouroux publieraient également une lettre ouverte à M. Pierre Mauroy dénonçant les luttes intestines des politiciens professionnels et mettant en cause les *« raiders patentés »*, tel M. Bernard Tapie, par opposition à une administration muncipale présentée comme dynamique et non partisane.

Cette entreprise a été jugée sévèrement par le premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, M. Yves Vidal, selon lequel le maire de Marseille *« a pris le risque grave de se situer en dehors du parti »*. M. Tapie, quant à lui, a pris acte, dimanche sur TF1 dans l'émission « 7 sur 7 », de la volonté exprimée tant par M. Vigouroux que par M. Pezet de l'accueillir sur leurs listes.

« Cela veut dire, a-t-il commenté, *que l'on me reconnaît quelque vertu. Je serai*, a-t-il ajouté, *de toutes mes forces et de toute mon âme pour celui qui sera le mieux placé pour éviter que M. Le Pen et ses associés s'emparent de la ville de Marseille. »* L'homme d'affaires, qui a confirmé le dépôt d'un recours en annulation de l'élection législative dans la 6e circonscription – où il a été battu de 84 voix par son adversaire de l'URC, – n'a cependant pas exclu d'être lui-même candidat. *« Si j'étais le mieux placé*, a-t-il déclaré, *je suis sûr que Michel Pezet et Robert Vigouroux qui ont plus que moi le souci de l'avenir de cette ville, seraient aussi généreux que moi* [...]. *Cela ne se décide pas dans les bureaux ni dans les couloirs. Ce sont les électeurs qui décident. A un moment donné, les gens vont décider comment cela se passe et dans quel ordre cela se fait. »*

En dépit des apparences, la bataille pour la mairie au sein du PS ne paraît donc pas définitivement scellée. Dans l'entourage de M. Vigouroux, on assure que ce dernier veut aller *« jusqu'au bout »* et ne se laissera pas séduire par un poste de sénateur ou un portefeuille ministériel. En cas d'échec de la commission de conciliation Mermaz, le maire de Marseille pourrait ne pas se soumettre au référendum des militants. Fort de son capital de popularité, il pourrait poursuivre son cavalier seul qui le conduirait alors éventuellement à prendre la tête d'une deuxième liste « indépendante » dont l'épouvantail est agité depuis plusieurs mois à Marseille.

GUY PORTE.

(1) Commandé par la société « Mairie-Expo » et réalisé auprès d'un échantillon de six cents Marseillais, un sondage SOFRES a placé M. Vigouroux en tête des personnalités *« susceptibles de faire un bon maire »*, avec 62 % de réponses favorables devant MM. Pezet (49 %), Tapie (45 %) et Gaudin (43 %). M. Vigouroux a également obtenu une majorité de bonnes opinions (61 %), suivi par MM. Tapie (47 %), Pezet (41 %) et Gaudin (39 %).

Contestation au sein du PCF de la Haute-Vienne

Une majorité des élus souhaitent un débat sur le résultat des élections législatives

LIMOGES
de notre correspondant

Les élections à peine achevées, la contestation interne repart chez les communistes limousins. Quatre cent quarante-trois adhérents du PCF de la Haute-Vienne ont apporté leur soutien publiquement à l'appel national des « 54 » pour la reconstruction du parti, lancé le 17 mai dernier par des personnalités communistes parmi lesquelles figuraient MM. Marcel Rigout et Jacques Jouve, tous deux candidats aux législatives dans le département. La liste de signataires est consistante.

Y figurent les quatre élus communistes de la Haute-Vienne au conseil régional du Limousin, dix des douze conseillers généraux, quarante-quatre maires et adjoints aux maires, des syndicalistes ouvriers (cheminots, P et T, hospitaliers, Legrand, RVI), des paysans, ainsi que plusieurs dizaines d'anciens résistants. Il y a également vingt-trois collaborateurs du quotidien communiste régional *l'Echo du Centre*.

La publication de cette liste s'accompagne *« d'éléments pour la discussion »* qui fournissent une analyse des résultats locaux des législatives. *« Jacques Jouve et Marcel Rigout, par rapport aux législatives de 1986*, souligne ce texte, *gagnent 1 530 voix, mais les candidats des première et quatrième circonscriptions* [Mme Claude Toulet et M. Bernard Espigat, considérés comme « orthodoxes »] *en perdent 5 660, soit le tiers de l'électorat communiste de 1986. Le choix qui était possible de candidats mieux connus dans ces deux dernières circonscriptions aurait sans doute permis que le résultat soit comparable à celui des deux autres »*, affirment les signataires.

En outre, ils estiment que c'est probablement l'éviction, en qualité de suppléant, de M. Roland Mazoin, maire de Saint-Junien, deuxième ville de la Haute-Vienne, signataire lui aussi de l'appel du 17 mai, qui a coûté son siège à M. Rigout. L'ancien ministre communiste a été battu par M. Jean-Claude Peyronnet, président socialiste du conseil général.

Plus globalement, le texte remarque que *« le PCF reste bien loin de ses résultats aux législatives antérieures : à 1 237 500 voix et 4,8 % de 1981, et à 3 062 600 et 9,4 % de 1978, soit une perte de 53 % de son propre électorat »*. *« Le maintien du PCF à ses chiffres de 1986*, analysent les contestataires, *peut s'expliquer par deux raisons principales : la confiance qu'ont su mériter beaucoup de candidats ayant fait leurs preuves, et la volonté de sanctionner la recherche par le PS d'alliance avec une partie de la droite. Cela confirme qu'il existe bien*, assurent-ils, *un espace que pourrait occuper un parti qui offrirait de vraies perspectives pour un socialisme autogestionnaire. Cela ne donne pas l'assurance que le PCF, tel qu'il est, sera demain en état d'occuper cet espace et d'offrir ces perspectives. »*

Selon cette analyse sans complaisance, *« un nombre important d'électeurs apprécient hautement l'activité des communistes au niveau local »*, mais pensent que le PCF n'a plus à jouer *« de rôle décisif au niveau de l'Etat »*. Conclusion logique de ces contestataires de l'intérieur : *« Tout indique que la remontée de l'influence du Parti communiste reste à construire. »*

GEORGES CHATAIN.

Selon l'IFOP

La popularité de M. Rocard est en forte baisse

La popularité de M. Michel Rocard est en forte baisse. Obtenant 53 % d'avis favorables au lendemain de sa nomination à l'hôtel Matignon, il est crédité, un mois plus tard, de 38 % de jugements positifs, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 19 juin, dans le *Journal du Dimanche* (1). Aucun premier ministre de la Ve République n'avait ainsi souffert d'une chute de quinze points de son indice de popularité en un mois d'exercice. Parallèlement, 24 % des personnes interrogées se déclarent mécontentes de la politique du chef du gouvernement, alors que 18 % partageaient cette opinion en mai.

M. François Mitterrand n'est pas non plus épargné : 49 % des interviewés (au lieu de 54 %) s'estiment satisfaits de son action, alors que 36 % expriment un avis opposé (au lieu de 29 %). C'est la première fois depuis avril 1986 que le chef de l'Etat passe sous la barre des 50 % d'avis favorables et au-dessus de celle des 35 % de mécontents.

(1) Enquête effectuée du 6 au 14 juin, auprès d'un échantillon représentatif de mille huit cent treize personnes.

● **RECTIFICATIFS.** – Dans le tableau consacré à « la poussée des maires communistes », publié dans nos éditions du 18 juin, nous avons indiqué par erreur que M. Jean Jarosz était le seul député sortant (Nord) et maire (Feignies) qui avait été battu dans la catégorie des circonscriptions en hausse de 10 à 15 points par rapport au score présidentiel de M. André Lajoinie. En réalité, MM. Combrisson, maire de Corbeil-Essonnes (Essonne), et Paul Mercieca, maire de Vitry (Val-de-Marne), sont dans la même situation.

Par ailleurs, dans l'article relatif à la succession de Michel Giraud à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France (*le Monde* daté 19-20 juin), il fallait lire au dernier paragraphe : « ... *les deux extrêmes, c'est-à-dire le PC et le FN, qui, avec vingt et vingt et un membres respectivement, pèsent quasiment le même poids* ».

Politique

Les négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le RPCR et le FLNKS ont composé leurs délégations

Les négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie doivent, en principe, commencer le jeudi 23 juin, sous l'autorité du premier ministre. Le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, doit recevoir le renfort, mercredi, d'une délégation de trois membres mandatés par le bureau politique du FLNKS et composée de deux autres représentants de l'Union calédonienne, M. Yeiwéné Yeiwéné et Mme Caroline Machoro, ainsi que du chef de file de l'UPM (Union progressiste mélanésienne), composante de la coalition indépendantiste, M. Edmond Nékiriai.

Sur l'invitation du gouvernement, le fondateur du mouvement LKS (Libération kanak socialiste), qui n'appartient pas au FLNKS, M. Nidoïsh Naisseline, doit également participer aux discussions du côté indépendantiste. Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, doit, pour sa part, être rejoint, notamment, par MM. Maurice Nenou-Pwataho, l'autre député RPR, Dick Ukeiwé, le sénateur RPR du territoire, Jean Lèques, le maire de Nouméa, Albert Etuvé, le président du congrès, Henri Wetta, conseiller territorial, et Pierre Frogier, maire de Mont-Dôre.

A Nouméa, dans la nuit de dimanche à lundi, un véhicule appartenant à M. Guy Jarnac, mandataire de M. Mitterrand pendant la campagne pour l'élection présidentielle, a été détruit par une explosion criminelle. La nuit précédente, la voiture du numéro deux du FLNKS, M. Yeiwéné Yeiwéné, avait subi le même sort.

La « guerre » tranquille de Djubelly Wéa

Chez lui, à la tribu de Gossana, sur l'île d'Ouvéa, on l'appelle « l'Ancien ». Son clan, depuis des générations, fait autorité en matière de sagesse. C'est donc naturellement que les missionnaires protestants avaient fait de Djubelly Wéa un pasteur. Jusqu'à ce que ses options politiques en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et son engagement militant au sein du marxisant PALIKA (Parti de libération Kanake, composante du FLNKS) lui vaillent d'être considéré par les autorités religieuses comme un berger suspect.

Djubelly Wéa a donc poursuivi son sacerdoce en marge du temple et ses frères canaques lui en ont été reconnaissants. Ils l'ont élu en 1983 conseiller municipal d'Ouvéa, puis, en 1985, conseiller régional des îles Loyauté. La réputation de ses EPK locales (Ecoles populaires canaques) a vite fait le tour de la Kanaky.

Par la force des choses, cet homme de quarante-trois ans au visage fin et à la voix douce s'est ainsi retrouvé en première ligne quand l'armée française a engagé la chasse aux preneurs d'otages après l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué, le 22 avril. En première ligne et presque aussitôt en prison, pendant cinquante-trois jours, officiellement pour « recel de malfaiteurs », en réalité pour refus de coopérer avec les forces de l'ordre.

Aujourd'hui, Djubelly Wéa continue sa « résistance » tranquille à Paris. Il est sorti de la centrale de Bois-d'Arcy dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 juin. Le juge Jean-Louis Mazières avait constaté qu'aucune charge ne pouvait être retenue contre lui et le parquet n'a pas fait appel de cette remise en liberté.

« J'étais malade et alité depuis quinze jours dans ma case, raconte-t-il, *quand le colonel Benson* (numéro deux de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie) *est venu me demander, le 22 avril, accompagné de deux indicateurs du RPCR, où avaient été emmenés les otages. Je l'ignorais. Il m'a demandé aussi d'être le médiateur. J'ai accepté mais en lui disant qu'il faudrait discuter des revendications politiques du peuple kanak. J'ai écrit cela dans une lettre destinée au chef de l'Etat. Le lendemain, le colonel Benson est revenu me voir avec le général Vidal* (commandant supérieur des forces armées sur le territoire) *et les choses ont commencé à tourner mal. Je leur ai répété que je ne savais pas où étaient les otages, mais que je voulais bien être le médiateur. Quand j'ai demandé à rencontrer le haut-commissaire, puis M. Pons, dont la venue avait été annoncée, on me l'a refusé. J'ai vu qu'ils ne voulaient pas négocier ; ils m'ont répondu qu'ils n'avaient aucun pouvoir politique. J'ai réuni le conseil de la chefferie de Gossana, qui a refusé de collaborer tant qu'il n'y aurait pas une discussion sur les revendications politiques du FLNKS. Le général Vidal nous a alors répondu : «* La » France, à l'heure actuelle, vous » déclare la guerre. La France » déclare la guerre aux Canaques. »

» Ce jour-là, le dimanche 24 avril, j'ai été arrêté, en même temps que mon porte-parole, Faïssen Touet, qui m'aidait à marcher parce que je souffrais d'une crise de paludisme et d'une bronchite. A la gendarmerie de Fayaoué, on m'a attaché, menottes aux mains, au tronc d'un cocotier. Les gendarmes m'ont donné des coups de crosse sur les mains. On m'a interrogé de nouveau et comme je ne disais rien, les gendarmes m'ont enlevé deux fois les menottes en me donnant des coups dans les jambes. J'ai compris qu'ils voulaient que j'essaie de m'enfuir pour me tirer dessus et je me suis assis par terre en demandant un médecin et la présence du premier substitut, M. Bianconi. Quand Bianconi est venu, il m'a redemandé d'être le médiateur et j'ai de nouveau répondu qu'il fallait discuter politique. Je lui ai de nouveau dit que je voulais voir le haut-commissaire et Pons, mais il a dit non et il m'a inculpé. »

« Nos vieux se laissent mourir »

Djubelly Wéa redécouvre Paris, où il n'était pas revenu depuis 1977. Il a envie d'y rester un peu, *« pour remercier les gens qui nous ont aidés,* dit-il. *La réaction du peuple français nous a frappés. A la prison, où nous sommes arrivés sans rien, les autres prisonniers nous ont aussitôt offert du thé, du café et des vêtements. Les gardiens, eux aussi, ont été très gentils, et, à Bois-d'Arcy, le directeur de la prison nous a même offert la télé gratuitement. Nous n'étions pas habitués à ça avec les caldoches. Nous avons reçu beaucoup de lettres de solidarité ».*

Djubelly Wéa voudrait participer aux négociations qui doivent commencer *cette semaine sur l'avenir* de la Nouvelle-Calédonie : *« Au nom du comité de lutte d'Ouvéa et des autres prisonniers, je voudrais dire que le peuple canaque en a marre des promesses non tenues. Maintenant on ne peut plus reculer. Il faut que Jean-Marie Tjibaou tienne bon. Il ne faut pas que le FLnKS tombe dans le piège. Il faut que les négociations aboutissent à un calendrier d'indépendance. »*

Mais Djubelly Wéa a surtout hâte de regagner Gossana où ont lieu, en ce moment, divers règlements de compte : *« Il faut que j'y retourne vite pour ramener le calme. »* Un gros travail l'attend à la tribu : *« Nos écoles ont été saccagées par l'armée ; notre coopérative a été détruite ; nos sacs de riz, de farine et de sel éventrés. Pourquoi ? »*

Samedi après-midi, Djubelly Wéa déambulait dans l'île de la Cité en compagnie de Faïssen Touet, dont le père faisait partie des Canaques « montrés » à l'Exposition coloniale de 1931 à Vincennes, et de Joanny Chaouri, un éleveur arrêté pour avoir transporté dans sa voiture quelques-uns des auteurs de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué et qui rapporte que, dans *l'hélicoptère qui le transportait* à Nouméa, après l'assaut du 5 mai, certains militaires disaient, après avoir compris que parmi leurs prisonniers figurait Hilaire, le frère d'Alphonse Dianou : *« On aurait dû l'exécuter là-haut. »*

Ces trois Canaques avaient l'esprit ailleurs. Djubelly Wéa venait d'apprendre la mort de son oncle à Gossana et Joanny Chaouri, celle de sa tante. *« Depuis les événements,* expliquaient-ils, *nos vieux se laissent mourir de chagrin... »*

ALAIN ROLLAT.

Société

Plus de quatre ans après les premières initiatives nationales

Le mouvement d'aide aux victimes a consolidé ses racines

DIEPPE
de notre envoyée spéciale

Ils sont sages comme à l'école et prennent des notes. Fort savants, des magistrats, un avocat, un huissier font leurs cours : le recouvrement des dommages et intérêts, le juge de l'application des peines et la victime, la politique du ministère de la justice en matière d'aide aux victimes... Studieux, les quelque cent soixante-dix participants à ces quatrièmes Assises nationales des associations d'aide aux victimes, qui ont eu lieu à Dieppe, les 3 et 4 juin, n'en perdent pas une miette. Revenus chez eux, ils devront être plus « costauds », plus savants et, donc, plus efficaces.

Partie d'une idée de Robert Badinter, qui l'imposa avec constance, l'aide aux victimes est, en quelques années, devenue un mouvement fort structuré, un lobby avec lequel il faut compter. Lorsqu'il était arrivé place Vendôme, au ministère de la justice, en 1981, Robert Badinter n'avait pas caché qu'il ferait de l'individualisation des peines et de la réinsertion sociale des détenus une priorité. La contrepartie – humainement indispensable et politiquement habile – était de lancer ce mouvement.

Celui-ci aurait pu n'être qu'un feu de paille. Créé en 1983, avec un million de francs de budget, il groupe, la première année, dix-sept associations. Le texte de juillet 1983, visant à renforcer la protection des victimes d'infractions, a traduit la volonté du ministre dans la loi. Un guide du droit des victimes est édité, un bureau des victimes ouvert au ministère de la justice et dirigé, depuis lors, par un magistrat, Mme Marie-Pierre de Liège. Aujourd'hui, le budget est de 5,75 millions de francs et cent vingt services d'aide aux victimes ont été ouverts. Outre les subventions du ministère (34 %), 29 % viennent des municipalités, 30 % des conseils généraux et régionaux et 7 % de subventions, cotisations ou de dons divers. Cent cinquante salariés à temps plein ou partiel, quatre cent cinquante bénévoles ont accueilli, en 1987, trente mille victimes (deux fois plus qu'en 1985).

Les municipalités – Paris ne s'est intéressé aux victimes qu'à partir des attentats de septembre 1986 – jouent en gros le jeu, même si certaines, pour des raisons politiciennes, se font tirer l'oreille. Au printemps 1986, ces associations se regroupent au sein de l'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) (1), qui, aidé de personnalités (notamment de médecins, comme le docteur Odile Diamant-Berger, créatrice à l'Hôtel-Dieu d'un service d'urgence médico-judiciaire), entend développer la formation, l'information des associations, proposer des réformes et intensifier les recherches sur la « victimologie ».

Ne pas prendre parti

Du pasteur protestant aux groupements de consommateurs, des magistrats d'un tribunal à l'association de contrôle judiciaire, des mères de famille dont les enfants ont grandi aux retraités ou à une jeune chambre économique : dans tous les coins de France, les bonnes volontés se sont réunies. Le principe de départ, qui écarte, d'office, ceux qui feraient des victimes un fonds de commerce revanchard et trouble, est de ne pas prendre le parti de la victime contre celui du délinquant. Il s'agit d'accueillir, d'écouter, d'informer, d'orienter. Et parfois même – l'INAVEM y pousse – tenter de créer un pont entre l'agressé et l'agresseur, si celui-ci a été identifié.

Peu à peu, un portrait de la victime se dessine dans les statistiques : 74 % ont entre vingt-cinq et soixante-quatre ans ; 55 % sont des femmes ; 80 % sont de nationalité française et 45 % d'un milieu défavorisé.

Les victimes le sont principalement d'un problème familial, de vols avec ou sans violence, de querelles de voisinage, ou à plus de 35 % parce que, « englués » dans une affaire civile dont elles n'arrivent pas à se sortir. 47 % des victimes réclament une indemnisation de l'Etat.

L'indemnisation, thème principal

Sans vouloir se substituer aux avocats, dont ils n'ont pas la compétence technique (certains barreaux craignent une concurrence déloyale), les associations tentent de répondre aux soucis pratiques et aux angoisses de ceux qui les sollicitent. Elles essaient aussi, hors de leur cadre, de faire bouger les choses.

Ainsi, on s'est, à la chancellerie, interessé de près à une expérience menée à Saint-Etienne qui, tout en facilitant l'indemnisation des victimes, réduit les détentions provisoires. En matière correctionnelle, les magistrats ont mis au point un système qui permet, dans un premier temps, de se prononcer sur la culpabilité. Ensuite au cours d'une audience de rappel, l'affaire est à nouveau examinée : avec le concours d'un délégué à la probation, le délinquant s'est engagé à payer les dommages et intérêts. A l'audience de rappel, on vérifie s'il a ou non tenu ses engagements. Un délai de grâce – en cas de difficulté – peut lui être accordée. Le délinquant prend ainsi mieux conscience de la gravité des faits et beaucoup de peines alternatives à la prison sont prononcées. La victime, elle, obtient plus aisément réparation : 450 000 F ont ainsi transité, l'an dernier, de la poche du délinquant à celle de la victime.

Si le thème principal des Assises concerne l'indemnisation des victimes, ce n'est pas un hasard. S'il faut aider ces victimes à faire le deuil de leur préjudice, à vivre avec lorsqu'il est grave, obtenir le paiement des dommages subis n'est pas un souci matériel. Il participe aussi de la « reconstruction » d'une victime, durement touchée. L'indemnisation des parties civiles est un système trop souvent fictif, comme le montre une étude récente faite au tribunal de grande instance de Bobigny : au bout d'un an, sur deux cents parties civiles dant des procédures correctionnelles, 12 % seulement avaient été indemnisées, dont la moitié (la moitié de 12 % !) intégralement remboursées.

C'est là aussi qu'interviennent les associations. Pas seulement pour offrir une écoute, que trouvent trop peu les victimes, malgré de louables efforts, auprès des services de police et de gendarmerie. Mais pour aider la victime à sortir de ce dédale : huissiers, assurances, justice, il faut acquérir savoir et compétence. D'assises en assises, les représentants des associations finissent sur ce plan par devenir des forts en thème.

AGATHE LOGEART.

★ *Le Monde diplomatique* du mois de juin 1988 consacre un dossier aux victimes intitulé « La voix et les droits des victimes ».

(1) INAVEM. Siège social : 66, rue David-d'Angers, 75019 Paris ; bureaux : 50, rue Sainte-Croix-de-la Bretonnerie, 75004 Paris, tél. 48-87-63-27. L'INAVEM peut fournir les adresses des associations établies en province.

Evasions manquées

La fin de la semaine a été marquée, dans les prisons françaises, par trois tentatives d'évasion dont les échecs ont tenu à des causes diverses.

● A la prison des Baumettes de Marseille. Christian Kesler, condamné pour plusieurs attaques à main armée, a réussi à scier un barreau de sa cellule, mais, parvenu sur la crête du mur d'enceinte à l'aide d'un drap tressé en cordage, il a fait une chute de 8 mètres. Gravement blessé aux jambes, aux reins et à la tête, il a été hospitalisé dans un état sérieux.

● A la maison d'arrêt de Bastia. Paul Casanova, vingt-quatre ans, écroué après une tentative d'agression au cours de laquelle un de ses complices fut tué et un policier gravement blessé, avait réussi à se faire ouvrir, sous la menace d'un pistolet, les portes de la prison. Mais il se retrouva bloqué aussitôt après dans un sas de sécurité et s'avoua vaincu sans autre résistance.

● A Bayonne, enfin. Alain Belleville, trente et un ans, détenu pour escroquerie, transféré dans une chambre cellulaire de l'hôpital après une tentative de suicide, avait réussi la « belle » après avoir scié un barreau. Mais à la sortie de la ville où il faisait de l'auto-stop, la malchance le mit en présence de l'un des inspecteurs chargés de sa surveillance, qui le reconnut et mit fin à l'entreprise.

CORRESPONDANCE

Le rapport sur la réforme des professions juridiques et judiciaires

Des avocats en avance sur leurs funérailles ?

Après la publication dans le Monde *du 9 juin de la synthèse du rapport rédigé par Me Daniel Soulez-Larivière, sur la demande du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, concernant la profession d'avocat dans la perspective du marché européen de 1992, nous avons reçu une lettre de Mme Jacqueline Socquet-Clerc Lafont, présidente de la Confédération syndicale des avocats (CSA). La CSA, qui affirme regrouper la moitié des seize mille avocats français, est profondément hostile aux propositions présentées par Me Soulez-Larivière.*

Sans passage par un sas de décontamination, la lecture du rapport peut saisir : la déclinose fait toujours recette, comme les slogans usagés et la langue déboire.

D'après ce rapport, les avocats français seraient réunis en procession de flagellants, incapables de réagir, courant au suicide collectif dans une clochardisation pathétique mais inconsciente.

C'est le « *no future* » des punks, dans un processus de culpabilisation qui laisse deviner l'intolérance rancie d'un grand ordonnancier sans le moindre état d'âme, voué au seul sport un peu sénile du « réalisme » et de la règle à calcul.

Devant cette entreprise de démolition du barreau, il va bientôt falloir se constituer partie civile...

D'autant que les prétendues solutions, la prétendue médecine amère à administrer (en dehors de la reconnaissance par-ci, par-là, des travaux de la Confédération syndicale des avocats, connus depuis vingt ans) sont parfaitement éculés...

C'est « Allons-z-avocats » pour l'ultrasolution : c'est-à-dire des solutions qui se débarrassent non seulement du problème, mais de tout le reste – un peu comparable à cette vieille plaisanterie de carabin : opération réussie, patient décédé.

Rien sur le « produit » fabriqué et vendu par l'avocat, c'est-à-dire qu'aucune analyse du service n'est même abordée.

Rien sur l'« espace juridique » français et européen, ni sur ceux qui, par la défense, le conseil, l'imagination créatrice, le défrichent tous les jours, dans l'intérêt de leurs clients, et avec leur entière confiance.

Tout, en revanche, sur des « structures » d'exercice bloquées et réductrices, dont on ne sait à qui elles profiteront – mais dont il est facile d'ores et déjà de deviner que cela ne sera pas au client.

Heureusement, pour le monde de la justice, de l'économie, pour le monde des hommes et des femmes qui ont besoin d'aide et de conseils, il reste les avocats !

Ils sont debout : polyvalents ou spécialistes, parisiens ou provinciaux, jeunes ou vieux, s'adaptant, se recyclant, innovant, créant, bougeant, en tout cas, pour les autres.

Les entreprises libérales sont à créer, certes, mais elles ne se feront pas sans la confiance dans les hommes experts en relations humaines que sont les avocats.

Au moment où l'évolution de la société commande la déréglementation, l'assouplissement des contraintes, la personnalisation et la célérité du service, les consommateurs de droit sauront parfaitement éviter de se rendre chez maître Mouton, de la firme Panurge and Partners.

Il n'y a pas lieu d'écouter les incantations dépassées des démiurges qui condamnent sans appel une profession tout entière, veulent la contraindre et la réduire, sans souci aucun de l'intérêt de ses clients, qui en est la seule justification.

« Le mal fait beaucoup de bruit, disait saint Augustin, *le bien n'en fait jamais. Mais c'est peut-être lui qui fait que la planète continue de tourner. »*

EN BREF

● Quatre morts dans un accident d'avion. – Au cours d'un rallye aérien organisé par un aéro-club suisse, un avion de tourisme s'est écrasé, le samedi 18 juin dans le Var, entre le lac de Sainte-Croix et le camp militaire de Canjuers, sur la commune d'Aiguines. Les trois passagers et le pilote, tous de nationalité suisse, ont été tués. On ignorait, dimanche soir, les causes de l'accident, mais un violent orage s'est abattu sur la région à l'heure supposée de l'accident.

● Vol et vandalisme dans une synagogue à Allauch. – Trois rouleaux de la Thora, les textes sacrés du judaïsme, ont été volés et des feuillets de prières brûlés dans une synagogue de la banlieue marseillaise, à Allauch, durant la nuit du samedi 18 au dimanche 19 juin, par un ou plusieurs inconnus qui s'y étaient introduits par effraction. Différents objets de culte ont également été dérobés et le montant du vol a été estimé à environ 500 000 francs. Selon les premiers éléments de l'enquête effectuée par la gendarmerie de Plan-de-Cuques, il se serait agi d'un simple acte de droit commun et non pas d'une action à caractère raciste.

● Effondrement d'une tribune à Triel-sur-Seine : trente blessés. – Une tribune s'est effondrée, le dimanche 19 juin, en début d'après-midi, au cours d'une fête organisée par les cinq écoles de Triel-sur-Seine (Yvelines). Trente personnes, parmi lesquelles une dizaine d'enfants, ont été légèrement blessées. Un homme plus gravement atteint a été admis à l'hôpital de Poissy. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les raisons de cet accident qui, selon les services de secours, aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus graves.

● Suicide d'un détenu à la prison d'Angers. – Daniel Roussel, quarante ans, s'est pendu, le samedi 18 juin, dans sa cellule de la maison d'arrêt d'Angers. Déjà condamné à sept ans d'emprisonnement pour des agressions sexuelles commises dans l'Orne, il devait de nouveau comparaître devant la cour d'assise de la Sarthe pour l'assassinat et le viol d'une jeune femme.

Les malheurs de Jeannette

A chaque fois, les mêmes images : de mauvaises chemises de carton aux couleurs fanées, des piles de papiers, des fouillis de factures, de reçus et de lettres recommandées. Les « victimes » du bureau d'aide de rue du Jura, à Paris subissent toutes le poids d'une paperasse indéchiffrable et lointaine.

Blottie sur une mauvaise chaise de plastique, Jeannette bredouille des phrases indistinctes en chiffonnant nerveusement ses documents. Une bête histoire de déménagement. Un salon abîmé, un meuble disparu et des échanges de courrier sans fin avec le déménageur et sa société d'assurances. Les dégâts ont été évalués à 5 600 F par un expert de la compagnie mais le chèque de dédommagement qui lui est parvenu dépasse à peine 3 000 F. *« Pour un meuble que j'ai mis deux ans à payer ».*

Impérial et rassurant, Robert Bouteaud, le bénévole du mercredi, chausse lentement ses lunettes en fronçant le sourcil. Un coup d'œil expert sur le contrat imprimé au dos de la facture : l'article 3 prévoit une *« déclaration de valeur obligatoire »* qui, c'est courant, n'a pas été faite lors du déménagement. Aller devant le tribunal d'instance ? Jeannette hésite. Il y a ces frais d'avocat...

Robert Bouteaud propose alors d'intervenir auprès de la compagnie d'assurances. Cette fois Jeannette acquiesce. Rendez-vous est pris pour les semaines à venir. Elle lui fait confiance : n'a-t-il pas dirigé pendant dix ans le service du contentieux d'une compagnie semblable ? *« C'est l'éternel problème du pot de terre contre le pot de fer »,* soupire-t-il après le départ de Jeannette. *« Les procédures sont très opaques et du coup les gens sont complètement perdus. Nous commençons par « traduire » ce fatras de papiers afin de clarifier le problème. Cela dédramatise instantanément l'« accident ». Puis nous étudions rapidement le dossier et nous proposons une solution. Il ne s'agit pas de faire des miracles. Il s'agit tout simplement de casser l'aspect insoluble du problème. »*

Robert Bouteaud est retraité, comme la plupart des bénévoles de l'association. Une petite habitude des contrats d'assurance, une courte formation à la « psychologie », quelques notions de droit, et les bénévoles se lancent dans ces permanences hebdomadaires rue du Jura. Lors de l'ouverture du bureau, le 1er février dernier, « Paris-Aide aux victimes » (1) accueillait à peine une dizaine de personnes par semaine. Aujourd'hui, ce chiffre a plus que triplé. Tous entassent donc patiemment les dossiers en pestant contre l'étroitesse des locaux mis à leur disposition par le Centre national d'information et de documentation des femmes et de la famille (CNIDFF).

Quatre associations parisiennes se relaient lors des permanences de l'après-midi : le CAVI (Centre d'accueil et d'aide aux victimes), le CNIDFF, Info-Sécurité 19 et SOS-Agressions-Conflits. Une première à l'initiative de l'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) : jusqu'au 1er février dernier, ces associations géraient chacune « leurs » permanences dans les arrondissements parisiens.

Des populations prédestinées

Tous les jours, de 13 heures à 17 heures, les dix permanents jonglent avec les procédures, surpris par la diversité des cas : l'accident d'un garçon de café renversé par le véhicule d'un mauvais payeur en fuite que l'employeur refuse de déclarer comme un accident du travail ; le désarroi d'un jeune homme qui, après s'être fait dérober une carte d'identité périmée, se découvre un casier judiciaire chargé après un jugement par défaut ; des procédures d'indemnisation bloquées, des jugements mal appliqués, des escroqueries en tous genres. Et à chaque fois, *« traduire »*, expliquer rassurer, conseiller. *« Il y a des populations prédestinées à être victimes,* dit une des permanentes, Josette Escande, psychosociologue de formation, *ce sont les personnes les plus vulnérables : celles qui ont des problèmes de langue, d'adaptation ou d'insertion sociale. »*

Bien sûr, la notion de victime reste difficile à cerner, et la permanence en accueille parfois de bien curieuses. Comme cette femme d'une soixantaine d'années qui cherche, six ans après la mort de son frère à la suite d'une crise cardiaque, à poursuivre sa belle-sœur pour « non-assistance en personne en danger ». *« La dernière année, elle était si souvent absente... »* En guise de dossier, deux rapports établis par des détectives privés citant les persiflages des voisins : elle aurait dû rester à son chevet puisqu'il était malade ; elle partait trop souvent, elle ne le soignait pas avec assez d'attention... Aujourd'hui, la sœur du défunt, pleine d'aigreur et de ressentiment, estime qu'*« il faudrait faire un minimum de reproche »* à cette *« maligne »*... Et d'empiler avec soin les accusations des voisins et leurs numéros de téléphone *« afin qu'ils soient interrogés de nouveau ».*

Attentif, Robert Bouteaud l'écoute patiemment en la renvoyant constamment aux invraisemblances de son récit. Obstinée, elle se contente de hocher mécaniquement la tête en répétant qu'elle veut absolument des *« sanctions ». « Il est très difficile de prouver que les absences de votre belle-sœur ont été la cause directe de la crise cardiaque de votre frère;* assure-t-il doucement. *Les doutes ne suffisent pas... »*

Elle partira un quart d'heure plus tard, rassurée par la compétence et la patience de son interlocuteur, satisfaite d'avoir ainsi mis en accusation sa belle-sœur devant une autorité reconnue. Dossier classé bien sûr, mais lors d'un prochain rendez-vous, une permanente expliquera à cette femme que la justice n'est pas là pour *« donner des leçons de morale mais pour constater des infractions ».* Avec l'espoir simplement que ces entretiens auront apaisé son ressentiment.

« Nous avons aussi une fonction d'écoute, conclut Josette Escande. *Dans ces murs, ces personnes ont le sentiment qu'on les reconnaît comme des victimes. Parfois cela leur suffit. »*

ANNE CHEMIN.

– **Paris-Aide aux victimes** : 7, rue du Jura, 75013 Paris. Tél. : 45-35-99-00. Permanence tous les jours de 13 heures à 17 heures.

– **Centre d'accueil et d'aide aux victimes Saint-Louis Belleville (CAVI)**, 145 *bis*, avenue Parmentier, 75010 Paris. Tél. : 42-06-59-65. Permanences le lundi et le jeudi de 16 h 30 à 17 h 30.

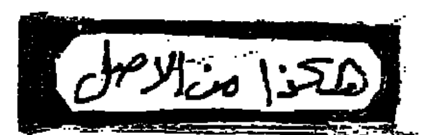
– **Union nationale des usagers et accidentés de la route (UNAC).** Tél. : 47-70-10-46.

Association des familles victimes des accidents de la circulation (AFNAC), 15, rue de l'Echiquier, 75010 Paris. Tél. : 42-46-86-75. Sur rendez-vous.

Les amis de la connaissance du 12e, c/o Mme Lemaire, 12, rue Claude Decaen, 75012 Paris. Tél. : 43-40-87-19. Permanences, mardi de 9 heures à 12 heures, et jeudi et samedi de 15 heures à 18 heures.

Centre de médiation et de formation à la médiation, 18, rue Tournefort, 75005 Paris. Tél. : 43-36-70-07. Sur rendez-vous.

Association info-sécurité 19, 66, rue David-d'Angers, 75019 Paris. Tél. : 42-03-11-85. Permanences, lundi de 16 heures à 18 heures, mardi et jeudi de 18 heures à 20 heures, mercredi de 10 heures à 12 heures, samedi de 14 heures à 16 heures.



Société

Organisé simultanément à Paris, Dakar et New-York

Le concert international de SOS-Racisme a réuni près de 300 000 personnes sur l'esplanade de Vincennes

SOS-Racisme organisait, le samedi 18 juin, à partir de 19 heures, trois concerts simultanés, diffusés par satellites, à New-York, Dakar et Paris. Dans la capitale française, près de 300 000 personnes sont venues sur l'esplanade de Vincennes assister à cette manifestation destinée à dénoncer l'apartheid en Afrique du Sud et toutes les formes de racisme.

M. François Mitterrand a adressé un message, lu à la tribune, *« saluant celles et ceux qui ont répondu à l'appel de SOS-Racisme »* en ajoutant : *« Nous voyons remonter des bas-fonds de notre histoire les tentations de l'exclusion et de l'intolérance. »* Le président de la République a poursuivi : *« Tout au long de la nuit, la musique sera le lien entre les hommes et les femmes de bonne volonté. De toutes les formes de dialogues entre les hommes, c'est celle qui se joue des frontières. La musique se nourrit de toutes les cultures, de toutes les saveurs, de toutes les couleurs. Les concerts organisés simultanément ce soir sont une langue universelle qui dit, mieux que les discours, la possible et courageuse fraternité des hommes. »* Le premier ministre, M. Michel Rocard, a également adressé un message aux participants de ce concert, parmi lesquels se trouvaient son épouse, ainsi que Mme Danielle Mitterrand et plusieurs ministres.

A Dakar, 40 000 personnes environ s'étaient rassemblées autour d'Harlem Désir, sur le stade Demba-Diop. Toutefois la fête a failli déraper quand les ministres sénégalais de la culture et de la jeunesse et des sports ont été accueillis aux cris de *« Sopi ! »* (changement), le slogan de l'opposition. Le président de SOS-Racisme a rappelé le public à l'ordre en soulignant que ce concert n'était pas un meeting politique.

New-York a boudé la fête. 400 spectateurs seulement se sont rassemblés dans l'Apollo Theater, qui contient 1 400 places. Là-bas, l'entrée était payante, et le spectacle semble avoir souffert du manque de véritables vedettes internationales. Il avait d'ailleurs été peu annoncé par la presse.

Vivace ma non troppo...

En organisant un concert dans trois pays à la fois, SOS-Racisme a montré le 18 juin sa volonté de se donner une nouvelle dimension internationale. A Paris, la foule était plus nombreuse qu'en 1987 et 1986. Plusieurs artistes de renommée mondiale avaient accepté de participer, comme Johnny Clegg, le « zoulou blanc », dont les premiers pas de danse ont embrasé la foule. L'arrivée surprise de Bruce Springsteen a été follement acclamée et plusieurs de ses chansons, notamment *Blowing in the wind*, reprise à Bob Dylan, ont été entonnées en chœur.

Le programme marquait une volonté de métissage. A l'affiche de la fête des potes du reggae, du rock ou du raï. Pourtant certains trouvaient que les Français avaient eu la part trop belle. *« On entend quatre fois le groupe Indochine alors que Cheb Kader n'a droit qu'à une seule chanson »*, protestait Amar, un jeune Français d'origine algérienne. Et, comme lui, beaucoup jugeaient que le concert ne *« chauffait pas assez »*. *« Personne n'a dansé ni chanté sauf avec Springsteen »*, se plaignaient des spectateurs. Pour les habitués des fêtes de SOS, celle-ci manquait de folie. Beelkarem, Farid et Ouaab, venus exprès de Tourcoing pour éprouver la solidarité antiraciste, se sentaient un peu seuls dans la foule. *« D'habitude, on sympathisait avec des gens, ce soir, personne ne nous adresse la parole. »* Le public toutefois s'est ranimé avec l'apparition de Mory Kanté : *« Dès que l'on injecte un peu de sang africain, tout s'anime »*, commentait un jeune étudiant en architecture.

Un comité SOS à l'Assemblée nationale

Mme Mitterrand, Laurent Fabius, ancien premier ministre socialiste, et Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et de l'espace, grâce à qui la retransmission du concert en triplex a été rendue possible, étaient de la fête. D'autres ont fait des apparitions comme Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris, et François Doubin, président du MRG.

Julien Dray, numéro deux de SOS-Racisme et principal organisateur de l'événement, en a profité pour annoncer sa démission ; nouveau député PS de l'Essonne, il tient en effet à préserver l'indépendance de son association. Cependant, il en reste toujours membre et désire fonder un comité SOS à l'Assemblée nationale avec des députés de gauche et de droite favorables au mouvement anti-raciste.

Un jeune homme encore inconnu des médias, Malek Bouthi, doit le remplacer à la vice-présidence de SOS-Racisme. Ce jeune Beur de vingt-trois ans a adhéré au mouvement en 1985. Depuis trois ans, il a surtout travaillé en direction des lycéens et des comités de province. Désigné il y a trois semaines par le conseil national de SOS, il pense qu'*« il ne sera pas facile de succéder à Julien Dray... En m'élisant*, dit-il, *SOS-Racisme met sur le devant de la scène une génération de Beurs qui n'a commencé à militer que vers 1985. Certains faisaient un mauvais procès à l'association quand ils lui reprochaient de ne pas installer de Beurs au bureau national. Mais, alors, nous n'étions pas prêts à assumer cette tâche et, personnellement, je n'aurais pas aimé faire le Beur de service. »* Julien Dray, pour sa part, voit en Malek un *« pur produit de l'expérience SOS : le temps a fait son œuvre et révélé l'émergence de sa génération »*. Du côté de la base de l'association, certains pourtant estiment *« qu'il était temps »*. *« L'association a fait un grand pas en avant en ayant deux vice-présidents beurs, avec Havette Boudjemah et Malek Bouthi »*, commentait un jeune homme.

A Paris, la fête s'est terminée à l'aube, ternie seulement par quelques échauffourées : des jets de gaz lacrymogènes et de canettes de bière. Certains accusaient les « skins » de semer la panique, d'autres disaient qu'on avait seulement un peu trop bu.

RAFAËLE RIVAIS.

RELIGIONS

Avant les ordinations de Mgr Lefebvre

Les catholiques intégristes sont partagés

La menace exprimée par Mgr Lefebvre d'ordonner quatre évêques, le 30 juin, divise les catholiques conservateurs. Combien d'entre eux suivront-ils l'évêque dissident dans le schisme ?

On a prié un peu plus que de coutume, dimanche 19 juin, dans les églises de la région parisienne. A Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), fief intégriste, on a imploré la Vierge pour qu'*« elle éclaire enfin ses enfants »*. A Saint-Nicolas-du-Chardonnet, autre église occupée par des dissidents, on a prié pour que le pape *« se ressaisisse »*. *« Il est ahurissant*, s'est écrié l'abbé Philippe Laguérie dans son sermon dominical, *de constater que le pape de l'œcuménisme, du dialogue et de la réconciliation, en vienne à excommunier le seul évêque de Vatican II qui alerte l'Eglise sur le déluge doctrinal et théologique qui la menace. »*

De son côté, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, avait fait lire dans sa centaine de paroisses l'appel suivant : *« Ordonner un évêque en dehors de la communion avec le pape, c'est se situer en dehors de l'Eglise catholique. En toute famille menacée dans son unité, il arrive un temps où seul le recours à Dieu peut conjurer une blessure imminente : c'est l'heure de la prière et de la pénitence. »* L'heure aussi, sur le parvis des églises parisiennes, du dialogue de sourds. *« Le pape leur avait tout donné »*, lance quelqu'un. *« Oui, mais Rome nous a tout repris »*, réplique un occupant de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Les catholiques dissidents étaient préparés depuis longtemps à cette éventualité, mais les mots de schisme et d'excommunication, chargés de symboles et d'histoire, troublent les consciences. Des fidèles écrivent aujourd'hui en grand nombre à Mgr Lefebvre pour le dissuader de mettre à exécution sa menace. D'autres pour l'encourager à persister dans son projet.

« Depuis vingt ans, on nous traite comme des schismatiques. Qu'est-ce que cela va changer ? » s'interroge un fidèle de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. *« Je ne crois pas au schisme*, assure doctement un autre, fleur de lys au revers du veston et *Aspects de la France* dans la poche. *Car pour qu'il y ait schisme, il faut commettre une grave déviation théologique et doctrinale. Ce n'est pas notre cas »*. Une jeune mère continuera aussi à fréquenter Saint-Nicolas, mais elle reconnaît que les familles sont divisées et qu'elle aura du mal à expliquer à ses enfants pourquoi il y a des « bonnes » et des « mauvaises » messes.

Une mission d'accueil

« Le pape et Mgr Lefebvre sont tous les deux des saints hommes, dit un étudiant de Sciences-Po. *Mais ils sont abusés par les médias et par la camarilla rouge du Vatican. »* Cet étudiant a ses principes et ne suivra pas Mgr Lefebvre dans le schisme. Pas plus qu'il ne rejoindra les paroisses conciliaires : il fréquentera des prêtres et des lieux *« satellites de la tradition »*, moins voyants que ceux de Saint-Nicolas-du-Chardonnet ou de Port-Marly.

Beaucoup pensent à Rome que la désobéissance au pape fera reculer un grand nombre de fidèles et même des séminaristes et des prêtres lefebvristes. Le cardinal Gagnon, dont l'adjoint, Mgr Perl, serait prochainement chargé par le pape d'une mission d'accueil des dissidents qui ne suivent pas Mgr Lefebvre, estime, en effet, à moins de 20 % *« les membres de la Fraternité qui partagent vraiment ses positions idéologiques »*.

Dans cette minorité d'inflexibles on trouve sans doute ceux qui, dimanche à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, refusaient de *« prier pour ce pape qui s'est prosterné devant Bouddha et qui a donné sa bénédiction aux juifs et aux musulmans »*. *« Quand on sera schismatique*, se console ironiquement un fidèle, *on recevra sans doute un mot du pape à la fin du carême, comme les musulmans en reçoivent un à la fin de leur ramadan. »*

Les responsables de la Fraternité Saint-Pie X n'ignorent pas qu'ils risquent de connaître des défections. C'est pourquoi ils vont publier avant le 30 juin un livre destiné à faire la *« clarté »* sur Jean-Paul II, intitulé *Pape de la révolution ou de la tradition ?*

HENRI TINCQ.

REPÈRES

Environnement

M. Pierre Joxe ferme la décharge de Montchanin

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, a décidé, le samedi 18 juin, de *« suspendre »* pour une durée indéterminée les activités de la décharge de Montchanin (Saône-et-Loire), après la plainte de plusieurs associations et riverains contre les nuisances provoquées par celle-ci.

L'ancien directeur d'une entreprise de transport de déchets arrêté aux Pays-Bas

L'ancien directeur d'une entreprise de transports de déchets de Hazerswoude (Pays-Bas), M. Simon Kemp, et deux de ses collaborateurs ont été arrêtés, le jeudi 16 juin. Ils sont accusés d'avoir déchargé illégalement des déchets industriels près de Mellery (Belgique) au cours des années 1985-1987. Ils bénéficiaient de la complicité de deux courtiers belges qui font l'objet d'une enquête dans leur pays. — *(AFP.)*

● **Des milliers de personnes évacuées au Massachusetts après un incendie d'usine.** — Plusieurs milliers d'habitants de Springfield (Massachusetts), aux Etats-Unis, ont été évacués, le samedi 18 juin, après l'incendie d'une usine de matières plastiques d'où s'était échappé un nuage de chlore. Une centaine de personnes ont dû recevoir des soins pour de légères lésions aux yeux et au nez. — *(Reuter, AP.)*

● **Un méthanier renfloué sombre en mer du Nord.** — A peine renfloué par les grues de la société néerlandaise de remorquage Smit Tak (*le Monde* daté 19-20 juin), le méthanier *Anna-Broere*, qui avait coulé le vendredi 27 mai au large d'Amsterdam, a sombré à nouveau après la rupture des câbles d'amarrage. Il contient 500 tonnes de gaz liquide hautement toxique, l'acrylonitrile. — *(AFP, Reuter)*.

Océanographie

M. Doumenge, directeur du Musée de Monaco

M. François Doumenge, professeur au Muséum national d'histoire naturelle (chaire d'éthologie) depuis 1979 et président de l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) depuis 1987 a été élu le 17 juin à la direction du Musée océanographique de Monaco : il succèdera à la fin de cette année, au commandant Jacques-Yves Cousteau, âgé de soixante-dix-huit ans, qui occupait ce poste depuis 1957.

M. Doumenge démissionnera de son poste du Muséum. Né à Viane (Tarn) le 9 octobre 1926, c'est un spécialiste de géographie et d'océanographie tropicales, son « terrain » de prédilection étant le Pacifique.

Parents d'élèves

Journée d'action de la FCPE

La Fédération des conseils de parents d'élèves a organisé, le samedi 18 juin, diverses manifestations et réunions d'information pour demander *« une éducation de qualité »* et *« des moyens appropriés »* en vue de la prochaine rentrée scolaire. Elle souhaite aussi l'adoption d'un *« collectif budgétaire 1988 »* et d'une *« loi programme pluriannuelle »*.

Les manifestations les plus importantes ont eu lieu à Poitiers et à Allones (Sarthe). D'autres se sont déroulées à Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon. La FCPE du Val-de-Marne a inauguré un centre d'aide aux familles en difficultés scolaires, destiné à accueillir les parents désarçonnés par la complexité du système éducatif.

Sports

FOOTBALL : Championnat d'Europe des nations

Waterloo anglais

Les demi-finales du Championnat d'Europe des nations opposeront l'Allemagne de l'Ouest aux Pays-Bas, le mardi 21 juin à Hambourg, et l'Italie à l'Union soviétique, le mercredi 22 juin à Stuttgart. Les Néerlandais se sont qualifiés en venant difficilement à bout des Irlandais, le samedi 18 juin, à Gelsenkirchen (1-0). Simultanément, à Francfort, l'URSS infligeait à l'Angleterre sa troisième défaite consécutive (3-1).

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Le public allemand est cruel. Bien avant la fin du match contre l'URSS, il criait *« au revoir »* aux Anglais, et on croyait entendre *« bon débarras »*. C'est abrupt, mais ça traduit bien le sentiment général. La disparition de la sélection anglaise entraîne le départ de ses insupportables supporters. On pourra reprendre le chemin des stades sans appréhension. Les reporters sportifs n'auront plus à tenir la chronique d'une guerre annoncée.

Sur leurs tee-shirt, ils avaient averti : *« Invasion of Europe. »* Mais les hooligans ont dû reprendre prématurément en gare de Francfort les trains du retour au pays. Leur retraite a été précipitée par les revers subis sur le terrain par l'équipe d'Angleterre. Ils étaient d'ailleurs moins nombreux pour l'ultime match, à peine 5 000 dans les tribunes du Waldstadion.

Dépités, certains avaient revendu leurs billets, mais les plus enragés ont livré jusqu'au bout leur baroud d'honneur. Pendant deux jours et surtout deux nuits, la police de Francfort est restée sur le pied de guerre. Les *skinheads* locaux avaient prévenu par voie de tracts qu'ils s'érigeraient en comité d'accueil. Il y eut quelques escarmouches, un bar démoli, plusieurs centaines d'arrestations, la routine (1)... La situation aurait pu dégénérer si les Anglais avaient rencontré des adversaires animés des mêmes intentions.

Or, à la surprise générale, les supporters néerlandais ont jusqu'à présent un comportement exemplaire. Les responsables britanniques pourraient consulter utilement la Fédération néerlandaise de football sur la façon de filtrer les hooligans. Le face-à-face tant redouté n'a pas eu lieu. Dans cet Euro 88, ce sera le seul rendez-vous manqué que personne ne regrettera.

Il y en eut d'autres. Ainsi l'Angleterre, contrairement à ce qu'elle espérait, ne se retrouvera pas en finale. Avec trois défaites et sept buts encaissés, son palmarès est le plus pauvre des huit équipes engagées. C'est la première fois qu'une sélection anglaise termine une compétition de ce genre sans marquer de point, et la deuxième fois en trente ans qu'elle concède trois défaites consécutives.

La gifle est cuisante pour le sélectionneur Bobby Robson, qui s'était autoproclamé favori. L'homme pourtant n'en démord pas : son équipe reste l'une des meilleures. En vue des éliminatoires de la Coupe du monde de 1990, il n'envisage que des changements *« en douceur »*.

« Pas de panique », affirme-t-il aux journalistes britanniques particulièrement acides. Selon lui, les deux premiers matches ont basculé sur des coups du sort. *« Il n'y a pas de mauvaise tactique, de mauvais joueurs ou de mauvaise équipe*, se défend-il. *Nous avons seulement manqué de réussite dans la finition. »*

Pâles étoiles

Après l'affligeante prestation de son équipe contre l'URSS, la belle assurance de Bobby Robson fait plaisir à voir. Son avant-centre Gary Lineker ne la partage pas. Au contraire, le buteur du FC Barcelone broie du noir. Avant d'arriver en Allemagne, il avait marqué 26 buts en 30 sélections. Ici, rien. Lineker fait partie de ces stars qui ont manqué leur Euro.

Michel, le meneur de jeu espagnol, brillant contre les « vieux » Danois lors du premiers match, s'est éteint par la suite. Pur produit de la filière Réal, ce Madrilène de vingt-cinq ans a appris au début du tournoi qu'il avait gagné le gros lot. Pour mettre fin à la surenchère des clubs italiens, son président lui a fait signer un contrat qui le lie au Réal de Madrid jusqu'en 1995. Un contrat en or massif qui fait de Miguel Gonzales Martin del Campo, dit Michel, l'un des rares milliardaires (en pesetas) du football espagnol.

Un *look :* sa coiffure *rasta* fait un malheur sur les stades, mais aussi sur scène, puisque, ses moments perdus, il gratte la guitare basse dans un groupe de rock. Des idées généreuses aussi : militant de la Fondation Anne-Frank, il a dédié son récent Ballon d'or européen à Nelson Mandela.



Les revers subis sur le terrain par l'équipe d'Angleterre, ont obligé les hooligans à reprendre prématurément les trains du retour. Un soulagement, sans doute, pour les policiers allemands.

Cette soudaine richesse a-t-elle perturbé celui sur qui Miguel Munoz comptait pour diriger l'équipe ? *« Il a désormais l'âge requis pour être le patron*, disait-il. *Notre préparation a été basée sur sa vista et son sens du jeu collectif. »* Michel méconnaissable face à l'Italie, puis touché au genou, c'est toute l'Espagne qui s'est mise à boiter.

Chez les Soviétiques, les héros présumés s'appelaient Dassaïev et Belanov, mais on a surtout vu Protassov. Les Italiens n'avaient d'yeux que pour Vialli. Le génial attaquant de la Sampdoria n'a pas déçu, mais a dû partager la vedette avec Mancini, Giannini et Maldini.

Reste le cas Gullit : on s'attendait que le Néerlandais attaquât le Championnat d'Europe avec toute sa personnalité et conduise son pays à la finale, comme il l'a fait cette saison dans le Calcio pour le Milan AC.

Les Néerlandais sont toujours en course, mais non sans peine. Ils n'ont dû leur salut qu'à un but difficilement arraché aux Irlandais à huit minutes du coup de sifflet final. Ruud Gullit n'a pas eu le rayonnement espéré.

Joueur au gabarit impressionnant (1,85 mètre pour 88 kilos), il a tout pour devenir à vingt-cinq ans le héros qui manque au football européen depuis le retrait de Michel Platini.

Enfin, c'est un footballeur complet, à la fois puissant et technique, toujours porté vers l'offensive. Même en forme précaire, il est capable du geste décisif. Contre l'Angleterre, n'a-t-il pas offert les deux premiers buts à son copain Marco Van Basten en dépit d'une prestation discrète ?

Pour son historique rendez-vous avec la RFA quatorze ans après la finale de la Coupe du monde 1974, la sélection néerlandaise, pourtant riche de talents, aura grand besoin de lui. Aura-t-il récupéré ses forces après la fatigue accumulée sur la longue route du Calcio italien ? Comme lui, quelques vedettes attendues ont accusé le contrecoup d'une saison éreintante : Barns l'Anglais, Butragueno l'Espagnol, Lerby le Danois. Seuls les Irlandais ont paru frais, nous régalant d'un football joyeux, direct, décapant.

Les Whelan, Houghton et autre Aldridge avaient pourtant eu aussi les soixante matches de la saison anglaise dans les jambes, mais le poids des responsabilités n'écrasait pas leurs épaules d'outsiders.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) La police ouest-allemande a interpellé 823 personnes au cours de la première semaine de l'Euro 88, dont 381 de nationalité britannique.

Championnat de France 1988-1989

Offensive et sévérité

Revalorisation de l'offensive, lutte contre le jeu dur, limitation du nombre de joueurs non sélectionnables à quatre par équipe et interdiction des matches gratuits : telles ont été les principales décisions prises par l'assemblée générale de la Ligue nationale de football (LNF), samedi 18 juin à Nantes. Ces mesures traduisent une volonté d'enrayer la baisse de fréquentation des stades offrant un spectacle de meilleure qualité. Ainsi la prochaine saison, à titre expérimental, un bonus sera accordé au jeu offensif, une victoire valant 3 points contre 2 actuellement. Le décompte du nul (1 point) et de la défaite (0 point) restera inchangé. Les dirigeants français espèrent ainsi redonner la primauté à l'attaque, comme cela s'est produit dans le championnat britannique, où cette mesure a déjà été adoptée.

Autre objectif : combattre le jeu dur. A compter de la prochaine saison, outre le délégué un « superviseur » se tiendra dans les tribunes, et toutes les rencontres seront filmées. La cassette vidéo sera transmise aux commissions de discipline, qui pourront sévir même si l'arbitre n'a pas sanctionné sur le champ, ou au contraire *« pour corriger des décisions arbitrales prises à tort »*. De plus, deux cartons jaunes à un même joueur entraîneront une suspension automatique. Les arbitres devront aussi sévir en cas de contestation des joueurs, excès de joie intempestive, excitation du public et toute forme d'antijeu et de perte de temps. Par exemple, lors d'un coup franc, chacun des joueurs formant le mur qui refuserait de se placer aux 9,15 mètres réglementaires ferait l'objet d'un carton jaune.

CYCLISME : Grand Prix du « Midi libre »

Fignon et Bernard pied à terre

Déjà vainqueur en 1986, le Belge Claude Criquielion a gagné le Grand Prix *Midi libre*, dernière épreuve française par étapes avant le Tour, tandis que le jeune Breton Gérard Rué remportait l'ultime étape à Font-Romeu, le dimanche 19 juin, au terme d'une échappée solitaire de 132 kilomètres à travers les Pyrénées-Orientales. Cette course, disputée sur un terrain fortement accidenté, représentait un test important pour Laurent Fignon et Jean-François Bernard, qui se sont retirés l'un et l'autre dans des circonstances très différentes.

FONT-ROMEU
de notre envoyé spécial

Cela ne va pas fort, décidément, pour les leaders du cyclisme français. Victime d'une chute durant le Tour d'Italie, Jean-François Bernard s'était aligné au départ du Grand Prix du *Midi libre* afin de se réadapter à la compétition, mais, en dépit d'une ascension très convenable du mont Saint-Clair, sur les hauteurs de Sète, il a abandonné, totalement démobilisé, alors qu'il accusait un retard de plus d'une demi-heure au classement général.

Bernard ayant quitté la course sur la pointe des pieds, on attendait beaucoup du duel opposant Criquielion à Fignon sur un parcours hérissé de nombreuses difficultés. Malheureusement, le Français est tombé samedi dans la descente du col de Jau, et il a renoncé, lui aussi, à poursuivre la lutte, en accord avec son directeur sportif, Cyrille Guimard.

Cette décision, dictée par la prudence, donne à penser qu'il pourrait ne pas s'agir d'un accident bénin. Fignon, qui souffre d'un hématome au genou droit, a voulu éviter de produire des efforts inopportuns avant d'être fixé sur l'état exact de son mal.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences de ses blessures sur sa participation au prochain Tour de France. Le leader du groupe Système U doit subir les examens nécessaires au début de la semaine, mais on se montre plus réservé dans son entourage que dans celui de Jean-François Bernard, dont on ne sait trop s'il se veut rassurant ou s'il dissimule ses appréhensions. Reste que les deux principales têtes du peloton sont confrontées à des problèmes préoccupant, à une période où il importe de faire le point de façon précise.

A cet égard, le Grand Prix du *Midi Libre* a mis en valeur la condition physique satisfaisante des routiers français de la nouvelle génération. Patrice Esnault, lauréat du Grand Prix de la montagne, Joël Pelier, Yvon Madiot, Gilbert Mas, et, surtout, Eric Boyer, un équipier de Laurent Fignon, classé deuxième dans le sillge de Criquielion : ces coureurs devraient tenir un rôle intéressant dans le Tour, et auparavant dans le Championnat de France, samedi 25 juin à Saint-Etienne.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

Athlétisme

RENCONTRE GRANDE-BRETAGNE-URSS-FRANCE
à Portsmouth

Le match, qui a été boycotté par les lanceurs de marteau soviétiques, mis en cause par la presse britannique dans une affaire de dopage, a été remporté par l'équipe masculine de Grande-Bretagne, avec Sebastien Coe en grande forme sur 800 m, totalisant 155 points contre 149 aux Soviétiques et 137 aux Français, qui ont pâti de l'élimination de Gilles Quénehervé sur 200 m. Chez les dames, victoire de l'URSS (141 points) devant les Britanniques (141 points) et les Françaises (177 points).

RÉUNION INTERNATIONALE D'ÉPREUVES COMBINÉES
à Goetzis (Autriche)

En totalisant 6 702 points lors de la rencontre internationale d'épreuves combinées de Goetzis, les 18 et 19 juin, Chantal Beaugeant, âgée de vingt-cinq ans, a amélioré le record de France de l'heptathlon qu'elle avait déjà porté à 6 410 points les 23 et 24 mai 1987 dans le même stade. Elle a réussi cette performance de niveau mondial en réalisant lors de la deuxième journée 6,45 m. en longueur, 50,96 m. au javelot et 2 min. 7 sec. 09 au 800 m.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES 25 KILOMÈTRES SUR ROUTE
à Castres (Tarn)

En 1 h 16 min. 11 sec., le racingman Pierre Levisse, âgé de trente-deux ans, a remporté le championnat de France des 25 km sur route disputé à Castres (Tarn). Il a précédé Didier Chauvellier de 38 sec. et Hassan Sebtaoui de 53 sec. Chez les dames, la victoire est revenue à Elyane Cavé, âgée de trente-sept ans, qui a devancé Dominique Rembert et la Britannique Maryse Legallo. Plus de 1 100 concurrents ont participé au championnat, dont 600 vétérans.

Golf

OPEN FÉMININ DES PAYS-BAS
à Arnhem

Une semaine après avoir remporté l'open de Fourqueux, la Française Marie-Laure de Lorenzi-Taya s'est de nouveau imposée le 19 juin, dans une épreuve du circuit européen, en gagnant l'open des Pays-Bas avec 295 coups contre 296 à la Britannique Kitrina Douglas et 297 à la Française Karine Espinasse.

Natation

CHAMPIONNAT DE BRETAGNE
à Dinard

Le plus ancien record de France de natation est tombé le 19 juin, à l'occasion des championnats régionaux de Bretagne disputés à Dinard : depuis le 21 juillet 1977, aucune nageuse française n'avait pu faire mieux que Patricia Plug sur 200 m papillon, qui avait alors couvert la distance en 2 min. 17 sec. 30. Dimanche, Claire Supiot, élève de la section sport-étude de Dinard, licenciée au Clichy-Natation 92, a été chronométrée en 2 min. 14 s 93. Cette performance inférieure au minimum de qualification olympique (2 mn 15 s 74) pourrait lui valoir une place en équipe de France à Séoul. Toutefois, elle reste loin du niveau mondial : le record d'Europe de l'Allemande de l'Est Cornelia Polit est de 2 min. 7 sec. 82.

Rugby

TOURNÉE FRANÇAISE EN ARGENTINE

Battu lors des premiers tests-matches des deux dernières tournées en Argentine, le XV de France s'est imposé cette fois. Mais la victoire acquise sur le score de 18 à 15 fut longue à se dessiner, samedi 18 juin, sur le stade Velez-Sarsfield de Buenos-Aires. A la pause, les Pumas menaient en effet 15-12. Les Français s'imposèrent seulement grâce à un essai du talonneur Philippe Bintrans (63e minute), dont c'était le grand retour en équipe nationale. Les quatorze autres points ont été marqués au pied par Philippe Bérot (quatre pénalités et une transformation).

Voile

TRANSATLANTIQUE EN SOLITAIRE
Plymouth-Newport

Arrivée en septième position à Newport, terme de la huitième course transatlantique en solitaire organisée par les Anglais, la Française Florence Arthaud sur Groupe Pierre-Ier, *a pulvérisé l'ancien record de la traversée Est-Ouest en solitaire ; partie de Plymouth, elle a rallié Newport en 13 jours 10 h. 58 min., alors qu'en 1984 Philippe Poupon avait mis plus de seize jours. Florence Arthaud est la cinquième femme à terminer cette course, après Marie-Claude Fauroux et Anne Michailoff en 1972, Clare Francis en 1976 et Naomi James en 1980.*

AUTOMOBILISME : Grand Prix des Etats-Unis

Atout frein

Pour la troisième année consécutive, le Brésilien Ayrton Senna a remporté, le dimanche 19 juin à Detroit (Michigan), le Grand Prix des Etats-Unis de formule 1 automobile, au terme d'un cavalier seul de soixante-trois tours. Cet exploit, réussi sur trois voitures différentes (Lotus-Renault puis Lotus-Honda et McLaren-Honda), confirme la maîtrise exceptionnelle du jeune Brésilien sur les circuits urbains. L'écurie McLaren-Honda a réussi son quatrième doublé de la saison avec la deuxième place d'Alain Prost.

Parti en deuxième ligne, le pilote français a rapidement doublé les deux Ferrari puis est longtemps resté à une dizaine de secondes de son coéquipier. La rapide dégradation de la piste l'a ensuite incité à assurer sa deuxième place à trente-huit secondes. Après six courses, les deux pilotes des McLaren-Honda se partagent les victoires, mais Alain Prost devance Ayrton Senna au championnat du monde grâce à ses trois deuxièmes places.

Comme à Montréal, le Belge Thierry Boutsen (Benetton-Ford) a pris la troisième place à un tour. Et comme à Montréal encore les deux Ferrari ont abandonné. Gerhard Berger sur crevaison (septième tour) et Michele Alboreto, moteur calé après un blocage des roues au freinage (48e tour). Notre envoyé spécial, qui passe une saison avec la Scuderia, nous explique l'évolution des freins de formule 1 depuis l'utilisation du carbone.

DETROIT
de notre envoyé spécial

« C'est le circuit que je déteste. Le revêtement fait preuve d'une très mauvaise adhérence et se dégrade rapidement. Il y a des trous, des bosses, des plaques d'égouts. C'est l'enfer. » Comme beaucoup d'autres pilotes, Alain Prost rêvait depuis longtemps à un tout autre circuit pour le Grand Prix des Etats-Unis, disputé dans la capitale mondiale de l'automobile.

Après sept années de purgatoire, où ils ont dû tourner autour de l'univers de béton, d'acier et de verre fumé du Renaissance Center, dominé par le Westin, l'hôtel le plus haut du monde (250 mètres) — caricature d'une Amérique de la démesure avec ses soixante-treize étages, mille quatre cents chambres, seize restaurants et quarante-quatre boutiques — les pilotes auraient enfin gagné leur paradis écologique.

Chassé, pour cause de paralysie du quartier d'affaires, par le renouveau de l'industrie automobile et la relance de l'activité économique, le Grand Prix des Etats-Unis devrait, dès l'an prochain, traverser le pont MacArthur pour émigrer à Belle-Isle, une oasis de verdure et de fleurs, dont le nom rappelle, plus encore que celui de Detroit, les origines françaises de la capitale du Michigan.

Un système d'autoventilation

Mais, avant de gagner leur paradis, les pilotes de formule 1 devaient en découdre une dernière fois sur le pire des circuits urbains. Avec ses 4 kilomètres jalonnés d'une centaine de plaques d'égouts et de blocs de béton délimitant le tracé, son revêtement bosselé se dégradant rapidement pour donner naissance à de la « gravette » dans les dix-sept virages, dont douze à angle droit, la piste de Detroit est un banc de torture pour les pilotes et les mécaniques.

« Des seize circuits actuels, ceux de Detroit et d'Adelaïde, avec leurs virages à angle droit, sont ceux qui posent le plus de problèmes au niveau du freinage », indique Alain Gassiat, ingénieur études et développement à Carbone Industrie, une société de Villeurbanne qui équipe en freins quatorze des dix-huit écuries de formule 1. L'application des plaquettes de freins en carbone à la formule 1 après l'aviation avait d'abord désorienté les pilotes.

« Une des transformations les plus spectaculaires qu'ont subies les voitures de formule 1 ces dernières années est le remplacement des freins d'acier par des freins en carbone, écrivait Niki Landa (1). (...) *Cela donne un ralentissement fou, indescriptible. Si, au début des essais, tu décides de freiner sur 100 mètres, automatiquement, tu descends à 80, 70, 60. On a toujours du mal à croire que c'est faisable. Il te fait dominer tes instincts naturels, avoir confiance à quelque chose d'incroyable. Cela correspond si peu à nos notions de valeurs et à notre condition physique que, à Monza, je me suis déplacé une vertèbre dorsale. »*

Depuis la retraite du pilote autrichien, cette technique a encore évolué. La Société européenne de propulsion (propulsion des lanceurs Ariane, matériaux composites en carbone, etc.), qui avait débuté en formule 1 avec Ligier en 1981, s'est associée avec Aldimon pour créer en juillet 1985 Carbone Industrie, qui produit essentiellement des freins pour l'aviation (Airbus, Falcon-900, Mirage-2000, Rafale) et, demain peut-être pour le TGV-Nord.

Grâce à la mise au point d'un nouveau matériau, le Sepcarb, les formule 1 actuelles disposent de freins quatre fois plus légers (gain de poids : 12 kilos) et aux capacités d'absorption thermique doubles de celles de l'acier. Le problème spécifique des freins de voitures de course reste l'évacuation de la chaleur. A l'inverse d'un avion, une formule 1 freine en moyenne toutes les cinq secondes. Après avoir travaillé sur les matériaux, les ingénieurs de Carbone Industrie ont donc axé leurs recherches sur l'architecture des freins et, en collaboration avec les constructeurs de formule 1, sur leur environnement.

Désormais, ces freins existent en trois épaisseurs (28, 26 et 23 mm) avec des versions autoventilées adaptées aux types de circuits, aux voitures (le frein-moteur est plus efficace sur les atmosphériques) ou aux pilotages (Andrea de Cesaris, Stefan Johansson et René Arnoux sollicitent leurs freins plus que d'autres).

Pour être efficaces, les freins carbone doivent encore être utilisés dans une plage de températures bien délimitée, entre 400 et 800 degrés. En deçà, la friction n'est pas suffisante. Au-delà, le carbone s'oxyde et se dégrade. Lors des séances d'essais, Alain Gassiat, plus spécialement attaché à l'écurie Ferrari, prend systématiquement les températures à chaque arrêt au stand pour faire modifier éventuellement la ventilation. Deux marques de peinture, l'une verte et l'autre rouge qui virent respectivement à 400 et à 620 degrés lui permettent de vérifier si les plaquettes de freins sont bien restées dans la fourchette de température idéale.

En course, le pilode dispose du tour de mise en place pour monter ses freins à température. A Detroit, compte tenu des faibles vitesses, six à sept tours étaient nécessaires pour atteindre la température d'équilibre (750 degrés pour les freins et 160-170 degrés pour les étriers en alliage léger). Dans ces conditions seulement, Michel Alboreto aurait pu amorcer ses freinages *« 50 mètres plus tard qu'avec des freins en acier »*. A condition d'évoluer sur un revêtement résistant. Ce qui n'était pas le cas à Detroit.

GÉRARD ALBOUY.

(1) *300 à l'heure*. Niki Lauda. Editions Robert Laffont.

TENNIS : Jeux olympiques

Navratilova : « Non à Séoul »

Battue à Roland-Garros en huitième de finale par la Soviétique Natalia Zvereva, l'Américaine Martina Navratilova a pris sa revanche sur le gazon d'Eastbourne, le samedi 18 juin : en cinquante-huit minutes, elle s'est imposée 6-2, 6-2 à sa jeune rivale.

« Je n'allais pas la laisser me battre deux fois de suite », a commenté Navratilova qui, accessoirement, a annoncé qu'elle ne participera pas aux Jeux olympiques de Séoul en septembre prochain. Explication : *« Les Jeux ne me rapporteront rien, au contraire je devrais sacrifier des épreuves du Grand Prix pour y aller. Or je n'ai qu'un objectif : retrouver la première place mondiale. Les Jeux ne m'y aideront pas. »* De surcroît elle ne veut pas *« être traitée comme une enfant »*. A trente-deux ans cela semble naturel. Comme il est naturel qu'à dix-neuf ans la championne du monde Steffi Graf n'ait pas ce genre de préoccupations. L'Allemande de l'Ouest s'alignera donc dans le premier tournoi olympique depuis 1924.

Culture

MUSIQUES

Le « Requiem » de Brahms dirigé par Leinsdorf

Humain, jamais trop humain

Les requiems pleuvent, comme toujours en été. Avant ceux de Verdi et de Fauré (notre calendrier), celui de Brahms, donné jeudi et samedi par l'Orchestre de Paris, réaffirmait sous la direction d'Erich Leinsdorf sa singularité.

Brahms intitula sa messe des morts *Un requiem allemand*. Que voulut-il dire par là exactement ? Il s'en est expliqué auprès de Clara Schumann : « *C'est volontiers que je remplacerais « allemand » par « humain » dans mon titre.* »

Rien en effet, dans cette musique apaisée, ne laisse entendre ni ne fait craindre ce qui va se passer après. Ni jour de colère ni trompette du jugement dernier. Le premier mot que chantent les chœurs (dans un allemand bien protestant) résonne logiquement à la fin de cette liturgie réinventée, en toute sérénité : « *selig* » (« *heureux* »). Tout ce *Requiem*, vu du côté et dans le camp de la communauté des hommes, constitue — on l'a déjà écrit, mais c'est vrai — un acte de bonté.

C'est ainsi qu'Erich Leinsdorf l'a d'ailleurs dirigé salle Pleyel : l'œuvre parlant suffisamment d'elle-même, inutile de la brusquer. Les tempos tranquilles, jamais forcés, d'un merveilleux délié, procèdent avec naturel du mouvement intérieur de la déclamation. Tout le poids de la direction est systématiquement porté sur le chœur et sur sa charge d'affectivité. L'orchestre (un peu à l'abandon) est traité — ainsi qu'y invite la partition — comme le serviteur du chœur, chargé de soutenir, d'attiser en sourdine (par des passages à peine perceptibles du binaire au ternaire dans les batteries et trémolos d'accompagnement), de hisser hors du temps, de prolonger au-delà de la scansion rythmique, de faire rayonner la Parole. Rôle comparable à selui du piano dans un cycle de lieder.

Il faut être un grand chef pour ramener un effectif choral et orchestral aussi considérable aux douceurs, aux délicatesses, à l'expression immédiate d'une voix solitaire accompagnée d'un seul clavier. Gestes modestes, carrière titanesque, cinquante ans de métier cette année, Erich Leinsdorf est incontestablement un « grand ». Habitué à diriger les plus brillantes formations américaines (1), il ne pense pas à battre des levées et à donner des départs qui lui semblent visiblement ne pas devoir être indiqués sans les vexer à des musiciens professionnels. L'Orchestre de Paris s'est plus ou moins bien accommodé de tant de liberté.

La moitié des honneurs de la soirée revenait à Arthur Oldham, c'est-à-dire au chef du chœur (« *de cœur* », est-il écrit avec une faute d'orthographe mais non sans vérité sur la couverture du programme). Il a obtenu de sa légion de choristes amateurs les legatos, les pianissimos, les brusques et fulgurants éclairs, les courbes, les irrésistibles sommets nécessaires pour animer cette écriture essentiellement linéaire (les passages fugués sont particulièrement rares dans une œuvre parfois qualifiée à tort d'académique). La soprano Benita Valente et Jorma Hynninen (baryton finlandais, à la voix *plus dure mais aussi fière que* celle de Fischer-Dieskau) remplirent vaillamment leur rôle limité.

Surprise, néanmoins : on entendit pour *finir* quelques huées ! Des puristes mal lunés n'auraient-ils pas supporté telle entrée chaotante de la petite harmonie, tels hésitants trémolos d'altos ou de violoncelles, telle attaque de cor un peu égosillée ? Il n'est pourtant pas rare, en ces lieux, d'en entendre de pires. Et rien — surtout pas de négligeables erreurs — ne pouvait altérer l'humanité de ce *Requiem*.

ANNE REY.

(1) De nombreux enregistrements de Leinsdorf avec Boston, dont les *Cinq concertos* de Beethoven avec Rubinstein et le *Deuxième* de Brahms avec Richter, sont reparus en disques compacts chez RCA. *Un Requiem allemand* est prévu pour septembre avec Montserrat Caballe, Sherrill Milnes et le New England Conservatory Chorus.

★ C'est un jeune chef français inconnu, Pascal Verrot, qui dirige l'Orchestre de Paris cette semaine dans *l'ouverture de Benvenuto Cellini* de Berlioz, la *Première Symphonie* de Landowski, *Till Eulenspiegel* de Richard Strauss et le *Premier Concerto* pour piano de Chopin avec, en soliste, Maria Joao Pirès (les 22 et 23 à *20 h 30. Tél. :* 45-63-07-96).

Un nouvel orchestre pour la Fête de la musique

Il faudra se coucher tard, mais aussi se lever tôt, pour suivre les deux cents événements inscrits officiellement, rien que pour Paris, au programme de la septième Fête de la musique (« Faites de la musique »), mardi 21 juin. Dès 7 heures, en effet, le ministre de la culture et de la communication se rendra à l'église Saint-Eustache pour assister au concert inaugural de l'Orchestre Philharmonia de Paris, nouvelle formation de jeunes professionnels entièrement financée par des fonds privés, dont le directeur musical est un élève de Jean-Sébastien Béreau, Edouard Garcin, et dont le premier violon solo est Gérard Jarry, un interprète de réputation internationale. Ce dernier jouera le *5ᵉ concerto* de Mozart au milieu d'un programme Haydn et Schubert qui sera repris le 24, à 20 h 30, salle Gaveau.

La Fête de la musique se veut une main tendue aux amateurs : cinq millions de non-professionnels ont déjà annoncé leur participation informelle, un peu partout en France.

Certaines formations officielles ont prévu à Paris des répétitions gratuites : l'Orchestre de Paris, à Pleyel, de 14 h 30 à 17 h 30 ; l'Orchestre national de France de 10 heures à 13 heures aux Champs-Elysées. Musique de chambre en plein air par les musiciens des orchestres de Radio-France (au Palais-Royal, au Luxembourg, dans les jardins de l'hôtel Salé) et concert de la Maîtrise au grand auditorium de la Maison de la radio. Goûter lyrique place de l'Opéra, à partir de 17 h 30 en compagnie des chœurs du palais Garnier. Les *élèves de l'école de chant* donnent quant à eux un concert, à la même heure, au haut des marches de l'Opéra-Comique.

★ Renseignements par téléphone : 42-56-43-50/51 ou par minitel : 3615, CENAM.

De Paris à Tours

Richter tonnant

Sviatoslav Richter n'avait pas joué à Paris depuis quatre ans. Il dédiait son récital à la mémoire d'Arthur Rubinstein. On le retrouvera à Tours et à la Grange de Meslay.

ODETTE WEILL

Une heure avant le concert de dimanche dernier, la foule se pressait dans le hall de la salle des Congrès de l'UNESCO : des mélomanes à la recherche de places questionnaient les appariteurs : « *Savez-vous ce que Richter va jouer ?* » Personne ne pouvait les renseigner, le pianiste soviétique ne fixant ses programmes qu'à la toute dernière minute.

A 21 heures, il entre en scène, salue le public qui l'acclame, rabroue un photographe qui s'avançait imprudemment, avant de lui décocher un des sourires ravageurs dont il a le secret : Sviatoslav Richter n'a pas changé, moitié enfant, moitié ours, timide et conquérant. Il n'affiche aucun dédain pour ceux qui sont venus l'écouter.

Il s'assied à son piano, immédiatement rejoint par son tourneur de pages, les lumières s'éteignent, un petit lampadaire éclaire faiblement son profil. Richter n'attend pas que le silence sa fasse, il plante ses grandes mains dans l'ivoire.

Transcender les œuvres

On ne se souvient pas avoir entendu la *Première Sonate* de Brahms jouée avec cette véhémence, à une telle vitesse, aussi subtile dans son articulation. Longue, répétitive, cette œuvre de jeunesse a besoin d'un pianiste qui donne un sens à ses nombreuses redites. Richter est un de ces rares interprètes capables non seulement de s'élever à la hauteur des œuvres qu'ils jouent mais aussi, parfois, de les transcender. Maria Callas, Wilhem Furtwängler, étaient de cette espèce en voie d'extinction. Paralysé sans doute par le trac, le tourneur de pages n'arrêtait pas de se tromper. Qu'importe, Richter savait où il allait.

La seconde partie du récital était constituée d'un panachage des deux cahiers d'*Etudes* de Chopin. Ces œuvres rabâchées dans les conservatoires, desséchées par de nombreux virtuoses, n'apportent plus guère de surprises aux auditeurs. Richter les joue à une vitesse faramineuse, avec un alliage singulier de délicatesse et d'éclat. Elles deviennent autant de poèmes épiques, d'histoires racontées. Son *Etude en tierces* n'a aucun poids, sa *Révolutionnaire* ne tonne qu'en sa conclusion. Les doigts filent, mais ce ne sont pas eux qui guident le pianiste : Richter commande, ses mains obéissent. On ne décèle aucune obsession technicienne dans ce jeu. On sait, pourtant, que Richter est un bourreau de travail. Mais l'étude ne vise, pour *lui, qu'à conquérir la liberté d'interpréter*. Et d'artiste aussi libre, il n'en existe plus.

A la *sortie*, l'euphorie était générale. Joie à peine ternie par des : « *Mais quand reviendra-t-il ?* » (1).

ALAIN LOMPECH.

(1) Sviatoslav Richter sera à Nantes, le 20 juin, pour un récital à l'Auditorium (tél. : 16 40-47-17-28). Il sera également au Grand Théâtre de Tours, dans le cadre des fêtes de la Grange de Meslay, le 26 juin, dans le *Premier Concerto* de Beethoven. Le 24 juin, il aura donné un récital à Meslay, qui remplacera la soirée chant et piano initialement prévue avec Julia Varady. D'autre part, toujours à la Grange de Meslay, Claudio Arrau sera remplacé le 25 juin par le pianiste cubano-américain Jorge Bolet (Tél. : 16 42-21-65-08).

CALENDRIER

Dhomont, Racot, Dufour à la Maison de la Radio. — Pour *Chiaroscuro*, donné dans le cycle acousmatique du GRM en première audition, Francis Dhomont a été primé le mois dernier à Bourges. Au même programme, une création de Denis Dufour pour orchestre de haut-parleurs, et *Noctuel*, œuvre pour bande et le basson d'Alexandre Ouzounoff, signée Gilles Racot.

★ *Lundi 20, à 20 h 30. Tél. :* 42-30-29-88.

Aperghis et Kagel à Bagnolet. — C'est le plus petit festival de l'été. Ce n'est pas pour autant le moins intéressant : trois concerts exceptionnels à l'Atem par le trio Le Cercle et Martine Viard. Le premier entièrement consacré à Georges Aperghis (avec les désormais classiques *Récitations*). Le troisième tout entier dédié à *Mauricio Kagel (Exotica, Dressur...)*, le second, partagé (*Guetteurs de sons*, d'Aperghis ; *Trahison orale*, de Kagel).

★ Les 21, 22 et 24, à 21 h 30, Atelier Théâtre et Musique, 36, rue Pierre-Curie. Tél. : 43-64-77-18.

« Arabella » au Châtelet et au Théâtre des Champs-Elysées. — Dans la lignée du *Cosi* de Mozart, l'art du quiproquo amoureux traité avec les raffinements conjugués du livret de Hofmannsthal et de la musique de Richard Strauss. Par le Nouvel Orchestre philharmonique et une bonne distribution, direction Janowski.

★ *Le 21* au Châtelet, le 23 au *Théâtre des Champs-Elysées. Tél. :* 42-33-00-00 et 42-33-44-44.

Gelber au Théâtre des Champs-Elysées. — Bruno Leonardo Gelber : né en Argentine, élève de Scaramuzza, un pianiste à la plastique mélodique raffinée met fin au cycle des concertos de Beethoven avec le National, direction Barshaï. Puis Gelber gagne la Côte basque et donne le coup d'envoi des Rencontres internationales de piano de Guéthary, concerts et master-classes (avant Engerer, Tipo, Pennetier, Zacharias, Afanassiev ; une manifestation organisée par Catherine Collard).

★ Le 21 *(Concerto nº 3)* et le 24 *(Concerto nº 2)*, au Théâtre des Champs-Elysées. Tél. : 47-20-36-37. Guéthary, tél. : (16) 59-26-56-60.

« L'Apothicaire », au Théâtre de la Porte Saint-Martin. — Par l'opéra de chambre de Paris et la Camerata de Versailles, un opéra bouffe pour quatre chanteurs de Joseph Haydn, sur un livret de Goldoni. *Direction :* Amaury du Closel, mise en scène : Elisabeth Navratil.

★ Du 22 au 29, 21 heures. Tél. : 47-00-30-27.

Le « Requiem » de Verdi, à Notre-Dame. — C'est joué par l'orchestre, les chœurs et les solistes de la Scala de Milan, direction Muti. Ça se passe dans la cathédrale, mais une rediffusion vidéo est prévue sur le parvis. C'est gratuit.

★ Le 22, à 20 h 30. Tél. : 42-33-44-44.

***« La Pie voleuse »*, à l'Opéra.** — Cecilia Gasdia et une distribution en partie française pour cette production de l'opéra semi-bouffe de Rossini prêtée par Cologne, mise en scène par Michael Hampe, dirigée par Ivan Fischer.

★ Du 20 juin au 15 juillet, à 19 h 30. Tél. : 47-42-57-50.

Le « Requiem » de Fauré à Saint-Denis. — Le *Requiem* de Fauré avec le *Gloria* de Poulenc, par Barbara Hendricks, José van Dam, l'orchestre national de Lille et son chef, Jean-Claude Casadesus, dans un répertoire français qui est une de ses incontestables spécialités. L'acoustique de la basilique de Saint-Denis a *été* améliorée. Bonne nouvelle pour ce festival très fréquenté.

★ Les 23 et 24, à 20 h 30. Tél. : 42-43-77-72.

La « Turangalila » à Pleyel. — *L'Hymne à la joie*, façon Messiaen (en dix mouvements !), symphonie *titanesque de notre siècle* par l'orchestre du Mai de Florence, direction Zubin Mehta.

★ Le 25, à 20 h 30. Tél. : 40-26-05-03.

« Pour Octave » à Beaubourg. — Un vrai concert de musique contemporaine, par des musiciens délicieusement costumés, dans une mise en espace (Gustavo Frigerio) qui est une vraie leçon d'abstraction. Sur une idée de Claire Renard, la reprise d'un spectacle « pour enfants ». Les adultes doivent s'y risquer (*le Monde* du 24 mai).

★ Le 25 (10 heures), le 27 (10 heures, 14 h 30, 20 h 30) et 29 (14 h 30), grande salle. Tél. : 42-77-12-33.

Pink Floyd à Versailles

Inventaire d'une aventure

Sorti d'une retraite de dix ans, le groupe superstar se rappelle les beaux moments de son histoire.

La série de concerts-événements, ouverte par Bruce Springsteen dimanche 19 juin à *l'hippodrome de Vincennes* devant soixante mille spectateurs, se poursuit par le retour des briscards de Pink Floyd, qui se permettent, après dix ans de retraite, d'attirer probablement en deux jours plus de spectateurs (cent soixante mille) que Michael Jackson (cent mille prévus les 27 et 28 juin au Parc des Princes).

Il est vrai que la France a toujours été le pays de prédilection de Pink Floyd. C'est chez nous que le groupe a trouvé son *essor* à la fin des années 60. C'est dans l'Hexagone qu'il a réalisé plus tard diverses expériences, *notamment les bandes sonores* de *More* et de *la Vallée*, les films réalisés par Barbet Shroeder.

Pink Floyd n'a vraiment jamais été un groupe comme les *autres*. Rick Wright, Nick Mason, Roger Waters et David Gilmour ont cherché, essayé beaucoup de possibilités, progagé en son temps le *light show*, multiplié les concerts avec les feux d'artifice et une artillerie d'effets spéciaux, développé l'idée d'un spectacle *total, mêlé le rock et les ruines* d'une civilisation (à Pompéi), le rock et l'image, le rock et la danse (avec la compagnie de Roland Petit), le rock et le classique (*Atom Heart Mother*, avec chœurs et orchestre classique). C'est sans doute pourquoi le groupe fondé à Londres il y a vingt-deux ans a touché un public plus large que celui du rock.

Aérienne et structurée, délirant *de sons, de cris et* de lumière, aux frontières du rêve et de la science-fiction, la musique de Pink Floy, que les Anglais ont, un jour, étiquetée comme du « *space rock* », a exploré des espaces intérieurs, mis l'accent aussi sur une dimension esthétique très pure.

Curieusement, Pink Floyd a connu plusieurs leaders. Le premier, Syd Barrett, trouva le nom de la formation, composa les thèmes du premier album *(The Piper at the Gates of Dawn)*, avant de décrocher, victime de l'ère psychédélique. Le second, Roger Waters, inspira ses compagnons durant toutes Les années 70, fut l'organisateur des *grandes productions comme Atom Heart Mother, The Wall* et surtout *Dark Side of the Moon*, le plus gros succès de Pink Floyd en France (plus d'un million d'albums vendus) et aux Etats-Unis, une œuvre dense où le groupe parlait de stress, de folie et de mort dans la société contemporaine. Le troisième, David Gilmour, vient de ressusciter l'ensemble contre les volontés de Roger Waters.

Bien avant le dernier album en compagnie de Waters *(The Final Cut)*, Pink Floyd avait libéré ses membres des contraintes d'une *aventure commune. Et ceux-ci*, après quelques albums en solo sans éclat particulier, s'étaient retirés. Le retour du groupe autour de David Gilmour a d'abord des motifs financiers. « *C'est notre métier de jouer* », ont simplement affirmé les musiciens lors de leur conférence de presse le jeudi 9 juin à Versailles. Mais s'ils ont repris la route, c'est aussi parce qu'ils ont voulu *sortir de la brume nostalgique* où ils se perdaient. Roger Waters ne souhaitait pas cette résurrection et il a fait valoir ses droits en ce sens : il a fallu une décision de la *justice britannique pour que* Pink Floyd puisse se reconstituer. Sans Waters. A charge pour David Gilmour, Rick Wright et Nick Mason de prouver qu'ils ont le pouvoir à eux trois de recomposer la magie du passé.

Pink Floyd numéro 3 se présente, bien entendu, avec un son en quadriphonie et un équipement de lumières sophistiquées. Dans le site grandiose de la place d'armes du château de Versailles, *il donnera sa nouvelle* version d'un grand spectacle de rock dans une explosion de laser et de fumigènes. Il fera un inventaire de l'aventure du groupe : *Money, Mother Brick in the Wall, Shine on you Crazy Diamonds, Welcome to the Machine*, et aussi des extraits de l'album *récemment paru sans Roger* Waters, *A Momentary Lapse of Reason* : une absence momentanée de raison... (1) Qualificatif qui ne correspond nullement à ce retour plus qu'honorable d'un des groupes superstars de l'histoire du rock.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Les 21 et 22 juin, à Versailles.

(1) Albums et compacts EMI.

Culture

PHOTO

Rétrospective Ralph Gibson à la Bibliothèque nationale

L'art du gros plan

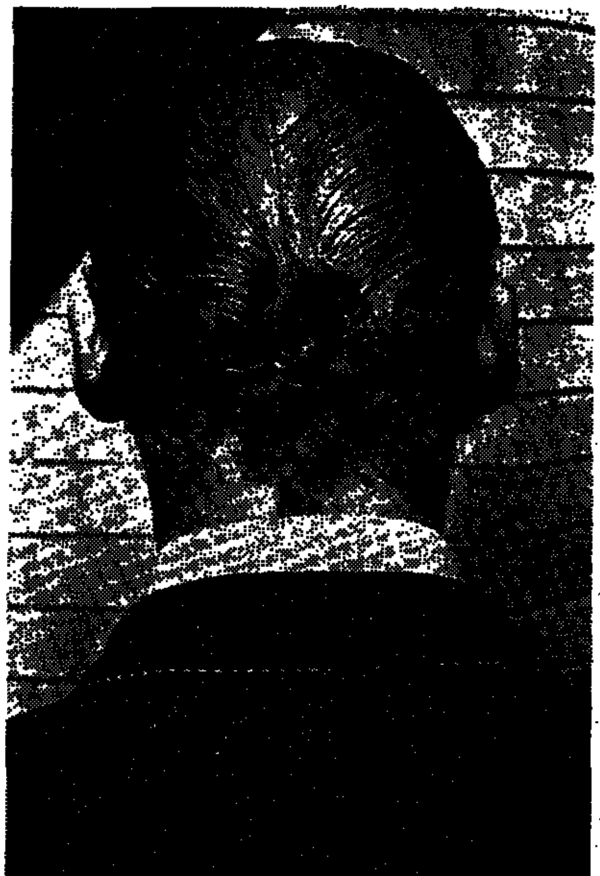
Entre l'imaginaire et le constat, l'univers mental et sensoriel d'un poète du banal et de l'étrange qui fait de la réalité une fiction.

Lorsqu'en 1970, Ralph Gibson publie à New-York son premier livre *The Somnambulist*, il n'a pour référence que d'avoir été l'assistant de Dorothea Lange. Et d'être l'ami de Robert Frank qui lui offrit son matériel de prise de vues.

Précédé d'une courte introduction, le livre était traité par Gibson comme un moyen d'expression autonome. Superbement imprimé par sa propre maison d'édition Lustrum Press (à présent disparue), *The Somnambulist* se présente comme l'odyssée d'un rêveur. Figuré par un autoportrait de l'auteur endormi, celui-ci entraîne le lecteur dans un univers improbable où fables et métaphores se distribuent à l'envi comme un jeu de cartes. La juxtaposition des images (conçues comme un film) engage à une troisième lecture. A coups d'ellipses et d'associations inconscientes, Gibson bâtit un monde original, bruissant de relations secrètes et de rapports insoupçonnés.

A trente et un ans, il abandonne ses travaux commerciaux et s'attelle à exprimer sans concession sa vision du monde. Privilégiant le motif et non le sujet, il exclut l'imprévu, mais aussi tout sentiment. Archéologue de l'imaginaire, il explore d'un œil distancié le mystère du visible, de l'invisible, ainsi que la relation entre le rêve et l'illusion. Pensées comme des apparitions, ses photos regorgent d'énigmes.

De *Déjà vu* (1973) à *Days at Sea* (1974) – esthétiquement le plus abouti – et *Syntax*, paru en 1983, l'œuvre s'est ainsi édifiée avec une rigueur toute classique. Gibson excelle à décrypter la nature souterraine des choses. Tel un chirurgien, il dissèque les textures, prélève dans la réalité des points de détail (nuque, serrure, vêtement) qui grandissent et occupent tout le cadre. Vu par lui, un col blanc sur un pull noir devient un portrait fascinant de l'absence. Ses images, poèmes graphiques, restent pourtant toujours éminemment concrètes. Obsédé par la matière (chair, pierre), cet orfèvre minimaliste, charmé par la monumentalité de l'infime, célèbre sans artifice l'illusion du réel. Malgré la netteté insistante avec laquelle il en fait l'inventaire, l'intuition de la forme compte cependant toujours plus que la signification de l'objet. Chapeau, dessin de tissu ou courbe d'un meuble, peu importe. Densité et substance constituent le vrai sujet de ce dramaturge de l'anodin.



Quadrants, 1 (1975)

L'épineux problème du choix des sujets, Gibson le traite magistralement en composant avec la lumière.

Il souligne le combat du plein et du vide, oppose les lignes et les masses, éreinte les arêtes, embrase les aspérités. Et, à force d'incessantes soustractions, fait du grain la substance même du regard.

Après Rome et Lausanne, avant Londres, son abondante rétrospective itinérante fait escale à Paris. Venues d'ICP, les cent quarante-quatre tirages, rythmés par des agrandissements, posés sur des cimaises gris souris, permettent de saluer l'unité d'approche et l'exigence d'un créateur en pleine maturité. Conçue chronologiquement, elle retrace avec fidélité les étapes de sa carrière depuis les débuts à San-Francisco (1960-1962) où l'on dénote déjà un souci du graphisme, un sens de la forme et du cadre qui seront la marque de son style.

Des clichés surréalisants du début, qui ont un peu vieilli, aux nus, à « Black Series » et « Artifacts » (1985), elle compte quelques inédits en couleurs qui font regretter que ce maître du noir et blanc s'y adonne si rarement.

PATRICK ROEGIERS.

* « Tropisme : trente ans de photographie », par Ralph Gibson, exposition organisée à partir des collections permanentes du Centre international de la photographie, New-York, présentée par la Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue Richelieu, 75002 Paris, jusqu'au 3 juillet. Parution sous le même titre d'une monographie, concentré de tous ses livres, , 150 pages, éd. Aperture.

Un architecte du détail

Après Cartier-Bresson et Frank, *les Cahiers de la photographie* consacrent leur vingt-deuxième livraison à l'œuvre de Ralph Gibson. Celui qui a fait du livre un espace créatif est à son tour l'objet d'une mise en perspective critique. Gibson incarne esthétiquement un pan de la modernité photographique des années 70. Concepteur de l'exposition de la BN, Miles Barth explique, par la chronologie, comment cet ancien marin, musicien, féru de magie, s'est nourri de toutes les disciplines. De la « langue des bords » qu'interroge Denis Roche au « monde-visage » que décrit Régis Durand, les signes, l'onirisme, l'érotisme, la quiétude, le plein de la matière, sont passés au crible de points de vue éclairants. Assimilée au croquis ou à la taille de la pierre, la synthaxe gibsonienne est décortiquée par Jean-Claude Lemagny, qui relève entre autres dominantes *« une foule de borgnes »* mais aussi la canne, le coin du mur et l'œil. Jean Kempf, Arnaud Claass et Yves Guillot complètent ce volume qui comprend également un entretien inédit, ainsi qu'un remarquable cahier photo de trente-deux images.

P. R.

« Ralph Gibson », *les Cahiers de la photographie*, nº 22, 136 p., 150 F. Lire aussi *l'Œil vivant*, cinquante deux critiques parues dans *le Monde*, 150 F.

CINÉMA

« Un mois à la campagne », de Pat O'Connor

La mélancolie de l'éphémère

En 1920, Birkin (Colin Firth), rescapé de la guerre, vient à Oxgodby, petite ville du Yorkshire, pour restaurer dans une église médiévale une fresque qui a été blanchie à la chaux. Cela ne plaît pas au pasteur Keach (Patrick Malahide) mais il est obligée de laisser faire. Dans le champ, près de l'église, campe Moon (Kenneth Branagh), ancien combattant lui aussi, chargé de fouilles au cimetière et qui espère découvrir une chapelle saxonne. Birkin, niché dans le clocher, devient l'ami de Moon, et il est attiré par Alice (Natasha Richardson), la douce femme du pasteur, qui s'intéresse à ses travaux et lui rend visite de temps en temps.

A quoi tient le charme de ce film où il ne se passe rien, que des petits événements, où le soleil sèche la pluie sur la campagne anglaise, où les personnages retiennent les mots qui diraient leur difficulté de vivre, leurs angoisses, leurs passions, leurs secrets ? A ce non-dit justement, à des regards laissant un instant filtrer les sentiments, à l'intimisme, à la suggestion d'une mise en scène distillant le temps goutte à goutte, refusant tout pittoresque « rétro », traduisant la mélancolie de l'éphémère.

Des êtres se croisent le temps d'un été. Ils se quittent et ne se reverront jamais. Birkin apprend par un tiers ce que cache Moon. Il se tait. Les deux hommes communiquent à travers leurs recherches et s'aperçoivent qu'elles se complètent. L'amour d'Alice pour Birkin se manifeste juste par le don d'une fleur et d'un panier de pommes. Est-ce qu'on obéit aux convenances ? Pas forcément. Birkin e. Moon (les deux acteurs, chacun dans son rôle, sont d'une subtilité étonnante) doivent exorciser le traumatisme de la guerre, Alice subit l'échec de son mariage (admirable Natasha Richardson en robe de tussor, qui n'était pas encore Patty Hearst chez Paul Schrader), et le rigide pasteur porte aussi son fardeau. Tous se cherchent une compensation artistique, esthétique : la fresque, la chapelle enfouie, les buissons de roses blanches d'Alice, le violon de son mari. Tout autour la vie bourdonne. Et il faut l'accepter. Un vieil homme passe dans les images finales, comme pour signifier le regret de ce qui n'est pas arrivé cet été-là.

JACQUES SICLIER.

● **Mort de la comédienne Christine Fabrega.** – La comédienne Christine Fabrega est décédée, le 11 juin dernier, des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de cinquante-sept ans. Animatrice d'émissions populaires à la télévision dans les années 60 (« La Bourse aux idées », « Le mot le plus long », « Sérieux s'abstenir »), Christine Fabrega a joué dans *le Deuxième Souffle*, de Jean-Pierre Melville, et *les Risques du métier*, d'André Cayatte, avant d'interpréter plusieurs télé-films et feuilletons (Châteauvallon).

VENTES

Tableaux impressionnistes et modernes à Drouot

Les Japonais et les autres

Comment réussir une vente ? En sélectionnant des œuvres de qualité, et des œuvres qui plaisent surtout à Tokyo. C'est ce qui s'est passé dimanche à Drouot.

L'affaire s'est jouée par téléphone, et par satellite, entre un amateur européen et un amateur japonais. Ils se disputaient un portrait de femme en noir dans un jardin, un Toulouse-Lautrec de 1888, morceau de bravoure d'une vente qui était retransmise en direct à Tokyo. Million après million, ils ont atteint l'enchère vertigineuse de 27,6 millions de francs, largement au-delà de l'estimation. Par exception, l'Européen a vaincu l'Oriental – le musée d'art occidental de Tokyo a-t-on appris par la suite. Le même collectionneur avait triomphé une première fois, vingt minutes auparavant, en obtenant le droit de payer 7,45 millions un portrait de Picasso de 1901 fort convoité. Heureux anonyme.

Ces deux chefs-d'œuvre, auquel il convient d'ajouter le *Nu sombre* de Bonnard, acquis pour 9 millions de francs, ont donné toute sa force mélodramatique à la vente du 19 juin. Ils ont assuré l'essentiel de son succès, qui n'est guère contestable, quoiqu'elle se déroulât à l'hôtel Drouot, tout simplement, dans une salle aux murs tendus d'un tissu qui s'effiloche, et sans mise en scène théâtrale style Champs-Elysées. Ainsi se vérifie un lieu commun : pour qu'une vente soit belle, il faut de beaux tableaux plutôt qu'un beau public, et, si possible, des tableaux « historiques », un Friesz fauve (1,7 million) et un Braque cubiste (1,45 million) par exemple.

Second lieucommun, tout aussi vérifié : il faut, encore, des toiles plus faciles, bien reconnaissables, et signées de noms célèbres. Il faut des Foujita, pour enthousiasmer les acheteurs japonais qui paient 1 million une toile mièvrissime. Il faut des Renoir, même petits et un rien bâclés, des paysages de Marquet, propres et pâles, et des Vlaminck beurrés de l'entre-deux-guerres. Mais offrir 720 000 francs d'un bouquet de Vlaminck plus « chromo » que nature, et 380 000 francs d'une nature morte néo-impressionniste de 1907 de Delaunay, est-ce vraiment bien raisonnable ?

Il est aussi des engouements inexplicables. Foujita et Utrillo en ont bénéficié, qui semblent faire figure de valeurs refuges, sans que le jugement esthétique ait grande part là-dedans. On serait tenté d'en dire autant des aquarelles de Dufy, qui dépassent allègrement les 600 000 francs quoiqu'elles sentent parfois le travail en série. D'autres peintres, à l'œuvre souvent plus profonde, ont moins de chance, ou moins d'amateurs. Ainsi Léger, dont une excellente composition de 1935 a plafonné à 340 000 francs. Ainsi encore Masson.

Les abstraits de l'après-45 ont autant de peine à convaincre les collectionneurs. Alors que le dimanche précédent une gouache d'Atlan avait triplé son estimation et s'était vendue 450 000 francs, une huile n'a cette fois obtenue que 250 000 francs, et une autre, plus grande et bien rythmée, 650 000, soit tout juste ce qui était prévu. Plus étrange encore : on attendait au moins 700 000 francs d'une abstraction de De Kooning, peintre dont les œuvres ne passent pas souvent aux enchères en Europe. Elle n'est pas allée plus haut que 550 000 francs. Pour ceux-là, il n'y a qu'à attendre.

PHILIPPE DAGEN.

Communication

Le Festival de l'audiovisuel d'entreprise

La dérision en vogue

BIARRITZ
de notre envoyé spécial

Le thème du 31ᵉ Festival national de l'audiovisuel d'entreprise, organisé à Biarritz du 14 au 18 juin sous le patronage du CNPF – « Plongez dans la communication ! » – a trahi un humour sans doute involontaire. Quatre jours de pluie battante, apportée par une tempête sur l'Atlantique, ont failli noyer les 3 500 participants... et, pourtant, à l'heure du palmarès, soixante-quinze concurrents avaient surnagé pour se voir décerner un prix, sous forme de dauphin.

Le succès de ce rendez-vous annuel du tout-audivisuel, qui a lieu à Biarritz depuis seize ans, se mesure au nombre toujours plus important de produits audiovisuels (films, vidéos et diaporamas) proposés à la sélection. Cette année, 400 seulement (90 films, 200 vidéogrammes, 50 diaporamas et 60 programmes de formation) ont été retenus sur les 850 envoyés. Autre critère de réussite : l'importance accordée à la manifestation par le monde industriel. Les directeurs de la communication des plus grandes entreprises françaises étaient présents, encouragés vivement par le président du CNPF, M. François Périgot, qui présida une nouveauté du festival : la projection non-stop des meilleurs productions de quinze pays étrangers.

Un bon cru

Alors que, l'année dernière, l'attribution du grand prix avait provoqué des remous dans la salle, le palmarès correspondait cette fois plus ou moins au verdict populaire. Pour plaire au jury comme au public, il faut séduire, choquer, faire rire. Finis les films-propagande, au commentaire pompeux et cocorico, destinés au seul PDG. Le film le plus cher, *Sous le signe du lion*, avec un budget de cinq millions de francs, qui retrace l'histoire glorieuse du Crédit lyonnais (conçu dans l'optique de la privatisation de cette banque), ne reçut aucun prix. Les valeurs en vogue ? La poésie, l'autocritique, l'humour. D'où le grand prix pour le film de Didier Pourcel (quatre films primés sur sept présentés), racontant, sous forme de conte poétique, *le Serpent bleu*, le nouveau TGV atlantique.

L'autocritique marche bien aussi. La saga du SERNAM (filiale de transport routier de la SNCF), racontée l'année dernière dans une vidéo produite par la société Lucie SA, qui montrait une critique très sévère de l'entreprise par ses cadres, ses agents mais aussi par d'anciens clients mécontents (*le Monde* du 23 juin 1987) a connu un nouvel épisode, *Tous ensemble sur le terrain*, où la *« mise en spectacle du parler vrai »* proposé par cette société de production à ses clients tient pleinement ses promesses.

Autocritique, autodérision, le genre fut très prisé par le jury, présidé cette année par le cinéaste Jacques Deray (*la Piscine, Borsalino*, etc.). Un prix de l'humour, a récompensé un film commandité par Usinor-Sacilor, *Le fer, c'est les autres* et confié aux... Nuls ! Pastiche habituel du journal avec force gags sur l'acier et même une fausse pub : *« Le déficit, il ne passera pas par nous. »* Le film se termine par une distribution générale de billets de banque aux quatre compères.

Même la très chatouilleuse EDF n'hésite pas à plaisanter sur des sujets tabous comme la radioactivité, en commandant pour ses cadres un film, *le Camion contaminé*, qui livre les dix commandements de comment ne pas communiquer avec la presse. Dans *Y'a pas le feu !*, film désopilant de Hugues Giorgi, enfin, Citroën présente la caricature d'une entreprise où le service du client est le cadet de ses soucis.

ALAIN WOODROW.

Canal Festival télévision temporaire d'Avignon

A l'occasion du Festival d'Avignon, le canal local du réseau câblé de la ville, Canal A, se transforme en chaîne hertzienne temporaire : Canal Festival émettra du 9 juillet au 4 août dans un rayon de 25 kilomètres autour de la cité des papes. De 10 h 30 à 23 h 30, sur le canal 57, cette chaîne diffusera 2 h 30 de production fraîche par jour, dont deux magazines consacrés aux festivals « in » et « off », une émission de plateau, « Festivalise », et un magazine, « Tu parles », tourné depuis les villages de la zone, pour renforcer l'ancrage local de la chaîne. Cette grille est complétée par des informations pratiques en boucle, et le soir des films ou émissions fournis par les distributeurs Arcanal ou CDG. Canal Festival diffusera aussi des extraits de spectacles d'Avignon et des autres festivals de la région, Gordes, Carpentras, Orange ou Vaison, et fournira chaque jour à M 6 un reportage pour ses journaux en image. Le journal local déjà lancé sur le câble sera maintenu.

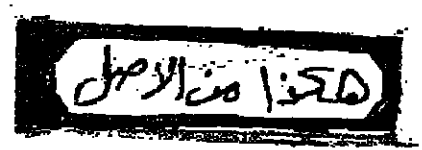
Pour cette expérience autorisée par la CNCL, Canal Festival reçoit l'aide de mécènes tels que la banque Chaix ou TDF, et coproduira des émissions avec la banque Bonnasse ou l'Office régional de la culture. Avec un budget évalué entre 1,5 et 2 millions de francs, Canal Festival espère toucher 450 000 personnes, festivaliers compris. En fonction des résultats, ce test sera renouvelé annuellement ou étendu à une télévision permanente.

EN BREF

● **L'affaire Radio-Nostalgie : nouvelles inculpations.** – Le juge Fenech, chargé de l'instruction de l'affaire des malversations financières dans la gestion de Radio-Nostalgie, a inculpé, le 17 juin, Mme Monique Frey, rapporteur régional de la commission consultative d'attribution des fréquences, d'abus de biens sociaux. Il est reproché à Mme Frey d'avoir accepté une croisière organisée et offerte par le patron de la radio, M. Pierre Alberti. Les deux fils de ce dernier, MM. Pietro et Bruno Alberti ont été également inculpés pour avoir bénéficié de voyages payés par la radio. Selon le juge, ces inculpations ne sont qu'une *« simple formalisation des éléments du dossier Radio-Nostalgie »* dont l'instruction devrait être bientôt bouclée. Une instruction ouverte à l'automne 1987 et dans laquelle M. Pierre Alberti a lui-même été inculpé.

● **Lock-out à l'imprimerie Jean-Didier.** – L'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne), affectée par un mouvement de grève depuis le 13 juin, a été mise en lock-out le jeudi 16. Le mouvement de grève avait pour origine le licenciement de deux salariés qui avaient eu une altercation. Le comité intersyndical du Livre parisien a demandé *« la levée du lock-out et le rétablissement immédiat des négociations »*. L'imprimerie de Massy emploie trois cents salariés et imprime notamment *l'Express, le Point, VSD, l'Evénement du jeudi, Télérama, TV Magazine* et *l'Equipe Magazine*.

● **Davantage de publicité sur la 5 et M6.** – Les deux chaînes qui s'étaient engagées – pour la première année – à ne pas programmer plus de neuf minutes de publicité par heure, ont demandé depuis à la CNCL de porter ce plafond à douze minutes. Un plafond équivalent à celui de TF 1. La CNCL leur « propose » dix minutes quarante-huit secondes, compte tenu du projet de directive européenne « Télévision sans frontières », qui retient ce maximum. Dans sa dernière lettre d'information, la Commission *« souhaite connaître le sentiment des deux chaînes sur cette durée »*. La 5 a répondu par avance : son relevé mensuel établi par la CNCL fait état d'un maximum de dix minutes cinquante et une secondes pour le mois d'avril.



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

GÉNÉRATION 45. LA FAMILLE FAUCULARD. Théâtre de la Main d'or (48-05-67-89), 20 h 30.

LE PRINCE DE LA DYNAMITE. LAWRENCE D'ARABIE. Théâtre de la Main d'or (48-05-67-89), 22 heures.

CINQ PIÈCES SUR SQUARE. École-théâtre de la Belle-de-Mai (43-56-64-37), 20 h 30.

Les autres salles

ARÈNES DE MONTMARTRE (42-23-90-90). La Seconde Surprise de l'amour IVe Festival de la butte Montmartre : 21 h 30.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). ◊ Improvisation théâtrale ou Dom Juan : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). *Voltaire' Folies* : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Les Femmes savantes : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HOTEL DE LA MONNAIE (SALLE DUPRE) (40-46-56-66). L'Épreuve : 20 h 30. A quoi rêvent les jeunes filles ? : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Frisette : 18 h 30.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon côté jardin : 16 h et 18 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. *Pour l'amour de Marie Salat* : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◊ L'Écume des jours : 20 h 30. ◊ Le Prince de la dynamite : 22 h. Salle II. ◊ Génération 45 ou la Véridique Histoire de la famille Faucalard : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). ◊ Jeanine Truchot a disparu : 18 h 30. Mr Banal : 20 h 15. Sacré-Salé : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Bagatelle : 19 h. Guitry, pièces en un acte : 20 h 30.

Opéras

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). La Pie voleuse. Jusqu'au 15 juillet, 19 h 30. Opéra semi-seria en trois actes de Rossini, livret de G. Gherardini. Mise en scène M. Hampe, dir. musical I. Fischer. Avec C. Gasdia, J. Taillon, R. Gambill, W. Shimell, A. Rinaldi, 3 h 30.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE (43-96-48-48). Gisèle et Chantal Andranian, 23 h. Récital à deux pianos. Œuvres de Brahms, Poulenc, Rachmaninov, Moussorgski. Entrée libre dans le cadre de la fête de la musique.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (42-23-55-28). Amadeo Lochner, Ricardo Masson, Mario Raskin. 20 h 45, lun. Flûte, viole, clavecin. Œuvres de Dieupart, Marais, Haendel, Soler.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio, 20 h 30, lun. Dir. J.-P. Loré. Chorale Elisabeth Brasseur, M. Command (soprano), V. Nicolova (mezzo), W. William (ténor), M. Zevako (basse). Messa da requiem de Verdi.

Mairie du VIe (43-29-12-78). Devy Erlih, 18 h 30 lun. Violon. Œuvres de Bach, Jolivet, Paganini. Salle des fêtes. Entrée libre dans le cadre de la Foire Saint-Germain.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Cycle acousmatique, 18 h 30, Dir. les Compositeurs. Œuvres de Dubedout, Mion ; 20 h 30. Œuvres de Dhomont, Racot, Ouzounoff, Dufour, Grand auditorium. Entrée libre.

THÉATRE DE DIX-HEURES. 20 h 30, lund. Marie-France Pouillot (violon), Gérard Parmentier (piano). Œuvres de Schubert, Schumann, Debussy, Franck. pl. : 100 et 65 F.

THÉATRE FONTAINE (48-74-74-40). Sextuor Brahms, 20 h 30, lun. Œuvres de Brahms, Schönberg.

En région parisienne

VERSAILLES (LE GRAND TRIANON) (39-50-71-18). ◊ Les Fourberies de Scapin Festival de Versailles : 21 h.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Le Cinéma français des années 50 : le Garçon sauvage (1951), de Jean Delannoy, 14 h 30 ; la Lumière d'en face (1955), de Georges Lacombe, 17 h 30 ; Knock (1950), de Guy Lefranc, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

ACTION JACKSON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

AMERICAN CHICANO (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

AMSTERDAMNED (*) (Hol., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE BEAU-PÈRE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BILOXI BLUES (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BIRD (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

CHOCOLAT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Lundi 20 juin

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

EDDIE MURPHY SHOW (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

EL DORADO (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

L'ENFER VERT (It., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

FRANTIC (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MATADOR (*) (Esp., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

MILAGRO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MON PÈRE C'EST MOI (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'OEUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).

POWAQQATSI (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PRISON (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

SEPTEMBER (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

THE KITCHEN TOTO (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

TRAQUÉE (A., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

TWIST AND SHOUT (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UNE NUIT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

URGENCES (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

VILLE ÉTRANGÈRE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WALL STREET (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It., v.o.) : La Bastille, 11e (43-54-07-76).

AMORE (It., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

ANTECHRIST (It., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BAMBI (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LA DERNIÈRE FEMME (Fr., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DESPAIR (All., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW YORK (*) (Fr.-It., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LES ENCHAINÉS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

HORRIBLE (**) (A.-It., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'INNOCENT (Fr.-It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

JEANNE ET MARIE (**) (Fr., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

JUDEX (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE MÉDECIN DE HAMBOURG (All., v.f.) : Club, 9e ().

MES AMOURS DE 68 (Tch., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAISA (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PANDORA (Brit.-A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PETER PAN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PEUR (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

POLICE STORY (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RE-ANIMATOR (*) (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

LE RETOUR DU CHINOIS (Brit., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

RIEN QUE POUR VOS YEUX (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ROBOCOP (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROME VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

SANDRA (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

STROMBOLI (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

LA TAVERNE DE LA JAMAIQUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

VÉRITÉS ET MENSONGES (Fr.-iranien, v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

VOYAGE EN ITALIE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES FILMS NOUVEAUX

AMÈRE RÉCOLTE. Film allemand d'*Agnieska Holland*, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE BONHEUR SE PORTE LARGE. Film français d'Alex Métayer : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CORPS Z'A CORPS. Film français de André Halimi : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JEUX D'ENFANTS. Film soviétique de Leida Lajus et Arvo Iho, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA JOYEUSE REVENANTE. Film américain de Frank Perry, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MANHATTAN LOTO. Film américain de Roger Young, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LA MÉRIDIENNE. Film suisse de Jean-François Amiguet : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE QUATRIÈME PROTOCOLE. Film britannique de John Mackenzie, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97).

UN MOIS A LA CAMPAGNE. Film britannique de Pat O'Connor, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA VIE EST BELLE. Film belgo-zaïrois de Benoît Lamy et Ngangura Mweze : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PARIS EN VISITES

MARDI 21 JUIN

« Une heure au Père-Lachaise ». 11 heures, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Les homosexuels au Père-Lachaise », 14 h 45, boulevard de *Ménilmontant*, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Orsay, un musée dans une gare », 13 h 30, 1, rue de *Bellechasse*, sous l'éléphant (Pierre-Yves Jaslet).

« La Mosquée », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (Ars conférences).

« De la place des Vosges aux hôtels de Sens et de Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Cimetière de Picpus », 14 h 30, place de la Nation, angle avenue Dorian (Approche de l'art).

« De Saint-Germain-l'Auxerrois à la place Dauphine », 15 heures, métro Louvre (Dominique *Fleuriot*).

« Les Catacombes », 15 heures, 2, place *Denfert-Rochereau* (*Paris et son histoire*).

« Le faubourg Saint-Marcel et l'hôtel de la Reine-Blanche », 15 heures, 5, rue des Gobelins (Approche de l'art).

« Le Marais illuminé », 21 heures, sortie métro Saint-Paul (Pygma).

CONFÉRENCES

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Les arcanes majeurs du tarot », par Jean-Pierre *Farel* (L'homme et la connaissance).

Sorbonne (amphithéâtre Guizot), 17, rue de la Sorbonne, 20 heures : « La régression dans les vies antérieures selon la méthode, non hypnotique, de Bryan Jameison », par le docteur Jan Erik Sigdell (L'espace bleu).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 20 juin

TF 1

20.40 Cinéma : le Cow-Boy □ Film français de Georges Lautner (1985). Avec Aldo Maccione, Renée Saint-Cyr, M. Beaune. **22.20 Magazine : Chocs.** De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Paoli. **23.20 Documentaire : Génération.** 6. La pro-Chine, d'Irène Richard. **23.50 Journal et la Bourse. 0.05 Magazine : Livres en tête. 0.15 Magazine : Minuit sport. 1.15 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

20.35 L'heure de vérité. Invité : Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Albert du Roy, Alain Duhamel, Jean-Louis Lescène et Philippe Alexandre. **22.15 Série : Un juge, un flic.** Parce que...! **23.15 Magazine : Strophes. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Tennis** (résumé). **0.30 Documentaire : Le cœur musicien.** Film de Frédéric Rossif, en treize épisodes. 1. Paris blues ; Musique pour la Bretagne ; Mélancolie.

FR 3

20.30 Cinéma : la Gueule du loup ■ Film français de Michel Leviant (1981). Avec Miou-Miou, Paul Crauchet, Anémone, Gérard Sergues. **22.10 Journal.** ▶ **22.35 Magazine : Océaniques. Le vieil homme et le désert.** La dernière aventure du professeur Monod, de Karel Prokop. **23.30 Musiques, musique.** Spécial trio Henri : Notturno, de Schubert.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Roar □ Film américain de Noël Marshall (1983). Avec Noël Marshall, Tippi Hedren, Melanie Griffith, John Marshall. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Indiana Jones et le Temple maudit** ■■ Film américain de Steven Spielberg (1984). Avec Harrison Ford, Kate Capshaw, Ke Huy Quan. **0.00 Basket professionnel américain. 1.00 Cinéma : la Rivière** ■ Film américain de Mark Rydell (1984). Avec Mel Gibson, Sissy Spacek, Scott Glenn, Shane Bailley (v.o.)

LA 5

20.30 Les accords du diable : Double assassinat dans la rue Morgue. Téléfilm de Jeannot Szwarc, avec George C. Scott, Rebecca De Mornay, Ian McSchane. *Deux femmes sauvagement assassinées dans leur maison.* **22.05 Les accords du diable** (suite). Les rubriques du magazine. **22.35 Série : Hitchcock présente. 23.05 Série : Star Trek. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (rediff.). **0.55 Baretta** (rediff.). **1.45 La grande vallée** (rediff.). **2.35 Journal de la nuit. 2.40 Arsène Lupin** (rediff.). **3.40 Les nouvelles aventures de Vidocq** (rediff.). **4.05 Les globe-trotters** (rediff.). **4.30 Hitchcock présente** (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Texas Adios □ Film italo-espagnol de Ferdinando Baldi (1966). Avec Franco Nero, Elisa Montez, Livio Loronzon. **22.05 Série : L'homme de fer. 22.55 Série : Cagney et Lacey. 23.45 Six minutes d'informations.** 23.55 Sport. Tennis féminin : Open d'Eastbourne. **1.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'URSS de Gorbatchev (1re partie). **21.30 Dramatique : Gorgias, de Platon** (2e partie). **22.40 La nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert donné le 11 septembre 1987 lors du Festival de Berlin : Till Eulenspiegel, poème symphonique, op. 28, de R. Strauss ; Divertimento pour deux violons, alto, violoncelle et contrebasse en ré majeur, K 136, de Mozart ; Symphonie n° 1 en ut mineur, op. 68, de Brahms, par l'orchestre Saitto Kinen, dir. Seiji Ozawa et Kazuyoshi Akiyama (pour l'œuvre de Strauss) ; à 22 h 30, feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 ; à 23 h 07, La suite des aventures romaines : Les Horaces et les Curiaces, actes II et III, de Cimarosa, par l'orchestre et le chœur de la RAI de Turin. **0.00 Musique de chambre.** Quatuor à cordes n° 1 en ré mineur d' Arriaga, Concerto pour clavecin, flûte, hautbois, clarinette, violon et violoncelle, de de Falla, Quintette pour cordes, op. 30, n° 6, de Boccherini.

Mardi 21 juin

TF 1

14.30 Variétés : La chance aux chansons. Avec Mireille, Daniel Baretta, Alice Dona, Martine Havet, Yvonne Germain. **15.05 Feuilleton : Le regard dans le miroir.** 2e épisode : Dora et son double. **16.00 Magazine : L'après-midi aussi.** De Cécile Roger-Machart, présenté par Eric Galliano. Avec Patrick Coutin, Début de soirée. **16.45 Club Dorothée.** Rémi ; Goldorak ; Le jeu de l'ABC ; Jem. **18.00 Série : Chips. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Cinéma : les Grands Fonds** ■ Film américain de Peter Yates (1977). Avec Robert Shaw, Jacqueline Bisset, Nick Nolte. **22.45 Magazine : Ciel, mon mardi !** Emission de Christophe Dechavanne. Invitée : Marie Laforêt. **0.00 Documentaire : Génération.** 7. Berkeley-Saïgon-Nanterre, d'Irène Richard. **0.30 Journal et la Bourse. 0.40 La nuit de la musique.** En direct du Trocadéro, émission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec L'Affaire Louis Trio, Elli Medeiros, Mory Kante, Max Valentin, Florent Pagny, Guesh Patti, Les Innocents, Au bonheur des dames, Vaya con Dios, Indochine, Charlélie Couture, Gérard Blanc, Kassav', Les Avions, Bros, Etienne Daho. **3.00 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

14.55 Tennis. Tournoi de Wimbledon, en direct de Londres. Avec les commentaires de Daniel Cazal, Lionel Chamoulaud, Christian Quidet. **17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Les deux font la paire.** La toile d'araignée. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.05 Variétés : Frenchie folies. 19.30 Journal. 20.05 Météo. 20.10 Football.** Championnat d'Europe des nations, en direct de Hambourg. ▶ **22.15 Documentaire : Le SIDA, après l'aveu.** De Daniel Costelle et Nadine Lermitte. Jean-Paul Aron. **23.05 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Tennis** (résumé). **0.05 Documentaire : Le cœur musicien.** De Frédéric Rossif. 2. Une musique pour Toulouse ; Rock et fort la musique ; Mélodie alsacienne.

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré ; Décoramdam ; Top sixties ; La main verte ; Téléccœur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De âne à zèbre ; Papy, mamie ; Le jeu de la séduction. Invités : Marthe Villalonga, Tristan, Christophe Jenac. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.10 Feuilleton : Galtar.** Le défi de Galtar. **17.30 Jeu : Génies en herbe. 17.55 Magazine : Flash mag.** De Patrice Drevet. **18.00 Feuilleton : Flamingo road.** C'est un meurtre. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.53 Dessin animé : Diplodo.** Souriez à l'objectif. **20.00 Fête de la musique.** En direct des jardins du Palais-Royal. Emission présentée par Alain Duault. Au programme : des musiciens africains. **20.25 INC. 20.35 Cinéma : Zorro** ■ Film franco-italien de Duccio Tessari (1974). Avec Alain Delon, Stanley Baker, Ottavia Piccolo, Moustache. **22.40 Journal. 23.05 Fête de la musique** (suite). Au programme : des musiciens français de jazz et de musique classique ; des extraits des meilleures émissions de l'année.

CANAL PLUS

15.55 Cinéma : Trois cavaliers pour Fort-Yuma ■ Film franco-italo-espagnol de Calvin J. Paget (1966). Avec Giuliano Gemma, Sophie Daumier, Dan Vadis. **17.50 Cabou cadin.** Comic strip. **18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Danielle Gilbert, Fred Mella, Claude Brasseur. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. **20.30 Cinéma : Levy et Goliath** ■ Film français de Gérard Oury (1986). Avec Richard Anconina, Michel Boujenah, Jean-Claude Brialy, Souad Amidou. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Basket.** France-Etats-Unis, match amical, en différé de Bercy. **23.40 Cinéma : la Baie sanglante** ■ Film italien de Mario Bava (1971). Avec Claudine Auger, Luigi Pistilli, Isa Miranda, Laura Betti. **1.10 Cinéma : les Clowns de Dieu** ■ Film français de Jean Schmidt (1985). Avec Daniel Kenisgberg, Jean-Paul Roussillon, Jean-Roger Milo.

LA 5

15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Les Schtroumpfs. 17.20 La famille Koala. 17.45 Dans les Alpes avec Annette. 18.20 Charlotte. 18.30 Creamy, adorable Creamy. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : La main à couper ■ Film français d'Etienne Périer (1964). Avec Léa Massari, Michel Bouquet, Bernard Blier, Michel Serrault. **22.10 Série : Hitchcock présente. 22.45 Série : Star Trek. 23.30 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (suite). **0.25 Baretta** (rediff.). **1.15 La grande vallée** (rediff.). **2.05 Journal de la nuit. 2.10 Arsène Lupin** (rediff.). **3.10 Les nouvelles aventures de Vidocq** (rediff.). **3.35 Les globe-trotters** (rediff.). **4.05 Star Trek** (rediff.). **4.35 Top nuggets** (rediff.).

M 6

15.05 Magazine : Faites-moi 6. Avec les rubriques : La roue de la musique et Première écoute. **16.15 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : Les routes du paradis.** Qu'on est bien chez soi. **19.00 Série : L'incroyable Hulk.** Prométhée (2e partie). **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show.** Le chien de garde. **20.30 Téléfilm : Sept femmes commandos.** De Chu Yin Ping. Avec Venus Lin, Teresa Tsui, Elsa Yeung, Hilda Lan. *Sept superbes guerrières affrontent une armée puissante qui veut détruire le monde.* **22.05 Série : L'homme de fer.** Le chroniqueur mondain. **22.55 Série : Cagney et Lacey.** Le médium. **23.45 Six minutes d'informations. 23.55 Musique : Boulevard des clips.** Spécial Fête de la musique.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Portrait Roger Henrion. **21.30 La Fête de la musique. 22.40 Nuits magnétiques.** Des larmes. 1. L'écran des larmes. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Egmont, ouverture en fa mineur, op. 84, Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur, op. 37, Symphonie n° 8 en fa majeur, op. 93, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Rudolf Barshai, sol. : Bruno Leonardo Gelber, piano. **23.07 Club d'archives.** Hommage à Serge Koussevitsky : Symphonie n° 4 en la majeur, de Mendelssohn ; les premiers enregistrements de la musique de Stravinski.

Audience TV du 19 juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

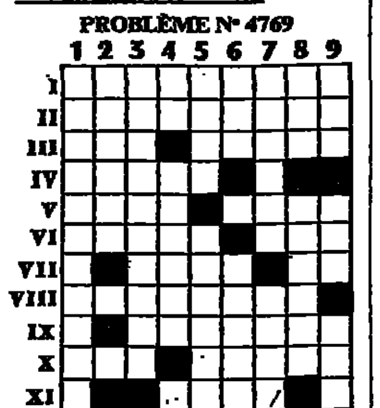
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	45.9	7 sur 7 13.8	Stade 2 8.7	Casse-cou 8.7	Automobile 4.1	Dallas 7.1	Force antiterr. 4.1
19 h 45	48.0	7 sur 7 16.8	Maguy 8.2	Casse-cou 7.7	Automobile 4.6	Dallas 7.7	Force antiterr. 3.6
20 h 16	53.6	Journal 15.3	Journal 17.9	Benny Hill 9.7	Automobile 3.6	Journal 3.1	Cosby show 5.1
20 h 56	51.1	L'Associé 13.3	5 dern. min. 16.3	Entre toutes... 2.0	Automobile 4.6	T'es folle... 11.2	Machination 7.7
22 h 8	50.5	L'Associé 21.9	Ciné, ciné 2.0	Entre toutes... 3.1	Good morning... 3.6	T'es folle... 10.7	Machination 9.2
22 h 44	32.7	Sport soir 11.7	Ciné, cinés 2.6	Journal 6.6	Good morning... 4.1	Passeport... 3.1	Pain, amour... 4.6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4769



HORIZONTALEMENT

I. A Pâques, elles font un peu cloches. – II. Une monture toute en os. – III. Mot indiquant que le service est terminé. N'est pas l'auteur de son livre. – IV. Qui manque donc de sincérité. – V. Dans la main de celui qui a tiré une carotte. Un trou dans la peau. – VI. Sac à vin. Un ancêtre pour certains peuples. – VII. Pays. Les vieilles traditions. – VIII. Pour faire une bombe qui ne cassera rien. – IX. Tout fait. – X. Pour nourrir le bétail. Un homme tout simple. – XI. Que l'on a donc fait sauter.

VERTICALEMENT

1. Si on n'y regarde pas de trop près, on peut dire qu'il est commode. – 2. A de grandes dents. – 3. Des gens qui ne laissent rien passer. – 4. Devant un total. Sa coquille est recouverte d'un épiderme corné. – 5. Peut remplacer l'ordonnance. Sans domicile fixe. – 6. Article. La patrie de la poésie lyrique. – 7. En Amérique du Sud, c'est là qu'on l'envoie paître. Refusas de te charger. – 8. Un mot du Fils. Bien fait. – 9. A un estuaire commun avec la Sélune. En Suisse ou en Allemagne. Un point de côté.

Solution du problème n° 4768

Horizontalement

I. Bicéphales. Spot. – II. Anoures. Rua. – III. Ail. Tristesse. – IV. Nolisée. Déols. – V. Is. Géhenne. – VI. Agencement. Ver. – VII. Ré. Mû. Fétu. – VIII. Asa. Doser. Aimée. – IX. Méprisantes. En. – X. Echéances. Sonde. – XI. Urée. Ere. Vert. – XII. Ré. Lise. Vanesse. – XIII. Stèle. Rasée. Ur. – XIV. Evénements. Reg. – XV. Osé. Gare.

Verticalement

1. Blanc. Rameurs. – 2. Io. Secrètes. – 3. Calligraphe. Eve. – 4. En. Isée. Réelle. – 5. Pots. Dia. Iéna. – 6. Hure. Crosnes. – 7. Ariège. Sacré. – 8. Les. Emmenée. Réa. – 9. Est. Heurts. Van. – 10. Eden. Vaste. – 11. Osent. Assènes. – 12. Son. Fi. Orée. – 13. Prélèvements. Râ. – 14. Ou. Etend. Suer. – 15. Tac. Crue. Emerge.

GUY BROUTY.

● **Concours francophone à Toulouse.** – Des abonnements au *Monde,* des billets d'avion, des livres, des objets artisanaux, figurent parmi les prix du grand jeu-concours sur la francophonie littéraire organisé jusqu'au 30 juin par la librairie toulousaine Plumes d'Afrique, l'Association art et culture maghrébins et la revue *Motif.* Plusieurs écrivains et artistes (Kassa Houari, Malek Chebel, Idir, Cheb Kader, etc.) apportent sur place leur concours à cette initiative.

★ **Pour obtenir les questions, s'adresser à M. Ahmed Aghani, Plumes d'Afrique, 15, quai Lombard, 31000 Toulouse. Tél. : 61-21-59-00.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 18 juin 1988 :

UN ARRÊTÉ

● Du 10 juin 1988 pris pour l'application de l'article R. 322-1 (4°) du code du travail (convention relative aux contrats de réorientation de carrière).

DES LISTES

● D'admissibilité au concours d'admission à l'Ecole navale en 1988.

● Des candidats déclarés admissibles à la suite des épreuves écrites du concours d'admission à l'Ecole de l'air (élèves officiers de l'air, élèves officiers mécaniciens de l'air, élèves officiers des bases de l'air).

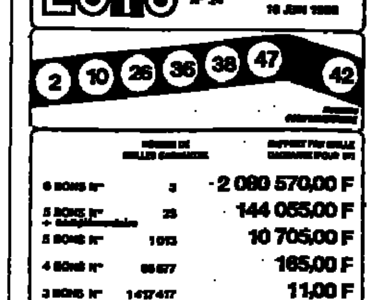
Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 19 juin 1988 :

UNE LISTE

● Des écoles habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé établie par la commission des titres d'ingénieurs.

UN ARRÊTÉ

● Du 10 juin 1988 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans neuf départements.



MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 juin à 0 heure UTC et le mardi 21 juin à minuit.

Les conditions anticycloniques persisteront sur la majeure partie de la France. Toutefois, près des frontières du Nord et du Nord-Est, le flux sera plus cyclonique et les nuages plus nombreux. Par ailleurs, près de la Manche, les nuages deviendront également nombreux.

Mardi : Sur les régions bordant la Manche, le temps sera brumeux le matin et, au cours de l'après-midi, le ciel deviendra très nuageux.

Sur le Nord-Picardie, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace, les Ardennes, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Jura et le Nord des Alpes, le ciel sera partagé entre les éclaircies et les nuages. Des orages isolés seront possibles en soirée sur le Jura et le Nord des Alpes.

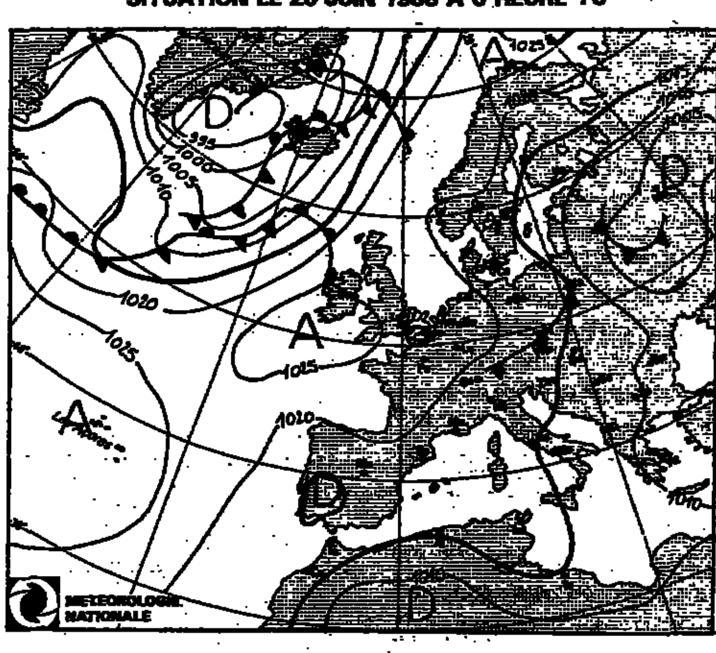
De la Bretagne-Sud au Bassin parisien et au Centre, après la dissipation des brumes matinales, le temps sera ensoleillé malgré quelques passages de nuages.

Au Sud d'une ligne Lorient-Grenoble, ce sera une belle journée très ensoleillée dès le matin, juste quelques nappes de brumes au lever du jour.

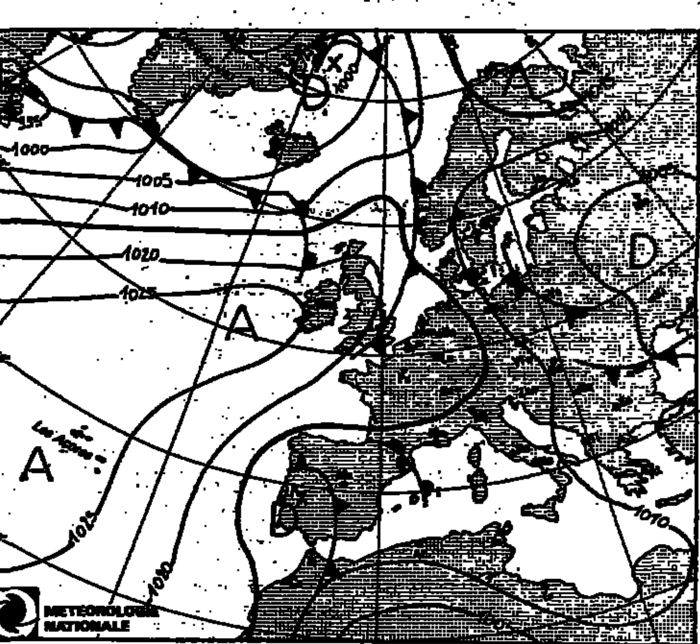
Le matin à l'aube il fera 9 à 12 degrés au nord de la Loire, 10 à 16 degrés de la Loire aux régions du Midi.

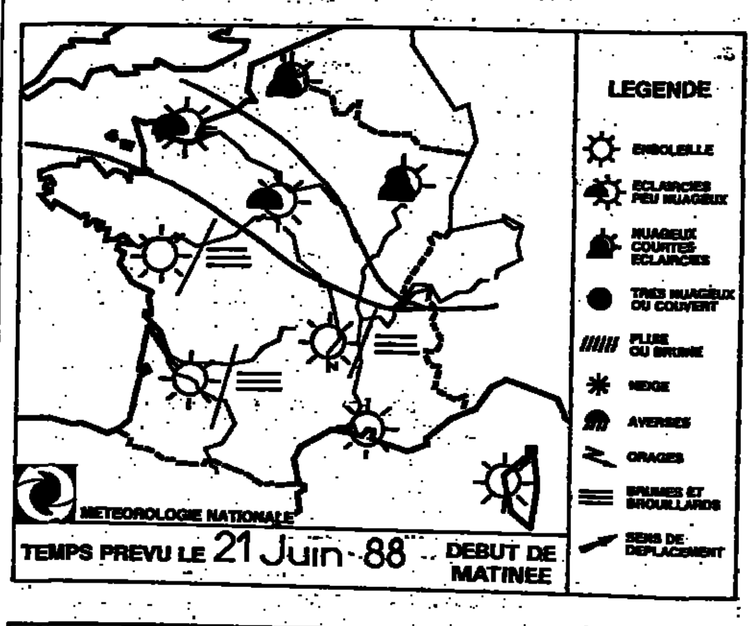
L'après-midi, le thermomètre atteindra 20 à 29 degrés du Nord au Sud de la France, sauf près de la Manche et des frontières du Nord où il ne dépassera pas 16 à 18 degrés.

SITUATION LE 20 JUIN 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-6-1988 à 6 heures TU et le 20-6-1988 à 6 heures TU — le 20-6-1988

FRANCE

AJACCIO	26	14	D
BIARRITZ	20	13	D
BORDEAUX	27	15	D
BOURGES	23	11	D
BREST	21	11	D
CAEN	19	8	D
CHERBOURG	20	10	D
CLERMONT-FERR.	23	14	N
DIJON	25	12	N
GRENOBLE St-M-H	28	13	D
LILLE	19	9	D
LIMOGES	23	14	D
LYON	26	15	D
MARSEILLE-MAR.	28	16	D
NANCY	27	8	N
NANTES	23	13	D
NICE	23	19	D
PARIS-MONTS.	22	12	D
PAU	25	15	B
PERPIGNAN	29	19	D
RENNES	24	12	D
ST-ÉTIENNE	24	12	B
STRASBOURG	25	10	D
TOURS	22	11	D
TOULOUSE	26	13	D
POINTE-A-PITRE	31	24	A

ÉTRANGER

ALGER	26	18	D
AMSTERDAM	17	18	C
ATHÈNES	26	20	C
BANGKOK	33	25	N
BARCELONE	26	17	D
BELGRADE	24	17	N
BERLIN	18	12	N
BRUXELLES	18	9	N
LE CAIRE	41	27	D
COPENHAGUE	23	14	D
DAKAR	29	23	C
DELHI	31	24	O
DJERBA	30	22	C
GENÈVE	26	12	D
HONGKONG	31	29	A
ISTANBUL	26	19	O
JÉRUSALEM	29	16	D
LISBONNE	29	18	N
LONDRES	25	16	N
LOS ANGELES	20	15	C
LUXEMBOURG	19	8	N
MADRID	29	13	D
MARRAKECH	30	17	C
MEXICO	25	13	B
MILAN	25	16	D
MONTRÉAL	30	14	D
MOSCOU	24	14	N
NAIROBI	20	15	C
NEW-YORK	29	19	D
OSLO	28	15	D
PALMA-DE-MAJ.	27	13	D
PÉKIN	25	16	D
RIO-DE-JANEIRO	25	16	D
ROME	24	15	D
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	25	12	P
SYDNEY	18	10	C
TOKYO	27	21	C
TUNIS	29	10	N
VARSOVIE	24	11	N
VENISE	20	16	D
VIENNE	24	15	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ECONOMIE

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

La reconquête...

L'Espagne bouge, au point de brouiller les images qui en émanent. Vieille nation, elle fait figure de pays neuf, qui attire, comme autrefois l'Amérique, les convoitises étrangères. Plateau longtemps isolé derrière le rempart de ses sierras et de son protectionnisme, la Péninsule s'intègre à grande vitesse à la Communauté européenne. Terre de conservatisme et de fatalisme, elle mène une politique pragmatique qui a conjugué austérité salariale et assainissement financier. A la veille de prendre, début 1989, la présidence de la CEE, après trois ans d'appartenance, l'Espagne accélère afin de rattraper son retard à l'égard des pays du centre. La croissance est vive, les investissements élevés, la modernisation engagée. Toutefois, ce pays qui bénéficie d'un saut de génération, mais qui s'adapte plus qu'il ne se transforme, souffre d'un manque d'identité économique. En position médiane entre le Nord et le Sud, il assimile vite, mais crée peu, dépendant trop de l'extérieur. En outre, au-delà d'un danger de surchauffe, la recherche du profit — ou plutôt la tentation de la spéculation — en l'absence d'une réelle stratégie, risque de creuser les inégalités sociales, sectorielles et géographiques, mettant à mal cette solidarité rurale qui permet de supporter un chômage lourd. Le soleil ne se lève pas de la même façon pour tout le monde.

QUATRE cents ans après le désastre de l'Invincible Armada, qui, en 1588, marqua la fin de sa suprématie maritime et le début de son déclin, l'Espagne semble avoir pris le chemin de la Reconquête... Elle offre en tout cas des signes extérieurs de réussite qui ne peuvent qu'éblouir les observateurs étrangers et réjouir les responsables madrilènes. Les experts internationaux n'ont-ils pas qualifié le bilan espagnol d'*« assez impressionnant »* ?

De fait, tournant à un rythme de 5 % l'an — plus de 6 % même durant le premier trimestre de 1988, — la croissance atteint le double de la moyenne enregistrée dans la Communauté européenne. Même si cette moyenne est faible, le résultat paraît brillant, n'ayant pas été obtenu outre-Pyrénées depuis 1974 — Franco est mort le 20 novembre 1975. Cette expansion est fondée sur la consommation privée et surtout sur l'investissement productif (+ 14 % en 1986, + 17 % en 1987), ce qui atteste du double dynamisme des particuliers et des entreprises.

En fait, l'Espagne, qui a certes connu un fort accroissement de sa production dans les années 60, celles du décollage, a un grand retard à rattraper. Avec une population de 39 millions d'habitants et un produit intérieur brut évalué, pour 1987, à 290 milliards de dollars — le huitième de l'OCDE, juste devant les Pays-Bas (215 milliards), — ce royaume montagneux (Madrid est, à 650 mètres, la capitale la plus haute d'Europe) ne dispose que d'un revenu par tête de 7 400 dollars, la moitié à peine du niveau de vie français.

Une politique adroite

Aiguillonnés par leur entrée dans la CEE le 1er janvier 1986, les Espagnols forcent la cadence pour combler l'écart avec leurs partenaires et concurrents européens. Et, pour le moment, la politique adroite — « à droite », disent, à Madrid, les esprits critiques — menée par un Parti socialiste quasi-hégémonique se traduit en chiffres. Ayant assisté aux « erreurs de jeunesse » de leurs homologues français, ils ont, dès leur arrivée au pouvoir fin 1982, fait preuve de réalisme, au risque peut-être de perdre leur âme.

De 1983 à 1985, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a tout d'abord mené une sévère politique de remise en ordre — *« une seule solution : l'austérité »*, disait alors Miguel Boyer, ministre de l'économie, — qui s'est traduite notamment par des fermetures d'usines dans les secteurs en crise, qu'il s'agisse des mines, de la sidérurgie ou de la construction navale, le tout se déroulant — et encore récemment — dans un climat social parfois très violent. Puis cette *politique de l'offre*, à l'origine très mal perçue, a commencé à susciter une certaine confiance dans les milieux industriels.

Les entreprises, qui étaient fortement endettées, ont reconstitué leurs marges et se sont trouvées en position d'autofinancer leur développement. Cependant, les particuliers découvraient le plaisir des achats — les ventes des voitures ont augmenté de 30 % en 1987 — et aussi des voyages à l'étranger. Le tourisme reste néanmoins un formidable pourvoyeur de devises : les visiteurs étrangers seront plus de 50 millions cette année.

Voilà donc revenu le temps de la croissance, qui, de surcroît, se déroule dans une ambiance de relative modération des prix. Se situant à quelque 5 % (moins de 4 % en avril), leur hausse est sans doute double de la moyenne européenne, mais elle est trois fois inférieure à son niveau de 1981, et cinq fois à celui de 1977. Tout serait pour le mieux dans ce tableau conjoncturel sans les deux taches noires du déficit extérieur et du chômage.

L'état de sous-emploi

En effet, même si les exportations progressent (+ 7 % en 1987) les importations, alimentées par une très importante demande intérieure, augmentent encore davantage (+ 21 %). Aussi le déficit commercial a-t-il doublé de 1986 à 1987 pour s'établir à 13 milliards de dollars, et la balance des transactions courantes pourrait-elle être négative de 2 à 3 milliards de dollars en 1988. La contrainte extérieure est toutefois loin d'être alarmante, compte tenu des réserves de change (35 milliards de dollars pour 27 milliards de dette extérieure) et des entrées de capitaux étrangers (9 milliards de dollars en 1987).

L'Espagne peut supporter un certain déséquilibre extérieur, d'autant que les importations d'outillage et de machines renforcent son potentiel industriel. Plus grave apparaît la situation de l'emploi. Certes la croissance a provoqué la création de 1 million d'emplois en deux ans et demi (en grande majorité dans les services, qui représentent déjà 55 % de la population active, et 58 % du PIB) et entraîné, en 1987 comme en 1986, le recul d'un chômage qui ne cessait d'augmenter depuis 1970. Mais son taux de 20 %, même si une partie — 1 million ? — des 3 millions de chômeurs « travaillent » dans l'économie « submergée », est le plus élevé des pays industrialisés, devant l'Irlande et la Turquie.

De plus, l'Espagne est en état de sous-emploi. La population active, soit 14 millions de personnes, ne représente que 36 % de la population totale, contre, par exemple, 43 % en France. Elle devrait donc compter 16 à 17 millions de personnes, ce qui aboutit à une réserve de chômeurs ou d'inoccupés de 5 à 6 millions de personnes.

Ce handicap structurel recoupe le problème de l'agriculture, qui ne contribue que pour 5 % au produit intérieur brut, mais représente encore 14 % de l'emploi civil. L'agriculture constitue donc un réservoir de main-d'œuvre que les progrès de la mécanisation et de la productivité vont contribuer à vider. D'ores et déjà, dans la perspective d'une Europe sans frontières, ce secteur est en pleine adaptation. Ainsi, moins de 600 000 exploitations assurent-elles 82 % de la marge brute du secteur.

Trois types d'industries

Il reste que l'exode rural va se poursuivre, et même s'accélérer, et que le secteur secondaire comme le secteur tertiaire vont être confrontés à un afflux d'effectifs. Pour sa part, l'industrie, avec la construction, absorbe 31 % de la population active (37 % du PIB). Peut-elle faire davantage ? Vraisemblablement, mais la réponse est fonction des catégories, car il y a trois types d'industries en Espagne : les entreprises publiques, les filiales des multinationales et les PME.

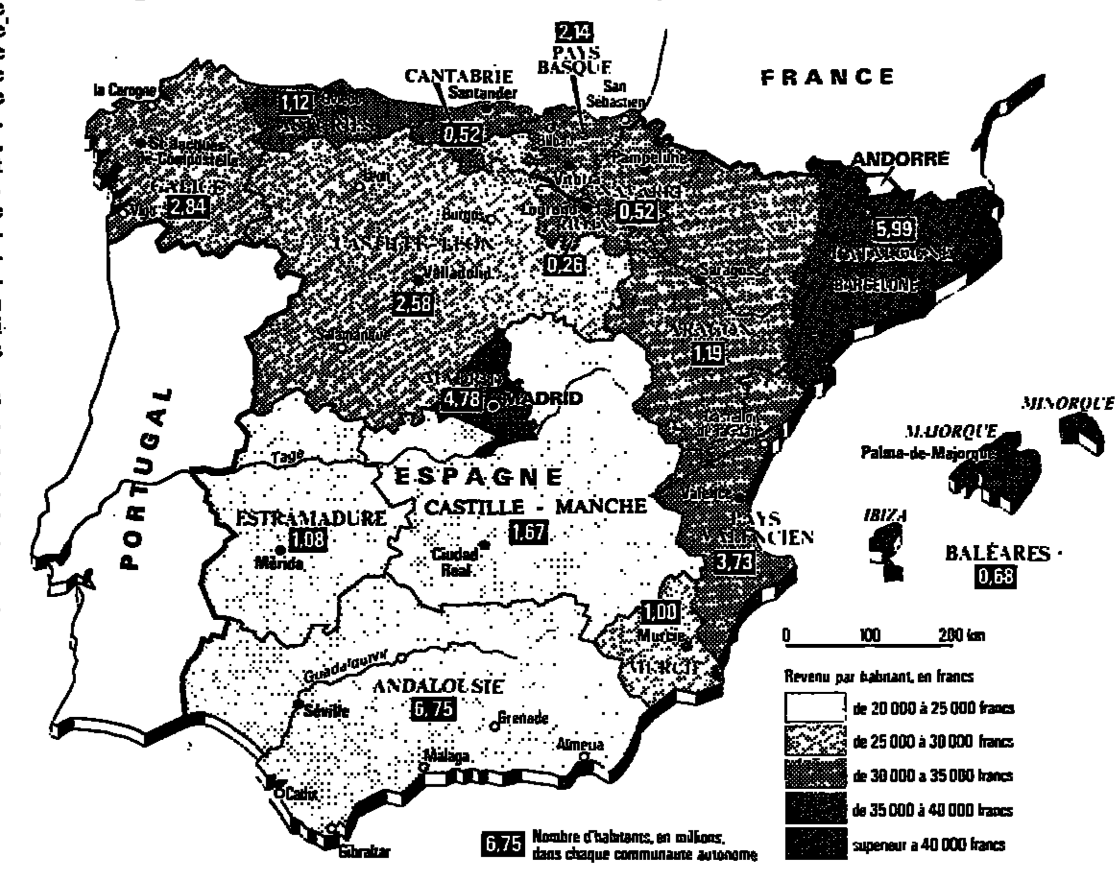
Le secteur public est en pleine réorganisation et reconversion. Il en est ainsi de l'Institut national de l'industrie (INI), holding d'Etat créé en 1941, qui était devenu l'hôpital des entreprises malades. Au prix de diverses opérations chirurgicales (cessions d'actifs comme SEAT à Volkswagen en 1986, privatisations...), un redressement a été effectué. La compagnie Iberia ne devrait-elle pas enregistrer des bénéfices en 1989 ? Des progrès de gestion restent toutefois à accomplir.

Les multinationales, elles, contrôlent entièrement la production automobile (« le Monde de l'économie » du 8 mars) et une grande partie de la chimie, avec l'entrée en force du Koweït. Présentes également dans l'électronique, l'agro-alimentaire ou la distribution, elles assurent environ la moitié des exportations espagnoles. *Et les investisseurs étrangers* continuent d'être attirés par les eldorados ibériques — les autorisations d'investissements directs ont représenté 280 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 F) en 1985, 400 en 1986 et 730 en 1987, — au point de susciter certaines craintes de dépendance technologique et même de colonisation : *« On vend le pays au lieu de créer une industrie nationale. »*

Enfin, les petites et moyennes entreprises constituent le nerf de combat avec environ 50 % de l'emploi industriel.

de Madrid,
MICHEL BOYER.

(Lire la suite page 20.)



(Source : Banque de Bilbao pour 1985.)

Le revenu moyen par habitant en Espagne a — y compris les Canaries, 1,47 million d'habitants — représenté l'équivalent de 31 950 F pour 1985.

Confiance au Pays basque

DANS l'adversité, rien ne saurait entamer la confiance des Basques, sûrs de leurs capacités, comme d'ailleurs ils en ont apporté la démonstration par le passé. Mais que quelques signes positifs se manifestent sur les terrains économiques et même politiques, comme c'est le cas actuellement, et les voilà qui ne se sentent plus d'aise. Pour un peu, ils se laisseraient aller à l'optimisme, voire à l'euphorie, convaincus de leurs chances et de leur réussite future.

Aucune objection ne les trouble vraiment, et pas même le taux de chômage de la Communauté autonome d'Euskadi, qui atteint pourtant 24 % de de la population active. Qu'ils soient membres du gouvernement, élus, syndicalistes ou représentants du patronat, tous les responsables tiennent à peu près le même discours, à défaut de connaître l'opinion du *« peuple basque »* lui-même.

L'intégration définitive dans la CEE en 1990 et la perspective du marché unique de 1993 ne sont plus regardés, maintenant, comme des obstacles insurmontables. *« Nous avons tous eu peur, c'est vrai, au début du processus, en 1985, et cela s'est plutôt bien passé... » « En quatre ans, nous avons réussi ce que les Six ont réalisé en trente ans... »*

Les difficultés économiques n'inquiètent pas davantage. Après le *« grand trou noir, de 1975 à 1985 »*, la remontée s'amorce, prometteuse. Le PIB a augmenté de 3 % en 1987 et *« les résultats des cinq derniers mois sont encourageants »*, expose tranquillement M. José Antonio Ardanza, président du gouvernement. Par rapport à l'Espagne dans son ensemble, le retard basque serait dû au poids local de l'industrie traditionnelle — sidérurgie, construction navale, — dont la restructuration est en voie d'achèvement.

« On voit la lumière à la fin du tunnel », assure M. Javier Hernandez Bilbao, secrétaire général de la Confebask (Confédération des entrepreneurs basques). Le retour à la compétitivité pointe, et, s'il y a environ 3 000 emplois encore à supprimer, selon M. José Ignacio Arrieta, conseiller du travail — ministre, — *« il ne reste plus à faire que les retouches de la reconversion ». « Les derniers coups de pioche »*, rectifie M. Andoni Monforte, directeur du bureau chargé des relations avec la CEE et ancien député européen du Parti nationaliste.

Grâce au dynamisme des PME

Le chômage commence enfin à diminuer et, surtout, l'emploi repart depuis quatre ans. En 1987, 20 000 créations nettes se sont produites, principalement grâce au dynamisme des PME et PMI, très représentées dans la province du Guizpuzcoa, au nord-ouest de la région. Numéro deux du syndicat nationaliste ELA-STV — une autre particularité basque, — M. José Elorrieta ne conteste *pas ces données, bien au contraire. « Le contraste est significatif avec les pertes d'emploi industriel en Biscaye qui sont de l'ordre de 35 % »*, dit-il. Fief de la production lourde, Bilbao et sa région ne retrouveront pas le niveau ancien, alors que le Guizpuzcoa, *« premier à entrer dans la crise, et premier à en sortir »*, montre la voie du renouveau.

Et chacun d'entonner, sur un registre semblable, un hymne aux vertus nationales. Il existe, ici, une *« tradition industrielle »* puissante, née de l'histoire, qu'ont su entretenir les ouvriers, qualifiés, et les chefs d'entreprise, audacieux. Hommage doit être rendu à la *« mentalité entrepreneuriale »*, si vivace qu'elle permet d'espérer dans l'avenir.

Sans presque rien changer de ses habitudes, Euskadi peut maintenir mieux que son rang. Le président Ardanza, sans plus de souci, rappelle que, à chaque fois, le Pays basque a su trouver *« son espace économique »* ou que le peuple s'est montré à la hauteur des enjeux. Cela a été vrai au dix-neuvième siècle, et le sera encore au vingt et *unième, sans nul doute.*

Tous les arguments sont bons. *« Le climat est propice au travail. Il n'est ni nordique et glacial, ni africain et torride. »* Selon MM. Arrieta et Monforte, l'effondrement du taux de nuptialité et, partant, celui de la natalité, *« le plus faible d'Europe »*, sont tels que le chômage finira bien par se résorber parce qu'il y aura *« moins de gens à entrer sur le marché du travail qu'à en sortir »*. Et puis, *« si tous les jeunes chômeurs trouvent un emploi, un nouveau boom des naissances se produira... ».*

de Bilbao,
ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 20.)

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

Un quart d'« irréguliers »

LES Espagnols l'appellent l'« *économie submergée* », ou « *souterraine* ». Le gouvernement préfère parler d'« *économie irrégulière* ». Des termes différents pour désigner le même phénomène : ce travail au noir qui envahit progressivement des pans entiers de l'économie espagnole.

Combien de travailleurs touche-t-il ? Quels sont-ils ? Ces questions sont hasardeuses, s'agissant d'un domaine où les statistiques officielles sont par définition sujettes à caution. Une étude récemment publiée par le ministère de l'économie et basée sur une enquête réalisée à la fin de 1985 témoigne toutefois de l'ampleur du problème : 27 % des travailleurs objets de l'enquête, réalisée sur un très vaste échantillon, appartiennent à l'« économie irrégulière », c'est-à-dire ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale.

Les caractéristiques comparées des travailleurs réguliers et des « submergés » permettent par ailleurs d'établir un « profil » de ces derniers 43 % des travailleurs irréguliers ont moins de vingt-cinq ans (contre 11 % pour les travailleurs officiellement recensés), 48 % sont des femmes (contre 24 %), 45 % gagnent moins de 25 000 pesetas (1 250 francs) par mois (contre 9 %). 33 % sont des ouvriers non spécialisés (contre 18 %). Par secteurs d'activité, l'agriculture, suivie du commerce et de l'hôtellerie, enregistre le plus fort indice d'« *irrégularité* ». Enfin, par régions, les communautés autonomes essentiellement rurales, comme Murcie, l'Andalousie et la Castille-Manche, sont les plus touchées par le phénomène.

Il n'en reste pas moins que l'économie « souterraine », traditionnellement importante dans les secteurs primaire et tertiaire, a aussi envahi le secondaire : nombre d'industries, comme celles de la chaussure et des jouets à Valence et à Alicante, ou du textile en Catalogne, sont aujourd'hui largement « submergées ».

L'explication du phénomène est bien entendu très différente suivant qu'elle est offerte par les chefs d'entreprise ou les syndicalistes. Tout en stigmatisant la « *concurrence déloyale* » des entreprises irrégulières, le patronat affirme qu'il s'agit en fin de compte d'une réponse compréhensible à l'absence de flexibilité du marché du travail — longtemps l'un des plus rigides d'Europe — et à un système de prélèvements fiscaux qui pénalise davantage le niveau de main-d'œuvre des entreprises que celui de leurs bénéfices.

Une soupape de sûreté

Pour les syndicats, au contraire, l'économie irrégulière est le fait d'un patronat ankylosé, trop longtemps habitué, à l'époque du franquisme, à vivre commodément à l'abri du protectionnisme. Un patronat qui ne cherche aujourd'hui le salut que dans cette « submersion » lui permettant de réduire ses coûts fiscaux et salariaux en-dehors de toute limitation légale. Il est vrai que, contrairement à l'Italie, où le travail au noir semble souvent correspondre à des secteurs innovateurs cherchant à « percer » provisoirement en-dehors du cadre légal, il est trop souvent le fait, en Espagne, d'entreprises à bout de souffle cherchant à survivre en-dehors de toute logique économique.

Le travail au noir, toutefois, ne sert-il pas de soupape de sécurité dans ce pays où 20 % de la population active se trouvent au chômage ? Ne concourt-il pas en fin de compte à cette création d'emplois qui est l'objectif nº 1 proclamé des autorités ? Peut-être, répliquent les syndicats, qui se demandent cependant si un gouvernement socialiste peut longtemps se satisfaire de ces emplois sans garanties ni garde-fous, et de ce système qui permet aux employeurs d'échapper à tous les mécanismes de protection sociale qu'il a fallu des décennies pour consolider.

de Madrid,
THIERRY MALINIAK.

TOURISME : le deuxième bond

IL est des poncifs qui ont la vie dure. Le Brésil vit du café, la Nouvelle-Zélande, du mouton... et l'Espagne, du tourisme. Réalité conforme : ce pays « *connaît, depuis un an et demi, un deuxième boom touristique formidable* », affirme M. Jorge Vila Fradera, président du puissant groupe Editur à Barcelone qui publie des revues pour les hôteliers et contrôle une société de marketing. « *J'espère seulement que ce boom sera plus prudent, moins tapageur, moins destructeur aussi, que celui des années 60-70.* »

De fait, les bilans triomphalistes succèdent à des prévisions toujours révisées en hausse. Sans doute les chiffres incluent-ils les voyages, même brefs, des hommes d'affaires de plus en plus nombreux à passer les Pyrénées, ainsi que le retour chez eux, pour les congés, des Espagnols expatriés.

Pour les quatre premiers mois de 1988, en tout cas, M. Francisco Candela, directeur général de la politique touristique, annonce une augmentation de 28 % des rentrées nettes de devises par rapport à la même période de 1987 et 12 % de visiteurs supplémentaires. Cinquante-quatre millions de personnes sont attendues en 1988, en hausse de 7 % par rapport à 1987 qui, déjà, avait été une excellente année. On est loin des quarante et un millions de 1983... Les recettes, du coup, s'amplifient : 13 milliards nets de dollars l'an dernier, de 16 à 18 milliards prévus cette année, soit près du double des résultats de 1985.

Pour la première fois, en 1986, la dépense moyenne par touriste en Espagne a, avec 389 dollars, dépassé la moyenne mondiale (338). Bref, alors que, dans les autres pays de la CEE, les activités liées au tourisme entrent en moyenne pour 4 % dans le PIB, en Espagne, ce pourcentage dépasse 10 %. Avec 1,2 million de personnes employées, cette *industrie* — car c'en est une — entraîne l'économie espagnole, comme en Tunisie, en Thaïlande ou en Egypte. Elle avait, en 1986, couvert à 217 % le déficit commercial du pays, un pourcentage qui ne dépassait pas 140 % en 1985 et 70 % en 1982 !

Familles, chaînes hôtelières, banques étrangères ne s'y trompent pas. Qu'il soit d'affaires ou de vacances, l'investissement hôtelier ou immobilier ne perd en rien de sa vigueur. A Barcelone, où règne une activité fébrile en prévision des Jeux olympiques de 1992, un grand hôtel d'une chaîne américaine vient d'ouvrir, le Ramada Renaissance, et, sur les sept hôtels quatre ou cinq étoiles en construction ou en négociation, deux — Novotel et Holiday Inn — sont étrangers.

Le mur de béton

L'investissement classique en bord de plage, à la portée d'une famille de Düsseldorf ou de Dijon, malgré une bonne tenue de la peseta et la hausse des prix du foncier, s'envole : 110 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 F) en 1984, 130 en 1985, 159 en 1986. Et les contingents de visiteurs allemands, hollandais, suisses, anglais et japonais vont croître vraisemblablement d'une année sur l'autre de 19 %, 32 %, 19 %, 11 % et 34 %. Le *gisement* connaît une exploitation frénétique, d'autant que le rapport qualité-prix reste extrêmement compétitif.

Jusqu'à maintenant, bien peu de voix se sont élevées à Madrid ou dans les conseils régionaux — les « généralités » — qui ont la haute main sur la politique touristique dans leur territoire pour mettre en garde contre les risques écologiques, sociologiques, géographiques d'un tel emballement. Il eût été criminel d'enrayer la pompe à devises. Mais que de sites et de joyaux du patrimoine national irrémédiablement gâchés par une boulimie immobilière ininterrompue depuis vingt ans ! Par endroits, les Canaries ressemblent à un porte-avions de ciment.

Sur la côte méditerranéenne qui répond encore aux noms de *Costa del Sol*, *Costa blanca*, un mur de béton érige ses sinistres et géométriques cages à poules « avec vue », toute théorique, sur la mer. Bénidorm, entre Alicante et Valence, porte à jamais les stigmates d'une poussée immobilière de front de mer littéralement échevelée.

Aux Baléares, alors que l'été dernier des phénomènes de « hooliganisme » étaient signalés çà et là et que la sursaturation provoquait des réflexes de rejet, les autorités régionales se sont enfin décidées à agir. Deux décrets viennent d'être signés pour renforcer les normes d'aménagement du territoire et d'occupation des sols et pour contraindre les constructeurs à restaurer l'environnement : à tant de nouvelles chambres doit correspondre tant de mètres carrés d'espaces verts à aménager ou à reconquérir.

C'est une mesure sage et courageuse tant elle risque de contrecarrer les intérêts immédiats des investisseurs privés. Mais, à ce jour, les Baléares sont la seule région à avoir agi en ce sens. La Catalogne, notamment, première région touristique de l'Espagne, ne veut pas se lancer dans une politique de contraintes à laquelle elle préfère un jeu subtil d'incitations. Avec un budget total de 1,3 milliard de pesetas — auquel participe le secteur privé, — la « généralité » de Catalogne « *opère une sélection des zones qu'elle veut développer et des types d'hébergement qu'elle cherche à privilégier* », explique, à Barcelone, M. Angel Miguelsanz, directeur général du tourisme.

Des cadres à former

« *Ainsi, nous bonifions de 5 ou 6 points le coût des crédits pour les hôtels de quatre étoiles car nous voulons passer d'un tourisme de masse à un tourisme de plus grande qualité.* » De même l'accent est-il mis sur les Pyrénées et les loisirs d'hiver où, dans onze stations, 300 millions d'aides publiques régionales ont engendré depuis quatre ans 4,5 milliards d'investissements privés.

Cependant, tout le monde s'accorde à reconnaître que la formation professionnelle des salariés du tourisme et de l'hôtellerie est cruellement insuffisante, notamment pour les emplois de cadres et de directeurs. La « généralité » de Barcelone s'emploie à en redresser l'image. Elle organise des stages de recyclage, de novembre à mars, et plus de sept mille personnes en ont déjà bénéficié depuis quatre ans. Avec l'Université, des conversations ont été engagées pour la formation de techniciens de niveau supérieur.

Le gouvernement de Madrid, pour sa part, met au point un plan de revalorisation de la formation professionnelle pour l'ensemble du pays dont les grandes lignes seront connues à l'automne. Il s'agit à la fois de revoir le contenu même de la formation et de multiplier les échanges ou les rapprochements avec les entreprises dont il faut mieux connaître les besoins.

de Barcelone,
FRANÇOIS GROSRICHARD.



Un sanctuaire menacé

IL existe au sud de l'Espagne, sur 200 kilomètres de plages désertes bordées par l'Atlantique, une région superbe, vierge, comparable à la Camargue et au littoral du Languedoc avant la naissance du Cap-d'Agde et de La Grande-Motte. C'est un des derniers refuges d'Europe où la nature a pu maintenir ses droits.

Dans les marais à l'embouchure du Guadalquivir, les oiseaux migrateurs font halte à l'entrée de l'hiver sur le chemin qui les mène du nord glacé de l'Europe aux douceurs de l'Afrique tropicale. Sur cette « région-sanctuaire » est suspendue une menace car, là aussi, des plans gigantesques d'aménagement agitent les experts, les responsables politiques et les investisseurs.

Le groupe Bouygues, parmi d'autres, a dans ses cartons plusieurs études de stations de vacances, parcs, golfs et grands complexes sportifs et nautiques. L'Espagne et l'Andalousie céderont-elles encore aux sirènes du tourisme de masse, de l'hôtellerie de remplissage, ou bien, en précurseurs, sauront-elles imaginer un tourisme intelligent et estimable ?

F. G.



« Le Monde Affaires » daté samedi 25 juin sera, lui aussi, entièrement consacré à l'économie espagnole. Ce numéro spécial traitera notamment de la réforme de la Bourse, du renouveau des banques et assurances, du rajeunissement du patronat. Une analyse des entreprises françaises en Espagne et une présentation des grands travaux à Barcelone et à Séville seront également publiées, ainsi qu'un entretien avec le ministre espagnol de l'industrie, M. Luis Carlos Croissier.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

AGRICULTURE : à chacun sa moitié d'orange

DEPUIS Castellon jusqu'à Almeria – sur plus de 500 kilomètres – s'étire une langue de terre sèche, coincée entre mer et montagne, couturée de minuscules propriétés d'où jaillissent à profusion, comme des guirlandes remplies de soleil, les oranges et les citrons du Levant. Signe des temps, les « blondes » et les « *sanguines* » ont presque disparu, remplacées par les oranges douces et juteuses – la Navel, la Valencia – que prise le consommateur européen.

Pour lui qui absorbe près de 85 % des exportations espagnoles d'agrumes (2,4 millions de tonnes prévues pour la saison 1988-1989 en cours), les agriculteurs du cru se sont convertis à la clémentine et à l'orange sans pépins. Ils ont allongé les saisons en offrant des variétés précoces *ou tardives*.

A la veille du premier conflit mondial, une affiche sépia montrait déjà l'orange espagnole à la conquête du Vieux Continent. En 1930, la Péninsule exportait 1 million de tonnes d'agrumes vers les pays de l'actuelle Communauté. C'est à la faveur des troubles sanglants de la guerre civile et de la seconde guerre mondiale que l'orange du Maroc et de Palestine – puis d'Israël – s'immisça avec succès sur les tables d'Europe. Mais l'Espagne reprit rapidement l'avantage, soutenue par un climat propice et une aptitude à se conformer rapidement aux goûts changeants des pays voisins.

Une monnaie d'échange

A Valence, capitale des agrumes depuis près de deux siècles, on ne cesse d'agiter, comme autant de banderilles, les signes d'appartenance à l'Europe. « *Nous sommes un pays européen. Notre histoire, notre civilisation sont européennes. Nous avons découvert le Nouveau Monde...*, décline M. Julio de Miguel, président du Comité de gestion des agrumes. *Or nous nous n'avons obtenu aucun avantage de notre entrée dans la Communauté. Nous subissons des droits de douane plus élevés que ceux de nos concurrents des pays tiers.* »

Les agrumes espagnols sont en effet taxés de 8,6 % à leur entrée dans le Marché commun, contre 4 % pour les oranges marocaines et 8 % pour celles importées d'Israël. Rançon de l'adhésion à la CEE, ce tribut doit disparaître en 1996, à l'issue de la période transitoire de dix ans imposée à l'Espagne avant qu'elle ne bénéficie pleinement d'une préférence communautaire (1).

Le Comité de gestion a multiplié les démarches pour avancer le calendrier à 1993, date de l'ouverture du grand marché unique. Mais la réponse est entre les mains des politiques qui n'ont pas jusqu'ici, au dire des organisations agricoles, défendu comme il se devait l'orange espagnole.

« *Rien n'a changé. On était en mauvaise position et nous y restons. L'agriculture a été la monnaie d'échange pour payer les avantages que d'autres secteurs ont reçus, dans l'industrie, les services ou la pêche* », observe un conseiller de M. Pascual Hermanos, qui dirige sous son nom la première firme d'exportation d'agrumes en Espagne.

A partir de 1990, les fruits de la Péninsule jugés « *sensibles* » par Bruxelles pourraient de surcroît faire l'objet de mesures de restriction regroupées sous le terme très communautaire de « *mécanismes complémentaires aux échanges* ». Les agrumes espgnols sont ainsi menacés de quotas d'exportation. Une caution devra en outre être déposée par les exportateurs en fonction des tonnages vendus. Elle leur sera restituée une fois la transaction accomplie.

Ces perspectives freinent les ardeurs européennes des producteurs de la Communauté de Valence. Elles bouchent l'horizon au moment où le marché commun s'approche de la saturation. Avec une récolte record de 5 millions de tonnes d'agrumes attendue en 1988-1989, l'Espagne redoute un excédent, mot banni par Bruxelles. « *Nos exportations vers la CEE ont légèrement augmenté ces dernières années*, admet-on chez Pascual Hermanos. *Mais il s'agit d'une croissance « végétative », seulement due à l'augmentation de la population.* »

Trop d'individualisme

L'application dans la Communauté d'un prix de référence jugé élevé empêche les exportateurs espagnols d'accroître leurs ventes, de même que le manque d'actions publicitaires. Dès sa création, le Comité de gestion a consacré en moyenne 340 millions de pesetas par an à la promotion des fruits. Mais, depuis deux saisons, le budget publicitaire est tombé à 300 millions de pesetas, les professionnels préférant mener des campagnes spécifiques à une marque plutôt que des actions générales.

« *Nous souffrons aussi de notre individualisme. C'est dans le caractère des gens de Valence* », dit le conseiller à l'agriculture, M. Luis Font de Mora, dont le père publia en *1938 une histoire du commerce* de l'orange en Espagne. Ce chacun pour soi tient en quelques chiffres : 322 000 exploitations du Levant produisent des agrumes sur 280 000 hectares. On compte encore 430 exportateurs (il y en avait plus de 1 000 en 1978) et plus de 100 coopératives.

Cet éclatement, qui tempère la vocation unitaire du Comité de gestion, présente des avantages reconnus. Les petits propriétaires s'adaptent vite aux exigences du marché, chacun percevant immédiatement son intérêt à abandonner une variété pour une autre. Mais ces structures favorisent une spéculation qui décourage toute tentation de modernisation du secteur. « *Tout le monde spécule. Les agriculteurs, car ils peuvent laisser longtemps les fruits dans l'arbre ; les non-agriculteurs propriétaires de terres qui essaient de tirer le meilleur profit de ce placement* », explique M. Font de Mora.

« *Il faut connaître ce milieu de l'intérieur. Il attire donc très peu de capitaux étrangers.* » L'exception est venue cette année de la Corporacion Financiera Reunida, une firme d'investissements appartenant à l'homme d'affaires italien Carlo *De Benedetti, qui a acquis* 21,5 % de Pascual Hermanos. « *Sa stratégie est industrielle. Ce n'est pas une spéculation* », affirme le PDG de l'entreprise espagnole, qui espère, grâce à cet apport extérieur doublé d'une prochaine introduction en Bourse, franchir une nouvelle étape vers le marché européen.

« *Nous voulons produire la moitié de nos besoins pour l'exportation d'agrumes afin de ne pas rester dans les mains des producteurs* », précise M. Hermanos. Cette intégration vers l'amont et la stratégie de marché qu'elle suppose est sans doute le premier fruit, encore fragile, de l'intégration européenne. « *Nos entreprises doivent être suffisamment importantes pour trouver de gros contrats, avec les supermarchés en particulier* », estime M. Font de Mora.

Le manque d'eau

Atouts de l'agriculture espagnole, les agrumes ont fini d'effrayer les pays européens qui craignaient une véritable invasion des « Spania ». « *Les conditions naturelles nous l'interdisent*, assure un professionnel. *La terre est sèche et nous manquons d'eau.* » Orangers et citronniers subissent chaque année la concurrence prioritaire des 20 à 25 millions de touristes qui séjournent sur la plaine côtière.

« *Le problème d'irrigation et de salinité du sol est à son paroxysme*, ajoute M. Luis Font de Mora. *L'adhésion à la CEE va nous conduire à diversifier nos productions en nous spécialisant dans les cultures « hors saison ». Beaucoup seront obligés de se lancer dans de nouvelles productions horticoles ou fruitières.* »

Tous les ans, à la Saint-Joseph, les Espagnols brûlent dans la joie des personnages en carton pâte qui portent sur le dos une orange géante figurant le globe terrestre. Un feu détourné en 1984 par les agriculteurs du Midi, lorsqu'ils incendièrent plusieurs camions d'agrumes venus de Valence.

« *J'espère avoir le moins de problèmes possibles avec les paysans français. Nous achetons beaucoup de produits industriels en Europe et en France. Nous sommes déficitaires en produits laitiers et carnés. Nous devons profiter de notre rente de situation sur les agrumes* », lance encore M. Luis Font de Mora. A chacun sa moitié d'orange. Douce et sucrée, plutôt que sanguine.

de Valence,
ÉRIC FOTTORINO.

(1) Le désarmement douanier sera cependant très avancé à l'issue de la cinquième année d'adhésion, soit 1991.

Du lait qui a bien tourné

AU printemps 1987, Saint-Jacques-de-Compostelle reçut la visite de drôles de pèlerins : cinquante mille éleveurs qui, juchés sur leurs tracteurs, firent le siège de la « ville de pierres » pour protester contre l'application en Galice des quotas laitiers communautaires. Depuis le début des années 60 cette région verte et arrosée *s'est spécialisée dans la production* laitière avec des structures lilliputiennes. Sur 136 000 exploitations, 91 000 ont de une à quatre vaches ; 37 000 en abritent de cinq à neuf ; 8 000 seulement ont plus de neuf bêtes.

« *Le lait est une activité sociale plus qu'économique* », observe un député socialiste galicien. Mais depuis 1965 la production a explosé, passant de 693 000 tonnes à près de 2 millions de tonnes vingt ans plus tard. Or l'an passé la Galice risquait de se voir imposer un quota de 1,5 million de tonnes, *inférieur à ses capacités prouvées*.

« *Les partis politiques de droit et les syndicats nationalistes ont dramatisé la situation à l'approche des élections municipales en affirmant que l'application des quotas entraînerait la disparition du secteur laitier en Galice* », explique le même parlementaire. Il était difficile d'obtenir des informations précises sur le sens et l'organisation des quotas. « *Dans ce climat préélectoral, les élus étaient facilement manipulables* », ajoute un représentant du syndicat Unions Agrarias, qui forma avec deux autres syndicats une plate-forme de défense du secteur laitier.

Un an après cette grande frayeur qui entraîna la première mobilisation « historique » des *paysans galiciens*, les quotas ne font plus peur. Les éleveurs craignaient d'être enfermés dans des limites de production inférieures au seuil minimal de rentabilité de leurs exploitations. La nouvelle donne s'annonce en réalité plus favorable.

Une disparition naturelle

« *Les quotas ne vont pas affecter les petits éleveurs dont la croissance était déjà compromise, en particulier les exploitants âgés et sans successeur*, affirme M. Santisto Blanco au ministère de l'agriculture de Galice. *Les quotas vont au contraire protéger leur production.* » En outre la disparition « *naturelle* » des petites exploitations de moins de neuf vaches, observée depuis 1979, devrait permettre aux plus grandes propriétés, par le jeu d'un transfert des quotas, de poursuivre leur croissance et d'accélérer leur modernisation.

En 1982, le gouvernement central a lancé un programme de *réformes structurelles de la production* laitière en Espagne. Les crédits et subventions ne peuvent être utilisés pour accroître l'offre, mais pour améliorer la *qualité du lait et réduire les* coûts de revient. Cette initiative s'accompagne d'un déplacement lent, mais sensible, de l'activité laitière du sud et de l'est du pays (Andalousie, Levant, Catalogne) vers le nord-nord-est, la « Corniche » de l'Espagne qui comprend la Galice, les Asturies et le Pays basque.

« *Les régions qui ont des perspectives pour d'autres productions vont abandonner le lait* », estime M. Santisto Blanco. En 1980, les régions de la Corniche assuraient 46 % de la récolte laitière, leur part atteint 52 % en 1987. Pour entériner ce rééquilibrage en faveur des zones qui n'ont pas d'autre alternative sérieuse à l'élevage, les syndicats réclament la création d'une réserve nationale théorique de 600 000 tonnes de lait.

Le gouvernement puiserait dans ce fonds commun pour attribuer des quotas additionnels de production aux petits éleveurs du Nord et à ceux en voie de modernisation. Il financerait un programme de désengagement volontaire des exploitants *prêts à se reconvertir ou à cesser* leur activité.

Toutefois, la Galice pèchera encore par son manque d'industries agro-alimentaires. Près de 35 % de sa production laitière sont transformées dans le reste de l'Espagne. L'entrée dans l'Europe vaudrait pourtant bien plus d'un fromage à Saint-Jacques-de-Compostelle.

E. F.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

La chronique de Paul Fabra

Du rêve à la réalité de la modernité

C'EST vrai que l'Espagne est à la mode, mais ce n'est guère que depuis moins d'une génération, voire seulement depuis quelques années, que l'on peut, de l'extérieur, parler de l'Espagne, sans complexe et sans précaution particulière.

A la mode, le pays de Felipe Gonzalez l'est pour des raisons qui ne sont en effet pas banales dans l'Europe d'aujourd'hui. Le taux de croissance y est plus élevé que partout ailleurs sur le Vieux Continent : 5,2 % l'année dernière et davantage depuis le début de cette année. Certes, pendant les années 60, l'Espagne s'était déjà distinguée par la rapidité avec laquelle son produit national brut augmentait. Mais certains parlaient à l'époque de « croissance sans développement », ce qui était bien injuste si l'on s'avise de l'extraordinaire augmentation du niveau de vie de la population depuis cette époque. Le boom actuel se distingue par une progession particulièrement forte des investissements de toute nature.

Autre point de mire : les Bourses espagnoles, à commencer par celle de Madrid, la plus importante, où les investissements étrangers aidant, la hausse est la plus forte du monde, marché de Tokyo excepté. La baisse de l'inflation, les hauts taux d'intérêt, une peseta revalorisée par rapport au deutschemark, alimentent un afflux continuel de capitaux étrangers. Qui eût pensé, il y a quelques années, que les réserves en devises de la Banque d'Espagne, qui dépassent aujourd'hui 35 milliards de dollars, seraient du même ordre que celles de la Banque de France dans ses bons moments ?

Ces exploits, il est vrai, représentent un certain rattrapage, un des maîtres mots de l'histoire économique de l'Espagne, mais employé aujourd'hui dans un sens dramatique. De 1975 à 1982, l'économie espagnole était tombée en léthargie, le pays étant tout occupé par la « transition » politique après la mort du général Franco en novembre 1975. *« Tout est en train de changer dans notre pays, sauf les conseils d'administration des banques et la mentalité des patrons »*, disait en 1981 un premier ministre de l'UCD (coalition conservatrice) à un financier connu et chenu de la place de Madrid... Quant à la Bourse, elle n'a commencé à monter qu'en 1986 alors que la reprise de Wall Street datait d'août 1982, entraînant dans son sillage bien d'autres places financières.

C'est donc dans un esprit enfin plus détendu, et avec la quasi-certitude d'arriver à bon port, que les Espagnols parlent aujourd'hui de la modernisation de leur pays. Depuis plus d'un siècle, le thème de l'entrée de l'Espagne dans le monde moderne a dominé la vie intellectuelle et politique du pays. A la fin du siècle dernier et au début du nôtre, des essayistes comme Picavea, partisan d'un régime autoritaire, ou Costa le démocrate publiaient des livres dont on parle encore parfois, consacrés à l'idée de *regeneracion*.

Dans les années 20, l'un des grands écrivains de l'Espagne (dont la réputation de penseur est sans doute surfaite), Miguel de Unamuno, forgeait l'expression de *japonization*, le Japon étant à l'époque pris pour modèle d'une société où un programme d'occidentalisation à outrance est conçu et imposé d'en haut. Cette politique — ou ce rêve — ne fut pas couronnée à l'époque d'un succès éclatant, mais saluons au passage le génie linguistique des Espagnols qui, malgré leur perte d'influence relative depuis le dix-huitième siècle, ont su continuer à créer des expressions qui marquèrent le monde contemporain. Le mot de « libéral » est né à Cadix vers 1820.

Jusqu'à une époque très récente, les Espagnols n'ont cessé d'essayer de prendre la mesure de leur retard, réel ou supposé, soit pour tenter d'en trouver la cause, soit au contraire pour le nier en recourant à la fameuse formule (mal élucidée) : *Espana es diferente* (l'Espagne est différente). Il était difficile pour un étranger, notamment pour un Français, de participer à ce débat, car le point de comparaison était immanquablement les pays les plus proches de la Péninsule, à commencer par le nôtre.

On est sur un terrain plus solide si on rappelle que l'actuel bouillonnement de l'économie espagnole est la conséquence d'une politique d'« ajustements » commencée dès la fin des années 70. A l'époque des accords tripartites (gouvernement, patronat et syndicats), connus sous le nom de pactes de la Moncloa, on vit le grand syndicat d'obédience socialiste, l'UGT, accepter l'idée d'une stagnation, voire d'un recul du pouvoir d'achat réel des salaires pour permettre aux entreprises de reconstituer leur substance.

POUR expliquer comment l'Espagne a fini par adhérer à la Communauté économique européenne, il faut remonter plus loin, jusqu'au plan de stabilisation de 1959, première rupture décisive avec l'autarcie précédente. Parmi les hommes qui avaient préparé ce grand tournant figuraient un certain nombre d'économistes de grande qualité qui, après l'exil de la guerre civile, étaient revenus dans leur patrie, non sans avoir eu souvent l'occasion d'exercer leurs talents à l'étranger, et notamment en Amérique du Sud. Tel était le cas du Catalan Joan Sarda Dexeus, qui, avant de travailler pour la Banque d'Espagne (qu'il dota d'un service d'études et de statistiques remarquable), avait occupé des fonctions similaires à la banque d'émission du Venezuela.

C'est peut-être pendant ces années où se produisit cette première ouverture limitée que les Espagnols firent l'apprentissage de ce qui est probablement aujourd'hui l'un de leurs principaux atouts : un authentique esprit de consensus. Leopold Calvo Sotelo (qui fut premier ministre en 1981-1982 jusqu'à l'arrivé au pouvoir des socialistes) reconnaît publiquement que la politique économique de Carlos Solchaga, actuel ministre des finances, s'inscrit dans la continuité. Dans aucun pays aujourd'hui, le débat politique n'est plus serein, pratiquement expurgé de toute violence verbale. Cela est dû notamment (mais bien sûr pas seulement) à l'extraordinaire maîtrise sur soi du PSOE. De propos délibéré, celui-ci a depuis longtemps décidé de ne plus tomber dans les erreurs qui coûtèrent jadis si cher (la guerre civile de 1936-1939 fut marquée autant par les dissensions internes du camp républicain que par la supériorité militaire des nationalistes). La pratique du consensus exercé par toute la classe politique a beaucoup contribué à reléguer dans l'ombre les tentations ultra-conservatrices nourries encore probablement par une partie de l'establisment espagnol.

Si le consensus marque un recul de ce premier défaut national qui est l'orgueil (puisqu'on a renoncé à la vanité d'avoir seul raison), la place désormais reconnue aux entrepreneurs et à ceux qui réussissent marque un recul de cet autre trait de caractère national dont parlait (encore lui) Unamuno quand il stigmatisait l'*envidia hispanica* (l'envie hispanique). Un autre grand Espagnol du siècle, Ortega y Gasset, a admirablement décrit cette haine *« de tout ce qui dépasse la moyenne »*, dans son livre publié en 1926 sous le titre *La Révolte des masses (la Rebelion de las masas)*.

La popularité d'un Mario Conde, devenu l'année dernière le président de Banesto, à trente-neuf ans, et le coup de tonnerre produit par la fusion de cette dernière avec le Banco central, montre que, l'instar de l'Italie et d'autres pays, les héros de l'Espagne moderne se trouvent aussi parmi les chefs d'entreprise. On vend les caramels espagnols (Chupa Chups) jusqu'en Chine populaire. Sur un autre registre, Telefonica a signé un contrat pour reconstruire de fond en comble le réseau des télécommunications argentin.

Dans ce tableau flatteur, quels sont les handicaps ? Incontestablement, l'un des plus importants est l'état souvent insuffisant du secteur public, et notamment des infrastructures de transport. Le déficit budgétaire, qui semble depuis un an en voie de régression, reste considérable et perpétue un niveau particulièrement élevé des taux d'intérêt. Haut coût de l'argent, peseta en hausse sur le marché des changes (à cause de l'afflux des capitaux étrangers), mais simultanément surchauffe de certains secteurs de l'économie, ce sont là des caractéristiques qui rappellent, sur une échelle plus petite, la prospérité reaganienne des années 1982-1985 aux Etats-Unis.

LE premier ministre Felipe Gonzalez conteste que les statistiques du chômage soient la traduction de la réalité. D'après ces chiffres, un Espagnol sur cinq serait privé d'emploi. Si l'on ne compte que la population mâle, ce pourcentage descend à 16 % environ, ce qui est encore considérable. Mais depuis l'année dernière, l'économie espagnole crée chaque jour mille emplois nouveaux. Le premier ministre ne manque pas de le rappeler chaque fois que l'occasion lui en est donnée.

Un rapport officiel a chiffré récemment à quelque 30 % la part de « l'économie souterraine ». Certes, si le travail au noir occupe en Espagne une place aussi grande, c'est que le sous-développement n'est pas encore vaincu. Malgré ses mérites, la réforme fiscale de 1977 reste très insuffisante. Après la mort de Franco, les dirigeants espagnols avaient très bien identifié les deux grands problèmes qui se posaient à eux : mettre en vigueur une Constitution politique moderne et résoudre le problème posé par le sous-emploi et l'emploi clandestin. Il reste à accomplir cette deuxième tâche.

La reconquête...

(Suite de la page 17.)

Souvent familiales, elles font preuve de sérieux et de pugnacité dans la mécanique légère, la confection et la mode, le meuble et, de façon générale, dans les biens de consommation. Elles dégagent des marges relativement fortes et savent réussir à l'exportation.

Mais leur succès ne compense pas l'absence de sociétés de taille internationale ou même européenne. Ainsi la première firme espagnole, l'Entreprise nationale des pétroles (EMP) n'apparaît-elle qu'au cent soixante-dix-septième rang dans le classement de *Fortune* pour 1986. Au total, sept sociétés espagnoles — y compris les filiales de Ford et General Motors — figurent dans les 500 premières entreprises industrielles du monde (exclusion faite des américaines) contre 41 pour la France... et 11 pour la Corée du Sud.

Des fortunes rapides

Ainsi, les Espagnols témoignent à l'heure actuelle d'une vitalité et d'une agilité dignes des martinets qui strient leur ciel, mais au détriment de la solidité et au prix d'une certaine voracité. *« Quand on gagne de l'argent, on achète une propriété ou on devient banquier. »* La recherche d'une richesse rapide, comme lors du pillage des trésors des Amériques, prime sur la construction d'un édifice industriel. Serait-ce la malédiction des Incas ?

La fragilité d'une économie sous influence s'en trouve accentuée. Le plateau espagnol devient une sorte de plate-forme manufacturière où les multinationales disposent d'une main-d'œuvre abondante suffisamment qualifiée et encore à bon marché. Mais, à ce jeu, l'Espagne se heurte de plus en plus à la concurrence des nouveaux pays industrialisés d'Asie.

Enfin, les inégalités entre les groupes sociaux et les régions sont aggravées par une certaine concentration de la richesse. Une Espagne du *fertile croissant* se renforce qui suit la vallée de l'Ebre pour descendre le long de la côte méditerranéenne. Aussi demande-t-on à Madrid, moyennant un certain réglage de la conjoncture, une humanisation de la croissance et une harmonisation des structures.

Sinon, sous le choc du changement, la société espagnole, déjà inquiète de la montée de la drogue et de l'insécurité, risque de connaître de fortes tensions et, peut-être, de se disloquer. Ce pays, qui a réussi son retour à la démocratie et son entrée dans la Communauté européenne, peut et doit faire face à ce risque. Il ne s'agit que d'améliorer les infrastructures, d'accroître l'éducation et la formation professionnelle, de promouvoir la recherche; bref, de penser à long terme et en termes de qualité plus que de quantité.

En attendant d'accroître son autonomie, l'Espagne, qui a rajeuni et qui ressemble un peu à la France des années 60 où à l'Italie des années 70, se prépare avec une certaine fièvre à affronter l'échéance de 1992, qui sera aussi l'année des Jeux olympiques à Barcelone. 1992, cinq cents ans après la découverte de l'Amérique et cinq cents ans après la prise de Grenade, qui marqua la fin des sept siècles de la Reconquête.

de Madrid,
MICHEL BOYER.

Confiance au Pays basque

(Suite de la page 17.)

« Optimisme modéré » : M. Diego Atienza, socialiste et vice-ministre de l'économie dans le gouvernement de coalition, approuvé par Mme Garcia Crespo, ministre socialiste de l'économie, parle, lui, de *« reprise considérable »*. C'est à peine s'il nuance son propos en indiquant des failles, dont la cruelle absence depuis huit années de l'investissement, surtout étranger, et le manque d'orientation vers de nouvelles activités.

Au bout du compte, tant de certitudes déconcertent, alors que le paysage basque paraît sombre, alourdi de menaces à peine voilées. Majoritairement vouée à l'industrie, qui représente 60 % de son activité, la vie économique est marquée par la présence de poids lourds qui sont devenus des poids morts. Bientôt, les obligations communautaires viendront s'ajouter à des handicaps déjà sérieux.

L'omniprésence du chômage vient compliquer une situation encore tendue par la sempiternelle angoisse du terrorisme, peut-être en voie de régression. Mais l'explosion peut aussi bien venir des jeunes dont 50 à 60 %, suivant les trois provinces, sont privés d'emploi et qui, semble-t-il, ne manquent pas toujours de qualification.

Face à ces dangers, les moyens mis en œuvre paraissent modestes, à quelques exceptions près. Ils sont souvent inadaptés, voire désuets, au regard de ce qui se fait ailleurs, comme si la brusque accélération de la vie démocratique ne s'était pas accompagnée du même élan sur le plan économique et surtout social. Les analyses de prospective font encore défaut, et l'on continue de parier sur l'industrie, sans porter attention aux services, unanimement méprisés.

Un retard de formation

Plus grave, les volontés ne se retrouvent pas de façon cohérente et sont rarement suscitées. Tandis que le gouvernement basque multiplie les interventions pour créer de l'emploi, plutôt que d'accompagner un mouvement concerté, les autres partenaires, patronaux et syndicaux, demeurent dans l'expectative. *« Il n'y a pas de consensus économique, alors qu'il y a un consensus politique et culturel »*, reconnaissent les responsables basques. Chefs d'entreprise et syndicalistes s'ignorent encore, *« se parlent sans se parler »*, ou n'ont pas pris l'habitude de travailler ensemble.

Dans un domaine comme celui de la formation, par exemple, le retard est criant. Non seulement aucune loi n'intervient en faveur de la formation dans l'entreprise, la plupart du temps de la responsabilité du gouvernement, mais les entreprises y consacrent peu d'efforts et les syndicats y accordent une attention toute relative.

« Nous ne sommes pas dans la meilleure situation pour pratiquer des investissements dans ce domaine », avoue M. Hernandez Bilbao. *« Nous nous méfions des subventions déguisées à l'entreprise »*, rétorque M. José Elorrieta, davantage préoccupé par la faiblesse du système public de formation technique.

Les différents acteurs se trouvent en tout cas d'excellentes excuses. *« Depuis combien de temps êtes-vous en démocratie ? »*, a pour habitude de répliquer M. Arrieta à ceux qui s'étonnent des limites du dialogue social au Pays basque. *« Nos organisations sont très jeunes et sont parties de la clandestinité »*, rappelle-t-il. Depuis deux années, prétend d'ailleurs M. Atienza, des progrès considérables ont été accomplis qui laissent supposer que *« la conscience sociale change »* avec l'ouverture aux nécessités économiques.

Certains en déduisent que des mutations rapides interviendront, à l'identique de ce qui s'est produit pour la vie politique, les mœurs et le statut d'autonomie. C'est pourquoi tous tiennent à l'entrée dans le Marché commun, conçue comme un ancrage dans la démocratie ou, pour les autonomistes, comme le moyen de garantir l'identité nationale basque au travers d'une communauté interrégionale. Et ils ne sont pas loin de penser que, pour cet objectif, tous les risques, d'abord économiques, valent d'être pris.

« Le Basque nationaliste est un démocrate. L'entrée dans le Marché commun garantit et consolide l'Etat démocratique », martèle avec force le président Ardanza, qui ne dissimule pas son objectif ultérieur, également expliqué par M. Monforte. A terme, il s'agit bien de favoriser une forme de fédéralisme européen, les régions retrouvant un pouvoir dans la relation bilatérale, face au gouvernement central.

Ce choix éminemment politique s'accompagne d'autres considérations plus pragmatiques, communément admises par d'autres responsables. *« Il n'y a pas à choisir entre l'autarcie et une économie compétitive »*, note le président Ardanza, qui ajoute : *« De toute façon, nous aurions subi les effets négatifs de la CEE, que nous y soyons ou pas. Nous avions déjà beaucoup payé, avant notre entrée, avec la pêche et l'agriculture. »* Dans une analyse proche, le syndicaliste de l'ELA-STV fait observer que *« l'économie basque n'avait pas besoin de la CEE pour être dans une situation de crise qui demeure, pour nous, le problème prioritaire »*. Pour le reste, poursuit-il, *« on verra bien »*, et les atouts du *« peuple basque »* ne sont pas minces.

C'est là que ressurgit l'extraordinaire assurance des Basques quant à leurs facultés d'adaptation. En misant sur le secteur industriel, son domaine privilégié, Euskadi pense bien se défendre. Les petites et moyennes entreprises du Guizpuzcoa prouvent, à leurs yeux, que cela est possible, autour des usines de mécanique, de la métallurgie et d'un réseau particulièrement actif de sous-traitants.

A ceux qui en douteraient, ils rappellent l'exemplaire réussite du secteur de l'électro-ménager — *« la ligne blanche »*, — à nouveau en bonne santé et dominée par la marque Fagor. En est propriétaire la plus grande coopérative du monde, celle de Mondragon, qui emploie 50 000 salariés. Une illustration de la performance basque.

de Bilbao,
ALAIN LEBAUBE.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Marie-Laure et Gabriel MADELIN,
Marie, Emmanuel et Mathilde,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre,

le 5 juin 1988.

17, rue des Cordeliers,
75013 Paris.

Mariages

– *Marianne* ROSENWALD
et
Jacques LEVY,

sont heureux d'annoncer leur mariage célébré les 17-19 juin 1988.

80, rue de La Villette,
75019 Paris.

– Céline GUICHARD,
Didier RUAUD,

font part de leur mariage qui a eu lieu le 18 juin 1988.

Décès

– M. Pierre Antonini,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André ANTONINI,
directeur honoraire des impôts,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,

survenu à Montpellier, le 1er juin 1988.

Lotissement Dejean,
rue de l'Aiguelongue,
34100 Montpellier.

– Vesoul (Haute-Saône).
Mme Marcellin Carraud, née Jeanne Gagey,
Les familles Carraud, Baranger, Barranit, Gagey, Jacquey, Dupont, Collard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcellin CARRAUD,
notaire honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
dans l'ordre national du Mérite,
commandeur de l'ordre équestre
du Saint-Sépulcre.

Ses obsèques auront lieu mardi 21 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Georges de Vesoul, où le corps sera déposé.
L'inhumation aura lieu à Belfahy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme André Cordesse,
Mme Dominique Cordesse,
Sabine et Alexis Cordesse,
M. et Mme Antoine Cordesse
et leur fille,
M. et Mme Richard Wade
et leurs filles,
Mlle Anne Cordesse,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis CORDESSE,

survenu le 9 juin 1988.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Génolhac (Gard), le 14 juin 1988.

– Les Pavillons-sous-Bois, Paris, Neuilly.

Mme Pierre Dreyfus,
son épouse,
Ariane et Pierre Swan-Dreyfus,
Muriel et *Gaëlle* Dreyfus,
ses enfants,
Le docteur et Mme Edmond Dreyfus,
M. et Mme Francis Dreyfus,
ses frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre DREYFUS,

survenu le 6 juin 1988.

– Nous apprenons avec tristesse le décès survenu le 11 juin 1988 de la comédienne

Christine FABREGA,

dont les obsèques ont été célébrées, selon sa volonté, dans la plus stricte intimité.

– Mme Pierre Guichard,
ses enfants,
M. et Mme Yves Guichard,
M. et Mme Claude Verney-Carron,
M. et Mme Didier Guichard,
Mme Catherine de Suyrot,
M. et Mme Jean-Marie Guichard,
Ses petits-enfants,
Arnaud,
et sa fiancée Isabelle Mijno,
Véronique,
et son fiancé Philippe Maurel,
Jean-Bruno,
Geoffroy,
Diane,
Eric,
Pierre-Yves,
Antonia,
Alexandre,
Charles-Henry,
Beryll,
Sa sœur, ses belles-sœurs et beaux-frères,
M. et Mme Jean Martouret,
Mme Mario Guichard,
Mme Paul Guichard,
M. et Mme Pierre Rasson,
Mme Jacques Perol,
M. et Mme Yves Catteau,
Mme Roland Catteau,
Ses neveux et nièces,
font part du décès de

M. Pierre GUICHARD,
officier de la Légion d'honneur,
président du conseil de surveillance
des établissements économiques
du Casino
président d'honneur et fondateur
de l'Association sportive
de Saint-Etienne,

survenu le dimanche 19 juin 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 juin, à 10 h 30, en l'église de Sait-en-Donzy, par Feurs (Loiret).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Feurs.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le bout du monde »,
42110 Feurs.

[Entré à l'âge de dix-sept ans au magasin Casino, que dirigeait son père Geoffroy Guichard, Pierre Guichard et ses frères allaient donner un essor considérable à l'entreprise familiale. Sous son impulsion, Casino implanta son premier libre-service en 1951, le premier supermarché en 1960 et dix ans plus tard son premier hypermarché. Comme toute sa famille – son père avait donné son nom au stade de l'AS Saint-Etienne, – Pierre Guichard était un passionné de sport et, président de l'AS Saint-Etienne, à de multiples reprises, il fit agrandir le stade des « Verts ».]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Sa famille
Et ses amis de Château-Thierry
ont la tristesse de faire part de la mort accidentelle de

Daniel HOEDTS,

le 13 juin 1988.

8, allée des Primevères,
60520 La Chapelle-en-Serval.

– M. Raymond Lafaye,
son époux,
MM. Ariel, Alex, Alain Placide,
ses frères,
et leurs enfants,
Sa famille,
Et ceux qui l'ont aimée,
ont l'immense douleur d'annoncer la perte si cruelle de

Mme Alfrède LAFAYE,
née Placide,
chef de service
à la Caisse régionale
d'assurance-maladie de l'Ile-de-France,
maître ès-sciences et techniques
de la communication
de l'université de Paris,

survenue le 30 mai 1988, à l'âge de quarante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 3 juin, en l'église d'Auteuil, suivies de l'inhumation au cimetière de Bagneux parisien.

Martinique, Guadeloupe, Franconville.

– François et Jacques Lubtchansky,
ses neveux,
Jean, son petit-neveu,
Jacqueline Lubtchansky,
sa belle-sœur,
Micheline et Jean-Pierre Zélikovsky,
Paule Berman, Nicole Eizner,
Jean-Claude et Carole Lubtchansky
et leurs enfants,
William et Nicole Lubtchansky
et leurs enfants,
ses cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

Marcelle LOUBCHANSKY,
artiste peintre,
officier des Arts et Lettres,

survenu le 17 juin 1988, à l'âge de soixante-seize ans, à l'issue d'une brève et cruelle maladie.

L'inhumation aura lieu le mardi 21 juin, à 14 h 30, entrée principale du cimetière de Bagneux (avenue Max-Dormoy).

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Verneuil,
75007 Paris.

– M. et Mme Roland Peugeot,
Mme Gisèle Peugeot,
M. et Mme Alain Peugeot,
Leurs enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère

Mme Jean-Pierre PEUGEOT,
née Colette Boillat-Japy,

survenu le 18 juin 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année, en son domicile du 88, avenue Foch, Paris-16e.

Le service religieux aura lieu le mardi 21 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75116 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Maurice Pré,
Ses enfants et petits-enfants,
Jean-Mathias Pré-Laverrière,
Pascale Pré-Laverrière
et sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PRÉ,
architecte-décorateur, peintre,

survenu, dans son atelier, le 15 juin 1988.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité le 21 juin, au cimetière de Fontenay-sous-Bois.

Une messe sera dite à son intention le samedi 25 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

– Mme Giovannola Renardet,
son épouse,
Philippe, Lionel et Stéphane,
ses enfants,
Jean, Etienne et Dominique,
ses frères,
Mme Rita Renardet-Andriani,
Ainsi que ses petits-enfants, neveux et nièces,
Et toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard RENARDET,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur de l'ordre du Mérite
de la République italienne,

survenu à Rome, le 17 juin 1988, dans sa soixante-dix-septième année.

Le service religieux a été célébré le samedi 18 juin 1988, à Rome, en l'église Saint-Louis-des-Français.

L'inhumation aura lieu le mercredi 22 juin, au cimetière d'Essarois (Côte-d'Or).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Trambouze
et sa fille
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude TRAMBOUZE,
graphiste,

le 17 juin 1988.

2 *bis*, avenue de Ségur,
75007 Paris.

– Mme René Zordan,
Et son fils Alexandre,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René ZORDAN,

survenu à Paris, le 14 juin 1988, dans sa cinquante et unième année.

La levée du corps aura lieu le mardi 21 juin, à 14 h 45, à l'Institut médico-légal, quai de la Rapée, Paris-12e.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 juin, à 16 heures, en l'église de Capendu (Aude).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– A l'occasion des dix-huit ans de David, son fils,
nous pensons à

Jérôme DUHAMEL.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Communications diverses

– L'institut Lucien-Herr et le Club 101 organisent une conférence-débat sur le thème : « A la veille d'élections locales, assiste-t-on à un enracinement social du Front national ? », le vendredi 24 juin, à 20 heures, à l'université Paris-II-Panthéon, amphithéâtre nº 1, 14, place du Panthéon, 75005 Paris, avec la participation de Pierre Milza, professeur à l'Institut d'études politiques, directeur du centre de l'histoire de l'Europe du XXe siècle, Zev Sternell, directeur du centre d'études européennes à l'Institut hébraïque de Jérusalem. Benjamin Stora, maître de conférences à l'université Paris-VIII Saint-Denis. Renseignements : tél. 45-82-16-60.



La mort de Victor-Henry Debidour

Aristophane et la « Saveur des lettres »

Universitaire, Victor-Henry Debidour est mort le 14 juin à Lyon (*le Monde* du 18 juin). Il nous laisse avant tout sa fameuse traduction d'Aristophane vulgarisée par le Livre de poche (1965), qui fait de lui le continuateur des plus célèbres traducteurs français des grandes œuvres grecques, Amyot, Mme Dacier, Paul-Louis Courier, Paul Mazon.

Né en 1911, Debidour est entré à l'Ecole normale supérieure en 1929. Après quelques années d'enseignement à Quimper et à Avignon, il devient en 1938 professeur de grec et de français en hypokhâgne et en khâgne au lycée du Parc à Lyon. Son œuvre est largement liée à son enseignement, en particulier *Saveur des lettres* (1946), qui en est le reflet fidèle. Il a livré ses réflexions morales et philosophiques dans *le Miroir transparent* (1948).

Ce professeur issu d'une famille plutôt républicaine et anticléricale (son père était une notabilité de la Troisième République) s'était très tôt converti au catholicisme. Par l'esprit, il était assez proche de Péguy et de Thierry Maulnier. S'il y a un mystère de cet esprit délicat, c'est son goût pour la verdeur populaire de Rabelais et d'Aristophane. Sa traduction du dramaturge grec, véritable ouvrage de référence, est d'une truculence qui fait pâlir toutes les autres versions. Fidèle à l'esprit et le plus souvent à la lettre du texte, il a su partout rendre ce mélange de familiarité, d'obscénité et de poésie qui donne à l'original une saveur et une puissance jamais égalées. La préface du tome II montre sa lucidité de traducteur, et son petit *Aristophane par lui-même* (Seuil) est le complément de sa traduction.

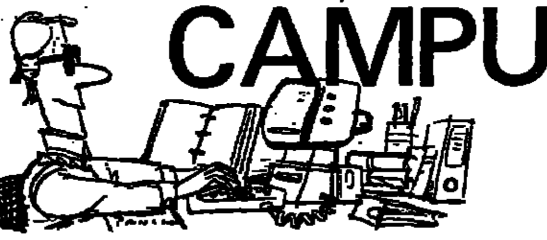
Critique littéraire et traducteur, Debidour a aussi publié de nombreux ouvrages de critique d'art, parus principalement chez Arthaud. La Bretagne, l'Auvergne, Lyon, Vézelay, les trésors sacrés du pays niçois, ont fait l'objet de diverses études, parfois écrites en collaboration avec son ami Philippe Berthier. Parmi elles, il faut citer son *Bestiaire sculpté du Moyen Age* (1961).

On aimerait que paraisse enfin sa dernière œuvre, une traduction des tragiques grecs qui devait constituer au Seuil un tome de la collection « L'intégrale » et dont la maison d'édition conserve le manuscrit et la propriété littéraire.

J.-C. CARRIÈRE
(Université de Franche-Comté.)



CAMPUS



Trois nouvelles prépas catholiques

L'ENSEIGNEMENT catholique accueille seulement 4 % des effectifs des classes préparatoires de Paris. C'est pourquoi cinq *établissements privés de la capitale se sont associés pour en créer de* nouvelles. A la rentrée prochaine, deux classes de mathématiques supérieures à Sainte-Marie-Fénelon et une hypokhâgne à Normale catholique ouvriront leurs portes. Depuis l'année dernière, une classe d'HEC (voie générale) fonctionne à Sainte-Croix-de-Neuilly et une HEC (voie économique) à Saint-Louis-de-Gonzague.

Un des reproches souvent formulés à l'encontre des « prépas » étant l'ambiance de concurrence acharnée qui y règne au détriment des rapports humains, ces nouvelles classes préparatoires veulent jouer la carte de *« l'esprit d'équipe »*, comme l'explique le directeur de Sainte-Marie-Fénelon, M. Daniel Lemoine. L'autre idée forte consiste à maintenir des contacts permanents entre les élèves et les professeurs. Ce suivi personnalisé permet d'aider les étudiants en difficulté et de limiter le nombre des abandons en cours d'année.

La spécificité chrétienne sera présente dans ces classes, avec l'application du principe qu'*« il ne faut pas seulement réussir dans la vie mais réussir sa vie »*. Les élèves seront invités à participer à des actions de solidarité pour *« sauvegarder une respiration, une bouffée d'air »*, selon M. Alain Chabrol, responsable de ces « prépas ».

Le désir de mieux connaître les étudiants se retrouve dans le recrutement des candidats. La sélection repose sur un dossier, une lettre de motivation et un entretien poussé. Les frais de scolarité s'élèvent à 2 500 francs par trimestre. La date limite du dépôt des *dossiers de candidature est fixée au 8 juillet.*

T. Bd.

★ Normale catholique, 5, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 45-67-10-21. Sainte-Marie-Fénelon, 47, rue de Naples, 75008 Paris. Tél. : 45-22-05-35. Sainte-Croix-de-Neuilly, 30, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 46-24-10-40. Saint-Louis-de-Gonzague, 12, rue Franklin, 75116 Paris. Tél. : 45-24-42-20.

• Industrie pharmaceutique

L'Ecole supérieure de commerce de Bourgogne-Franche-Comté vient de créer un mastère « Management de l'industrie pharmaceutique ». Une *formation sur une année.*

(ESC, 29, rue Sambin, 21000 Dijon. Tél. : 80-72-12-40.)

• Renault et Rouen

L'usine Renault de Cléon vient de signer deux conventions de recherche de six mois avec l'université de Rouen, pour améliorer la qualité et la fiabilité des moteurs et des boîtes de vitesse. Les résultats de l'étude seront la propriété de la Régie Renault, qui pourra déposer des brevets.

• Répertoire des entreprises

Un répertoire des grandes entreprises de l'Ile-de-France vient de paraître sous le titre *Activités connaissance des entreprises*. Cette documentation est destinée aux élèves des grandes écoles et aux cadres. En vente dans les kiosques 60 F.

(EDEC, 24, rue de Lisbonne, 75008 Paris. Tél. : 42-93-21-31).

Echecs

La Coupe du monde à Belfort

Sokolov bat Karpov

Anatoli Karpov a résisté jusqu'à la dernière limite dans sa partie ajournée contre Sokolov, le vendredi 17 juin, au Tournoi de Belfort, comptant pour la Coupe du monde d'échecs. Alors qu'on ne s'attendait même pas à le voir reprendre le jeu, tant sa position était jugée perdante, il a essayé d'arracher la nulle mais, au soixante-dix-septième coup, il devait s'avouer vaincu. Belle revanche pour Sokolov que Karpov avait « massacré » en demi-finale du dernier championnat du monde par 4-0.

Samedi, dans la quatrième ronde, Ehlvest, vingtième joueur mondial, battait Speelman, classé à la dixième place, tandis que l'Islandais Hjartarson, bon dernier du Tournoi, remportait sa première victoire face au coriace Andersson, et avec les Noirs de plus !

Dimanche, Kasparov, avec les Noirs, allait infliger à Timman sa troisième défaite en cinq parties. Karpov, lui aussi avec les Noirs, remportait sa deuxième victoire et rejoignait Spassky à la troisième place, à un point de Kasparov. Enfin, dernière victoire dans cette cinquième ronde, celle de Beliavsky, qui parachevait la journée des Noirs et faisait rechuter Hjartarson à la dernière place, en compagnie de... Timman, le troisième joueur mondial.

RÉSULTATS

Parties ajournées :
Sokolov-Karpov, 1-0 ; Short-Ribli, 0,5-0,5.

Quatrième ronde :
Karpov-Ljubojevic : 0,5-0,5 (45) ; Andersson-Hjartarson : 0-1 (37) ; Beliavski-Spassky : 0,5-0,5 (13) ; Ehlvest-Speelman : 1-0 (38) ; Short-Timman : 0,5-0,5 (45) ; Kasparov-Huebner : 0,5-0,5 (38) ; Sokolov-Ribli : 0,5-0,5 (19) ; Youssoupov-Nogueiras : 0,5-0,5 (37).

Cinquième ronde :
Nogueiras-Karpov : 0-1 (43) ; Ribli-Youssoupov : 0,5-0,5 (27) ; Huebner-Sokolov : 0,5-0,5 (17) ; Timman-Kasparov : 0-1 (45) ; Speelman-Short : 0,5-0,5 (21) ; Spassky-Ehlvest : 0,5-0,5 (14) ; Hjartarson-Beliavsky : 0-1 (42) ; Ljubojevic-Andersson : 0,5-0,5 (25).

Classement :
1. Kasparov 4 ; 2. Ehlvest 3,5 ; 3. Karpov et Spassky 3 ; 5. Andersson, *Beliavsky, Huebner, Ljubojevic, Ribli,* Short et Sokolov 2,5 ; 12. Nogueiras, Speelman et Youssoupov 2 ; 15. Hjartarson et Timman 1,5.

Le Monde
DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Konica

Le directeur général de notre croissance

A dire vrai, sur certains de nos marchés (imagerie médicale, floppy disk), nous ne faisons qu'apparaitre. Sur d'autres (appareils photos, films, minilab, papier, cassettes vidéo), nous sommes déjà parmi les premiers. Mais sur tous, KONICA est un nom et une notoriété de premier plan.

Nous avons la volonté de nous développer sur tous les créneaux que nous avons choisis et ce projet définit votre mission de D.G. sur trois axes principaux.

D'abord les hommes. Notre affaire est avant tout une équipe. Elle attend de vous un patron décidé et respectueux des autres.

Marketing et commercial ensuite. Nous travaillons sur des marchés et avec des produits très divers. Nos commerciaux sont des professionnels, souvent des spécialistes. Ils attendent de vous un Directeur imaginatif, réalisateur et disponible.

La gestion enfin. Vous êtes le D.G. de KONICA. Vous mettez en place une organisation d'expansion, prenez en main complètement les commandes de la société et êtes responsable, par réelle délégation, devant votre Président, du développement et des objectifs de rentabilité. Il attend de vous un interlocuteur adulte, loyal et vigoureux.

Ce métier, vous en connaissez déjà toutes les facettes. Vous l'avez préparé d'abord sur les bancs d'une grande école, vous l'avez ensuite appris dans la distribution par revendeurs spécialisés, vous avez négocié les marges point par point, vous avez pratiqué une gestion de rigueur et un suivi financier minutieux. Vous avez dirigé en grande autonmie, vous avez été jugé sur vos résultats, vous avez réussi.

Vous connaissez les structures internationales et êtes évidemment bilingue anglais.

Quant à votre ambition de développement personnel, même à 35 ans, elle peut rejoindre la nôtre.

Merci de votre intérêt pour KONICA. Adressez donc votre dossier, sous réf. KO 678 M, à notre Conseil, SEFOP, il préparera notre rencontre prochaine.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATIONS

400-450 KF **Province Ouest**

Ce Groupe agro-alimentaire réalise 2,5 milliards de Francs de C.A., avec 1.800 personnes. Il exerce plusieurs métiers : de l'agro-fourniture à l'agro-alimentaire, de la logistique à la transformation industrielle, du négoce international à la distribution moderne. Il se développe très vite par croissance naturelle, acquisitions et grâce à des diversifications brillantes. C'est une belle entreprise, solide et profitable.

Membre du Comité de Direction Groupe - composé de fortes personnalités - le DIRECTEUR ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATIONS anime aujourd'hui une équipe de 25 à 35 personnes, gère un budget de 20 MF, des équipements cohérents en réseaux et des projets diversifiés (gestion et production). Il participe activement à la construction du Groupe et fait réaliser le quotidien.

C'est déjà un professionnel serein qui domine ses techniques, maîtrise ses moyens, anticipe les évènements et rassure ses partenaires.

Leader et pédagogue, il réussit en se faisant reconnaître comme un des patrons du Groupe.

Fidèles à leur tradition, les dirigeants sont prêts à revéler ici un jeune candidat autonome et porteur.

Agé de 30-35 ans, notre candidat est donc un ingénieur, généraliste de haut niveau, solide, direct, optimiste et communiquant.

Merci de faire parvenir votre dossier complet de candidature à : KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS, en précisant la référence INF 88 Me sur l'enveloppe.

KEYMEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

Futur directeur
400.000 F +

Ardennes - Filiale d'un groupe européen leader, avec un milliard de francs de chiffre d'affaires, dans la production et la distribution de produits pour le bricolage et l'aménagement de l'habitat, notre PME (500 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) constitue une entité régionale cohérente, avec une très forte culture d'entreprise. Pour seconder notre directeur général afin de lui permettre de prendre de nouvelles responsabilités au niveau de la holding, nous recherchons un cadre de haut niveau, d'orientation commerciale et marketing. Membre du comité de gestion, il assistera, dans un premier temps le directeur général dans l'ensemble de ses responsabilités et plus particulièrement dans le domaine commercial. Ce poste, destiné à évoluer vers la direction générale, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (commercial de préférence), âgé d'au moins 35 ans, parlant anglais et pouvant faire état d'un itinéraire performant au niveau d'une direction commerciale de produits grand public. Son succès sera conditionné par sa capacité à intégrer la culture de notre entreprise et à s'affirmer vis-à-vis de la structure actuelle comme un futur "patron". La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, pourrait être de l'ordre de 400.000 francs ou plus. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8324M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR GENERAL
TOULOUSE



La nouvelle filiale monétique du groupe SECSO qui appartient à plusieurs groupes bancaires (Crédit Agricole, Banques Populaires, Crédit Mutuel, Caisses d'Epargne...), est spécialisée dans la distribution de terminaux de paiement électroniques (TPE), l'assistance technique sur site et en atelier et le dépannage des distributeurs automatiques de billets (DAB). Elle a pour rôle d'apporter à ses clients (banques et distribution), une assistance commerciale et technique sur toute la France. Cette société en pleine expansion qui réalise un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, recherche aujourd'hui son directeur général. Il aura pour mission de diriger et développer cette filiale dans ses aspects commercial, management et gestion. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure technique ou commerciale, il devra justifier d'une expérience réussie dans la gestion d'un centre de profit (distribution et maintenance) dans l'un des domaines suivants: monétique, informatique, bureautique ou micro-informatique. Les candidatures traitées confidentiellement, sont à adresser à la Direction des Relations Sociales, référence Carte SA - SECSO S.A. - 28, Port Saint Sauveur - B.P. 474 - 31010 TOULOUSE CEDEX

Banque régionale de premier plan, nous animons un réseau de plus de deux cents agences servant près de 500 000 clients actifs (particuliers, collectivités, petites entreprises...) Notre gestion décentralisée est dynamique et nos résultats confortent chaque année nos positions de leader. Pour poursuivre notre diversification et animer notre force de vente, notre Président cherche son

directeur du développement
membre du directoire

A ses côtés, venez mettre au point de nouveaux outils (marketing direct, scoring, systèmes-experts d'aide à la vente...), tirer profit de nos moyens (communication, études et actions commerciales) et optimiser nos produits de collecte et de placement. Vous coordonnez l'attaque des segments de marchés et actualisez les objectifs stratégiques de notre réseau.

A 32 ans au moins, votre formation (Ecole de Commerce), votre solide expérience dans une fonction similaire et votre ouverture aux technologies nouvelles font de vous l'homme de réflexion et d'action capable d'accompagner notre développement.

Ecrivez à S. BERLEM, consultant, (réf. 584 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
24, BOULEVARD CARNOT - 59800 LILLE
PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR GENERAL

La dimension internationale et le potentiel d'action de notre Groupe industriel nous ont conduit à occuper aujourd'hui l'une des premières places mondiales dans notre domaine de spécialité. Dans le cadre de notre stratégie de développement et de la recherche des synergies des compétences et des moyens industriels, nous venons de renforcer nos positions dans un créneau spécifique en évolution (systèmes électroniques) en constituant un pôle technique et humain de qualité : conception, production, mise en œuvre, alliant l'électromécanique à l'électronique et l'informatique la plus pointue.

L'entité que nous vous proposons de diriger comprend 1.200 personnes et réalise un C.A. de + 500 MF. Vous en serez le Patron opérationnel, pilote de l'ensemble des activités : commercial, technique, gestion. Responsable devant la Direction Générale, vous serez le garant de la mise en œuvre de la stratégie et responsable de la réalisation des objectifs (C.A. résultats, développement). Votre mission consistera à diriger, animer, coordonner, décider, dans la perspective double de gérer et développer les moyens mis à votre disposition par une approche efficiente de l'utilisation des ressources humaines et techniques.

Pour faire face efficacement aux enjeux économiques et industriels et réussir pleinement la mission proposée, vous devez être Ingénieur de formation (X, Mines, ESE, Sup. aéro...) et disposer d'une solide expérience de direction de centre (s) de profit en milieu industriel. Vos résultats, vos qualités humaines, votre sens de l'efficacité font de vous un manager respecté et crédible. Agé de 45 ans minimum, vous êtes prêt à vous investir dans une nouvelle mission industrielle et à prendre à nos côtés un nouveau challenge.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 25/M avec C.V. détaillé, photo et salaire actuel à notre Conseil, Marc Pélissier, PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, 93, rue Jouffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLON & ASSOCIÉS



MEMBRE CSNCR

Votre première Direction Générale à 35 ans

Ingénieur (option mécanique), vous avez fait vos premières armes au sein d'un service production structuré. Votre esprit concret, votre rigueur, votre adaptabilité technique vous ont tout naturellement conduit à la direction technique d'une P.M.I. ou d'une unité de production dans laquelle la mise en place réussie d'une GPAO vous a permis de prouver vos talents d'animateur et de gestionnaire.

Depuis plus de 3 ans, vous vous attachez à rendre profitable l'Usine que vous dirigez en développant le chiffre d'affaires sur des marchés porteurs, en augmentant les marges par optimisation des techniques industrielles et en surveillant de près les frais généraux.

Vous vous sentez maintenant prêt à intégrer les différentes fonctions qu'implique la Direction Générale d'une P.M.I.

Basés à la lisière du Val d'Oise et de l'Eure, 110 personnes environ, 70 millions de C.A. dont 14 millions réalisés en Allemagne, dotés d'un outil de production performant, nous sommes reconnus dans le secteur de l'emboutissage et la découpe de pièces mécaniques par la qualité de nos produits. Nos Clients portent des noms prestigieux. Nous venons de quitter une structure familiale et nous sommes à la recherche du patron qui nous donnera une dimension industrielle. Si vous connaissez notre métier, il est un fait que nous parlerons plus vite le même langage.

Notre Conseil **A.R.B** étudiera avec une totale discrétion le dossier de candidature que vous lui adresserez sous réf. 106 M à l'adresse suivante : Les Cardoulines B5, 06560 VALBONNE SOPHIA-ANTIPOLIS. Les entretiens pourront avoir lieu à PARIS ou en Province.

A.R.B

PARIS SOPHIA-ANTIPOLIS LYON

Filiale d'un Groupe Multinational, nous fabriquons et commercialisons des produits de haute technicité destinés aux secteurs automobile, ferroviaire, aéronautique, équipements industriels...

Notre dimension - 8 000 personnes, 3,7 milliards de Francs de C.A., 8 usines, des filiales industrielles et commerciales (dont 5 en Europe) - constitue le premier indicateur de l'importance de votre rôle auprès de notre Directeur Général.

Directeur juridique

Chez nous, cela signifie une responsabilité large et diversifiée : Droit des Sociétés et de la Consommation, Droit Social, Recouvrement, Contentieux Commercial et Social...

Le tout, dans un contexte Européen marqué (ce qui suppose que vous parliez bien anglais), puisque 60 % de notre C.A. est réalisé à l'export et que vous êtes basé au siège de notre Société, dans une importante ville universitaire de l'Est de la France.

Vous animez une équipe de trois spécialistes, apportez votre compétence technique et vos conseils tant à la Direction Générale qu'aux principaux décideurs (au siège, dans les filiales ou les usines).

Vous l'avez compris, après environ 10 ans d'expérience acquise dans une Grande Entreprise, dans une Société de Conseil ou en Cabinet d'Avocats vous trouvez, chez nous, l'opportunité d'une responsabilité globale de haut niveau... et notre Groupe d'appartenance (avec lequel vous entretiendrez des relations professionnelles) peut vous ouvrir d'autres horizons.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la réf. DJ 681.

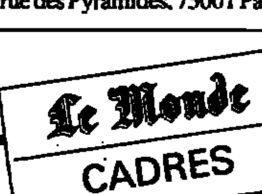
SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.



***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes diplômés, votre carrière... LE CONSEIL

CONCEPT S.A. est le n° 1 français de l'informatisation en gestion financière. Le groupe vient d'être classé 5ème au Top 100 des plus fortes croissances et productivités de l'Industrie Française. Dans l'optique de la compétition européenne de 92, il souhaite renforcer ses équipes en intégrant de.

Jeunes ingénieurs, universitaires

Gestion finance et/ou informatique ou Ecoles de Commerce.

Après une solide formation à nos produits et services, nous vous proposerons selon votre potentiel, vos performances et vos aspirations d'évoluer dans les fonctions suivantes :

CONSULTANT JUNIOR : Audit, conseil, mise en œuvre des progiciels en Entreprise ou en Banque,...

INGENIEUR COMMERCIAL CONSEIL : Evaluation des besoins, proposition de solutions, négociations,...

CONCEPTEUR : Conception, réalisation de nouveaux progiciels financiers,...

CONSULTANT FORMATEUR : formation client aux différents produits et techniques financières de pointe,...

ASSISTANCE TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE : maintenance des progiciels et matériels sur réseaux,...



Merci de préciser vos motivations pour l'orientation souhaitée.
Adressez lettre manuscrite, prétentions et CV sous réf. 2062 à :
CONCEPT RECRUTEMENT 2, place André Malraux 75001 PARIS,
qui assure toute confidentialité.

Deb's

Conseil en recrutement financier

Directeurs de filiale

Europe Asie Afrique

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nous recrutons pour un laboratoire pharmaceutique français extrêmement dynamique à l'exportation.
Nous recherchons actuellement plusieurs candidats qui seraient susceptibles, après une formation de plusieurs mois dans notre siège à Paris, de prendre en charge la Direction d'une de nos filiales en Europe, en Asie, ou en Afrique.

Aussi, si vous êtes **Médecin, Pharmacien, Chimiste, ou Biologiste,**
Si vous êtes en mesure de faire la preuve d'une expérience réussie dans un laboratoire pharmaceutique, soit en tant que Chef de Produit, soit en tant qu'animateur ou dirigeant d'une équipe de Visite Médicale, ou Marketing,
Si vous vous sentez l'étoffe d'un meneur d'hommes ou d'un gestionnaire de haut niveau,
Si vous parlez déjà une ou plusieurs langues ou que vous êtes prêt à en acquérir rapidement la connaissance.

Alors rejoignez-nous et adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à MEDIA SYSTEM sous réf. 33739, 6-8 Impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Au service de la formation... votre dynamisme et le nôtre...

Nous sommes un groupe de distribution à très forte notoriété du secteur des loisirs, fortement implanté à Paris et en province. Notre Société emploie 2 000 personnes et réalise un C.A. de près de 3 milliards de francs.
Nous recherchons aujourd'hui un

Responsable du service formation *HF*

Intégré à la Direction des Relations Humaines, vous participerez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de l'Entreprise, vous élaborerez et négocierez notre plan de formation. Vous prendrez en charge avec votre équipe les différentes phases opérationnelles, et suivrez le bon déroulement des actions décidées en liaison étroite avec les différents magasins et services du Siège.
Agé de 30 ans environ, votre expérience de la formation « terrain » dans un grand groupe industriel ou de la distribution vous permettra de prendre très vite la mesure du poste. Votre personnalité, votre sens du dialogue, votre force de persuasion vous aideront à devenir le partenaire opérationnel que nous attendons.
Votre lieu de travail, situé au Siège Social, sera Paris.
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétent.), sous la référence B/RF/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜÉ qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA SA



GALEC
recherche

chef de produits

RENTREE DES CLASSES MAROQUINERIE

Vous êtes un professionnel de la
GRANDE DISTRIBUTION

Vous intégrez les évolutions du marché et vous savez répondre à l'attente du **consommateur.**

Votre **esprit éveillé** est attentif aux nouvelles sources d'approvisionnement et votre disponibilité vous permet d'aller vérifier "sur le terrain" en EUROPE ou en ASIE et d'ouvrir les négociations. **Anglais courant** et des connaissances en Italien seraient appréciées mais pas indispensables.

Votre **RIGUEUR** et votre imagination vous permettent d'optimiser les données de la **rentabilité des linéaires** de nos Centres.

Si vous souhaitez développer toutes ces qualités et participer à la dynamique de notre Groupement, veuillez adresser lettre de candidature manuscrite, photo, C.V. et appointements désirés sous réf. RCM à : Direction du Personnel GALEC 149 rue Saint-Honoré 75001 Paris. La discrétion la plus totale vous est garantie.

Nous sommes un cabinet de Conseil en Organisation et Informatique spécialisé dans les Systèmes décentralisés.
Nos clients sont prestigieux et notre développement qui s'appuie essentiellement sur une exceptionnelle exigence de qualité nous amène à associer à notre équipe :

UN CONSULTANT INFORMATIQUE DE HAUT NIVEAU

ORGANISATEUR D'ABORD, INFORMATICIEN ENSUITE...

Vous êtes

- Ingénieur Grande Ecole Option Informatique.
- Agé de la trentaine avec une expérience minimum de 5 ans dans la conduite de projets importants en Entreprise ou en SSII.
- Convaincu par les approches décentralisées.
- Si possible familier de la méthode MERISE.
- Doué d'un très bon sens relationnel, d'une grande puissance de travail, d'une réelle autonomie et d'une large disponibilité.
- Passionné par les technologies nouvelles mises au service de l'Entreprise.

Nous vous proposons

- De participer en "tandem" avec un partenaire à la conception de Schémas Directeurs et Plans Stratégiques.
- De réaliser les Cahiers des Charges, les Etudes Préalables et les appels d'offre aux partenaires.
- De piloter et contrôler les SSII sous-traitantes dans nos interventions.
- D'assurer la veille technologique dans le domaine des architectures minis/micros et des réseaux.
- D'intégrer une équipe chaleureuse et de haut niveau.
- Une rémunération à la hauteur de vos compétences mais aussi de vos performances.

Le poste, basé à PARIS implique de fréquents mais courts déplacements en PROVINCE.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence LM/70 à :

oryade Jean-Marie VIOU
43 Boulevard Malesherbes
75008 PARIS

Un Organisme de Services recherche pour faire face à son évolution

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DU PERSONNEL *HF*

Poste basé à Valence

Associé à tous les aspects de la fonction, vous prendrez plus spécifiquement en charge le recrutement et l'intégration des salariés, la gestion des ressources humaines par le biais notamment de la formation et de la gestion des carrières. Vous participerez, de plus, à l'élaboration d'une politique générale du personnel.

Nous souhaitons recruter un candidat de formation supérieure, **professionnel complet de la fonction personnel**, justifiant d'une première expérience significative. Sens relationnel, capacité d'écoute et de communication mais aussi rigueur dans la gestion seront ses principales qualités.

Cette mission vous motive ?

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence 25117 / LM à Havas Contact 11, rue Pdt-Carnot - 69002 LYON, qui transmettra.

Venez rejoindre le monde de l'industrie de pointe ...

Après une formation supérieure : commerciale, technique, sciences politiques ou ingénieur et une expérience d'environ trois ans à la Direction des Ressources Humaines d'un grand Groupe, vous souhaitez, vous,

Cadres de personnel

rejoindre la Division d'un très grand Groupe français, mondialement connu pour sa technologie, en prenant en main une première responsabilité complète chez nous : **CHEF DE PERSONNEL DE SITE.**

A une heure environ de Paris, au contact d'une population à forte composante Ingénieurs et Cadres, vous aurez bien entendu à effectuer la gestion classique que nécessite cette fonction... mais notre attente est beaucoup plus qualitative... Percevoir avec acuité les situations, leur apporter des réponses pragmatiques et efficaces, développer une véritable stratégie de communication incitant à ce que chacun se sente davantage concerné, etc... Voilà ce qui retiendra surtout notre attention... pour votre évolution ultérieure !

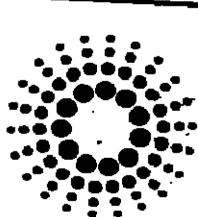
A bientôt ! merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, prétentions, photo), sous la référence : A/2CP/M, à notre Conseil Michèle DUCHER, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY
GRENOBLE - FRANCE

The ESRF is a state-of-the-art synchrotron radiation source to be built in Grenoble, France, and financed by the governments of France, the Federal Republic of Germany, Italy, the United Kingdom, Spain, Switzerland, Denmark, Finland, Sweden and Norway. The ESRF has now entered its construction phase and will start operation in 1994 with a staff of 450 and 2000 visitors per year. We are looking for the:

HEAD OF PURCHASING (ref 162.88)

who will, under the guidance of the Head of Administration, be responsible for the Purchasing Group. His/her main tasks will be:
- organisation and coordination of ESRF European purchasing activities;
- monitoring purchasing procedure and policy *(annual turnover approximately 150 MF)*;
- preparation and follow up of major contracts;
- participation in establishing and follow up of major contracts;
- participation in the work of the Purchasing Committee;
- supervising the work of purchasing officers;

Qualifications and experience
The successful applicant should have a related education and several years experience in purchasing, with sound knowledge of contract legislation and the international market in the ESRF's field. He/she must give evidence of determination and skill in dealing with suppliers. He/she should speak fluent English and have a good working knowledge of French. He/she should be familiar with working with computers. He/she should have a strong sense of team spirit and the ability to coordinate the work of staff under his authority.

HEAD OF PERSONNEL (ref. 163.88)

who will, under the guidance of the Head of Administration, be responsible for:
- coordination of recruitment activities; with a view to a reasonable distribution of staff by nationality among the member countries;
- preparation of contracts;
- setting up the "Convention d'Entreprise";
- fostering good relations with union representatives and staff;
- organising secondment of staff from national institutes;
- supervising the work of personnel officers;

Qualifications and experience
The successful applicant should have a related education and several years experience in the personnel field; in particular dealing with "personnel legislation" and give evidence of basic knowledge of French regulations. He/she should speak fluent English and have a good working knowledge of French. Experience in the technical or scientific fields in a research institute is desirable. He/she should be familiar with working with computers. He/she should have a strong sense of team spirit and the ability to coordinate the work of staff under his authority.

REMUNERATION:

Gross annual salary from 200 - 250 kF depending on qualifications and experience. In addition: monthly family supplement and expatriation allowance for non-French staff *(calculated on the basis of family situation)*; and a settling in allowance and adaptation allowance *(paid once)*.

Applications bearing the relevant reference and the names of three referees should be sent, by July 25 1988 in English or French to:

ESRF (Personnel Office)
BP 220
F - 38043 GRENOBLE Cedex

L'ESRF est une source de rayonnement synchrotron qui sera construite à Grenoble, France, financée par les Gouvernements français, d'Allemagne Fédérale, espagnol, italien, britannique, suisse, danois, finlandais, suèdois et norvégien. L'ESRF est entré dans sa phase de construction, et sera opérationnel en 1994, employant 450 personnes, et recevant 2 000 visiteurs par an. Nous recherchons actuellement:

CHEF DES ACHATS (réf. 162.88)

sous l'égide du Chef de l'Administration, il/elle aura la responsabilité du Groupe Achats.

Tâches principales:
- organisation et coordination des achats de l'ESRF en Europe;
- contrôle des procédures d'achat et de la politique des achats (dépenses annuelles environ 150 MF);
- participation à l'élaboration des contrats importants et leur suivi;
- participation au travail du Comité d'Achats;
- contrôle du travail des acheteurs;

Qualifications et expérience
Le (la) candidat(e) retenu(e) aura une formation supérieure appropriée et plusieurs années d'expérience des achats, de solides connaissances en législation et une bonne connaissance du marché international dans le domaine d'activité de l'ESRF. Il/elle devra faire preuve de détermination et de capacité de négociation avec les fournisseurs. Il/elle possèdera l'anglais professionnel et sera accoutumé au travail sur ordinateur. Il/elle aura un solide esprit d'équipe et sera capable de coordonner le travail du personnel placé sous son autorité.

CHEF DU PERSONNEL (réf. 163.88)

sous l'égide du Chef de l'Administration, il/elle aura la responsabilité de:
- la coordination du recrutement: dans la perspective d'une répartition correcte des agents par nationalité selon les pays membres;
- la préparation des contrats;
- l'élaboration d'une "Convention d'Entreprise";
- établir de bonnes relations avec les représentants syndicaux et le personnel;
- organiser la mise à disposition des agents venant d'instituts nationaux;
- superviser le travail du personnel placé sous son autorité.

Qualifications et expérience
Le(la) candidat(e) retenu(e) aura une formation supérieure appropriée et plusieurs années d'expérience dans la fonction personnel. Spécialisé(e) en droit du travail, il/elle aura de solides connaissances en Droit français. Il/elle possèdera l'anglais professionnel et sera accoutumé(e) au travail sur ordinateur. Une expérience dans le secteur scientifique ou technique d'un institut de recherche serait bienvenue. Il/elle aura un solide esprit d'équipe et sera capable de coordonner le travail du personnel placé sous son autorité.

REMUNERATION:

Salaire annuel brut selon qualifications et expérience 200 - 250 KF. Additionné d'un sursalaire familial mensuel et, pour les non-Français, d'une prime de dépaysement (calculée selon la situation familiale), et d'une prime d'installation et prime d'accoutumance (forfaitaire).

Envoyer votre candidature en anglais ou en français (revêtant la référence correspondante), accompagnée du nom et adresse de 3 références avant le 25 juillet 1988 à:

ESRF (Personnel Office) - Réf. Nr:
BP 220
F - 38043 GRENOBLE Cedex

Pierre Lichau

D'abord, Directeur d'une usine...

Société industrielle performante, spécialisée dans les ensembles et les pièces de fixation métalliques et plastiques destinées à des marchés diversifiés (constructeurs automobiles, équipementiers électroménagers, textiles...) recherche le Chef d'établissement de l'une de ses usines.
Membre d'une équipe de direction générale jeune et soudée, il prendra en charge la responsabilité globale de cette unité (220 personnes) où il exercera ses qualités d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire dans un souci permanent d'optimisation.
A moyen terme il lui sera confié la responsabilité de deux unités.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation (type ENSAM) possédant une expérience de production moyenne et grande serie d'une dizaine d'années.

Poste proche banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. 24 A 1080 - 8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Puissant groupe agro-alimentaire français (nombreuses filiales en France et à l'étranger) souhaite intégrer au sein du Laboratoire Nouveaux Produits de son centre de recherche

Un aromaticien confirmé

Il sera responsable:
- de la création de compositions nouvelles dans le domaine des boissons en relation avec le marketing et les décideurs des filiales,
- de la sélection des matières premières auprès des fournisseurs français et étrangers,
- de la conformité des produits face à la législation,
- d'assistance aux responsables lors des opérations d'élaboration.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une solide expérience (5 ans minimum) dans le domaine des arômes, soit chez un fabricant de matières premières aromatiques, soit en entreprise agro-alimentaire ou parfumerie et motivé par une activité impliquant l'aptitude à l'analyse sensorielle, un esprit imaginatif et méthodique allié à des qualités de contact et d'ouverture. La formation ISIPCA serait appréciée.

Poste banlieue sud-est de Paris.
Rémunération très motivante.

Ecrire sous réf. 24 A 1082 - 8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

La « hauteur de vue » d'un fonctionnel...
le « tempérament » d'un opérationnel !...

Nous avons le sentiment d'être exigeants ! Cependant, lorsque l'on est une société industrielle française (5 Milliards de F, 8 000 p) de tout premier plan tournée vers les secteurs et les technologies de pointe, leader européen dans certains cas, leader mondial dans d'autres... Nous nous devons, pour maintenir et développer notre potentiel humain, de négocier avec les meilleurs !... Pourquoi pas vous ? Notre Responsable de l'Emploi vous attend, à notre siège parisien (1 000 p), pour prendre en main une activité.

Recrutement-formation

qui vous permettra d'être en contact avec tous nos Dirigeants, que ce soit pour les assister dans leurs recrutements d'Ingénieurs et Cadres, ou pour leur apporter un service de qualité dans le domaine de la formation de leurs équipes.

Diplômé d'enseignement supérieur (ESCAE, DESS, CIFFOP, CELSA,...), après environ deux ans d'expérience du recrutement en Entreprise ou en Cabinet, vous souhaitez, tout en continuant à progresser dans votre spécialité, étendre votre activité à la formation. Avec un potentiel élevé, un relationnel de bon aloi et un « esprit de service », vous devez réussir chez nous. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous réf. N/FOR/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA

La micro comme çà, CCMC aime ça!



CHEF DE PRODUITS

HEC, ESSEC, ESC + expérience de l'audit.

MEMBRE DE SYNTEC. INFORMATIQUE

Des chiffres qui parlent. Première société de services en informatique cotée en Bourse, CCMC vient de vivre 15 années de résultats bénéficiaires et s'illustre toujours sur un marché en expansion où elle a atteint près d'un milliard de CA en 87 et une progression de 30 % de ses ventes micro en 88. En collaboration avec 5.000 experts-comptables, CCMC est au service de 250.000 entreprises françaises auxquelles elle propose la qualité éprouvée des traitements classiques sur grands ordinateurs et une gamme de micro et de logiciels.

Un marketing hautement spécialisé constitue aujourd'hui votre pôle d'attraction. Si vous avez 3 à 5 ans d'expérience de l'audit, notre Direction Marketing vous offre l'opportunité de concrétiser vos idées en créant de nouveaux progiciels de gestion et de comptabilité. Vous suivrez la démarche classique du Chef de Produits - analyse des besoins, prévisions, conception, lancement, suivi - en assurant un dialogue étroit avec nos informaticiens et notre force de vente. Si à un esprit créatif et à des facultés d'analyse développées, vous alliez de réelles qualités relationnelles, CCMC, appliquant une politique avancée des ressources humaines, saura vous présenter de nouvelles opportunités.

ORION vous remercie, si ces perspectives vous motivent, de lui adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions), sous réf 806619. LM.

35, rue du Rocher 75008 PARIS.



CONTESSE

JOBS D'ETUDIANTS
Paris

Centre de recherches - Mission: faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil: étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économie et gestion d'entreprises après un BAC C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation. Adresser curriculum-vitae, photo et prétentions à PS Conseil - 3, rue des Graviers - 92521 Neuilly Cedex - Réf. S/819M.

PS Conseil

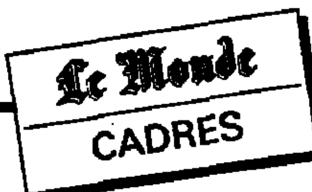
Bureau d'Etude en pleine expansion

recherche

DES NÉGOCIATEURS COMMERCIAUX EN ENTREPRISE

BAC + 2.
Expérience commerciale, plus notions de gestion pour poste à pourvoir R.P., 72 et 69.

Adr. C.V. + lettre manuscrite, joindre photo à l'attention de M. Wunderlich, SONA CONSEIL INTERNATIONAL, B.P. 254, 78206 Mantes-la-Jolie Cedex.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE ADMINISTRATION ET GESTION SOCIALE DU PERSONNEL

Reportant au Directeur des Relations Humaines, vous aurez pour mission d'assurer et de perfectionner la gestion administrative du personnel : études statistiques, tableaux de bord, bilan social,... dans un environnement informatisé dont vous aurez la charge.

Vous coordonnerez et développerez les applications informatiques de systèmes de paye et d'horaire variable, de gestion de ressources humaines...

De plus, vous serez responsable de la formation (élaboration du plan, suivi des actions,...) et interviendrez également dans le domaine de la législation et des relations sociales.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Maîtrise de Droit + DESS ou équivalent) et vous avez acquis une première expérience de 2 à 5 ans dans la fonction avec en particulier, une pratique opérationnelle de l'outil informatique.

Poste à Bois d'Arcy.

Adressez votre lettre de candidature, c.v., photo et prétentions sous la référence 8801/M, à :

BMW France
Direction des Relations Humaines
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

INGENIEUR ET MANAGER

pour développer notre stratégie granulats

GROUPE FRANCAIS IMPORTANT. Nous vous confions le développement de notre nouvelle division Sables et Graviers.

Vous recherchez les affaires et négociez les acquisitions, vous créez de nouvelles installations et vous assurez le management de l'ensemble.

Ingénieur Pont, Mines,.... environ 40 ans, avec une solide connaissance de notre milieu professionnel et de la négociation, vous donnerez une nouvelle impulsion à votre carrière, en rejoignant une équipe de managers connue pour son dynamisme.



Notre Conseil C.E. Kœhrer vous parlera de notre Groupe et de nos projets. Merci de lui adresser rapidement votre dossier, sous la référence 48.138, au CPA, 3 rue de Liège, 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC — GROUPE VOCATION

Nous commençons par l'essentiel : l' Homme

Nos deux Centres Informatiques Bancaires (250 personnes)pour rationnaliser leurs moyens et préparer "92" ont engagé un processus de rapprochement.

Nous recherchons le

Directeur des ressources humaines

qui en sera le maître d'œuvre.

Il aura pour mission de créer la fonction dans les deux centres et de mettre en place et développer les outils pour une gestion dynamique :

- des moyens et des procédures,
- du personnel,
- des relations sociales.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et votre expérience des ressources humaines (7 ans minimum) vous permet de maîtriser l'ensemble des fonctions.

Vos capacités à dialoguer, votre goût de la négociation et votre force de conviction sont des atouts importants pour la réussite de la mission.

Poste basé en Provence.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1935 C ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - TOULOUSE - BARCELONE

CURRICULUM

LINCOLN ELECTRIC

ROUEN

COMMUNICATION INDUSTRIELLE

Filiale du groupe américain, leader mondial dans la fabrication des produits industriels de soudage électrique à l'arc, nous recherchons notre Responsable Communication Industrielle.

En liaison avec le Directeur Commercial, vous concevrez, réaliserez, contrôlerez les brochures, dépliants et plaquettes à usage interne et commercial. Professionnel de la rédaction technique, vous êtes aussi un créatif sachant intégrer les objectifs commerciaux de la société.

Rodé aux domaines de la communication intra et inter-entreprises, vous participerez activement à la mise en place de stands d'exposition.

Vous êtes un(e) spécialiste de la publicité industrielle, (DESS d'information et de communication, école de commerce ou de journalisme etc...) et avez acquis une expérience utile de 4 à 5 ans dans une société industrielle ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais lu, parlé, écrit. La connaissance d'une 2 ème langue (allemand par ex.) serait un atout.

Autonome et dynamique, vous avez de bonnes potentialités intellectuelles, le sens rélationnel, et savez valoriser le "produit" grâce à votre sens de la communication du "message".

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, et photo sous référence 50018/M, à J.C. DEREY, Sélé-CEGOS, Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC



Une fonction clé ! .... à GRENOBLE

filiale de deux groupes mondialement connus, nous sommes leader dans la maintenance électronique.

Notre développement et NOTRE PROJET D'ENTREPRISE nous conduisent à créer le poste de :

Responsable de la fonction personnel

En collaboration avec le Directeur Général, vous serez l'élément moteur de notre politique de relation sociale avec pour mission de valoriser et développer les ressources humaines de l'entreprise (150 personnes réparties sur 5 Agences en France).

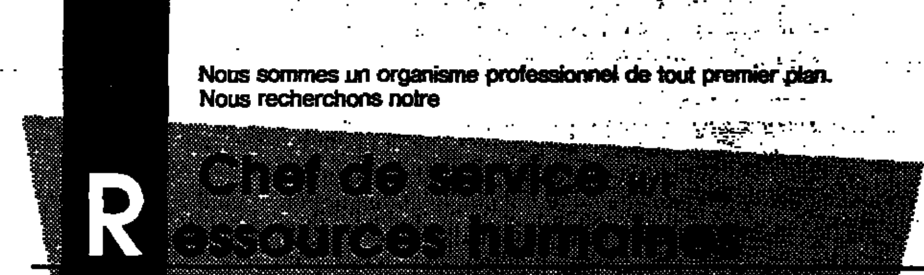
Nous recherchons un professionnel de la fonction possédant une formation supérieure en Droit ou Sciences Humaines. A 35 ans, vous avez su prouver vos qualités de négociateur, de rigueur, votre souci d'innovation et votre sens du dialogue.

Dans un environnement dynamique de technologie de pointe et de politique de management participatif, l'entreprise propose dans un cadre de travail agréable, un poste valorisant, basé à GRENOBLE.

Merci d'écrire à notre Conseil MERCURI URVAL s/Réf. 57 1580 LM.
194, rue Garibaldi 69427 LYON Cedex 03.

Mercuri Urval

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan.
Nous recherchons notre



Véritable professionnel de la fonction, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez démontré par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel ou dans le Conseil vos qualités d'analyse, d'innovation, et votre sens du dialogue.

Nous vous demandons de superviser l'administration proprement dite (paie informatisée, application des dispositions légales, hygiène, sécurité...), mais surtout d'aller au-delà grâce à une gestion humaine élargie portant sur la politique salariale, la formation, le système d'appréciation, la mobilité... Nous voulons un équilibre entre le terrain, le conseil, la créativité.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser votre candidature sous réf. 88605 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

CRÉEZ VOTRE AFFAIRE... «UNE OPPORTUNITÉ DROUOT-AXA».

- Vous avez la trentaine.
- Votre hiérarchie vous étouffe et votre envie d'entreprendre, de sortir le meilleur de vous-même vous démange.
- Nous vous offrons aujourd'hui cette chance en vous proposant de devenir mandataire de notre société (Leader sur son marché).
- Après une solide formation à nos produits d'assurances de personnes (individuelles ou collectives, placements financiers, retraite, maladie...) qui vous sera en permanence renouvelée et notre aide financière sur vos 4 premières années d'homme d'affaires indépendant, vos talents de vendeur et votre psychologie vous permettront de vous constituer un solide portefeuille de clientèle.

Pour tout savoir sur votre future affaire en association avec nous, envoyez sans tarder votre dossier de candidature sous référence 88/05 à : MONSIEUR J. TANGUY - DROUOT ASSURANCES 40, BD HENRI SELLIER - 92156 SURESNES CEDEX





DROUOT
ASSURANCES
LA VIE NOUVELLE



PROSPECTEURS - MONTEURS D'OPÉRATIONS

SOGERIM, jeune société de promotion immobilière déjà présente dans la moitié Est de la FRANCE, veut devenir le leader national de son créneau qui est l'habitation principale dans les grandes agglomérations.

Son plan de développement prévoit l'ouverture d'agences dans les villes suivantes :

RÉGION PARISIENNE - NANTES - STRASBOURG

Des candidatures sur d'autres villes importantes seront examinées avec intérêt.

Pour chacun de ces sites, elle recherche un PROSPECTEUR FONCIER - CONCEPTEUR - MONTEUR D'OPÉRATIONS dont la tâche initiale sera de maîtriser des terrains. Il assurera ensuite le développement de ses opérations par la mise en place d'une équipe restreinte, autonome et complète, dont il prendra la direction s'il en démontre sa capacité.

Ces postes s'adressent à des professionnels de l'immobilier parfaitement intégrés à leur ville, ayant démontré leur réussite dans l'un des registres majeurs de la promotion immobilière (juridique, financier, technique ou commercial) et susceptibles d'initier rapidement des opérations.

Ils trouveront une société dynamique en pleine expansion, à l'organisation originale, permettant à des personnalités performantes un plan de carrière sans limite. Le salaire motivant sera fortement lié aux résultats objectifs.

Sogerim

Un dernier point : ces recrutements sont assurés directement par le P.-D.G. de la société, à qui vous pourrez envoyer C.V., photo, prétentions, à l'adresse suivante : SOGERIM, B.P. 433, 39109 DOLE CEDEX (*réf. PMO*).

SOMMAIRE

TRANSPORTS

Un entretien avec le PDG de Nouvelles Frontières

La libéralisation du ciel ou la Cour de justice

M. Jacques Maillot, PDG de l'organisation de voyages Nouvelles Frontières, deuxième voyagiste français après le Club Méditerranée, attend la constitution du nouveau gouvernement pour repartir à l'assaut de tous les monopoles aériens. Un but qu'il explique dans l'entretien qu'il nous a accordé : baisser les tarifs pour faire voyager un maximum de passagers. Une tactique : traîner les Etats protectionnistes devant la Cour de justice européenne. Un combat vieux de vingt-deux ans...

« Toujours le même combat ?

– Tout à fait. 85 % des Français n'ont jamais pris l'avion parce qu'ils se heurtent à l'obstacle du prix et je me bats pour que ça change.

– Vous avez pourtant obtenu beaucoup de satisfactions du précédent gouvernement...

– J'ai dit que c'était du libéralisme à dose homéopathique.

– N'avez-vous pas reçu l'autorisation de multiplier des vols vers les départements d'Outre-mer ?

– Effectivement. On avait ri de mon obstination à obtenir qu'Air France n'ait plus le monopole de la desserte des Antilles et de La Réunion. On me disait que le service public – je ne sais pas ce que c'est que le service public – ne tenait que par ce monopole et que la déstabilisation de la compagnie nationale obligerait l'Etat à la subventionner.

» Rien de tout cela ne s'est produit alors que Minerve et Aéromaritime, filiale d'UTA, desservent, désormais, les DOM. Air France a conçu une grille de prix très intelligente en fonction des périodes. Elle a baissé ses prix et elle a augmenté le nombre de ses passagers. Quant à nous, qui vendons au mois de mai – peu prisé en principe – l'aller-retour pour un prix compris entre 2 350 F et 2 700 F, nous sommes pleins. Ça veut dire que lorsqu'on règle la question du transport, on résout les difficultés du tourisme.

« Ouvrons Orly 24 heures sur 24 »

» C'est vrai, j'ai obtenu cet assouplissement de MM. Douffiagues et Madelin et je ne comprends pas que M. Fabius, un homme jeune pourtant, n'ait pas compris, lorsqu'il était premier ministre, que ces réformes ne coûteraient rien et produiraient des effets bénéfiques. Si le nouveau ministre chargé du transport aérien continue à ne pas être le ministre des consommateurs, s'il persiste à téléphoner à Air France et à Air Inter pour demander la permission d'assouplir la réglementation, s'il continue de se faire le porte-parole de la direction de l'aviation civile qui dit toujours que « c'est très compliqué sur le plan technique », nous n'avancerons pas et l'Europe de l'air ne se fera pas.

– Ne craignez-vous pas que ces baisses de tarifs provoquent, comme aux Etats-Unis, des embouteillages à certaines périodes ?

– Que la direction de l'aviation civile commence par cesser de perdre du temps en contrôlant, dans les aéroports, que les passagers ont bien payé le tarif « officiel » ! Qu'elle s'occupe de son véritable travail qui est d'organiser la navigation et la sécurité aériennes ! J'ai une proposition pour remédier aux embouteillages qui sévissent à Orly : cet aéroport est fermé de 23 heures à 6 heures ; ouvrons-le 24 heures sur 24 ; faisons en sorte qu'il y ait en permanence des services, des taxis et des bus. On me répondra : et les riverains ? Toutes les compagnies sont équipées d'avions silencieux qui ne posent plus de problèmes.

– Vous avez aussi été autorisé, il y a un an, à vendre des vols charters intérieurs entre Paris et Toulouse ou Ajaccio. C'était une petite victoire. Elle a été confirmée pour cet été. Pourquoi n'êtes-vous pas satisfait ?

– Parlons-en. La directive du 20 novembre 1987 cantonne nos vols entre 9 heures et 17 heures, 21 heures et 23 heures. Elle nous interdit de vendre des allers simples, de faire plus de quatre vols hebdomadaires et de partir d'Orly-Ouest. Les autorisations d'effectuer des vols charters en France ne sont valables que quatre mois. En fait, cette directive a été réalisée avec l'accord d'Air Inter. C'est la preuve qu'elle est protectionniste. Pourtant la concurrence a toutes les vertus. C'est parce que le maire de La Rochelle, M. Michel Crépeau, a pris contact avec moi pour lancer des charters à l'occasion du Salon nautique « Le Grand Pavois », que TAT a accepté d'en faire. Résultat : le prix de l'aller-retour est tombé, à cette occasion de 2110 F à 595 F. Drôle, non?

» Nous nous tâtons pour savoir si nous attaquerons en justice cette directive. En tout cas, le nouveau ministre devra dire clairement s'il est favorable à ce maintien des monopoles ou à une saine concurrence.

– Après l'arrêt « Nouvelles Frontières » de la Cour du Luxembourg du printemps 1986, les esprits ont bougé en Europe. En décembre dernier, les Douze ont accepté des assouplissements tarifaires et réglementaires pour préparer le grand marché de 1993 et la disparition des frontières intérieures. N'est-ce pas un grand pas dans le sens des consommateurs ?

– Il est tout à fait insuffisant. L'Europe doit supprimer les accords bilatéraux et abandonner à la Commission de Bruxelles une part de sa souveraineté comme les autres. Nous soutiendrons l'action de la Commission.

» Par exemple, la Grèce refuse obstinément que nos avions embarquent des Grecs à Athènes. De nombreuses places circulent donc à vide au moment de la mise en place d'une chaîne de charters. Je vais demander à l'administration grecque de cesser cette pratique discriminatoire. Si elle n'accepte pas, j'en saisirai la Commission de Bruxelles et, si celle-ci ne peut rien y faire, nous irons devant la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg.

» Avec M. René Lapautre, patron d'UTA et de l'Aéromaritime, nous avons demandé à desservir Milan. Air France et Alitalia vont crier que nous leur prendrions des hommes d'affaires. Et alors ? Il y a des petits patrons et des cadres de PME pour lesquels le prix du billet régulier est trop cher !

» Je vais faire du lobbying avec l'aide d'organismes de consommateurs dans les douze pays de la CEE.

– Qu'attendez-vous de l'Europe ?

– Il faut que les comapagnies emploient des pilotes européens et non français, belges, allemands, etc. Dans les cockpits des compagnies françaises, tous les ressortissants des Douze ont leur place. De même, les salaires des navigants doivent se rapprocher de ceux de British Airways. Il n'est plus possible de rémunérer un commandant de bord un million de francs par an pour trente-cinq heures de travail par mois.

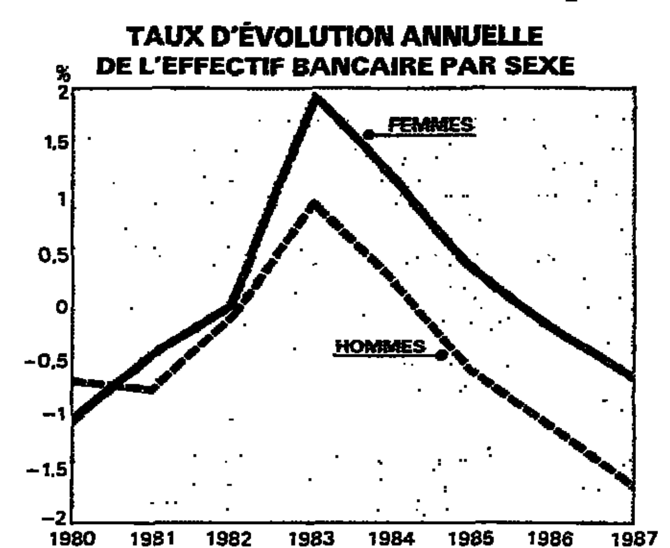
» Il faut qu'on puisse constituer une compagnie de droit européen à partir de plusieurs transporteurs nationaux, ce que le ministre français des transports avait fait capoter, il y a quelques mois, en interdisant au belge TEA de racheter Point Air...

– Vous défendez le droit au voyage, mais n'est-ce pas une astucieuse méthode de commercialisation et de publicité pour les produits de Nouvelles Frontières ?

– Si j'avais seulement cherché l'intérêt de Nouvelles frontières, j'aurais pu me contenter de faire tranquillement des affaires avec Air France et Air Inter. J'ai préféré, depuis vingt-deux ans, anticiper un mouvement inéluctable. Et puis, je suis un chef d'entreprise fonctionnant dans une économie de marché ! C'est vrai que la revendication du droit au voyage nous attire des clients supplémentaires, mais tout le monde peut nous imiter. Pourquoi la filiale d'Air France, Jet Tours ne se joindrait-elle pas à nous ? »

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

Poursuite de la diminution des effectifs dans les banques



Source : Banque AFB echantillon des 37 banques

Selon une enquête de la direction des études de l'Association française des banques (AFB), à partir d'un échantillon de trente-sept établissements couvrant 85 % des effectifs totaux des banques AFB, les effectifs ont diminué de 1,1 % en 1987. Cette diminution – qui avait commencé en 1979 – avait été interrompue en 1982 et en 1983 mais la baisse avait repris en 1985 (– 0,1 %) et s'était poursuivie en 1986 (– 0,7 %). Au 31 décembre 1986, les effectifs totaux dans les banques étaient de 408 236, dont 229 197 pour les banques rattachées à l'AFB. Les femmes, qui représentaient plus de 50 % de l'effectif total des banques AFB en 1979, arrivaient à 52 % en 1987.

DANS LES ENTREPRISES

Modernisation mode d'emploi chez BSN

Si le groupe BSN *« n'entend nullement se poser en modèle »* pour la modernisation technologique et sociale, il entend montrer qu'il est plutôt en pointe sur ce sujet qui a fourni à Antoine Riboud une bonne partie de la matière de son rapport « Modernisation mode d'emploi » remis au premier ministre en novembre 1987. Dans le rapport annuel 1987 du premier groupe agro-alimentaire français, Antoine Martin, directeur général des relations humaines, souligne que *« le changement technologique n'est positif que s'il est bien maîtrisé. Mal maîtrisé, il devient ruineux. Entre les deux, ce sont les hommes qui font la différence »*. L'an dernier, le groupe a lancé trois séminaires *« nouveaux métiers »* qui ont permis de réunir *« au pied des machines »* les directeurs industriels et les directeurs des relations humaines de quatre départements.

A Besançon, l'usine Vandamme a mis au point une démarche associant *« les acteurs concernés à la préparation de nouveaux investissements »*. A structure constante, les effectifs de BSN sont passés de 44 043 fin 1986 à 41 285 fin 1987. La direction *« créations d'emplois et activités nouvelles »* du groupe a favorisé la création de 300 emplois *« à proximité »* par des entreprises extérieures et a aidé plus de 150 projets individuels de salariés à *« voir le jour »* en 1987.

● **Bull SA** (informatique) va mettre en place dans le courant du second semestre une structure d'information interne au niveau européen. Intitulée comité d'information européen, cette structure résulte d'un accord entre Bull et les fédérations syndicales européennes des employés de la métallurgie. Ce comité devrait être composé de onze délégués français, deux allemands, et d'un délégué pour chacun des pays suivants : Belgique, Pays-Bas, Autriche, Danemark, Espagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède et Suisse. Il sera présidé par le PDG de Bull SA, M. Francis Lorentz, qui pourra apporter des informations sur la stratégie du groupe. La première réunion pourrait se tenir à Bruxelles.

● **A Gaz de France**, l'UNCM-CGC se félicite de la prise de position de la direction en faveur de la négociation d'un contrat de plan pluriannuel entre l'établissement public et l'Etat, comme à EDF (où le contrat vient à échéance à la fin de 1988). Le syndicat voit dans ce contrat *« l'élément essentiel de la régulation contractuelle de l'économie qu'elle préconise pour assurer et garantir la cohérence d'ensemble et la liberté des acteurs économiques »*. A condition qu'il y ait aussi un *« volet social »*.

● **Chez Thomson**, à Montreuil, un délégué CGT, M. Jean-Pierre Blanchard, a été mis à pied trois jours pour avoir reçu une journaliste dans les locaux de l'entreprise et non dans les locaux syndicaux, indique la direction, qui ajoute que ce département de Thomson (silicium et gyromagnétisme), en cours de cession à la société Tekelec, travaille pour la défense nationale. La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a demandé *« la levée de toute sanction contre Jean-Pierre Blanchard »*, qui *« a voulu donner le point de vue de la CGT contre cette privatisation inacceptable »*.

Le secrétaire d'Etat aux transports souhaite doubler les crédits d'entretien des canaux

A la place du premier ministre toujours souffrant, c'est M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, qui a précisé, le dimanche 19 juin, les mesures que le gouvernement comptait prendre en faveur des artisans bateliers.

M. Sarre a notamment indiqué que le plan social de la batellerie, qui s'achève fin 1988, serait *« reconduit et amélioré »*. Celui-ci a coûté 100 millions de francs en trois ans et permis de ramener de 2 300 à 2 000 le nombre des artisans. L'imposition des plus-values sur les péniches vendues par les mariniers partant à la retraite sera aménagée.

Enfin, le secrétaire d'Etat entend doubler les crédits budgétaires (100 millions de francs en 1988) d'entretien des voies navigables, dont le mauvais état perturbe la navigation fluviale.

Les navigants d'Air Inter veulent contraindre leur PDG à démissionner

La quatorzième semaine de grève perlée a commencé, le lundi 20 juin, à Air Inter où les syndicats des pilotes (SNPL et SPAC) et des mécaniciens (SNOMAC et SNPNAC) ont lancé un préavis de grève jusqu'au dimanche 26 juin. Officiellement, il s'agit pour eux d'obtenir que l'Airbus A-320, livré cette semaine, soit piloté par trois membres d'équipage (deux pilotes et un mécanicien) alors que cet avion a été conçu pour être conduit par deux pilotes seulement.

En fait, les syndicats veulent obtenir le départ de leur PDG, M. Pierre Eelsen, qu'ils accusent de n'avoir pas partagé les responsabilités dans l'entreprise. Ils ont donc décidé de durcir leur mouvement pour tenter d'empêcher son renouvellement à la tête du conseil d'administration de la compagnie. A la grève perlée, qui perturbe chaque matin le trafic, s'ajoutera, mercredi et jeudi, une grève complète.

Cet arrêt de travail ne devrait pas provoquer d'importantes perturbations et M. Eelsen sera réélu président conformément au vœu formulé, le 17 mars, par son conseil d'administration.

★ Renseignements : tél. : (1) 45-39-25-25 et minitel 3614 Code AIRINTER.

● **Dix-huit Boeing pour Sabena.** – La compagnie aérienne belge Sabena a passé commande de dix-huit Boeing 737-400 pour renouveler sa flotte actuellement composée de 737-200. Le montant de cette acquisition dépasserait 3 milliards de francs. La Sabena recevra quinze avions, sa filiale charter Sobelair deux et Air Belgium, filiale du voyagiste Sunair, dans laquelle Sabena détient une participation, un seul. En 1987, Sabena avait déjà commandé cinq Arbus A 340 long courrier pour remplacer ses DC-10.



Économie

REPÈRES

Balance commerciale

Forte augmentation de l'excédent au Brésil

Le Brésil a enregistré pour les cinq premiers mois de l'année un excédent de 6,8 milliards de dollars de sa balance commerciale, en forte hausse par rapport au chiffre des cinq premiers mois de 1987.

Les exportateurs pour les cinq premiers mois de l'année on atteint 12,4 milliards de dollars, et les importations se sont élevées à 5,6 milliards de dollars, contre respectivement 8 milliards de dollars et 5,9 milliards de dollars pour la même période de 1987.

En mais, le Brésil a enregistré un solde positif de 1,7 milliard de dollars, avec des exportations pour un montant de 2,9 milliards de dollars et des importations s'élevant à 1,15 milliard.

Selon le Banco do Brasil, l'excédent commercial du pays pourrait atteindre 13 milliards de dollars en 1988.

Consommation des ménages

Baisse de 2,2 % sur un an en France

Les dépenses commercialisables des ménages de mai 1988, évaluées sur un échantillon de deux mille magasins de détail de tous les secteurs, ont été inférieures de 2,2 % à celles de mai 1987, selon une étude du Conseil national du commerce rendue publique le samedi 18 juin. Le recul a été plus marqué en province qu'en Ile-de-France. Les dépenses alimentaires et l'équipement du foyer reculent sensiblement, alors que les loisirs sont stables et que l'équipement de la personne progresse. Sur cinq mois, pour la même période de 1987, les dépenses cumulées sont en retrait de 0,6 %.

Prix

Hausse de 0,5 % en avril dans les pays de l'OCDE

La hausse des prix à la consommation s'est établie à 0,5 % en avril, après une poussée de fièvre en mars, dans les vingt-quatre pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), selon les chiffres publiés par l'Organisation internationale. Sur douze mois, les prix à la consommation ont augmenté de 3,5 %, soit un niveau stable depuis l'été dernier. Comme en mars, les prix des produits alimentaires ont affiché une hausse de 0,4 %. En revanche, les prix de l'énergie, qui avaient baissé de 0,3 % en mars ont crû de 0,5 % en avril, se situant un peu au-dessous de leur niveau d'avril 1987.

Les meilleures performances sont enregistrées au Japon – où les prix à la fin avril 1988 étaient au même niveau qu'un an auparavant, – en Allemagne fédérale (+ 1 %) et en France (+ 2,5 %). – (*AFP.*)

Production industrielle

Baisse en avril en France

La production industrielle (hors bâtiment et génie civil) en France est en baisse en avril par rapport à mars, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques de l'INSEE publiées le vendredi 17 juin. L'indice INSEE se situe à 105 en avril contre 106 en mars (base 100 en 1980). Par rapport à avril 1987, l'activité industrielle se situe à un niveau encore supérieur de 2,94 %.

La baisse est particulièrement sensible pour la production agricole et alimentaire, pour celle de l'énergie, de la chimie, du cuir et de la chaussure, du papier carton et des produits en caoutchouc. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans le secteur de la presse et de l'imprimerie et de l'automobile.

SOCIAL

La longue grève des mineurs de Gardanne

L'affrontement avec la direction risque de tourner au conflit politique

MARSEILLE
de notre correspondant

La grève des mineurs de Gardanne-Meyreuil (Bouches-du-Rhône), à l'appel de la CGT – largement majoritaire – et de la CFDT, vient d'entrer dans son soixante-quinzième jour sans que l'on entrevoie d'issue au conflit. De mémoire de mineur provençal, jamais conflit portant sur des revendications salariales n'avait atteint pareille durée et pareille ampleur. Partielle (deux heures par jour) pendant trois semaines, du 7 au 28 avril, la grève est devenue totale ensuite. Depuis cinq semaines, cinquante mineurs occupent le fond par moins mille mètres et cinq femmes de mineur continuent une grève de la faim depuis le 9 juin.

Le conflit a traversé la campagne électorale sans perdre de son intensité. Depuis dix semaines, les actions spectaculaires se sont succédé, depuis l'apparition de « gueules noires » casquées sur la Croisette lors du Festival de Cannes, jusqu'au déversement de cargaisons de charbon étranger sur le port de Fos, en passant par l'incendie de pneus devant la mairie de Marseille et le siège du conseil régional de Provence ou des « opérations escargot » sur l'autoroute du Nord.

On avait pu penser que l'ouverture de négociations entre la direction et les syndicats début juin allait enfin débloquer la situation et permettre une reprise du travail. Mais les deux parties sont restées sur leurs positions. « *Tout n'est pas négociable, tout n'est pas pardonnable* », affirmait d'emblée la direction, faisant allusion à un attentat qui a détruit des bureaux du siège à Meyreuil, attentat qualifié de « *provocation* » par les grévistes. La direction refusait en particulier de discuter de la grille salariale et d'augmentations de salaire. De leur côté, les syndicats avaient fait un préalable de l'augmentation des salaires de 1,5 % à compter du 1er janvier 1988, et de l'attribution d'une prime de rattrapage de 1 500 F sur 1987.

A plusieurs reprises les négociations ont été suspendues. L'ambiguïté vient de ce qu'aucun accord salarial national n'a été signé cette année aux Charbonnages de France. Tous les syndicats ayant refusé de ratifier le projet présenté le 14 mars dernier par la direction, qui prévoyait une augmentation de 2,2 % en niveau et de 1,1 % en masse des salaires sur 1988, avec un salaire annuel minimum brut de 66 000 F, a été appliqué unilatéralement et « *à titre conservatoire* », une augmentation des salaires de 1 % au 1er avril.

L'attribution le 9 juin d'une prime de rattrapage de 750 F, la promesse d'une avance de 50 % sur le paiement des journées de grève et de la levée de toute sanction n'ont pas suffi à désarmer les grévistes. Aujourd'hui, après plus de deux mois d'affrontements et de rencontres stériles, chaque partie paraît mue uniquement par le désir de faire céder l'autre.

Désinvolture

Les grévistes se disent choqués par la désinvolture et le mépris affichés par la direction, qu'ils accusent de faire sciemment traîner les négociations. Celle-ci refuse, dit-elle, de négocier sous la menace et dans un climat de tension entretenu par les grévistes.

Elle vient d'ailleurs d'adresser une lettre personnelle à chaque salarié accompagnée d'un bulletin de vote pour la reprise du travail (un comité de non-grévistes s'était déjà constitué).

De leur côté, les grévistes, qui réclament toujours des négociations sur leurs revendications, bénéficient du soutien sans faille de la municipalité communiste de Gardanne. Celle-ci continue les collectes en leur faveur et abrite dans une salle de la mairie les cinq grévistes de la faim. La fédération départementale du PCF vient de renforcer ce soutien en appuyant les démarches de délégations quotidiennes de différentes organisations locales auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône et par des appels à la solidarité financière. Après les élections et certaines promesses faites durant la campagne, les communistes paraissent vouloir faire du conflit de Gardanne un test de la volonté d'« *ouverture sociale* » du nouveau gouvernement.

JEAN CONTRUCCI.

Grève dans la porcelaine à Limoges

LIMOGES
de notre correspondant

A l'issue de négociations avec l'Union des fabricants de porcelaine, les syndicats de la céramique de Limoges ont appelé à la grève, effective depuis le vendredi 17 juin. Lancé par la CGT, rejointe en fin de semaine par FO, le mouvement affecte les principales manufactures limougeaudes : Haviland, Raynaud, Bernardaud, Lafarge, Boyer, Tharaud, etc. Les grévistes occupent les locaux de l'Union des fabricants.

Les salaires ouvriers dans la porcelaine sont inférieurs à 5000 F par mois. La CGT, constatant que ces rémunérations « *sont inversement proportionnelles au prestige de la production* », demande 5 % d'augmentation des salaires réels (primes non comprises) au 1er juin et le paiement d'un treizième mois. Les employeurs s'en tiennent à une augmentation maximale au 1er juin de 3,10 %, avec par la suite des augmentations modulées selon les catégories. Ils refusent de « *négocier sous la menace* ». Le conseil général de la Haute-Vienne (à majorité PS-PC) a demandé l'intervention des pouvoirs publics afin d'obtenir des négociations.

G. C.

La délocalisation d'usines

Le Coq sportif produira en Tunisie et en Corée...

Le fabricant d'articles de sport le Coq sportif cède à la délocalisation et vient de décider la fermeture de son unité de production textile de Romilly-sur-Seine (Aube), où travaillent cent soixante personnes. Un « *plan social adapté* » doit être présenté dans quelques jours.

Au Coq sportif, qui dépend, comme Adidas (articles de sport) de la holding suisse Sardan, on explique que la production textile du groupe – aujourd'hui uniquement exécutée dans cette usine – sera désormais réalisée à 70 % à l'étranger, en Tunisie et en Corée du Sud, tandis que les 30 % restants seront fabriqués en France « *la partie haut de gamme qui colle à la mode*).

La partie textile du Coq sportif, qui regroupe les marques Coq sportif, Arena (maillots de bain) et Façonnable, a enregistré l'an dernier une baisse importante de son résultat net, puisque de 1,6 million de francs en 1986, il est tombé à 220 000 F. Le chiffre d'affaires 1987 s'est établi à quelque 550 000 millions de francs.

La fermeture de l'usine de Romilly crée sur place assez d'émotion dans la mesure où, lors du rachat du Coq sportif à la famille fondatrice en 1974, Adidas s'était engagé à conserver ce site, selon Mme Gousserey-Camusset, l'ancienne PDG. Celle-ci est d'ailleurs toujours en procès avec le Crédit national, qui était entré dans le capital en 1973, toujours selon elle, pour « *développer l'affaire* » et qui l'a revendue, en 1974, à son concurrent Adidas.

...et les moulinets Mitchell à Taiwan

La direction de l'usine de moulinets de pêche Mitchell, de Cluses (Haute-Savoie), va licencier à la fin du mois de juillet quatre-vingt-dix de ses cent cinquante employés et transférer l'essentiel de sa production à Taiwan. La direction de Mitchell, premier constructeur français de moulinets de pêche, achèvera ainsi le transfert de sa production à Taiwan, entrepris depuis deux ans afin de réduire les coûts de production. Les soixante employés restants à Cluses – la seule usine Mitchell en France – ne fabriqueront plus que certains moulinets haut de gamme.

ÉTRANGER

Les dernières prévisions de l'institut WIFO

L'embellie européenne profitera à la croissance autrichienne

La croissance économique en Autriche sera cette année sensiblement plus forte que prévu et atteindra 2,5 % et 2 % en 1989, un point de plus que ne le pensait, au début du printemps, l'Institut de recherches économiques (WIFO). Cette embellie imprévue est due à la reprise de la conjoncture européenne qui a permis une forte progression des exportations dans les premiers mois de cette année. Les exportations devraient augmenter de 5,5 % en 1988, deux fois plus vite que l'an dernier.

VIENNE
de notre correspondante

Ce rythme de croissance représente une performance que l'Autriche, dont l'expansion est depuis plusieurs années inférieure à la moyenne de l'Europe occidentale, n'a pas réalisée depuis 1985. Il ne signifie pas, selon le directeur du WIFO, M. Helmut Kramer, un renversement définitif de tendance. Les analystes font notamment remarquer qu'une progression inattendue des exportations du secteur de base – papiers, aciers et notamment, toles pour l'industrie automobile – est à l'origine de cette évolution favorable, qui pourrait n'être que de courte durée.

Le volume des exportations après deux ans de stagnation a nettement augmenté, notamment sur le marché ouest-européen. Ce dernier est de loin le plus important pour l'Autriche, qui y a vendu en 1987 67,7 % de ses marchandises. A elle seule, la CEE a absorbé 57,2 % de ces exportations, la part de l'OPEP et des pays en voie de développement tendant à se stabiliser. Les experts s'attendent également à l'arrêt de la chute libre des exportations vers les pays du COMECON, et notamment vers l'URSS, qui ont diminué de moitié au cours des deux dernières années, pour revenir de 34 milliards à 17 milliards de schillings.

Le ralentissement prévu de la poussée des importations (+ 4,5 % contre 5 % en 1987) devrait permettre d'enrayer la détérioration de la balance commerciale, qui a accusé en 1987 un déficit de 70 milliards de schillings.

Ce déficit est cependant en grande partie de nature structurelle. L'Autriche produit toujours trop de produits de base et semi-finis et exporte 87 % de ses produits en Europe en négligeant les marchés lointains, souvent très dynamiques, comme le marché asiatique. Le vaste secteur nationalisé (banques, assurances, transports), qui fixe de façon pratiquement autonome ses tarifs à un niveau souvent plus élevé qu'à l'étranger, faute de concurrence, constitue un sérieux handicap à la compétitivité des exportateurs. Ces derniers se recrutent essentiellement parmi les petites et moyennes entreprises, qui réalisent 60 % du volume des exportations, estiment les experts du WIFO.

L'évolution favorable du tourisme (+ 3,6 % en 1977) autorise les experts à prévoir dans ce secteur des excédents analogues à ceux de l'année précédente (39 milliards de schillings) pour 1988 et 1989. Les recettes du tourisme devraient s'accroître en 1988 pour atteindre 110,4 milliards (+ 5,5 %) et les dépenses des Autrichiens à l'étranger s'élever à 70,5 milliards. La balance des opérations courantes (– 1,1 milliard en 1987) devrait aussi se solder en léger excédent (+ 2,5 milliards) en 1988.

La consommation des ménages devrait progresser de 2,8 % en 1988 et de 3 % en 1989 (2,6 % en 1987), notamment à la suite de l'entrée en vigueur d'une réforme fiscale au 1er janvier 1989. La baisse des taux d'imposition, qui seront désormais de 10 % à 50 % (contre 11 % à 62 %), laissera quelque 14 milliards de schillings supplémentaires aux consommateurs, ce qui ne manquera pas d'avoir un effet stimulant sur la conjoncture.

De quoi stabiliser le chômage, qui devrait atteindre cette année 5,4 % contre 5,6 % de la population active en 1987. L'inflation, par contre, risque d'augmenter légèrement, pour passer à 2 % au lieu de 1,4 % en 1987.

WALTRAUD BARYLI.

Pénurie de devises et de biens importés

Le Pérou commence à craindre une nouvelle récession

La pénurie de devises qui se fait fortement sentir au Pérou depuis le début de l'année fait peser une menace sur de nombreux secteurs de la production, qui souffrent d'un manque d'approvisionnement généralisé de biens importés, qu'il s'agisse de matières premières, de pièces de rechange ou de produits de base.

LIMA
de notre correspondante

La crise est particulièrement sérieuse pour les laboratoires pharmaceutiques, l'industrie alimentaire, les usines de montage automobile, les cimenteries et l'imprimerie...

Plusieurs entreprises péruviennes ont dû fermer leurs portes. C'est le cas, par exemple, de la fabrique nationale de lacets, qui a donné des vacances anticipées à son personnel à la fin mai, après avoir épuisé ses stocks de polyester et de cellulose. Cette récession forcée ne manquera pas de se répercuter sur toute cette branche manufacturière.

Il n'y a plus de résine pour confectionner les semelles des tennis, plus de colle... Le chef d'entreprise a bien la possibilité d'importer ces produits s'il achète des devises sur le marché parallèle, à deux ou trois fois leur valeur officielle, mais il élève alors d'autant son coût de production, d'où une perte nette car le prix des chaussures est fixé par le gouvernement. L'Association des fabriquants de chaussures fait savoir que « *cette situation ne peut durer plus d'un mois. Aujourd'hui même, le secteur ne tourne qu'à moitié de ses capacités, et le sort de cent mille familles est en jeu* ».

L'industrie alimentaire est, elle aussi, touchée. Les ménagères ne trouvent ni riz, ni sucre, ni lait, ni pâtes sur le marché parce que l'entreprise publique Paramonga n'a pu obtenir de devises pour importer la pulpe de bois indispensable à la confection du papier kraft. Il y a aussi pénurie de fer blanc, d'où le risque encouru pour toutes les conserveries.

La situation est identique pour les laboratoires pharmaceutiques. Non seulement certains médicaments de base font défaut, mais il manque aussi les boîtes en carton, les flacons en plastique ou en verre et les tubes et le papier aluminium, ce qui fait qu'un médicament sur cinq est introuvable.

L'imprimerie est sans papier, sans encre, sans film, sans révélateur ; le transport, sans pneus. Les fabriques de ciment, sans pièces de rechange, de biens d'équipement, de demi-produits. Les usines de montage automobile, comme Toyota, songent à quitter le pays.

Le prix d'une politique hétérodoxe

Ce désapprovisionnement généralisé est le prix à payer après deux ans de politique hétérodoxe. Si, dans un premier temps, la production est repartie en flèche, aujourd'hui, le fantôme de la récession refait son apparition parce que la boulimie de devises (800 millions de dollars consommés en 1987) qui, alimenta artificiellement ce modèle ne peut plus être satisfaite.

Avec un déficit budgétaire équivalent à 12 % du PNB en 1987, le gouvernement est obligé de restreindre au maximum les importations. Le coût de la tentative populiste est élevé : une inflation qui menace de dépasser 300 % en 1988 (certains annoncent même 700 %) et le début de la récession. D'après la revue spécialisée *Efficacia*, la production est en chute libre depuis avril, particulièrement dans l'industrie automobile et le transport, avec une chute de 33,8 % entre avril 1988 et le mois correspondant de 1987. La baisse atteint dans le matériel électrique et électronique 21 % et 17,9 % pour l'industrie.

Le président Alan Garcia ne renonce pas pour autant à l'hétérodoxie. Il estime que quelques « raccommodages », notamment la « *croissance sélective* », lui permettront de tenir bon jusqu'à la fin de son mandat en 1990.

NICOLE BONNET.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le 30 juin 88

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MATRA

Actionnaires de MATRA notre Assemblée Générale mixte se tiendra le jeudi 30 juin 1988 à 10 heures à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre International de Conférences - 30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris.

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents vous permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée Générale : demande de carte d'admission, formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance, ...

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer ou être représentés à l'Assemblée Générale, adressez-vous à l'établissement financier (banque, société de bourse, intermédiaire financier, ...) auprès duquel vos actions sont inscrites en compte. Vous devrez avoir déposé 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse Centrale des Banques Populaires, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Banque Indosuez, Banque Paribas, Banque Odier/Bungener/Courvoisier.

Attention, seuls seront pris en compte les formulaires de vote par correspondance dûment remplis parvenus 3 jours au moins avant la réunion à MATRA PARTICIPATIONS, Centre d'Opérations sur titres, 9, rue Beaujon, 75008 PARIS. Tél. : (1) 47 66 01 36.

RELATIONS ET INFORMATION ACTIONNAIRES :
A partir du 30 juin 1988 : service minitel 36.16 code MATRA ; base d'information téléphonique (1) 47.20.20.20.
A partir du 1er septembre 1988 : bureau d'accueil permanent 5, rue Beaujon, 75008 PARIS.





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Réunis le 16 juin sous la présidence de M. Bernard de Villeméjane, les actionnaires d'IMETAL ont approuvé les comptes de l'exercice 1987 et la distribution d'un dividende net de 4 F par action (6 F avec l'avoir fiscal) qui sera mis en paiement à partir du 8 juillet 1988 avec option pour le versement en numéraire ou en actions (sur la base de 183 F l'action).

S'adressant aux actionnaires, M. de Villeméjane a souligné que la reconversion fondamentale des activités de la société, développée au cours des deux derniers exercices, fait désormais d'IMETAL un groupe industriel aux assises plus stables, qui dispose, par son importante trésorerie, des moyens de poursuivre son redéploiement dans de nouveaux domaines. Il a également confirmé qu'IMETAL soutenait activement la constitution de Metaleurop, nouvelle entité qui devrait être créée dans le cadre de l'accord récemment intervenu entre Penarroya et Preussag, et dont elle détiendra environ 20 %, en s'engageant à convertir en capital, à hauteur de 170 millions, la créance de 250 millions qu'elle possède sur Penaroya et à recevoir, pour le solde, des bons de souscription d'actions. Après avoir rappelé que le secteur des matériaux de construction, en pleine croissance, avait participé pour plus de 150 millions de francs au résultat consolidé d'IMETAL en 1987, le président a indiqué que le vigoureux redressement des résultats de Copperweld Corporation permettait à cette société de reprendre, dès cette année, le versement d'un dividende. En se basant sur le bon niveau actuel des activités d'IMETAL, dépendantes bien évidemment de la conjoncture mais qui ne sont plus soumises comme auparavant aux brutales variations des métaux, le président de Villeméjane prévoit une sensible amélioration des résultats courants en 1988 et estime que le montant consolidé devrait s'établir autour de 275 millions de francs, soit 26 F par action (plus du double qu'en 1987). Sur cette base, M. de Villeméjane considère que le cours de l'action IMETAL, bien qu'en sensible progression, repose encore sur un multiple de capitalisation modéré.

(Le rapport sur l'exercice 1987 peut être envoyé sur simple demande adressée au siège d'IMETAL, tour Montparnasse, 75755 Paris Cedex 15.)

Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 1988

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 14 Juin sous la présidence de Monsieur Arnaud LEENHARDT a approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par une perte de 397.348.421 Francs après dotation de 1.725.140 Francs aux amortissements des immobilisations. Le résultat consolidé du Groupe VALLOUREC pour cet exercice 1987 est une perte de 451.933.768 Francs (part du Groupe) après dotation de 229.745.210 Francs aux amortissements des immobilisations. Rappelons que le résultat consolidé de l'exercice 1986 était une perte de 401.802.728 Francs après dotation de 208.746.908 Francs aux amortissements des immobilisations.

Il ne sera procédé à aucune distribution de dividende.

L'Assemblée a ratifié la nomination comme administrateurs de Messieurs Jean-Claude CABRE et Robert HUDRY et renouvelé le mandat d'administrateur de Monsieur Francis MER.

Dans son allocution le Président a précisé que, par suite de la progression importante de l'activité, intervenant une fois achevées les opérations de restructuration industrielle, il était possible de prévoir un résultat consolidé positif du Groupe VALLOUREC pour l'exercice 1988.



groupe vallourec
l'industrie en première ligne



NORD EST

DIVIDENDE : +14 %

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 15 juin 1988 sous la Présidence de Monsieur Gustave RAMBAUD a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

(en millions de francs)	1987	1986	%
Résultat social	128	99,5	+29
Dividende global	52,4	45,8	+14
Résultat consolidé (part de NORD EST)	142	112,9	+26

Le dividende fixé à 4 F par action (plus 2 F d'avoir fiscal) sera mis en paiement le 12 juillet 1988.

Perspectives d'avenir

Le résultat consolidé (part de Nord Est) devrait progresser d'environ 20 % pour l'exercice 1988.
Le Groupe NORD EST poursuivra sa croissance en renforçant ses pôles industriels, afin de leur donner, quelle que soit l'issue du procès Magnésia, une dimension Européenne.



s'adapter pour gagner

EXERCICE 1987

Après une année 1986 qui avait bénéficié d'un environnement favorable, la situation du marché pétrolier s'est à nouveau dégradée en 1987.
Cependant, pour Esso SAF, les gains de productivité ainsi que les restructurations engagées depuis plusieurs années ont permis de limiter le déficit économique des activités de raffinage-distribution.

Des résultats favorables ont été obtenus :
- La filiale Esso REP a redressé sensiblement ses résultats et reste le premier producteur de brut en France.
- L'outil de raffinage a tourné à 92 % de sa capacité nominale.
- *Le plan de modernisation des stations-service* Esso s'est poursuivi.
- Le Centre de Recherche a élargi ses activités.

La Société poursuit vigoureusement ses efforts en 1988 : dynamisme commercial, rigueur de gestion, recherche de conditions de concurrence équitables.

A la suite de l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 juin 1988, le Conseil d'Administration d'Esso SAF a nommé Monsieur Jean Verré, Président-Directeur Général et Monsieur Claude Roux, *Président d'Honneur*.

Résultats 1987 d'Esso SAF

■ Chiffre d'affaires	25.146 millions de francs
dont taxe intérieure	9.847 millions de francs
■ Dépenses d'immobilisation	520 millions de francs
■ *Résultat net*	297 millions de francs
■ Dividende net	25 francs/action (dont 15 F payés le 16 février 1988 et 10 F payables le 1er juillet 1988).

SOCIETE DU GROUPE EXXON





COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Notre métier : le commerce international.

La CFAO, forte d'une expérience centenaire du commerce international, amplifie sa stratégie de croissance.

Expansion de son implantation internationale :
- Présence dans plus de 30 pays : • Europe • Afrique • Caraïbes • Pacifique Sud • Amérique du Nord.
- Plus de 250 filiales et 25.000 collaborateurs.
- Chiffre d'affaires consolidé estimé, supérieur à 23 milliards en 1988.

Volonté d'élargir ses activités autour de ses métiers de base :
- la distribution de biens de consommation,
- la distribution de biens d'équipement,
- les services, les transports, l'informatique,
- l'industrie.

Détermination pour aborder les marchés mondiaux de la fin du siècle :
La CFAO mise sur la compétence et l'esprit d'entreprise de ses équipes pour renforcer sa présence dans les créneaux économiques qu'elle maîtrise.
A cet effet, la CFAO émet des obligations convertibles en actions, afin de se donner les moyens nécessaires à la poursuite de son développement.

Émission d'un emprunt de F 1 MILLIARD en 666.660 obligations de F 1.500 nominal convertibles en actions

Caractéristiques principales
Prix d'émission : 1.500 F par obligation.
Date de jouissance et date de règlement : 11 juillet 1988.
Intérêt annuel : 6,25 %, soit **93,75 F** par obligation, payable le 1er janvier de chaque année. Exceptionnellement, le 1er coupon pour la période du 11 juillet au 31 décembre 1988 sera de F 44,70.
Taux de rendement actuariel brut : 7,66 % au 11 juillet 1988 (en cas de non conversion).
Durée totale de l'emprunt : 7 ans et 174 jours.
Amortissement normal : à F 1.650 par titre, en 4 tranches égales les 1ers janvier des années 1993 à 1996.
Amortissement anticipé : possible par rachats en bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.
Conversion des obligations en actions : au gré du porteur, à tout moment à partir du 13 juillet 1988 à raison d'UNE action de F 100 nominal pour UNE obligation.
Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

Souscription des obligations
Délai de priorité des actionnaires : souscription réservée par priorité, **du 20 juin au 29 juin 1988** inclus, aux actionnaires, à raison de 3 obligations pour 13 actions possédées.
Souscription du public : à partir du 30 juin 1988, les obligations restant disponibles seront offertes au public.



CFAO
COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Société anonyme au capital de F 275.960.000
Siège social : 32, cours Pierre-Puget 13006 MARSEILLE
RCS MARSEILLE B 055 800 692
Direction Générale :
7, place d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

Publication au BALO du 30 juin 1988. La note d'information (visa COB n° 88-197 du 15 juin 1988) est à la disposition de toute personne en faisant la demande à la Direction Générale de la société :
7, place d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

Marchés financiers

Coup d'accordéon sur l'épargne financière des ménages

Les ménages français ont été plus nombreux à augmenter leur épargne financière au cours des trois derniers mois, selon la lettre de conjoncture de juin du Centre d'observation économique (COE), qui publie les résultats de l'enquête quadrimestrielle réalisée avec le Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP). La proportion de ménages ayant accru leurs réserves financières a progressé de 1,4 % par rapport au premier trimestre 1987, pour atteindre 35,8 %.

Mais, dans le même temps, un nombre également croissant de ménages ont réduit leur effort d'épargne financière (29,1 % des Français contre 28,4 % un an auparavant). Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Le motif principal de diminution des réserves reste, indique le COE, la nécessité de faire face aux dépenses courantes, face à une réduction des revenus. L'enquête confirme l'intérêt croissant des ménages pour le logement, déjà observé dans l'enquête de janvier. Les particuliers sont plus nombreux qu'un an auparavant à avoir réduit leurs épargnes pour réaliser un achat ou surtout des travaux dans leur logement.

La réalisation de grosses dépenses (automobile, électroménager...) est également citée pour un nombre croissant de ménages dont les réserves continuent à diminuer. En revanche, la constitution de réserves en prévision de ce type de dépenses reste stable par rapport à l'an passé.

Le KIO ne paierait pas d'impôts en Grande-Bretagne

Le bureau koweïtien d'investissements à Londres (KIO, Kuwait Investment Office), dont le portefeuille est estimé à 15 milliards de livres (150 milliards de francs) et le chiffre d'affaires annuel à 1 milliard de livres (10 milliards de francs) ne paie pas le moindre « penny » d'impôts à la Grande-Bretagne, révèle le *Sunday Times* dans son édition du 19 juin.

Selon les estimations des experts de la City et du fisc britannique, cités par l'hebdomadaire, le KIO devrait en fait verser chaque année quelque 500 millions de livres à la Grande-Bretagne (5 milliards de francs). Toutefois, en vertu d'un vieux principe d'« immunité souveraine » dont jouissent les Etats monarchiques, le KIO est exempt de tout paiement d'impôts, au grand dam du fisc et des parlementaires du Royaume-Uni, ajoute l'hebdomadaire.

Le holding koweïtien qui contrôle 22 % du capital de British Petroleum détient actuellement plus de 5 % des actions de trente firmes britanniques.

M. Pinault devient président de la Chapelle-Darblay

M. François Pinault a été nommé, le vendredi 17 juin, à la présidence du conseil d'administration de la Franco-Canadienne de Papiers, holding de la Chapelle-Darblay, lors d'une réunion à laquelle ne participaient pas les représentants de Cascades.

Au siège de ce groupe canadien, on désirait faire *« aucun commentaire »*, mais on réaffirmait que ces assemblées, aussi bien celle qui a décidé début mai de l'augmentation de capital en cours jusqu'au 27 juin que celle de vendredi, étaient « illégales ».

Les groupes Pinault et Cascades s'étaient associés voici près de trois mois (*le Monde* daté des 13-14 mars) pour reprendre à parts égales la firme papetière Chapelle-Darblay, avec également une participation du Crédit lyonnais par l'intermédiaire de sa filiale Clinvest. Mais les relations entre les deux groupes se sont depuis nettement dégradées. Ils ne seraient plus d'accord que sur un point : le retrait de l'un d'eux.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1987	10 juin	17 juin
Valeurs franç. à rev. variable	121,6	119,3
Valeurs industrielles	127	124,4
Valeurs étrangères	112,3	113
Pétroles-Energie	130,8	124,5
Chimie	122,4	120,9
Métallurgie, mécanique	131,1	131
Electricité, électronique	136,6	134,5
Bâtiment et matériaux	117,3	114,7
Ind. de consommat. non alim.	122,5	120,4
Agro-alimentaire	131,3	127,5
Distribution	116,2	113,2
Transports, loisirs, services	134,7	132,2
Assurances	125,2	125
Crédit banque	112,3	112
Siconal	94,8	94,4
Immobilier et foncier	85,8	85,6
Investissement et portefeuille	123,9	120,3
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	103,7	104,3
Emprunts d'Etat	105,3	105,8
Emprunts garantis et assimilés	102,9	103,6
Sociétés	104,2	104,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	2979,2	2922,8
Valeurs étrangères	3740,7	3784
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	430	421,8
Valeurs étrangères	506	509,2
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	119,8	120,4
Emprunt d'Etat	119	119,6
Emprunts garantis et assimilés	119,3	120,1
Sociétés	121,4	121,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	350,4	343,2
Produits de base	237,1	229
Construction	372,5	361,7
Biens d'équipement	271,8	269
Biens de consom. durables	457,4	466,7
Biens de consom. non durables	472,6	468,5
Biens de consom. alimentaires	461,1	450,7
Services	321,3	314
Sociétés financières	431,8	420,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	336,1	340,4
Valeurs industrielles	343	336,6
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	282,7	282,6

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	9 juin 1988
Total actif	697 574
dont	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	96 794
ECU	55 263
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 715
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	74 920
Concours au Trésor public	49 640
Titres d'Etat (bons et obligations)	19 873
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	350
Effets privés	114 721
Effets en cours de recouvrement	24 050
Total passif	697 574
dont	
Billets en circulation	223 188
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	68 857
Compte courant du Trésor public	9 642
Reprises de liquidités	26 865
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8 180
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	72 056
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	259 363

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	7 %
– Taux des pensions à sept jours	7,50 %
– Taux d'escompte	9,50 %
– Taux des avances sur titres	10,50 %

CEE

Hausse des fonds d'investissements en valeurs mobilières

Les fonds d'investissements en valeurs mobilières dans la CEE représentaient, à la fin 1987, un placement total de 326,4 milliards d'ECU (2 285 milliards de francs), contre 304,9 milliards d'ECU en 1986 (2 134,3 milliards de francs) et 182 milliards d'ECU en 1985 (1 274 milliards de francs), indiquent des chiffres publiés par la Fédération européenne des fonds et sociétés d'investissement (EIV).

La France arrive largement en tête des pays européens, où les fonds d'investissement sont les plus développés, avec 156,3 milliards d'ECU (1 094 milliards de francs) l'an dernier, soit près de la moitié du total. Viennent ensuite la Grande-Bretagne avec 52,1 milliards d'ECU (365 milliards de francs), l'Italie avec 39,1 milliards d'ECU (273,7 milliards de francs) et la RFA avec 32,4 milliards d'ECU (227 milliards de francs).

Les statistiques de l'EIV prennent en compte dix pays (les douze de la CEE, à l'exception de la Grèce et du Portugal).

TOKYO, 20 juin ⬇

Repli après six jours de hausse

Le marché a clôturé en baisse lundi, pour la première fois depuis six semaines, les intervenants craignant une hausse des taux d'intérêt. L'indice Nikkeï a cédé 203,43 points (– 0,71 %), à 28 139,03 yens. Ce repli intervient après une semaine durant laquelle pendant plusieurs séances consécutives l'indice Nikkeï a pulvérisé successivement ses records. La baisse s'est effectuée dans un marché actif, où 1,2 milliard de titres ont été échangés, contre 1,7 milliard vendredi. Les ordres de vente seraient intervenus également après la mise en garde du ministère des finances contre la précarité des niveaux très élevés des valeurs atteint ces derniers jours. Parmi les titres en recul figuraient ceux des secteurs financiers (maisons de courtage, banques) et de la communication. En hausse, on notait les actions des secteurs comme les producteurs de matières premières, la sidérurgie et l'alimentation.

VALEURS	Cours du 17 juin	Cours du 20 juin
Akaï	726	704
Bridgestone	1 470	1 460
Canon	1 230	1 230
Fuji Bank	3 190	3 200
Honda Motors	1 700	1 690
Matsushita Electric	2 530	2 500
Mitsubishi Heavy	839	836
Sony Corp.	5 170	5 150
Toyota Motors	2 290	2 300

FAITS ET RÉSULTATS

● **La Financière Darty détient plus de 80 % de Darty.** – La Financière Darty, société qui regroupe l'ensemble du personnel du groupe électroménager, est assurée de détenir plus de 80 % des actions des Etablissements Darty et Fils avant même la prise en compte des actions apportées dans le cadre de l'OPA. Cette offre publique d'achat, lancée dans le cadre du RES (reprise de l'entreprise par les salariés), le 29 avril dernier, est à présent terminée. Les résultats exacts de l'opération seront connus le 28 juin.

● **M. Pierre Conso, président des Ciments français.** – Le conseil d'administration de la Société des ciments français a désigné, le 17 juin, M. Pierre Conso comme président en remplacement de M. Bernard Laplace, démissionnaire. M. Conso, qui était administrateur et directeur général du groupe depuis 1986, est remplacé dans ses fonctions par M. Jean-Claude Bastide, qui était précédemment directeur général adjoint. L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1987 et a décidé la distribution d'un dividende net de 21 F. Le groupe des Ciments français (8 milliards de chiffre d'affaires en 1987) devrait réaliser, en 1988, un bénéfice consolidé (part du groupe) compris ente 700 et 750 millions de francs, contre 565,9 millions en 1987.

● **Le Club Méditerranée bénéficie d'un crédit à options multiples.** – Le Club Méditerranée vient de bénéficier de l'ouverture d'un crédit confirmé à options multiples d'un montant de 600 millions de francs, auquel participent le Crédit lyonnais, la Barclays Bank et la Société générale. D'autre part, des discussions sont en cours entre Air France et le Club pour une entrée éventuelle de ce dernier dans le capital de la Sotair, filiale tourisme de la compagnie aérienne. La direction d'Air France *« souhaite garder le contrôle et la majorité du capital de la Sotair »* (la compagnie nationale détient actuellement 70 % des parts de sa filiale), mais veut associer à celle-ci différents *« partenaires du secteur du tourisme »* pour lui donner une taille européenne. Enfin, le groupe Caisse des dépôts et consignations a renforcé sa participation dans le Club Méditerranée à hauteur de 10 %, devenant ainsi le premier actionnaire de la société.

● **La GMF rachète Go-Voyages.** – La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) a pris le contrôle de l'agence de voyages Go-Voyages, puisqu'elle possède désormais 67 % du capital du tour opérateur. La GMF, déjà actionnaire de Go-Voyages par le biais d'un groupe d'investisseurs, associée à la FNAC au sein de FNAC-Voyages, souhaite développer son activité dans le secteur du tourisme. Go-Voyages, connu essentiellement pour son activité de charters, a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 420 millions et une perte de 20 millions.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	256 20	252	IN2	145	143
Arnault & Associés	503	500	Int. Metal Service	300	300
Asystel	283	283	La Commande Electro.	277	285
B.A.C.	450	450	Le gd livre du mois	297	285 10
B. Demachy & Assoc.	390	380	Loca Investissement	258	256 10
B.I.C.M.	625	627	Locamic	151	148
B.I.P.	459	456	Marlin Immobilier	296	297
Boiron	331	330	Metallurg. Minière	142	147 70
Bolloré Technologies	823	820	Métrologie Internat.	387	387
Buitoni	1030	1031	Métroservice	144	140
Câbles de Lyon	1440	1410	M.M.B.M.	585	585
Calberson	681	682	Molex	231	228
Canal Plus	540	537	Navale-Delmas	550	537
Cardif	1236	938	Olivetti-Logabax	179	175
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	267	270	Ore. Gest.Fin.	320	....
C.A.T.C.	132	130	Presbourg (C. In. & Fin.)	99	99
C.D.M.E.	885	865	Présence Assurance	424	437
C. Equip. Elect.	298	298	Publicat. Filipacchi	495	495
C.E.G.I.D.	840	840	Razel	974	950
C.E.G.E.P.	162	164	St-Gobain Emballage	1325	1295
C.E.P.-Communication	1470	1450	St-Honoré Matignon	180	179
C.G.I. Informatique	704	685	S.C.G.P.M.	332 80	348 10
Ciments d'Origny	505	485	Segin	372	385
C.N.I.M.	308	308	Seine-Matra	491 80	511 d
Concept	283	280	S.E.P.	1237	1287
Conforama	750	749	S.M.T.Goupil	266	260
Creeks	365	370	Sodiaforg	780	795
Dafsa	145	148	Supra	250	245
Dauphin	4100	4150	TF 1	228	230
Devanlay	1275	1224	Unilog	171	164 20
Deville	688	688	Union Financ. de Fr.	405	403
Duménil-Leblé	940	942	Valeurs de France	342	330
Editions Belfond	148 50	148 50			
Elysées Investiss.	24	23			
Finacor	585	580			
Guintoli	535	514			
Guy Degrenne	860	855			
I.C.C.	231 10	236			
IDIA	240	230 40 o			
I.G.F.	130	128			

Marché des options négociables le 17 juin 1988

Nombre de contrats : 9 947

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Accor	400	2	15	–	41
CGE	240	38	49	–	4
Elf-Aquitaine	280	44	51	–	5,40
Lafarge-Coppée	1 200	90	132	2	35
Michelin	180	30	33	1	4
Midi	1 300	125	240	18	76
Paribas	360	20	38	–	12
Peugeot	1 000	139	–	0,90	31
Saint-Gobain	440	53	54	–	8
Thomson-CSF	200	4	14	7	15

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 17 juin 1988

Nombre de contrats : 40 752

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88	ÉCHÉANCES Déc. 88
Dernier	104,65	103,15	101,95
Précédent			

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Déc. 88
100	3,31	1,83	0,25	0,98

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,9120 F ⬇

Le dollar a terminé en hausse modérée, le lundi 20 juin, à Tokyo, clôturant à 126,09 yens, contre 125,73 yens. Les cambistes attendaient de connaître les conclusions du sommet de Toronto. Dans un marché calme, la devise américaine s'échangeait à 5,9120 F lundi en début de matinée, contre 5,9155 F à la clôture d'échanges interbancaires vendredi et 5,9125 F au fixing.

FRANCFORT	16 juin	20 juin
Dollar (en DM)	1,7500	1,7530
TOKYO	**17 juin**	**20 juin**
Dollar (en yens)	125,73	126,09

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (20 juin) ...... 7 3/16-7 5/16 %
New-York (17 juin) ... 7 7/16-7 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	16 juin	17 juin
Valeurs françaises	121,4	121,7
Valeurs étrangères	114,6	113
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	350,7	343,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	16 juin	17 juin
Industrielles	2094,24	2104,02

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	16 juin	17 juin
Industrielles	1481,60	1472,60
Mines d'or	221,20	215,50
Fonds d'Etat	89,85	89,35

TOKYO

	17 juin	20 juin
Nikkeï Dow Jones	28342,46	28139,03
Indice général	2219,33	2204,19

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E-U.	5,9110	5,9120	– 30	– 15	– 55	– 30	– 135	– 55
$ can.	4,8730	4,8860	– 93	– 65	– 177	– 142	– 521	– 418
Yen (100)	4,6875	4,6902	+ 99	+ 122	+ 214	+ 249	+ 670	+ 754
DM	3,3710	3,3725	+ 79	+ 98	+ 173	+ 198	+ 532	+ 599
Florin	2,9997	3,0013	+ 75	+ 86	+ 150	+ 166	+ 438	+ 485
FB (100)	16,1194	16,1266	+ 127	+ 212	+ 279	+ 414	+ 947	+ 1 325
FS	4,0556	4,0577	+ 119	+ 138	+ 253	+ 279	+ 792	+ 873
L (1 000)	4,5391	4,5433	– 136	– 90	– 259	– 214	– 746	– 645
£	10,5807	10,5884	– 142	– 104	– 317	– 255	– 1 056	– 855

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	7 1/2	7 3/4	7 9/16	7 11/16	7 5/8	7 3/4	7 13/16	7 15/16
DM	3 3/4	4	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4	4 1/8	4 1/4
Florin	3 5/8	3 7/8	3 7/8	4	4	4 1/8	4 5/16	4 7/16
F.B. (100)	5 3/8	5 7/8	5 13/16	6 1/8	5 7/8	6 3/16	6 1/16	6 3/8
F.S.	3	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
L (1 000)	8 3/4	9 3/4	10 1/8	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 1/2	10 7/8
£	7 1/4	7 1/2	8 5/8	8 3/4	8 15/16	9 1/16	9 1/2	9 5/8
F. franç.	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 3/8	7 1/2	7 11/16	7 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 17 JUIN

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3870	C.N.E. 3%	3830	3840	3840	+ 0 26
1040	B.N.P. T.P.	1080	1080	1079	- 0 09
1080	C.C.F. T.P.	1040	1025	1025	- 1 44
1060	Créd. Lyon. T.P.	1065	1065	1065	....
1240	Renault T.P.	1310	1295	1295	- 1 15
1510	Rhone-Poul. T.P.	1640	1640	1640	....
1265	St-Gobain T.P.	1274	1278	1278	+ 0 31
1220	Thomson T.P.	1250	1250	1250	....
410	Accor	444	441	443 80	- 0 05
490	Air Liquide	550	541	562	+ 2 18
1760	Alcatel ★	2175	2179	2179	+ 0 18
1130	Ala. Superm.	1249	1240	1240	- 0 72
220	A.L.S.P.I.	282	282 20	289	+ 2 48
270	Alsthom ★	317	310	313	- 1 26
2000	Arjom. Prioux ★	2200	2199	2161	- 1 77
505	Aussedat-Rey	509	509	508	- 0 20
790	Aux. Entrepr. ★	910	910	895	- 1 65
760	Av. Dassault ★	765	775	765	....
295	BAFIP ★	340	329	339 90	- 0 03
280	Bail-Equipem. ★	301	294	290	- 3 65
805	Bail Investiss.	861	870	859	- 0 23
240	B.N.P. C.I.	299	295	294	- 1 67
405	Cie Bancaire ★	454	445	447	- 1 54
305	Bazar H.-V.	382	381	397	+ 3 93
390	Béghin-Say ★	448	449 10	445	- 0 67
715	Berger (Mé)	825	818	818	- 0 85
655	Bic ★	700	690	690	- 1 43
1090	B.I.S.	1330	1307	1330	....
2040	Bongrain S.A. ★	2331	2344	2332	+ 0 04
960	Bouygues ★	921	916	900	- 2 28
72	B.P. France ★	77 40	75 60	77 50	+ 0 13
4190	B.S.N. ★	4639	4610	4615	- 0 52
1940	Cap Gem. S. ★	2159	2131	2146	- 0 60
1390	Carnaud	402 50	397 50	396	- 1 61
2280	Carrefour ★	2565	2500	2510	- 2 14
120	Casino	147 50	147 10	157 50	+ 6 78
102	Casino A.D.P.	115	112	114 90	- 0 17
975	C.C.M.C.	954	960	960	+ 0 63
600	Cetelem	730	728	743	+ 1 78
430	Cerus ★	440	439	442 10	+ 0 48
1430	C.F.A.O. ★	1459	1468	1450	- 0 62
235	C.G.E.	278	273	278	....
910	C.G.I.P. ★	1131	1100	1097	- 3 01
945	Chargeurs S.A. ★	1087	1090	1090	+ 0 28
960	Ciments franç. ★	1009	1002	1008	- 0 10
400	Club Méditerr. ★	445 10	450	447	+ 0 43
155	Codetel ★	155 10	157	156 70	+ 1 03
275	Cofimeg	294	292	296	+ 0 68
1650	Colas ★	2140	2105	2101	- 1 82
280	Compt. Entrepr.	221	223	222	+ 0 45
625	Compt. Mod. ★	689	671	680	- 1 31
825	Créd. Foncier ★	923	910	924	+ 0 11
380	Crédit F. Imm. ★	412	411 90	410	- 0 49
107	C.C.F.	119	118 50	118 60	- 0 42
435	Créd. Lyon. (CI)	526	520	520	- 1 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
765	Crédit Nat. ★	930	928	934	+ 0 43
545	CSEE (ex-Sign.) ★	548	541	538	- 1 82
255	Crouzet ★	273	271	275	+ 0 73
2190	Damart S.A. ★	2330	2330	2360	+ 1 29
....	Darty	399	396	400 80	+ 0 45
....	Darty (DP)	300	300	306 10	+ 1 70
1580	De Dietrich	1670	1696	1670	....
193	Dév. R.d.C. (Li)	192 50	191	192	- 0 26
420	D.M.C.	455	450 10	453	- 0 44
300	Drouot Assur.	341	340	339 50	- 0 44
1610	Docks France ★	1750	1773	1771	+ 1 20
615	Dumez ★	641	636	638	- 0 47
1120	Eaux (Gén.)	1195	1190	1188	- 0 59
1130	Ecco ★	1335	1301	1327	- 0 60
610	Electrofinanc. ★	815	819	824	+ 1 10
380	El. S. Dassault	466	464 50	468	+ 0 43
275	Elf-Aquitaine	321	320	328	+ 2 18
240	— (certific.)	281 50	288 90	283	+ 0 53
610	Epeda-B-Faure	696	696	696	....
2170	Essilor	2525	2515	2501	- 0 95
1460	Essilor Int. (DP)	1601	1573	1615	+ 0 87
290	Esso S.A.F. ★	305	310	326	+ 6 89
1230	Eurafrance	1514	1489	1494	- 1 32
1060	Eurocom ★	1120	1089	1100	- 1 79
2280	Euromarché	2485	2590	2560	+ 3 02
490	Europe n° 1 ★	584	571	588	+ 0 68
34	Eurotunnel ★	33 35	33	33 20	- 0 45
860	Exor ★	915	905	914	- 0 11
800	Facom	861	857	860	- 0 12
930	Fichet-Bauche	951	937	934	- 1 79
198	Finextel ★	198	195	195	- 1 52
112	Fives-Lille ★	123	122 50	125	+ 1 63
1080	Fromageries Bel	1254	1254	1220	- 2 71
800	Gal. Lafayette ★	860	857	860	....
280	Gascogne	300	298	298	- 0 67
1210	Gaz et Eaux	1390	1389	1389	- 0 07
450	Géophysique ★	518	514	505	- 2 51
495	Gerland	550	545	549	- 0 18
445	GTM-Entrepose	532	527	528	- 0 75
520	Guyenne-Gasc. ★	598	571	590	- 1 34
1820	Hachette ★	2363	2318	2300	- 2 67
525	Havas ★	626	620	621	- 0 80
395	Hénin (La)	518	525	530	+ 2 32
980	Hutchinson ★	1029	1045	1026	- 0 29
179	Imétal	212 60	212 50	212 60	- 0 05
305	Imm. Plaine-M.	320	320	321	+ 0 31
1000	Ingénico ★	1163	1135	1125	- 3 27
3140	Inst. Mérieux	3340	3390	3390	+ 1 50
510	Interbail ★	537	540	540	+ 0 56
1240	Intertechnique	1299	1099	1017 *	- 6 01
710	J. Lefebvre	840	825	850	+ 1 19
1080	Lab. Bellon	1461	1540	1500	+ 2 67
1130	Lafarge-Coppée	1290	1290	1310	+ 1 55
1100	Lebon ★	1298	1294	1296	- 0 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2550	Legrand ★	2791	2751	2766	- 0 90
1980	Legrand (DP) ★	2050	2032	2149	+ 4 83
605	Leroy-Somer ★	818	808	815	- 0 37
1910	Lesieur	1855	1855	1856	+ 0 05
640	Locabail Immob.	670	670	670	....
380	Locafrance ★	409	405	403 20	- 1 42
790	Locindus	906	920	917	+ 1 21
265	Luchaire	280	275	270 50	- 3 39
1950	L.V.M.H. ★	2475	2420	2495	+ 0 81
1170	Lyonn. Eaux ★	1335	1330	1330	- 0 37
50	Mais. Phénix	62	61 90	63	+ 1 61
345	Majorette (Ly)	250	246	245	- 2
285	Mar. Wendel ★	330	328	339	+ 2 73
148	Matra ★	186 50	182	182	- 2 41
2170	Merlin-Gerin ★	2254	2245	2300	+ 2 04
177	Michelin	205	205 90	213 10	+ 3 95
1470	Midi (Cie)	1426	1410	1421	- 0 35
161	Midland Bk SA ★	183 50	182	183	- 0 27
460	Min. Salsig. (Ms)	524	515	515	- 1 72
47	M.M. Penarroya	64 05	64	63 80	- 0 39
69	Moulinex	76 80	76	76 10	- 0 91
980	Navig. Mixtes ★	1039	1030	1042	+ 0 29
80	Nord-Est ★	110 50	107 60	111	+ 0 45
365	Nordon (Ny)	412 30	412 30	412 30	....
380	Nouvelles Gal.	434	430 10	431	- 0 69
605	Occid. (Gén.) ★	777	771	779	+ 0 26
885	Omn.F.Paris	1175	1170	1195	+ 1 70
320	Olida-Caby	350	350	350 50	+ 0 14
3050	Oréal (L')	3200	3200	3219	+ 0 59
360	Paribas	378 50	376	376	- 0 66
315	Paris-Réesc. ★	378	375	377	- 0 26
1010	Pechelbronn ★	1130	1123	1130	....
275	Penhoet	320	320	326	+ 1 88
930	Pernod-Ricard ★	917	911	920	+ 0 33
1020	Peugeot S.A.	1113	1110	1140	+ 2 43
510	Poliet ★	507	499	505	- 0 39
640	P.M. Labinal	690	699	695	+ 0 72
2340	Presses Cité ★	2750	2690	2730	- 0 73
1100	Prétabail Sic.	1147	1145	1140	- 0 61
570	Primagaz	615	591	605	- 1 63
420	Printemps ★	496	485	490	- 1 21
1390	Promodès	1560	1579	1530	- 1 92
780	Radiotechn. ★	680	690	687	+ 1 03
68	Raff. Dist. Total	69	69 60	69 60	+ 0 87
2400	Redoute (La) ★	2400	2400	2400	....
315	Robur financière	346	341	341	- 1 45
800	Roussel-Uclaf	939	930	917	- 2 34
540	Rous.-Ucl.-C.N.I.	619	629	628	+ 1 45
3070	R. Impériale (Ly)	3395	3390	3390	- 0 15
161	Sade	166	163	163 c	- 2 21
1420	Sagem ★	1550	1550	1590	+ 2 58
420	Saint-Gobain	491	483 10	490	- 0 20
1000	St-Louis ★	1015	999	1008	- 0 69
1290	Salomon	1485	1475	1490	+ 0 34

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
700	Salvepar	635	630	630	- 0 79
660	Sanofi ★	730	728	715	- 2 05
730	S.A.T. ★	708	708	708	....
169	Saulm.-Chât. (ff)	184 50	186	186	+ 0 81
1130	Saupiquet (Na)	1200	1200	1200	....
330	Schneider ★	327	320	325	- 0 61
47	S.C.O.A.	55	54 90	55 50	+ 0 91
540	S.C.R.E.G.	562	563	563	+ 0 18
740	Seb ★	780	780	779	- 0 13
405	Sefimeg ★	409 50	410	412	+ 0 61
1750	S.F.I.M.	1665	1665	1687	+ 1 32
28	S.G.E.	34 90	34 90	35 30	+ 1 15
680	Silic	702	700	700	- 0 28
455	Simco-U.P.H. ★	490	485	483	- 1 43
305	Simnor (Li)	305	307	307	+ 0 66
740	Skis Rossignol	815	787	827	+ 1 47
....	Sligos ★	862	851	870	+ 0 93
605	Siminco	610	611	614	+ 0 66
255	Société Générale	333	329	330	- 0 90
170	Sodecco	160	159	159	- 0 63
151	Sodero (Na)	171	171	171	....
2250	Sodexho ★	2430	2455	2435	+ 0 21
90	Sogenal (Ny)	103	101 50	101 50	- 1 46
250	Sogerap	275	276	274	- 0 36
1940	Somm.-Allib. ★	2260	2275	2235	- 1 11
705	Source Perrier ★	856	871	884	+ 3 27
660	Sovac ★	745	732	745	....
385	Spie-Batignol. ★	423	415 10	420	- 0 71
435	Strafor ★	489	480	485	- 0 80
225	Suez	247	245	242 10	- 1 98
370	Synthelabo ★	396	395	393	- 0 76
865	Talcs Luzenac ★	879	860	882	+ 0 34
5000	Tél. Elect.	5505	....	....	....
169	Thomson-C.S.F.	201 10	200 50	206 50	+ 2 69
340	Total (CFP) ★	360	355	355	- 1 39
73	— (certific.)	77	76	75	- 2 60
1090	T.R.T. ★	1100	1080	1081	- 1 73
385	U.F.B.-Locab. ★	387	380 10	389	+ 0 52
780	U.I.C. ★	945	950	922	- 2 43
490	U.I.F. ★	502	495 10	500	- 0 40
790	U.I.S.	825	812	825	....
166	U.C.B. ★	181	181	178 60	- 1 33
635	Unibail	600	605	605	+ 0 83
380	Valéo ★	494	489	499 90	+ 1 19
104	Vallourec	123	120 10	120 10	- 2 36
315	Via Banque	346	318 50	328 c	- 1 07
710	Elf-Gabon	805	800	805	....
109	Amax Inc.	132	131 50	138 80	+ 5 15
134	Amer. Express	158	153 30	153 30	- 2 97
161	Amer. Teleph.	161 80	156	156 10	- 3 52
101	Anglo Amer. C.	98	97 20	97 20	- 0 82
465	Amgold	481	473	473	- 1 66
815	BASF (Akt)	888	870	869	- 1 92
875	Bayer	993	984	987	- 0 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
101	Buffelsfont.	105 80	104 20	104	- 1 70
140	Chase Manh.	170 70	168 50	165	- 3 34
68	De Beers	70 10	68 60	68 40	- 2 43
1300	Deutsche Bank	1469	1435	1435	- 2 31
795	Dresdner Bank	850	831	835	- 1 76
64	Driefontein Cod	63 55	62 70	62 50	- 1 65
470	Du Pont-Nem.	526	525	524	- 0 38
235	Eastman Kodak	284 50	284	284	- 0 19
32	East Rand	33 60	33	33 25	- 1 04
245	Electrolux	233	232	232	- 0 43
240	Ericsson	245 50	241	241	- 1 83
255	Exxon Corp.	274 90	268	268	- 2 51
270	Ford Motors	311 50	306	306	- 1 77
55	Freegold	55 50	54 35	54 25	- 2 25
94	Gencor	98 20	97	97	- 1 22
230	Gén. Electr.	258 50	258 10	259	+ 0 19
755	Gén. Belgique	739	720	721	- 2 44
435	Gen. Motors	469	463	463	- 1 28
109	Goldfields	113 90	115 10	115 90	+ 1 76
55	Gd Metropolitain	54 50	54	54	- 0 92
42	Harmony	43	42 20	42 20	- 1 86
65	Hitachi	66 80	66 20	66 20	- 0 90
865	Hoechst Akt.	905	901	909	+ 0 44
102	Imp. Chemical	111 40	112	111	- 0 36
640	IBM	701	696	696	- 0 71
280	ITT	305	298	298	- 2 30
210	Ito-Yokado	215 50	215 80	215 90	+ 0 19
120	Matsushita	121 40	118	118	- 2 80
880	Merck	339 50	332	335	- 1 33
345	Minnesota M.	383	370 20	370 20	- 3 34
260	Mobil Corp.	274 50	265	265	- 3 46
192	Morgan J.P.	224 50	216	216 50	- 3 56
32800	Nestlé	34950	35200	35200	+ 0 72
166	Norsk Hydro	194 20	190 20	190 20	- 2 06
130	Ofsil	128 20	125 50	125 70	- 1 95
1790	Petrofina	2020	2040	2068	+ 2 38
475	Philip Morris	504	492 50	492 50	- 2 28
83	Philips	91 30	90	89 90	- 1 53
74	Placer Dome	82 90	82	81 90	- 1 21
325	Quilmès	341	342	342	+ 0 29
435	Randfontein	501	494	491	- 2
665	Royal Dutch	697	681	681	- 2 30
41	Rio Tinto Zinc	47 30	46 60	46 60	- 1 48
52	St Helena Co	54 30	53 95	53 95	- 0 64
215	Schlumberger	215	211 80	211 80	- 1 49
110	Shell transp.	112 10	110 50	110 50	- 1 43
1120	Siemens A.G.	1318	1300	1300	- 1 37
245	Sony	242	240 80	240 80	- 0 50
205	T.D.K.	205	203 50	203 50	- 0 73
40	Toshiba Corp.	43 50	42 75	42 75	- 1 72
310	Unilever	330	321 60	321 50	- 2 58
210	Unit. Techn.	235	229	222	- 5 53
475	Vaal Reefs	510	500	503	- 1 37
330	Volvo	334 20	330 50	330 50	- 1 11
210	West Deep	208 50	201 50	204 10	- 2 11
295	Xerox Corp.	334	328 40	326	- 2 40
1 40	Zambia Corp.	1 80	1 80	1 80	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 35	0 627
9,80 % 78/93	103 05	9 167
10,80 % 79/94	106 40	8 495
13,25 % 80/90	106 70	0 545
13,80 % 81/89	103 47	5 844
16,20 % 82/90	111 90	6 949
16 % juin 82	114 43	0 395
14,60 % fév. 83	114 95	4 707
13,40 % déc. 83	120 05	6 590
12,20 % oct. 84	113	8 467
11 % fév. 85	112 85	3 548
10,26 % mars 86	106 58	2 755
ORT 12,75 % 83	1906 50	..
OAT 10 % 2000	106 27	0 603
OAT 9,90 % 1997	108 19	5 085
OAT 9,80 % 1996	104 80	3 749
Ch. France 3 %	146 20	..
CNB Bques janv. 82	103	4 657
CNB Paribas	102 95	4 657
CNB Suez	103	4 657
CNI janv. 82	102 95	4 657
PTT 11,20% 85	109 10	5 673
CFF 10,30% 86	103 80	3 799
CNE 11,50% 85	108 50	0 425
CNT 9% 86	98 70	1 598
CRH 10,90% déc. 85	108 30	4 683
C.N.C.A. T.P.	1180	116
Drouot Ass. Obl. conv.	2288	228
Métrologie I. 6% 6/7	78 90	7 885

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1900	1900
A.G.F. (St Cent.)	610	607
Applic. Hydraul.	690	680
Arbel	361	365
Astorg	200	198
Avenir Publicité	650	667
Bain C. Monaco	195	191
Banque Hypoth. Eur.	287	290
Béghin-Say (C.I.)	370	388
B.G.I.	870	850
Blanzy-Ouest	606	600
B.N.P. Intercontin.	223	223
Bénédictine	6450	6980
Bon-Marché	810	820
B.T.P.	120	....
Cdif	594	592
Cambodge	830	822
C.A.M.E.	130	124 80
Campenon Bern.	233	365 d
Carbone-Lorraine	548	550
Case-Poclain	27	26
C.E.G.Frig.	536	535
Cegtan. Blanzy	1520	1480
Centest (Ny)	224 90	224

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Carabati	133	130
Chambourcy (M.)	978	....
Champex (Ny)	180	180
C.I.C. (Financ. de)	194	196
C.I. Maritime	700	700
Citram (B)	1000	1040 d
Clause	890	865
Cofradel (Ly)	1171	1148
Cogifi	336 90	336 90
Comiphos	365	350
Cie Industrielle	2700	2631
Comp. Lyon-Alem.	451	454
Concorde (La)	760	760
C.M.P.	15	14 60
Créd. Gén. Ind.	590	545
Cr. Universel (Cie)	530	535
Créditel	149 50	136 50 c
Darblay S.A.	490	490
Degremont	150	149
Delalande S.A.	1339	1339
Delmas-Vieilj. (Fin.)	2000	1820
Didot-Bottin	820	820
Eaux Bass. Vichy	871	899
Eaux Vittel	2150	2165
E.C.I.A.	890	880
Economats Centre	298	309 90 d
Electro-Banque	288	288
Elf-Antargaz	684	....
E.L.M. Leblanc	640	840
Ensil-Bretagne	270	286
Entrepôts Paris	453 30	435 o
Epargne (B)	2879	2900 o
Europ. Accumul.	51 60	51
Europe Soudure Indust.	135 90	133 50
Eternit	2050	2080
Finalens	203 20	203 20
FIPP	450	469 d
Fnac	810	....
Foncière (Cie)	440 10	435
Fonc. Lyonnaise	432	450
Foncina	391	406 50 d
Forinter	1082	1082
Fougerolle	281	290
France I.A.R.D.	280	280
France (La)	5390	5800
From. Paul Renard	900	975
GAN	886	880
Gaumont	435	440
Gévelot	755	730
Gr. Fin. Constr.	372 90	385 c
Gds Moul. Paris	355	355
Groupe Victoire	550	540
G. Transp. Ind.	460	450
Immindo S.A.	392	381 20
Imminvest	270	273 50
Immobail	361	364
Immobanque	648	647
Immob. Marseille	6240	6260
Immofice	446	445
Invest. (Sté Cent.)	833	833
Jaeger	172	171 10
Lafitte-Bail	435	435
Lambert Frères	261	261
Lille-Bonnières	754	760
Loca-Expansion	265 20	272 10
Locafinancière	326	326
Locatel	755	730
Louis Vuitton	3600	3640

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1395	1339
Lucia	1150	1200
Lyonnaise Immob. (Cie)	317	315
Machines Bull	102 90	105
Magasins Uniprix	142	145
Magnant S.A.	116	115
Maritimes Part.	324 60	312
Métal Déployé	420	410
Mors	69	70
Navig. (Nat. de)	83 90	85
OPB Paribas	245	245
Optorg	296	306 50
Oréal (L') C.I.	2160	2150
Origny-Desvroise	1020	1020
Palais Nouveauté	462	485
Paluel Marmont	541	542
Parfinance	183	183
Paribas-CIP	370 10	370 50
Paris France	182	180 50
Paris-Orléans	206	210
Partenbas	298	298
Patern. Risq. Div.	1200	1195
Pathé-Cinéma	589	....
Pechiney (cert. inv.)	262	251 60
Piles Wonder	920	958
Piper-Heidsieck	1480	1475
P.L.M.	135	124 40
Porcher	460	455
Promodis	1150	1145
Providence S.A.	....	....
Publicis	2860	2800
Rhône-Poul. (c. inv.)	390	390
Ricqlès-Zan	255	265 20
Rochefortaise S.A.	572	580
Rochette-Cenpa	50	50
Rosario (Fin.)	624	649
Roudière	185	184
Rougier et Fils	104	108 20
Sacer	529	....
SAFAA	288	291
Safic-Alcan	810	777
SAFT	1623	1640
Saga	224	220
St-Gobain C.I.	475	456
Salins du Midi	476	480
Santa-Fé	113	109
Satam	91	91
Savoisienne (M)	204	204
SCAC	460	460
Secelle Maubeuge	385	386
S.E.P. (M)	159	157
Sici	242	246
Sicotel	296	297
Sinvim	252	242
Siph (Plant. Hévéas)	373	376
Sté Générale-CIP	275	275
Sofal financière	1885	1870
Soficel	890	890
Sofio	555	570
Soficomi	671	671
S.O.F.I.P. (M)	109 50	109 50
Sofragi	845	879
Soudure Autog.	488 90	509
Sovabail	570	570
Suez (Fin. de)-CIP	175	176
Stemi	780	760
Taittinger	2550	2550

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	219	218
Tour Eiffel	358	365
Ufiner S.M.D.	494	500
U.A.P.	308	305
U.T.A.	1520	1550
Vicat	1530	1510
Viniprix	1270	1321
Virax	110	105 60
Waterman S.A.	651	655
Brass. du Maroc	127	129

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	760	....
Akzo	375	380
Alcan Alum	180	180
Algemeine Bank	120	....
American Brands	266 50	260
Am. Petrofina	405	....
Arbed	280	310 d
Asturienne Mines	131	....
Banco de Santander	359	358 50
Bco Pop Espanol	463	463
Banque Ottomane	2350	....
B. Régl. Internat.	40000	40100
Br. Lambert	500	500
Canadian-Pacific	109 90	105
Chrysler corporation	146 10	144
CIR	24	24 50
Commerzbank	728	725
Dart. and Kraft	315 50	313
De Beers (port.)	64	....
Dow Chemical	538	536
Gén. Belgique	739	721
Gevaert	1100	1080
Glaxo	100	99 90
Goodyear	390	382
Grace and Co	157	150
GTE corporation	232	223 50
Honeywell Inc.	454	456
I. C. Industries	187	....
Johannesburg	820	....
Kubota	34	36 90
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	44 90	43
Mineral-Ressourc.	76	78 60
Nixdorf	1690	1680
Noranda	109 90	108 20
Olivetti	24 10	25 c
Pakhoed Holding	285	285
Pfizer Inc.	311 10	311
Procter Gamble	451 50	451
Ricoh Cy Ltd	58	58 50
Rolinco	280	280 10
Robeco	281	273
Rodamco	474	474
Saipem	9 60	9 60
Shell fr. (port.)	104	105
S.K.F. Aktiebolag	265	255
Steel Cy of Can.	110	110
Squibb	389	378
Tenneco	289 50	....
Thorn EMI	68	66
Toray indust. inc	43 30	42 90
Vieille Montagne	1001	1050
Wagons-Lits	830	830
West Rand	10	10 20

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	260	....
Calciphos	168	166
Cochery	155 10	....
Cogenhor	129	129
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	398	398
Dubois Inv. (Casto.)	798	789
Gachot	80	75 10
Hoogovens	260	....
Metroservice (bons)	13 50	14 20 d
Nicolas	1146	1146
Révillon	360	....
Rorento N.V.	173 50	173 60
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	367	338
Sté Lecteurs du Monde	636	660
Ulinex	380	....
Union Brasseries	115	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/6	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 887	5 812	6 100	6 650
ECU	7 011	7 004	....	....
Allemagne (100 DM)	337 600	337 250	327	347
Belgique (100 F)	16 133	16 130	15 580	16 560
Pays Bas (100 fl.)	300 450	300 150	292	312
Danemark (100 krd)	88 720	88 630	85	93
Norvège (100 k)	93 030	93 080	89	95
Grande-Bretagne (£ 1)	10 558	10 526	10 300	11
Grèce (100 drachmes)	4 216	4 212	3 900	4 700
Italie (1 000 lires)	4 542	4 546	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	404 750	405 480	393	417
Suède (100 krs)	97 215	97 240	94	100
Autriche (100 sch)	47 990	47 945	46 500	48 500
Espagne (100 pes.)	5 112	5 107	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 133	4 132	3 900	4 650
Canada ($ can. 1)	4 856	4 873	4 650	5 050
Japon (100 yens)	4 686	4 689	4 540	4 760

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/6
Or fin (kilo en barre)	85300	84800
Or fin (en lingot)	85600	85050
Pièce française (20 fr)	501	500
Pièce française (10 fr)	351	.....
Pièce suisse (20 fr)	531	531
Pièce latine (20 fr)	494	492
Souverain	621	619
Pièce de 20 dollars	2845	2815
Pièce de 10 dollars	1440	1400
Pièce de 5 dollars	927 50	.....
Pièce de 50 pesos	3195	3180
Pièce de 10 florins	514	512
Or Londres	452 65	448 50
Or Zurich	453 50	450
Or Hongkong	453 25	451 25
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 17/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	815 94	796 04
Actilion	207 92	202 36
Actions France	422 20	406 94
Actions sélectionnées	530 88	511 69
Aedificandi	564 16	543 77
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1014 38	989 64 ◆
A.G.F. 5000	521 99	509 26 ◆
A.G.F. ECU	1056 97	1046 50 ◆
A.G.F. Interfonds	417 57	407 39 ◆
A.G.F. Invest	103 10	100 59 ◆
A.G.F. OBLIG.	1047 40	1042 19 ◆
A.G.F. Sécurité	10372 98	10372 98 ◆
Agfimo	561 87	548 17 ◆
Altefi	209 03	201 47
A.L.T.O.	179 52	173 03
Amari-Gan	5117 69	4885 62
America-Valor	644 53	628 81
Amplitude	522 15	506 94
Arbitrages court terme	5432 07	5426 64
Argonautes	347 28	335 35 ◆
Associc	1153 88	1153 88
Atout Futur	284 78	275 42
Aurecic	1484 75	1441 50
Axa Europe	122 58	117 02
Axa Investissements	112 23	107 14
Bred Associations	2590 86	2583 11
Bred International	82 58	80 94
Capital Plus	1698 32	1698 32
Caeden-Pierre	26 97	25 81
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptaraire	108 11	104 96
Convertimmo	344 20	330 95
Cortal court terme	1277 65	1277 65
Cortal Intérêt trim.	1069 76	1049 30
Credinter	493 66	479 28
Drouot-France	645 89	616 60
Drouot-Investiss.	960 77	917 20
Drouot-Sécurité	246 73	235 54
Drouot-Sélection	145 62	139 02
Ecucic	1162 32	1145 14
Ecureuil Monétaire	30074 60	30074 60
Ecureuil Privatisations	341 96	332
Energie	229 77	219 35
Eparcic	2724 98	2724 98
Eparcourt Sicav	4140 22	4129 90
Epargne Associations	24450 45	24413 83 ◆
Epargne-Capital	8030 07	7950 58
Epargne-Industr.	70 70	67 49
Epargne J	53217 84	53217 84 ◆
Epargne Long-Terme	169 36	164 83
Epargne Monde	1057 83	1039 25
Epargne Première	12719 08	12624 40 ◆
Epargne-Oblig.	190 78	185 67
Epargne-Ouest	1093 89	1084 61 ◆
Epargne-Unie	1175 18	1132 70
Epargne-Valeur	405 72	394 86
Eparoblig	1279 35	1276 80
Epsilon	1085 90	1075 15
Euriavest Croissance	1143 38	1091 51
Euriovest Rendement	1128 23	1077 07
Eurocic	9127 44	8992 55
Eurodyn	1031 10	987 20
Euro-Gan	4899 81	4677 62
Euro-Maif	25 73	25 35
Finord Placement	59469 50	59469 50
Finord Valorisation	13499 59	13234 89
Fonsicav (div. par 10)	10797 17	10797 17
Foncival	243 44	235 78
France-Gan	6000 40	5728 31
France-Garantie	271 43	270 89
France-Investiss.	386 02	368 52
France-Obligations	441 75	437 38
Francic	376 89	365 91
Francic Pierre	94 84	92 08
Francic Régions	954 62	926 82

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	28 23	28 23
Fructi-Epargne	25 95	25 30
Fructicapi	31 73	31 26
Fructicourt	111581 48	111581 48
Fructidor	245 11	241 49
Fructifrance	725 83	708 13
Fructimmo	25 43	24 81
Fructivar	4211 33	4200 83
Fructi ECU	581 84	553 54
Fructi-Première	11832 40	11657 54
Futuroblig	1122 48	1085 57
Gestilion	61640 78	61487 04
Gestion Sécuricourt	11210 65	11099 65
Gestion Associations	147 69	144 44 ◆
Gestion Mobilière	624 19	595 89
Horizon	1053 20	1022 52
Interoblig.	12479 68	11999 69
Intersélect France	417 10	404 95
Invest. net	14792 47	14762 94
Invest.Obligataire	18222 50	18186 13
Japacic	185 13	179 74
Jeune épargne	245 34	241 71
Laffitte-Amérique	242 10	231 12
Laffitte Europe	245 21	234 09
Laffitte-Expansion	268 43	256 26
Laffitte-France	296 75	283 29
Laffitte-Immobilière	231 25	220 76
Laffitte-Japon	384 03	366 62
Laffitte-Oblig.	145 96	139 34
Laffitte—Rend.	207 58	198 17
Laffitte-Tokyo	367 90	351 22
Latitude	5027 43	5019 90
Lion-Associations	11456 25	11456 25
Lion court terme	115981 22	115981 22
Lion-Institutionnels	23150 03	23092 30
Lionplus	739 75	732 43
Lion Trésor	2046 66	2026 40
Livret Bourse Investis.	425 28	412 88
Livret portefeuille	628 14	609 84
Méditerranée	158 70	151 50
Minimax	26273 42	26273 42
Mondiale Investissem.	410 25	391 65
Monecic	5909 37	5909 37
Monedan	54153 65	54153 65
Moné J.	54781 60	54781 60
Morgan court terme	14070 27	14070 27 ◆
Mutuelle Unie S&I.	146 12	139 49
Natio-Assoc.	6675 07	6661 76
Natio-Epargne	13653 12	13517 94
Natio-Court terme	211542	211542
Natio-Inter.	1187 64	1155 85
Natio-Obligations	548 62	533 94
Natio-Patrimoine	1347 37	1311 31
Natio-Placements	64838 86	64838 86
Natio-Revenus	1058 99	1046 52
Natio-Sécurité	11402 11	11402 11
Natio-Valeurs	648 86	631 49
Nippon-Gan	5482 19	5214 80
Nord-Sud Développ.	1182 40	1180 04
Normat IF	13091 49	12834 79
Obli Association	122 64	121 43 ◆
Oblicic Régions	1117 90	1101 38
Obligations Convert.	408 58	390 03 ◆
Oblig. toutes catég.	155 96	151 05
Oblilion	1097 28	1086 42
Optimavalor	188 73	184 13
Oraction	1247 53	1208 51
Oravalor	5806 65	5596 77
Paribas Croissance	581 65	557 94 ◆
Paribas Epargne	15703 58	15672 24 ◆
Paribas France	90 65	88 01 ◆
Paribas Oblimonde	1004 75	989 90 ◆
Paribas Opportunités	109 14	105 96 ◆
Paribas Patrimoine	515 30	494 29 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Revenu	96 66	94 71 ◆
Parnasse-Valor	1082 36	1081 28
Patrimoine Retraite	1700 15	1666 81
Pensior	588 18	561 63
Phénix Placements	246 43	245 20 ◆
Pierre Investiss.	668	637 71
Placement A	887 54	887 54
Placement crt-terme	71188 43	71188 43
Placement J	54493 37	54493 37
Placement Premier	53328 52	53328 52
Plénitude	108 47	105 57
Première Obligations	10581 61	10540 53
Prévoyance Ecureuil	107 82	104 93
Pri/Association	22164 09	22164 09
Quartz	115 27	112 43
Quatre-quarts Retraite	1 06	1 03
Rentacic	164 69	162 16
Revenus Trimestriels	5573 69	5518 50
Revenu Vert	1173 36	1172 19
St-Honoré Assoc.	14127 33	14057 04
St-Honoré Bio-aliment.	757 79	723 43
St-Honoré Pacifique	526 49	502 62
St-Honoré P.M.E.	450 99	430 54
St-Honoré Réel	11961 63	11913 97
St-Honoré Rendement	11499 94	11442 73
St-Honoré Services	489 62	470 79
St-Honoré Technol.	716 20	683 72
St-Honoré Valor	11955 75	11955 75
Sécuricic	11573 94	11562 38
Sécuri Taux	10557 16	10557 16 ◆
Sélection Croissance	494 41	480 01
Sicaedan (Caeden BP)	729 20	718 42
Sicav-Associations	1402 39	1400 29
S.F.I. fr. et étr.	611 83	594 01
Sicav 5000	339 87	324 93
S.I. Est	1262	1204 77
S.I.G.	784 91	748 97
Silvafrance	535 27	520 94
Silvam	401	390 27
Silvarente	221 16	218 97
Silvinter	417 41	406 24
S.N.I.	1137 99	1104 84
Sogepargne	364 36	351 19
Sogevar	992 88	947 86
Soginter	1290 46	1231 94
Soleil Investissement	474 58	463 06
Stratégie Actions	1054 70	1014 13 ◆
Stratégie Rendement	1120 83	1085 55 ◆
Technocic	1137 35	1104 22
Techno-Gan	5724 23	5464 66
Trilion	5299 53	5247 08
U.A.P. Investiss.	392 61	378 61
Uni-Associations	112 79	112 79
Unifrance	451 15	434 84
Unifoncier	1133 95	1092 96
Uni-Garantie	1334 79	1308 59
Uni-Régions	2586 27	2491 83
Unirenta	2245 42	2171 59
Univer	183 78	183 78
Univers-Actions	1071 42	1036 19
Univers-Obligations	1610 60	1567 83
Valorem	494 72	482 65
Valorg	1571 55	1569 98
Valrex	80583 82	80543 55 ◆
Vachon	23064 78	23041 72

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Accord « historique » sur le bœuf et les agrumes entre les Etats-Unis et le Japon

Les Etats-Unis et le Japon sont parvenus, le lundi 20 juin, à un « *accord historique* » qui permettra une ouverture graduelle du marché japonais aux importations de bœuf et d'agrumes américains, a annoncé M. Clayton Yeutter, représentant américain au commerce extérieur.

Pour faciliter la rencontre, prévue pour le 20 juin à Toronto, entre leur premier ministre et le président des Etats-Unis, les Japonais ont donc décidé de sacrifier leurs cultivateurs d'agrumes et leurs éleveurs, qui comptent pourtant parmi les fidèles supporters du Parti libéral-démocrate, au pouvoir.

L'accord signé, lundi, à Tokyo prévoit la levée progressive des quotas imposés par le Japon sur le bœuf et les oranges fraîches, d'ici au 31 mars 1991, et leur suppression totale sur les jus d'orange un an plus tard. En échange, le Japon obtient de pouvoir imposer des droits de douane décroissants sur le bœuf, pour un laps de temps s'achevant à la fin de l'année fiscale 1993.

Des pourparlers tenus dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs) préciseront les phases ultimes du démantèlement des systèmes protectionnistes japonais.

Les exportations de bœuf ainsi facilitées devraient rapporter 1 milliard de dollars par an aux éleveurs américains et 75 millions de dollars aux agriculteurs.

A la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

François Checchi avoue avoir tiré sur le juge Michel

François Checchi, qui comparait depuis jeudi dernier devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône où sont jugés les commanditaires et assassins présumés du juge Pierre Michel, a avoué, le lundi matin 20 juin : « *C'est moi, qui ai tiré sur le juge. J'ai été manipulé. On m'a fait croire que je tirais sur Jo le Libanais. C'est Scapula qui s'est servi de moi.* » « *Les gens qui sont à côté de moi dans le box n'ont rien à voir dans cette affaire* », a ajouté Checchi.

Cette déclaration est conforme aux premiers aveux faits par Checchi aux policiers et au juge durant l'instruction.

Lors des premières audiences de la cour d'assises, Checci avait prétendu qu'il n'avait fait ces révélations que pour faire libérer ses proches (*le Monde* daté 19-20 juin).

Le numéro du « Monde » daté 19-20 juin 1988 a été tiré à 516 562 exemplaires

RFA : le congrès de Bad-Godesberg

Le parti des Verts menacé d'éclatement

BONN
de notre correspondant

Réunis pendant trois jours à Bad-Godesberg, les Verts ouest-allemands ont évité le pire : en dépit des affrontements qui opposent de plus en plus violemment les divers courants de cette formation écologiste et pacifiste, le « congrès des perspectives », qui s'est déroulé du 17 au 19 juin, ne s'est pas soldé par une scission du parti, sans pour autant déboucher sur une réconciliation générale.

Deux tendances principales se disputent l'hégémonie sur ce ce parti nouveau venu sur la scène politique d'outre-Rhin, qui est aujourd'hui présent dans presque toutes les instances de la démocratie de la République fédérale : les « réalos », ou partisans d'une Realpolitik d'alliance avec les sociaux-démocrates, et les « fundis », ou fondamentalistes, hostiles à tout compromis avec les partis traditionnels. Les premiers sont majoritaires dans le groupe parlementaire du Bundestag (42 députés) et dans certains Länder comme la Hesse ; les seconds dominent les instances fédérales du parti.

Chacun son manifeste

Ces derniers mois, des affrontements très violents ont mis aux prises les têtes de file des « réalos », l'avocat Otto Schily et l'ancien ministre de l'environnement de Hesse, M. Joshka Fischer, aux leaders fondamentalistes emmenés par la porte-parole du parti, Mme Jutta Ditfurth, et le chef des Verts de Hambourg, M. Thomas Ebermann. Tout était occasion de dispute : un voyage en Israël d'Otto Schily était contesté par l'aile pro-palestinienne « *anti-impérialiste* » du parti, et un conflit s'était développé à propos d'un projet de loi sur le viol. La majorité du groupe parlementaire s'était prononcée pour une peine minimale d'un an de prison réprimant le viol, y compris le viol conjugal, alors que la direction du parti, suivant en cela les exigences des féministes les plus dures, exigeait une peine minimale de deux ans de prison. Lorsque, à la fin du mois de mai les partisans de la répression la plus dure firent paraître un placard publicitaire dans la presse, intitulé « Le groupe parlementaire des Verts ne représente plus la base du parti », on pouvait penser que le processus de scission était en route.

Celui-ci est, pour le moment, enrayé. Au « congrès des perspectives » de Bad-Godesberg, il ne s'agissait pas de faire le point du rapport de forces entre les diverses tendances et sous-tendances des écolos pacifistes – les experts n'en distinguent pas moins de neuf ! – mais de mettre à plat devant les militants qui avaient fait le déplacement les principaux thèmes actuellement en discussion. Chaque courant était venu avec dans ses valises un « manifeste » traçant des lignes pour l'avenir d'une formation à la recherche d'un second souffle. Les « réalos », réunis autour de MM. Joshka Fischer, Otto Schily et Dany Cohn-Bendit, n'ont pas renoncé, malgré la défaite de la coalition SPD-Verts dans le Land de Hesse en 1987, à se faire les avocats de la poursuite de la collaboration avec les sociaux-démocrates. Leur objectif est maintenant la conquête, avec le SPD, de la majorité à la mairie de Francfort, et la réédition sur le plan municipal de la coalition qui dirigea le Land de Hesse pendant deux ans. Les « fondamentalistes » ne ménagent pas leurs quolibets pour ces « *nouveaux yuppies* » qui, selon eux, voudraient faire du parti vert un « *nouveau FDP* » (Parti libéral) plus jeune et plus moderne. En réponse, les « réalos » accusent leurs détracteurs de ramener le parti dans un « *ghetto gauchiste* », ce qui risque de lui faire perdre l'audience dont il bénéficie encore aujourd'hui malgré ses querelles incessantes (les sondages lui accordent régulièrement entre 7 % et 9 % des suffrages sur le plan national).

Ces affrontements sur les principes se doublent maintenant de sordides accusations mutuelles de malversations financières opérées par les uns ou par les autres au détriment de la caisse du parti. La semaine dernière, le magazine *Der Spiegel* révélait que le compagnon de Jutta Ditfurth, M. Manfred Zieran, figure de proue des « fundis », avait touché indûment une avance de 8 000 deutschemarks (27 000 F) pour une campagne contre l'industrie chimique qui n'avait jamais été réalisée. Quelques jours plus tard, comme par hasard, une dénonciation anonyme parvenait au service des impôts de Francfort, accusant la direction régionale des Verts de Hesse, dominée par les « réalos », d'avoir fraudé le fisc. Les personnes et instances mises en causes nient avec la plus grande énergie ces accusations et promettent de faire bientôt toute la lumière sur ces « *calomnies* ». Il n'empêche que le crédit des Verts dans l'opinion, fondé pour une bonne part sur la transparence d'un parti qui s'était fait une spécialité de dénoncer magouilles et manipulations chez les autres, risque de s'en ressentir.

LUC ROSENZWEIG.

Sur le vif

Record

Je viens d'apprendre un truc génial. Sans vouloir se vanter, c'est grand, c'est beau, la France. Il n'y a pas à tortiller. Ils n'ont qu'à bien se tenir, les voisins du marché européen. Il y a un domaine vital, signe d'une haute et vieille civilisation, où on les bat à plate couture. On arrive même très largement en tête de tous les pays industrialisés. Bien fait pour leur pomme ! Ouais, parfaitement, je viens de voir les chiffres publiés par je ne sais plus par quel institut : c'est nous qui alignons les plus belles récoltes d'accidents de la route. Il n'y a guère que le Nigéria et la Colombie pour nous coiffer au poteau des assassinats collectifs et saisonniers.

D'ailleurs, tous les lundis matins dans la presse et les médias, on annonce, pêle-mêle, les résultats du commerce extérieur, de la production industrielle et des hécatombes du week-end. Alors, là, on est champions : dix mille cercueils par an. Sans compter les fauteuils roulants. Ceux-là, on en parle pas, c'est rien, une broutille, deux cent mille blessés plus ou moins amochés qu'on se ramasse du 1er janvier au 31 décembre sous les platanes de nos vacances.

Des jeunes, le plus souvent. Il n'y a qu'à voir dans le carnet du *Monde*, les décès, ça tourne autour de quatre-vingt-onze ou de dix-neuf ans. Très bon pour la santé d'une nation, ce genre de saignées. On se demande ce qu'elle attend, Maggie, pour se débarrasser de ses hooligans en les poussant à s'entre-tuer en bagnole. Au moins, là, ils se tiendront tranquilles.

Moi, ce qui me touche, c'est ça justement, c'est la sollicitude des pouvoirs publics pour ce sport national. L'ivresse du danger, ils savent l'entretenir, les princes qui nous gouvernent. Quand le jeu de massacre devient trop facile, ils se disent : Merde, bientôt ça n'intéressera plus personne. Alors, ils préviennent : Attention, les mecs, ça va se corser, on va multiplier les peines, les traquenards, les alcootests, les radars et les contrôles de vitesse.

Ravis, les chauffards, ça les excite, ça les fouette : Tiens, essaye un peu de m'attraper pour voir, hé, connard ! Ils risquent pas de se faire chopper, vu que les flics aux fesses, et les ballons sous le nez, c'est façon de parler. Pour une fois qu'on a une bonne place dans les statistiques, s'agit pas de la perdre.

CLAUDE SARRAUTE.

TURQUIE : après la tentative d'assassinat du premier ministre

Les dirigeants politiques réaffirment leur foi en la démocratie

ISTANBUL
de notre correspondant

« *Un attentat contre la démocratie* » : telle est la réaction unanime des milieux politiques et de la presse turcs après la tentative d'assassinat dont a été victime, le samedi 18 juin, le premier ministre, M. Turgut Ozal, au cours du deuxième congrès de son parti, l'ANAP, le Parti de la mère patrie.

Devant les cinq mille personnes rassemblées au stade Atatürk, au centre d'Ankara, entre une maquette du grand barrage Atatürk, en cours de construction dans l'est de l'Anatolie, et celle du premier avion F-16 construit en Turquie, M. Ozal rappelait dans son discours d'ouverture les grandes réalisations de son gouvernement lorsque deux coups de feu ont éclaté. Le premier ministre s'est immédiatement jeté sous le pupitre, tandis que les forces de sécurité tiraient sur l'auteur des coups de feu courant en zigzag à travers la foule. Vingt personnes ont été blessées au cours de la fusillade. Blessé au doigt, M. Ozal a repris, sous les ovations, son discours quelques minutes après, remerciant Dieu, qui, « *seul, peut reprendre la vie à qui il l'a donnée* ». Il a été réélu président de son parti à l'unanimité.

Les dirigeants de l'opposition, MM. Erdal Inonu, président du Parti populiste social-démocrate, et Suleyman Demirel, président du Parti de la juste voie (conservateur), se sont rendus auprès du premier ministre pour lui présenter leurs vœux de rétablissement. Ils ont tous deux exprimé leur condamnation de toute tentative de retour à la violence qui, dans les années précédant le coup d'Etat militaire de 1980, avait fait plus de cinq mille victimes.

Celui qui fut l'instigateur de ce coup d'Etat, l'ancien général Evren, aujourd'hui président de la République, condamné « *l'anarchie* » et affirmé sa conviction que « *la démocratie était la seule voix possible de résolution des conflits* », tandis que M. Ozal estimait que la Turquie « *avait retrouvé la sécurité* » et que l'attentat dont il avait été victime « *n'était pas le signe de la persistance de séquelles de cette période de terreur* ».

Les premiers éléments de l'enquête ne donnent aucune certitude sur les éventuels mobiles politiques de l'attentat. Son auteur, Kartal Demirag, est un enseignant de trente-deux ans, qui s'est enfui en janvier d'une prison d'où il purgeait une peine de droit commun pour meurtre. Il est originaire de la province d'Afyon, dans l'ouest du pays, une région éloignée des foyers d'agitation de l'est du pays, à majorité kurde. Les habitants de son village le décrivent comme un « *déséquilibré* », mais on lui connaît un passé de militant dans le parti ultranationaliste et fascisant de l'ex-colonel Turkesh, dissous après 1980.

Sans constituer une preuve décisive sur le sens de son action, cette appartenance infirme les accusations immédiatement lancées par les membres les plus droitistes du parti au pouvoir et mettant en cause les communistes de Turquie. Rien non plus ne suggère l'appartenance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) évoquée par certains journaux. Kartal Demirag sera déféré dans quinze jours devant le tribunal de sûreté de l'Etat : il risque vingt ans de prison.

Le rassembleur

Présentant les nombreux messages adressés à M. Ozal par les chefs d'Etat et de gouvernement, dont ceux du président Reagan et du premier ministre français, M. Rocard, la télévision turque relevait la célérité avec laquelle s'était manifesté le premier ministre grec, M. Papandréou, dont M. Ozal était, il y a quelques jours, l'hôte à Athènes.

Le congrès de l'ANAP s'est terminé dimanche : attendu de toute façon, le rassemblement des délégués des différentes tendances s'est fait autour du premier ministre. Seul survivant des partis politiques autorisés par les militaires à se présenter aux élections législatives de 1983, qui ont marqué le retour à la vie civile, l'ANAP reste traversé par les courants hétérogènes qu'il avait rassemblés sur le thème de la libéralisation et de l'ouverture économique après la dissolution des partis politiques consécutive au coup d'Etat de 1980. Depuis quelques mois, la presse évoquait la possibilité d'un affrontement à ce congrès entre deux listes rivales : celle de « *l'alliance sacrée* » des courants issus de la droite nationaliste et de la droite religieuse, contre celle des « *libéraux* ». Si cet affrontement a pu être évité, de nombreux libéraux, dont l'un des proches du premier ministre, M. Gunes Tanaer, ont été éliminés de la liste unique présentée par M. Ozal pour la constitution des organes dirigeants du parti.

M. Ozal a appelé à l'unité les fauteurs de division. Cet appel était d'autant plus vigoureux que, depuis sa victoire électorale aux législatives de novembre 1987, qui a reflété sa capacité d'attraction sur les couches les plus dynamiques du pays, l'ANAP, victime de son impopulaire politique d'austérité, a été relégué par les sondages derrière les partis d'opposition. Avant d'affronter les prochaines échéances électorales, municipale et présidentielle, le parti ne peut pas se permettre, en donnant le spectacle de la division, de renforcer les arguments de l'opposition, pour qui il n'est qu'une création artificielle issue du coup d'Etat militaire.

MICHEL FARRÈRE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 juin

Stable

Dans un marché très calme, l'indicateur instantané demeurait quasi stable perdant 0,09 % à l'issue de la matinée. Parmi les plus fortes hausses figuraient Intertechnique (+ 7 %), Compagnie du Midi (+ 4,8 %), Penhoët (+ 3 %) et Géophysique (+ 2,9 %). En baisse on notait Eurocom (– 4,3 %), Euromarché (– 4,1 %) et Sogérap (– 4 %).

Toutefois, la Bourse devait vivre à un rythme ralenti dans les heures suivantes. L'intersyndicale ayant organisé une assemblée générale de tout le personnel dans l'enceinte du palais Brongniart, à 12 h 30. Le travail devait être alors fortement perturbé, l'arrêt devant durer de 12 heures à 16 heures.

EN BREF

● **INDE : attentat à New-Delhi.** – Une bombe a explosé le lundi matin 20 juin sur un marché d'un quartier ouest de la capitale indienne, tuant quatre personnes et en blessant quarante autres, a rapporté l'agence PTI. L'explosion s'est produite sur le marché de Tilak Nagar, secteur où vit une forte communauté sikh, indique un porte-parole de la police. D'autre part, quinze personnes ont été tuées et trente-deux blessées, dimanche, à Kurukshetra, ville sainte de l'hindouisme de l'Etat de l'Haryana, lors d'un attentat perpétré selon la police par un groupe séparatiste sikh, dans le but apparent de dresser l'une contre l'autre les deux communautés. – *(AFP).*

● **URSS : Interpellations à Moscou.** – Cinq jeunes partisans de la « perestroïka » ont été pour la première fois interpellés lors du meeting qu'ils organisaient le 18 juin, pour le quatrième samedi consécutif place Pouchkine à Moscou, une manifestation hebdomadaire qui commençait à être connue comme le Hyde Park Corner de la ville.

Une foule de plus d'un millier de personnes s'était assemblée autour des intervenants. Au bout d'une quarantaine de minutes, les policiers ont lancé au mégaphone des appels à la dispersion, couvrant la voix des jeunes orateurs. Ceux-ci se sont alors formés en colonne avec leurs partisans et, brandissant des pancartes, ont tenté d'entraîner la foule en direction du soviet de Moscou. Par ailleurs, plusieurs militants Tatars de Crimée, dont l'un de leurs chefs de file M. Rechat Djemilev, ont été interpellés les 18 et 19 juin dans les rues de Moscou. N'ayant pas de permis de résidence à Moscou, ils devaient être renvoyés en Asie centrale, selon des sources dissidentes. – *(AFP.)*

● **Recours du capitaine de gendarmerie suspendu de ses fonctions.** – Après l'assaut donné à la grotte d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, le capitaine de gendarmerie mobile, responsable de l'évacuation sanitaire et suspendu de ses fonctions par le ministre de la défense, a déposé un recours en vertu de son droit de réclamation institué par l'article 13 du règlement de discipline générale. Cette procédure permet à un militaire d'être entendu par ses supérieurs, y compris par le ministre de la défense. Le capitaine devrait être reçu par un collaborateur de M. Jean-Pierre Chevènement.

